

ISRAËL a vécu, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mai, sa nuit la plus incertaine, au terme d'élections dont les résultats, en fin de soirée, donnaient le premier ministre travailliste sortant,

Shimon Pérès, gagnant d'une courte tête, la tendance s'inversant en faveur de son rival du Likoud, Benjamin Nétanyahou, à mesure que le dépouillement progressait. © BENYAMIN NÉTANYAHOU

HOU, selon les chiffres officiels publiés, jeudi, en milieu de matinée, l'emportait avec 0,7 point d'avance sur M. Pérès. Mais il faut attendre la fin du dépouillement, en principe vendredi, des

voix des 180 000 électeurs « spéciaux », c'est-à-dire 140 000 militaires, les prisonniers, les malades, y compris ceux des hôpitaux psychiatriques, les diplomates à l'étranger et les équipages de

la compagnie aérienne El Al et de la marine. © A LA KNESSET, les deux grandes formations, les travaillistes en tête et le Likoud, perdent quelques sièges, tandis que les petits partis gagnent du terrain.

Quelque milliers de voix départageront M. Nétanyahou et M. Pérès

Alors que la bataille est très serrée pour le poste de premier ministre, élu pour la première fois au suffrage universel, les travaillistes et le Likoud, à l'issue du scrutin du mercredi 29 mai, ont cédé du terrain à la Knesset au profit des petites formations

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les commentateurs israéliens n'ont pas le moindre doute sur ce point : face à Benjamin Nétanyahou, Itzhak Rabin, avec le même programme travailliste, aurait vraisemblablement remporté haut la main la première élection directe du premier ministre en Israël. Mais l'ancien généraliste est mort, assassiné par un extrémiste juif, le 4 novembre 1995, à Tel-Aviv. Et Shimon Pérès s'est retrouvé seul, en première ligne, pour défendre une idée à la fois simple et éminemment complexe : paix et sécurité. Quels que soient les résultats définitifs du scrutin, l'écart qui sépare la victoire de la défaite du candidat travailliste sera d'abord, pour le premier ministre sortant, un échec personnel.

Certes, le chef du cartel des droites a mené de bout en bout une campagne à l'américaine qui, pour ne pas avoir toujours été très digne, s'est révélée techniquement efficace. Certes, les actions terroristes des mouvements islamistes palestiniens - le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) et le Jihad islamique -, responsables d'une série d'attentats-suicides sans précédent en Israël, à la fin de février et au début de mars, aura pesé lourd dans la décision populaire. De même, la préférence affichée, plus ou moins ouvertement, pour M. Pérès par la plupart des grands dirigeants arabes (Syrie, Arabie saoudite, Égypte, Jordanie et OLP) a probablement renforcé la suspicion des Israéliens les plus méfiants à l'endroit de la personne et de la « vision » du vieux lutteur travailliste.

En cinquante ans d'une carrière

politique exceptionnelle, sou-

lignent à l'envi les commentateurs,

« Shimon n'a jamais remporté une seule élection populaire ». Quatre fois il s'est présenté, tête de liste de son parti, aux suffrages de ses concitoyens. Quatre fois, en 1977, en 1981, en 1984 et en 1988, il a été repoussé par l'électorat.

« Cet homme, remarque Zeev Chafetz, éditeur de la revue *Jerusalem Report*, est à bien des égards l'un des plus talentueux et des plus convenables de notre vie publique. Mais il y a quelque chose

Le vote des militaires

Environ 180 000 bulletins de vote restaient à dépouiller, jeudi 30 mai, dans la matinée, pour obtenir les résultats définitifs des élections israéliennes. 40 000 électeurs - parmi lesquels les prisonniers, les personnels d'ambassade, les équipages de la compagnie aérienne El Al et, pour la première fois en vertu d'un amendement apporté à la loi électorale juste avant la fin de la législature sortante, les personnes hospitalisées et les malades psychiatriques - s'ajoutaient aux 140 000 soldats et militaires de carrière, dont 20 000 sont déployés au Liban sud et dans les territoires palestiniens occupés. Le vote des militaires est traditionnellement favorable à la droite. En 1992, les soldats de Tsahal avaient ainsi apporté au camp nationaliste un gain de 0,2 % et permis au parti ultra, Tsomet, conduit par Rafail Eytan, de gagner un siège de député supplémentaire.

dans sa personnalité qui froite l'israélien du mauvais côté. Comme homme d'Etat, c'est un authentique Prix Nobel, comme homme politique, c'est un perdant né ».

Pérès « l'intellectuel visionnaire », mal aimé, incompris, est-il victime de son image ? Dans un vieux pays sûr de son identité, l'étiquette pourrait être un plus. En Israël, une nation toujours en devenir, qui a grandi les armes à la main, la formule « intellectuel et visionnaire » est une sorte d'euphé-

misme pour « dangereux rêveur ».

On y préfère les hommes d'action.

D'une certaine manière, avec son petit palmarès militaire, ses cinq ans passés dans les commandos d'élite de l'état-major et sa participation à quelques opérations spectaculaires contre les Arabes - Ironie du sort, sous les ordres du général Ehoud Barak, chef travailliste actuel de la diplomatie... -, Benjamin Nétanyahou correspond mieux à l'image que les sabras, les gens nés en Israël, aiment à donner d'eux-mêmes.

Si les urnes devaient finalement

lui sourire, la question resterait posée de savoir quel Pérès les Israéliens auraient élu : Celui qui faisait connaître son dégoût lorsque Rabin avait la main lourde sur les Palestiniens ? Ou celui qui leur impose, depuis plusieurs mois, le plus long, le plus cruel, le plus hermétique des bouclages ? Celui qui rejette l'idée de séparation entre les deux peuples antagonistes de Terre sainte, parce qu'elle contredit sa vision du « nouveau Proche-Orient » ? Ou celui qui affirme, après une série d'attentats et de sondages favorables à cette idée, qu'il va immédiatement la mettre en œuvre ?

Le Pérès qui ménage les Syriens et invite les Libanais à s'asseoir avec lui à la table des négociations ? Ou le Prix Nobel de la paix 1995 qui ordonne, pour des raisons largement électorales, qu'on prétende, la semaine dernière, que « Rabin, de la colère », avec son sanglant cortège de petits et grands Cana ? Le Pérès apprécié et ouvertement soutenu par Bill Clin-

ton, Jacques Chirac, le roi Hassan II du Maroc et tous les « grands » de ce monde ? Ou celui qui lance, ce mois-ci, après la mise en cause d'Israël par les Nations unies pour son aventure libanaise : « Peu importe, comme disait Ben Gourion, ce que disent les gosses (non-juifs), seul compte ce que font les juifs » ?

M. Pérès a visiblement désarçonné une partie de son électorat potentiel traditionnel, sans réussir à gagner la confiance des indécis en déshérence.

L'homme a brouillé son image. Il a visiblement désarçonné une partie de son électorat potentiel traditionnel, sans réussir à gagner la confiance des indécis en déshérence. M. Nétanyahou a bien tenté également de changer la perception qu'avait de lui l'opinion, mais lui a échoué. Quoi qu'il ait dit pendant la campagne pour essayer de modérer un peu son discours et ses projets, il est resté perçu tout au long pour ce qu'il est : un « faucon » idéologue, entouré d'autres « faucons », nommés Ariel Sharon, numéro deux du Likoud, et Rafail Eytan, chef de l'état-major.

M. Pérès a visiblement désarçonné une partie de son électorat potentiel traditionnel, sans réussir à gagner la confiance des indécis en déshérence

L'homme a brouillé son image. Il a visiblement désarçonné une partie de son électorat potentiel traditionnel, sans réussir à gagner la confiance des indécis en déshérence. M. Nétanyahou a bien tenté également de changer la perception qu'avait de lui l'opinion, mais lui a échoué. Quoi qu'il ait dit pendant la campagne pour essayer de modérer un peu son discours et ses projets, il est resté perçu tout au long pour ce qu'il est : un « faucon » idéologue, entouré d'autres « faucons », nommés Ariel Sharon, numéro deux du Likoud, et Rafail Eytan, chef de l'état-major.

Nervosité et passion autour des isoloirs

JAFFA

de notre envoyé spécial

La journée est déjà bien avancée, mais les slogans des banderoles accrochées aux carrefours et les klaxons des voitures tapissées d'affiches des candidats battent d'assaut les rues de Jaffa. Dans un bureau de vote de la vieille ville de Jaffa, aux portes de Tel-Aviv, Arielle vient déposer ses deux bulletins dans l'urne : l'un pour Shimon Pérès, l'autre pour le Meretz, formation de gauche, et allié traditionnel des travaillistes. « Ma fille est revenue spécialement de New York pour faire comme moi, c'est très important », murmure-t-elle. All, qui l'a précédée de quelques minutes pour voter, lui aussi, pour M. Pérès et pour le Meretz exprime ingénument les raisons de son choix : « Pour ce qui est de l'image, Pérès et Nétanyahou sont bien tous les deux. Mais pour ce qui est du son, avec le chef du Likoud, pour nous, c'est un peu moins bien. »

Dans un autre bureau installé dans une école, les électeurs arabes font, eux aussi, confiance au premier ministre sortant. « Pérès, c'est Shalom, c'est la paix », assure un quadragénaire repêlé. Alors qu'une voiture aux couleurs de la Liste arabe unie dépose à l'entrée du bureau une femme âgée, qui vient accomplir son devoir électoral, accompagnée par sa fille, une jeune juive en sort d'un pas décidé.

« J'ai voté pour « Bibi » et pour le Likoud », révèle Mercedès. « L'autre [M. Pérès], il va nous faire des misères, il va nous apporter la guerre en donnant tout aux Arabes. Il les aime trop, alors que « Bibi », lui, il saura comment faire avec eux », ajoute-t-elle avec passion, avant d'évoquer les « problèmes quotidiens » qu'elle doit endurer, selon ses dires, dans ce quartier arabe de Jaffa que surplombe une mosquée. « C'est bien simple, proclame-t-elle la main

sur le cœur, si M. Pérès est élu, moi je quitte mon pays, j'irai je ne sais où, aux États-Unis peut-être, mais je ne resterai pas ici. »

La nuit des électeurs continue et les avis tombent comme des couperets. « Bibi n'a pas d'expérience, il n'est pas sûr », déclare une Israélienne venue de Bulgarie, il y a trente-trois ans. « Avec lui et le Likoud, réplique Meri, nous serons sûrs de garder notre pays pour nous. » Mais, si Jaffa garde son calme, alors qu'un sort incertain se joue dans les isoloirs, les autres banlieues de Tel-Aviv offrent un tout autre spectacle.

Soixante-quinze incidents, cinq interpellations et deux blessés légers

A Lod, près de l'aéroport Ben-Gourion, les sympathisants des deux candidats en lice pour le poste de premier ministre en viennent brièvement aux mains. Un peu plus au nord, dans la « ville noire » ultra-orthodoxe de Bnei Brak, acquise à M. Nétanyahou, des travaillistes venus défendre les couleurs de leur champion, propagande électorale à l'appui, sont pris à partie dans une brève émeute. En dressant, quelques heures plus tard, le bilan de ces échauffourées, la police dénombre soixante-quinze incidents, cinq interpellations et deux blessés légers. La campagne électorale, qui avait été sa monotonie sur les chaînes de télévision tout au long de ces dernières semaines, se laisse gagner par la passion. Une folle nuit restait à venir.

G.P.

« Mes amis, ne perdons pas espoir, la nuit sera longue... »

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Il est 22 heures et le Cinéma, la salle de spectacle de Tel Aviv réquisitionnée par les travaillistes, explose d'une joie trop longtemps contenue, trop longtemps inquiète. La première chaîne de télévision israélienne, relayée sur des écrans géants, vient de donner ses premières estimations. Avec 50,7 % contre 49,4 %, Shimon Pérès est donné vainqueur. A quelques rues de là, l'élan des militants du Likoud est brisé net. Hébertés, ils regardent leur allié du Parti national religieux, Zevulun Hammer, présenter sans vergogne ses services à l'ennemi.

Les dirigeants travaillistes chantent et dansent à Tel Aviv, mais M. Pérès reste invisible, tout comme son rival Benjamin Nétanyahou, qui refuse de tirer des conclusions définitives des premières simulations. Son bras droit, Ehoud Olmert, le maire de Jérusalem, constate que « Pérès va pouvoir disposer d'une large majorité à la Knesset, c'est sûr ! ». D'autres responsables du Likoud, plus vespérins, tentent de se consoler en dénigrant la victoire du can-

didat travailliste, « obtenue grâce aux voix des Arabes », et à laquelle ils opposent en quelque sorte la « pureté » juive du vote pour « Bibi ».

LES CRAMINTES DE LÉA RABIN

La soirée s'avance sans que de nouveaux chiffres dissipent les toutes dernières réserves des travaillistes. « Optimiste », Ehoud Barak, le ministre des affaires étrangères, estime pourtant qu'« il est encore trop tôt pour donner le signal de la fête ». A 1 heure du matin, M. Nétanyahou fait enfin son apparition devant les jeunes militants du Likoud, qui trouvent encore la force de le féter. « Bibi » n'est pas venu rendre les armes, bien au contraire. « Mes amis, ne perdons pas espoir, la nuit sera longue ! », prévient-il. Pourtant, une bonne heure se passe encore sans qu'un frémissement se fasse sentir, et le quartier général du Likoud se vide progressivement de ses forces vives.

A la télévision, le présentateur vedette du « 20 heures » israélien, imperturbable, continue son marathon. A 2 h 50, c'est l'alerte.

50,6 % contre 49,4 % : pour la première fois, le candidat unique de la droite est donné vainqueur. Les craintes exprimées, quelques instants auparavant par Léa Rabin, la veuve du premier ministre assassiné, deviennent plus légitimes et l'abandon change de camp. Alors que le Cinéma se vide de militants désorientés, la salle du Likoud est rapidement envahie par des fidèles aux traits creusés par la fatigue, mais qui viennent de trouver une source d'énergie nouvelle dans ce revirement imprévu.

Il est trop tard pour les roatiades des quotidiens, qui tournent déjà. Sur six colonnes à la « une », le *Jerusalem Post* annonce la victoire de M. Pérès avec la photo d'un jeune militant travailliste qui brandit un portrait d'Itzhak Rabin. Le jour se lève. Des troupes fraîches prennent le relais sur les plateaux de télévision. Le long dépouillement continue et, avec dix mille voix d'avance, M. Nétanyahou s'accroche toujours à la première place...

Gilles Paris

En cas d'ex aequo

Selon M. Uriel Lynn, ancien président de la commission des lois du Parlement, un second tour n'est possible qu'en cas où Shimon Pérès et Benjamin Nétanyahou sont ex aequo. Le premier ministre élu dispose de 45 jours pour former son gouvernement - à partir de la publication des résultats définitifs, en principe dimanche 2 juin - et le présenter au Parlement. Le nombre de ministres, y compris le chef du gouvernement, ne peut pas excéder 18. Si le premier ministre ne réussit pas à former une majorité gouvernementale dans le délai prévu, une nouvelle élection du premier ministre sera organisée dans les 60 jours. Si le même candidat l'emporte et échoue de nouveau à former un gouvernement viable dans les 45 jours, un troisième tour aura lieu et il ne pourra pas s'y représenter. Si c'est la Knesset qui refuse, par au moins 61 voix sur 120, la confiance au gouvernement proposé par le premier ministre élu, de nouvelles élections auront lieu à la fois pour le Parlement et le chef du gouvernement.

Illusions à Jérusalem-sur-Seine

IL RÉGNAIT, mardi 29 mai, dans la soirée, une moiteur quasi israélienne, dans la grande salle de conférences de l'Hôtel Hilton de Paris. Plusieurs centaines de personnes se pressaient à la soirée électorale, organisée par la radio juive RCJ et le mensuel *L'Arche*. Des notables communautaires, des vedettes du show-biz comme la plus française des Israéliennes, l'incontournable Rita Zari, qui avait eu la riche idée de se munir d'un éventail fort utile dans ces circonstances, des bon-notables aussi, avec ou sans kippa.

On était venu, la plupart du temps en famille, pour vivre à l'heure de Jérusalem, pour acclamer la victoire de son champion ou déplorer la défaite de son héros. Un écran géant diffusait en alternance des images en direct des chaînes de télévision israéliennes, de CNN et de LCI. Les applaudissements sont plus nourris lors de l'apparition sur l'écran du visage de l'actuel premier ministre

qu'à celle de son rival « Bibi » Nétanyahou. Une petite phalange de membres d'organisations de jeunesse de gauche ne s'embarrasse pas de précautions sur l'issue finale du scrutin. Pérès a gagné, un point c'est tout, on brandit des banderoles « Pérès, le peuple est avec toi » et on se met tout de go à chanter les chants pionniers en hébreu qui rappellent les joyeuses soirées au kibboutz.

ANIMATION

A la tribune, où se relaient journalistes et responsables communautaires, les intervenants s'en tiennent, pour la plupart, aux généralités convenues qui engendrent le consensus. Jean Kahn, président du consistoire central, salue « la vitalité de la démocratie israélienne, la seule dans la région ». Applaudissements. Mais une réunion juive sans polémique, sans cris ni sifflets, est impensable. Cette animation fut assurée par une vive réaction de Pierre Aidenbaum, maire (PS) du

3^e arrondissement de Paris, qui saisisit au vol les propos de Michel Gourimkiel, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, qui mettait en doute la « légitimité » d'un Shimon Pérès élu grâce à l'apport des voix des électeurs arabes israéliens. « Ce sont des mots que l'on ne devrait pas entendre dans la bouche d'un juif », s'offusqua M. Aidenbaum. Sifflets à droite, applaudissements à gauche.

L'entrée de l'ambassadeur d'Israël en France, Avi Pazner, rétablit l'unité : applaudissements à droite comme à gauche. Le prophète de la soirée fut Roger Ascot, ancien directeur de *L'Arche* et fervent partisan de M. Pérès, qui n'y croyait pas trop, malgré les projections des instituts de sondages : « Quand on pense que ces imbéciles de rabbins ont fait voter Nétanyahou, qui est laïque comme par deux, et qui a épousé une goy... » Evidemment.

Luc Rosenzweig

Washington souhaite sanctionner les pays commerçant avec Cuba

Un projet de loi prévoit également des sanctions économiques contre les sociétés contribuant à renforcer le secteur pétrolier en Iran et en Libye. Les Européens étudient des mesures de représailles

WASHINGTON

de notre correspondant
Les relations entre les États-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux s'assombrissent, à la suite d'une initiative de Washington. L'administration américaine a confirmé, mercredi 29 mai, avoir adressé des lettres d'avertissement à plusieurs entreprises qui sont menacées de sanctions commerciales, en vertu de la loi Helms-Burton destinée à renforcer l'embargo économique et commercial contre Cuba. Cette décision intervient au moment où le Congrès est sur le point d'adopter un projet de loi instituant des mesures similaires contre les entreprises étrangères investissant en Iran et en Libye.

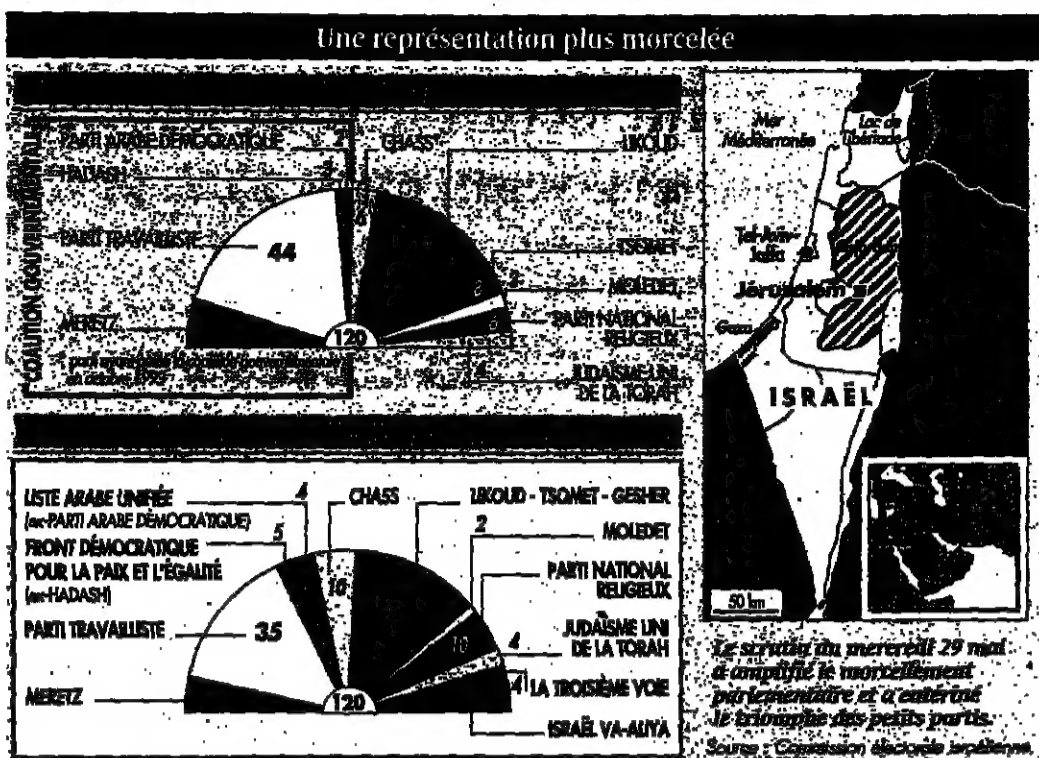
dont les biens ont été confisqués depuis la révolution cubaine de 1959 et qui s'estiment lésés, de porter plainte devant les tribunaux, afin d'obtenir des dommages et intérêts.
Trois entreprises figurent sur une première liste : la société minière canadienne Sheritt International Corporation, la compagnie de téléphonie mexicaine Grupo Damos et la société italienne de téléphonie STET. Elles disposent de quarante-cinq jours pour renoncer à leurs investissements à Cuba. Passé ce délai, les services de l'immigration recevront une liste des responsables de ces compagnies, qui seront virtuellement interdits de séjour aux États-Unis.
Le deuxième projet, en discussion au Congrès, prévoit des sanctions économiques contre les sociétés contribuant à renforcer le

secteur pétrolier en Iran et en Libye. Selon le texte en cours d'examen par la Chambre des représentants (et adopté par le Sénat), sont particulièrement visées les entreprises qui fournissent une technologie et des équipements, ou qui investissent au moins 40 millions de dollars (200 millions de francs) par an dans ce secteur. Mais, de même que la loi Helms-Burton permet au chef de l'exécutif d'invoquer l'intérêt national pour surseoir à l'application de la loi pendant une période de six mois renouvelable, le projet, dont Alfonso Amato, sénateur républicain de New York, est le parrain, prévoit que M. Clinton pourra faire de même pendant deux périodes de trois mois chacune, si la « sécurité nationale » l'exige.
Plusieurs pays européens sont directement concernés par le commerce avec l'Iran, en particulier l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, l'Italie étant plus spécialement visée en raison de ses relations économiques avec Tripoli. Le projet d'Amato manifeste le profond désaccord entre les États-Unis et leurs alliés à propos de l'Iran. Les diplomates américains estiment que le « dialogue critique » avec le régime iranien n'a pas changé d'un iota la « poli-

tique terroriste » de ce pays, pas plus que ses efforts pour miner le processus de paix au Proche-Orient.
Les Européens, de leur côté, prétendent exercer une influence modératrice sur le gouvernement de Téhéran (notamment dans le domaine des droits de l'homme), et rétorquent que la politique américaine d'embargo n'a donné aucun résultat. Dans un article publié, lundi 27 mai, par le Washington Post, Malcolm Rifkind, le secrétaire au Foreign Office, soulignait que ce projet va avoir pour effet de « provoquer la division des alliés occidentaux », sans pour autant affaiblir Cuba, l'Iran ni la Libye.
« Les boycotts secondaires, comme l'exemple arabe l'a montré, ajoutait-il, ne marchent pas. »
Les gouvernements européens rappellent également que Was-

ington se garde de toute mesure hostile à l'égard de la Syrie, un pays qu'ils accusent (comme l'Iran), de soutenir le terrorisme international. Ils rappellent que les États-Unis ne se privent pas, à l'occasion, de se servir de l'Iran : à partir de 1994, l'administration américaine a de facto autorisé la livraison d'armes iraniennes au profit des musulmans bosniaques, via la Croatie. Les conditions dans lesquelles s'est effectuée cette opération quasi clandestine font actuellement l'objet de plusieurs enquêtes parlementaires.
Les États-Unis, enfin, ne donnent pas toujours le bon exemple : lors des deux foires internationales sur l'informatique qui se sont déroulées à Téhéran, en avril et mai, les sociétés américaines comme Hewlett-Packard, AT&T et Xerox, étaient représentées. De même qu'avant le récent durcissement diplomatique de Washington à l'égard de La Havane, de nombreuses compagnies américaines avaient renforcé leurs contacts avec les milieux économiques cubains. Autant de raisons qui conduisent les alliés de Washington à s'interroger sur la cohérence de la diplomatie américaine.

Laurent Zecchini



Le futur premier ministre aura l'embarras du choix pour former une coalition

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Depuis la création d'Israël, en 1948, aucune des deux grandes formations politiques nationales n'a jamais réussi à former, seule, un gouvernement. Le 14 Knesset, qui vient d'être élu, ne fait pas exception à la règle. Avec 35 sièges, selon la commission centrale des élections, sur 120, le Parti travailliste, qui en avait remporté 44 en 1992 (moins 2 perdus, en 1993, après une scission), subit, comme le Likoud (31 sièges), au lieu de 40, en comptant le Tsomet, aujourd'hui fondé dans le parti de M. Nétanyahou), une forte érosion.

Contrairement aux espoirs de ceux qui avaient soutenu la réforme portant pour la première fois sur l'élection directe du premier ministre, le double scrutin du mercredi 29 mai a complètement atomisé le

vote, amplifié le morcellement parlementaire et considérablement augmenté, aux dépens des deux grandes formations, le nombre d'élus dans chacun des petits partis-charnières traditionnels.

Le nouveau premier ministre a théoriquement quarante-cinq jours pour former un gouvernement, mais, comme on l'indiquait de part et d'autre de l'arène politique, le nouvel élu « n'aura aucune difficulté à former une coalition » et il devra « très rapidement » se présenter à la Knesset avec une équipe gouvernementale constituée. « Les petits partis vont faire la queue pour entrer dans la nouvelle coalition », prédit ainsi Yossi Beilin, ministre travailliste chargé du processus de paix.

De fait, en dehors des deux listes arabes qui soutenaient traditionnellement les travaillistes de l'exécutif et qui alignent d'excellents scores, puisque le nombre global de leurs mandats passerait de 5 à 9, Shimon Pérès jure bien que Benjamin Nétanyahou peuvent inclure, outre leurs alliés de toujours, au moins quinze partis supplémentaires dans la coalition : celui des ultra-orthodoxes d'origine marocaine, le Chass, celui des nouveaux immigrants russophones, Yisrahel Avnaya, de Nathan Shtronski, celui des sionistes religieux du PNR et, enfin, les trois à quatre élus de la Troisième Voie.

Les chefs de ces quatre formations avaient fait savoir, dès avant la consultation, qu'ils étaient prêts à s'associer au nouveau premier ministre quel qu'il soit, pourvu que celui-ci accepte au moins une partie de leurs exigences sociales, religieuses ou purement ethniques. Les marchandages, qui avaient commencé avant l'élection - chaque candidat au poste de premier ministre promettant plus ou moins secrètement aux uns et aux autres des avantages en nature, en échange d'un appel public à voter pour lui -, sont de nouveau ouverts. Avec néanmoins, compte tenu de l'ampleur du choix, une latitude de surenchère moins grande que d'ordinaire.

SIX « RUSSSES » AU PARLEMENT

Une seule question-clef pour le moment : avec ses six élus assurés, la liste « russe » de Nathan Shtronski fait une entrée fracassante à la Knesset et permet à l'ancien refusnik d'Ukraine d'exiger, en échange de son soutien, un portefeuille de ministre.

A quarante-huit ans, dont onze passés dans les prisons soviétiques et dix en « Terre promise », M. Shtronski, dont le programme de « paix » est très proche de celui du Likoud - soutien à la colonisation des territoires palestiniens et refus de l'éventualité d'un État palestinien -, n'a en définitive qu'une priorité : susciter l'ajon, la « montée en Israël » d'un million de Juifs russes supplémentaires.

Le parti Chass, dont Ovadia Yosef, le guide spirituel, décrit par ses fidèles comme un « grand sage de la Torah », a souvent dit qu'il n'était pas opposé au principe de l'échange de terres contre la paix avec les Arabes, « si c'est le seul moyen de sauver des vies juives », a appartenu dans le passé à diverses coalitions, de droite, comme de centre gauche.

Son jeune dirigeant politique, le rabbin Arieh Dén, fut ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'Yitzhak Rabin, jusqu'à sa démission forcée, en 1993, pour cause de

Le « processus de paix » selon M. Nétanyahou

Le chef du Likoud, Benjamin Nétanyahou, a sa propre conception du « processus de paix » dont voici les grandes lignes :

● Yasser Arafat : « Je ne suis pas ravi à l'idée de rencontrer Yasser Arafat, mais, s'il apparaît essentiel pour la sécurité de la terre, alors je le ferai. » (Yediot Aharonot, 22 avril)

● Les territoires : « Les accords d'Oslo sont devenus une réalité, je suis obligé de les accepter comme point de départ (...). Dans tous les cas, nous sommes opposés à un État palestinien. » (Yediot Aharonot, 23 mai) « Nous allons proposer une autonomie élargie aux Palestiniens, sauf pour ce qui concerne les affaires étrangères et la sécurité », qui resteront sous la responsabilité d'Israël (Haaretz, 28 mai).

● Hébron : « Si je suis élu, je développerai les colonies juives à Hébron. » (Haaretz, 5 mai)

● La sécurité : « Je ne fais confiance qu'à l'armée israélienne pour lutter contre le terrorisme. J'ai l'intention de donner à l'armée et à ses officiers la liberté d'agir partout (...). Assurément, nous entrerons à Naplouse et à Gaza », si besoin est (Yediot Aharonot, 23 mai).

● Les colonies : « Nous entendons renforcer et développer les colonies en Judée-Samarie (Cisjordanie). » (Yediot Aharonot, 23 mai) « Il n'y aura aucune limitation pour les colonies israéliennes. » (Jerusalem Post, 10 mai)

● Jérusalem : « Cette question est peut-être sur l'agenda de Yasser Arafat, pas sur le mien. (...) Je ne respecterai aucun accord concernant Jérusalem. » (Haaretz, 28 mai)

● Le Golan : « Les colonies [israéliennes] ne seront pas évacuées. Il n'y aura aucune concession territoriale sur le Golan [conquis sur la Syrie en 1967] (Haaretz, 28 mai).

mise en examen. Les malversations financières et l'enrichissement personnel qui lui sont reprochés par la justice n'ont toujours pas été jugés. La plupart des commentateurs israéliens estiment que si, avec ses 10 sièges (au lieu de 6 dans la précédente Knesset), le Chass réussit à négocier son entrée dans la nouvelle coalition, « l'affaire Déri » à toutes les chances d'être définitivement enterrée. « La Bible a gagné ! », proclame, mercredi, dans la soirée, le « guide » Ovadia Yosef. « Grâce à nos résultats, nous allons pouvoir multiplier les yeshivah (séminaires religieux) et les synagogues. »

Le PNR, plus connu en Israël sous son acronyme béneux, Maftal, est un cas particulier. Avec dix élus au lieu de six précédemment, les sionistes religieux se considèrent aussi comme des candidats sérieux pour siéger dans la nouvelle majorité. « Je pense que nous allons jouer un rôle très significatif dans le prochain gouvernement », sous-entendu quel qu'en soit le premier ministre, déclare Zevulun Hirsman, l'un de ses principaux dirigeants.

Jadis proches du sionisme de type travailliste, les élus et les militants du Maftal ont peu à peu glissé, après la conquête des territoires palestiniens en 1967, vers le « sionisme révisionniste » qui forme toujours le socle idéologique du Likoud et qui maintient que toute la Palestine biblique, « de la mer (Méditerranée) au fleuve (Jordain), appartient au peuple juif ».

Sédit par l'idéologie messianiste et amérioniste du Goush Emounim (bloc de la foi), le PNR était devenu le relais parlementaire direct des colons juifs les plus radicaux. L'assassinat de Rabin par un jeune homme très proche de lui semblait cependant avoir provoqué un sursaut et un début de retour à des idées plus modérées.

P. C.

JEAN LACOUTURE

Cette biographie en mouvement fort précise a le ton d'un roman de cape et d'épée.

Michel Chailou/Le Nouvel Observateur

Ce "Montaigne-Lacouture" est l'un des plus convaincants qui se puisse rencontrer - tant un Gascon "ondoyant et divers" y conte sans manière la vie d'un autre Gascon... Jean-Paul Enthoven/Le Point

Une petite merveille, intelligente et plaisante.

Daniel Mardn/Centre France Dimanche

Passionnant.

Hervé de Saint Hilaire/Le Figaro

Editions du Seuil

Les communistes russes présentent un programme économique modéré

Pour rassurer les électeurs, Guennadi Ziouganov prône principalement la nationalisation des secteurs « stratégiques », notamment ceux du gaz et du pétrole, et la protection du marché intérieur

A l'approche du premier tour de l'élection présidentielle du 16 juin, la presse russe a dévoilé, mardi 28 mai, le programme du communiste Guennadi Ziouganov, au coude à coude avec le président Boris El-

sine dans les sondages. Dans ce texte, intitulé « de la destruction à la construction », le candidat du Bloc populaire et patriotique affirme que sa priorité est de lutter contre la chute de la production,

sacifiée, estime-t-il, au profit de celle contre l'inflation par le gouvernement de Viktor Tchernomyrdine. Tout en s'attaquant au Fonds monétaire international, « une organisation dirigée par les Etats-

Unis », M. Ziouganov prône la coexistence d'un secteur privé et public, sans préciser cependant la part qui reviendrait à chacun d'entre eux. Certains observateurs jugent que les appels à la création

« d'entreprises populaires », contrôlées par les « collectifs de travailleurs », et le flou sur la place accordée à la propriété privée, sont des concessions à l'aile gauche de la coalition.

MOSCOU
de notre correspondant
« Il ne reste pratiquement plus rien du marxisme » : les commentateurs du journal libéral *Nevskissimaya Gazeta*, le premier à avoir publié le véritable programme économique du candidat communiste à la présidentielle, ont été déçus. Boris Eltsine agitait depuis des semaines la « menace rouge » en économie : celle de nationalisations massives, du retour au contrôle total des prix et à la planification centralisée soviétique. Mais la véritable plateforme économique du candidat communiste, Guennadi Ziouganov, intitulé « de la destruction à la construction », offre peu de prise à la critique féroce. Tout en s'attaquant au monétarisme et au FMI, il prône une classique relance de la production nationale par la demande intérieure.

Fruit d'un compromis entre les diverses tendances d'une coalition qui va des staliniens aux sociaux-démocrates, la plate-forme du « Bloc populaire et patriotique » évite ainsi d'approuver la privatisation des grandes entreprises : « parallèlement au secteur d'Etat, des formes de propriété privée doivent exister ». Des prises de contrôle des entreprises « stratégiques » sont possibles : « il est nécessaire que l'Etat garde entre ses mains l'essentiel du potentiel de production, notamment dans les entreprises minières, dans le complexe militaire-industriel, les transports et l'énergie ». La part envisagée du gouvernement reste floue : « elle peut aller de 10 à 90 % », commente Sergueï Markov, de la Fondation américaine Carnegie.

A quelques nuances près, les buts affichés par les communistes ne diffèrent pas vraiment de ceux des autorités actuelles. Comme le gouvernement, les communistes veulent donner la priorité à l'industrie nationale, protéger le marché intérieur et renforcer le rôle de l'Etat. Le nouveau ministre des industries de défense ne vient-il pas de proposer la renationalisation des « des industries de défense stratégiques ou en situation de monopole » ? S'inspirant notamment du *New Deal* de Roosevelt, le pro-

gramme de l'opposition diffère de celui du gouvernement dans ses moyens : il inverse l'ordre des priorités économiques.

Dressant un constat « d'échec total » de la politique du pouvoir, notamment parce que la production industrielle continue de chuter, l'opposition veut donner la priorité à la production et non à la lutte contre l'inflation. Le candidat Ziouganov juge que le gouvernement agit sous la houlette du FMI, une « organisation dirigée par les Etats-Unis » qui « limite le

choix du modèle de développement et l'indépendance économique de la Russie ». Il propose une baisse et un contrôle des prix de l'énergie et des transports pour favoriser l'industrie nationale, qui sera protégée de la concurrence des produits étrangers par des barrières douanières. L'opposition propose d'accroître les dépenses du complexe militaire-industriel, de la recherche, de l'éducation et de la santé, qui doivent être gratuits.

Pour financer son programme,

la coalition d'opposition, qui veut renouer aux emprunts d'Etat extérieurs et intérieurs (en bons du Trésor), mise sur une meilleure collecte des impôts, la mobilisation de l'épargne populaire, la fin de la fuite des capitaux et une augmentation des revenus par des ventes accrues de matières premières, d'énergie et d'armes et par la nationalisation de la production d'alcool. Pour relancer l'investissement, le programme suggère de « réorganiser » (mais pas de nationaliser) les banques

actuellement sous la houlette de l'Etat, de protéger les investisseurs étrangers, de créer une banque d'Etat pour la Reconstruction et le développement.

Les seuls que le programme communiste affole sont les producteurs d'énergie et d'alcool, puissants au sein du pouvoir actuel, que le candidat communiste se propose de nationaliser ou de contrôler.

Dans un chapitre intitulé « Gazprom pour la Russie et non la Russie pour Gazprom », M. Ziouganov s'en prend au premier producteur de gaz mondial, privé dans des conditions douteuses. Il écrit que « le pétrole et le gaz russe, comme toutes les richesses naturelles, sont le trésor de toute la Russie et non les biens personnels de généraux du gaz et du pétrole ».

Les économistes libéraux estiment que ce plan de l'opposition a peu de chance de réussir parce qu'il va relancer l'inflation, détruire la fragile confiance de la population dans le rouble, et entraîner des mesures protectionnistes. Beaucoup semblent d'ailleurs de la capacité du gouvernement à mettre au service du pays les immenses richesses naturelles « privatisées » qui représentent 70 % des exportations. En décembre 1995, lors de la campagne pour les législatives, Guennadi Ziouganov expliquait qu'on ne pouvait tout nationaliser, « si non ça va tirer ». Mais même en se limitant à la « prise de contrôle » des nouveaux géants du pétrole et du gaz russe, intimement liés à l'actuel pouvoir, il a déteint la hache de guerre.

Evgueni Iassine, ministre de l'économie « Les mesures proposées seraient destructrices »

« Quelle serait la politique économique des communistes, si Guennadi Ziouganov était élu ?

« Si les communistes étaient élus, ils ne pourraient pas revenir radicalement en arrière, ils pourraient seulement aménager certains points. Par exemple, renforcer la protection sociale ou réviser la politique de privatisations. Mais dans chacun des domaines concernés, les mesures prises seraient destructrices pour l'économie.

« Il faut garder en tête que toutes les forces de l'opposition, pas seulement le Parti communiste, demandent un changement de politique économique. Il s'agit donc de décider ce qui doit être modifié. Je ne m'oppose pas aux changements, mais la marge de manœuvre est très faible. Après la première phase des réformes, marquée par la stabilisation financière et la privatisation, il faut passer à la deuxième, celle de l'investissement et des réformes structurelles. Mais de ce point de vue le Parti communiste ne propose principalement qu'un programme de dépenses sociales, qui ferait forcément redémarrer l'inflation. En renforçant le contrôle de l'Etat sur

l'économie, en limitant les privatisations, il n'y aura pas d'investissement, ni intérieur ni étranger, pas même de l'Etat. Ziouganov dit qu'il faut soutenir les producteurs locaux. Mais l'Etat n'a pas les moyens d'investir. En résumé, les communistes ne proposent que des mesures interdites à l'économie russe.

« Les communistes russes ressemblent-ils davantage à ceux, récemment revenus aux commandes dans plusieurs pays d'Europe centrale, ou aux anciens soviétiques ?

« En Pologne, Lech Walesa avait été bien plus populiste pendant sa campagne qu'Alexandre Kwasniewski, l'ancien communiste finalement élu président. Mais un leader n'est jamais seul, il est toujours l'otage de ses fonctionnaires. Ceux de Pologne regardent vers l'Europe. Ceux de Russie regardent vers l'Est et le passé. On doit se libérer du passé, mais c'est plus difficile chez nous.

« Comment jugez-vous les principaux succès de la présidence Eltsine, en matière économique, et quels sont les échecs que vous déplorez le plus ?

« Le premier stade des réformes est un succès. Grâce à sa libéralisation, à la privatisa-

tion, la Russie est devenue une économie libre. Et l'inflation a été considérablement ralentie, ramenée de 18 % par mois au début de 1995 à 1,7 % en mai. En revanche, je déplore l'absence de renforcement des institutions de pouvoir d'Etat, comme les services douaniers, fiscaux. Les tribunaux ne fonctionnent pas. L'Etat doit assurer la fidélité de ses agents, or il n'a pas les moyens de le faire, les mécanismes ne sont pas efficaces. Je déplore aussi la forte progression de l'économie someraïne, la faiblesse de l'investissement et les retards dans le paiement des salaires. Il existe un grave problème de dettes inter-entreprises, qui pèse sur les dirigeants. A moins que ceux-ci ne préfèrent investir leur argent autrement, en investissements non productifs, par exemple sur les marchés financiers. Nous allons essayer de diminuer les émissions de bons du Trésor [les GKO, obligations à haut rendement, auxquelles l'Etat a abondamment recouru], et d'obtenir une diminution des taux ».

Propos recueillis par
Francine Lazare

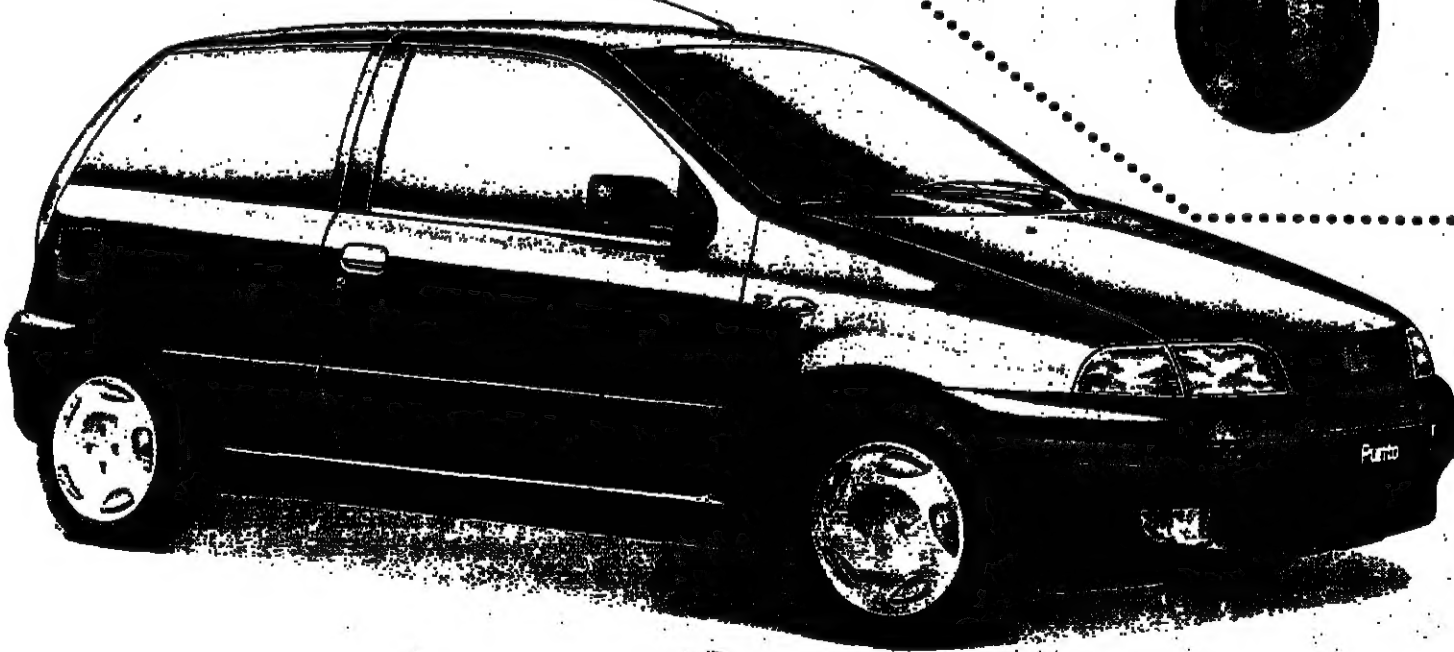
Jean-Baptiste Naudet



Jean-Marc aimerait avoir la même
Fiat Punto que Sylvie

depuis que Gérard lui a dit que
jusqu'au 30 juin, la climatisation
ne lui coûterait qu'un franc*

et comme Valérie
lui a expliqué
qu'il pouvait,
s'il préférait,
faire reprendre
son ancienne
voiture pour
**12.000
francs***,
il est vraiment tenté.



D'autant que, comme lui a
dit Nicolas, la **Fiat Punto**
ne lui coûtera alors
que 46.900 francs**



et que...

FIAT PUNTO. LA RÉPONSE. FIAT

*Offre de climatisation pour 1P non cumulable avec l'offre de reprise de 12 000F et entre véhicules à plus de 8 ans (offre Fiat de 7 000F et aide gouvernementale de 5 000F). **Prix en 28.05.96, A.M.96. (offres Fiat et aide gouvernementale déduites) de la Punto 55 S 3p, version présentée : Punto 75 ELX 1A 3p 59 900F. *Offres réservées aux particuliers dans la limite des stocks disponibles, valables jusqu'au 30 juin.

Les Tchèques votent dans un pays où le communisme n'est plus qu'un vieux souvenir

La coalition de droite au pouvoir devrait l'emporter samedi 1^{er} juin

Près de sept ans après la « révolution de velours » et trois ans après la séparation d'avec la Slovaquie, les Tchèques abordent très sereine-

ment, vendredi 31 mai et samedi 1^{er} juin, leur premier scrutin depuis la partition du pays. Le parti conservateur du premier ministre, Vaclav

Klaus, est donné favori en dépit d'une remontée spectaculaire des sociaux-démocrates depuis les dernières élections de 1992.

PRAGUE
de nos envoyés spéciaux
L'ennui n'est apparemment plus l'apanage des vieilles démocraties prospères. A en croire le président Vaclav Havel, les élections législatives tchèques du vendredi 31 mai et du samedi 1^{er} juin manquent d'humour. Dans un récent entretien au quotidien *Mlada Fronta Dnes*, l'ancien dramaturge-dissident s'est autorisé une touche d'ironie en constatant que les candidats à ce premier scrutin national depuis la partition de la Tchécoslovaquie, le 1^{er} janvier 1993, « se prennent tous terriblement au sérieux ».

A n'en pas douter, il flotte sur cette campagne électorale un certain « rouillon », plutôt inhabituel pour les pays de la région, plus accoutumés aux soubresauts du post-communisme. A Prague, on est, en effet, loin des déchirantes passions polonaises ou du pesant vague à l'âme hongrois. Et c'est précisément cet « ennui » et cette étonnante impression de « normalité » dans un pays, à peine émergé d'un des régimes socialistes les plus rigides à l'Est, qui rendent cette échéance si peu « banale ».

UN TRIPLE TOURNANT
Indépendamment des résultats, a priori favorables à la coalition de droite au pouvoir, cette élection marque un triple tournant. C'est la première fois depuis la « révolution de velours » que les Tchèques n'ont pas à se prononcer sur des changements « révolutionnaires » : en 1990 la consultation fut un plébiscite contre le communisme, et le dernier scrutin de 1992 s'est déroulé dans l'ombre de l'éclatement de la fédération tchécoslovaque. Ensuite, le premier ministre, Vaclav Klaus, pourrait bien réussir l'exploit d'être le seul chef de gouvernement d'Europe centrale à se voir reconduire dans ses fonctions au terme de son mandat, confirmant ainsi le statut particulier de la République tchèque, l'unique pays de la région où les anciens communistes ne sont pas associés au pouvoir. Enfin, dernière innovation : la principale formation d'opposition, le parti social-démocrate de Milos Zeman, crédité d'environ 20 % des intentions de vote, est le seul parti de gauche important en Europe centrale à ne pas être une escroquasse du PC (lire ci-dessous).

L'ennui apparaît de la campagne électorale tient au fait que le

bilan de la coalition au pouvoir paraît tellement prometteur que la seule vraie incertitude porte sur l'étendue de la victoire des formations libérales. Et surtout sur l'écart qui pourra creuser le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus par rapport à ses deux turbulents alliés, le Parti chrétien-démocrate (KDU-CSL) et l'Alliance démocratique civique (ODA), un peu las de vivre sous la coupe de Vaclav Klaus.

Même si les sociaux-démocrates (CSSD) ont considérablement remonté la pente depuis les dernières législatives de 1992, où ils n'ont obtenu que 6,5 % des voix, leur tâche semble herculéenne.

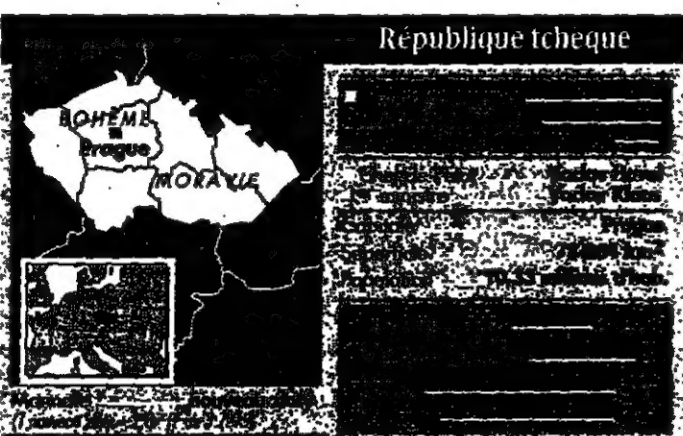
Les Tchèques sont aujourd'hui - avec les Albanais - les seuls à l'Est qui se montrent, sondage après sondage, résolument optimistes pour l'avenir. Vaclav Klaus ne s'y est d'ailleurs pas trom-

mais à celui des Français et des Autrichiens. De son côté, Ivan Medek, l'un des premiers signataires de la Charte 77, récemment nommé chef de cabinet du président Havel, souligne que le « Château », qui n'a pourtant pas manqué d'occasions de frictions avec M. Klaus, souhaite la reconduction de l'actuelle coalition : « le principal enjeu des élections est d'assurer la continuité. Notre société, souligne-t-il, n'est pas encore prête pour un retournement brutal de situation ».

« ASSURER LA CONTINUITÉ »
A part les communistes orthodoxes du KSCM et le Parti républicain d'extrême droite, crédité d'environ 10 % des voix chacun, personne ne prône une telle rupture. L'heure est plutôt au consensus et, malgré quelques dérapages, une courtoisie de bon aloi a régné pendant la campagne. Il n'y a pas grand monde pour mettre en cause le bilan flatteur de ces premières années de la transition. Restent maintenant les incertitudes concernant la prochaine étape, lorsque le gouvernement devra affronter des dossiers socialement douloureux.

Contrairement aux autres pays d'Europe centrale, les prix des loyers et de l'énergie n'ont pas encore été libérés. Quant aux ébauches de réformes du système de santé et des retraites, elles ont déjà soulevé une levée de bouilliers syndicale cette année. Toutefois, même les scénarios les plus pessimistes de l'opposition n'évoquent qu'un doublement du chômage, qui frôlerait alors les 6 % de la population active. Quels que soient les cas de figure, l'économiste Kamil Janacek consigne sereinement, et non sans satisfaction : « Aujourd'hui, nous avons de plus en plus les mêmes problèmes que vous... »

Yves-Michel Riols et Martin Pichta



Comment, en effet, s'opposer à un gouvernement qui a quasiment engagé le chômage (7,8 %), assuré une croissance de 5 % par an depuis 1993 et jugulé l'inflation (8,5 %) ? Les sociaux-démocrates n'ont d'ailleurs même pas essayé de faire campagne sur le thème de l'alternance. Jan Kavan, membre de la direction du CSSD, avoue que cette élection est, en fait, une « préparation » pour la conquête du pouvoir « en l'an 2000 ».

« Transition de velours », « miracle tchèque », les formules élogieuses ne manquent pas pour qualifier la singulière sortie du communisme menée à Prague. Grâce à une « thérapie sans choc », dont les piliers ont notamment été une distribution massive de la propriété de l'Etat et une vaste restitution des anciens biens confisqués par les communistes, le gouvernement de Vaclav Klaus a réussi à jeter les bases d'un authentique « capitalisme populaire ». Aujourd'hui, plus des deux

Milos Zeman, l'homme qui a sorti la gauche de l'orbite communiste

PRAGUE
de notre envoyé spécial

Au pays de la « transition de velours », les communistes sont rois. A droite, c'est l'élégant et imperturbable premier ministre, Vaclav Klaus, qui mène la danse. A gauche, Milos Zeman, massif et fou-



Portrait

guez, s'est progressivement imposé comme le dirigeant incontournable d'une gauche non communiste en pleine renaissance. Les deux hommes se connaissent depuis vingt ans, se tutoient en privé et ont travaillé dans les mêmes bureaux de l'institut de prévision économique de Prague dans les années 80, véritable pépinière d'où sont sortis bon nombre de dirigeants influents de l'après-communisme.

Aujourd'hui, Vaclav Klaus se targue d'être le seul chef de gouvernement d'Europe centrale à avoir résisté au retour des anciens communistes. De son côté, Milos Zeman tire orgueil, lui aussi, de présider aux destinées de l'unique parti social-démocrate de poids de la région à ne pas être issu des décombes de l'ex-Parti communiste.

Malgré leurs rivalités, les deux hommes s'inspirent du même « modèle », en l'occurrence britannique. Vaclav Klaus ne rate jamais une occasion de s'afficher en

compagnie de Margaret Thatcher. Tandis que Milos Zeman multiplie les références au Labour de Tony Blair, dont l'un des lieutenants, Robin Cook, a fait un voyage remarqué la semaine dernière, à Prague.

Une cigarette en permanence aux lèvres, acerbe et volontiers caustique, Milos Zeman, cinquante et un ans, est l'homme qui a réussi à remettre la gauche en selle au pays du libéralisme triomphant. Infatigable, il a mené une campagne « à l'américaine » en sillonnant le pays depuis le début de l'année à bord d'un autobus sur le toit duquel il a ironiquement fait inscrire : « Bon vol Vaclav ! » Une allusion à Vaclav Klaus, qui, lui, a essentiellement fait sa campagne en hélicoptère.

AVEC ADJECTIF

Et c'est précisément sur cette image d'« homme du peuple », par opposition aux « technocrates » de Vaclav Klaus, que Milos Zeman a bâti la campagne du Parti social-démocrate (CSSD). A défaut de pouvoir sérieusement contester le bilan économique du gouvernement, Milos Zeman s'est délibérément placé sur le terrain des « valeurs », cherchant ainsi à puiser dans la longue mémoire de gauche du pays - le premier à former, sous l'Empire austro-hongrois, un parti travailliste en 1878. Prônant une société plus « solidaire », les sociaux-démocrates ont d'ailleurs intitulé leur programme « L'humanisme contre l'égoïsme ».

Se disant partisan d'une « économie sociale de marché », par opposition à « l'économie de marché sans adjectif » défendue par Vaclav Klaus, Milos Zeman a appris à mettre de l'eau dans son vin et, surtout, sa langue dans sa poche au cours de cette campagne. Ses remarques à l'emporte-pièce ont souvent choqué, notamment lorsqu'il a traité le gouvernement de « bande de gangsters » ou qualifié de « vol du siècle » le très populaire programme de privatisation de masse.

Malgré ces dérapages, Milos Zeman aura cependant réussi le difficile pari de sortir la gauche tchèque de son isolement et de l'orbite des communistes.

Brièvement membre du PC de 1968 à 1970, M. Zeman en fut exclu lors des purges qui ont suivi le « printemps de Prague » pour avoir comparé le communisme au fascisme. Sa véritable entrée sur la scène politique date d'octobre 1989, lorsqu'un des ses articles, « Perspectives et perspectives », dénonçant la faillite du système, eut un retentissement considérable. Au lendemain de la chute du communisme, Milos Zeman s'engagea activement au sein du Forum civique de Vaclav Havel, dont il devint député lors des premières élections démocratiques, en juin 1990.

Après l'éclatement du Forum civique l'année suivante, il collabore un temps au Mouvement civique de l'ancien dissident et ministre des affaires étrangères Jiri Dienstbier,

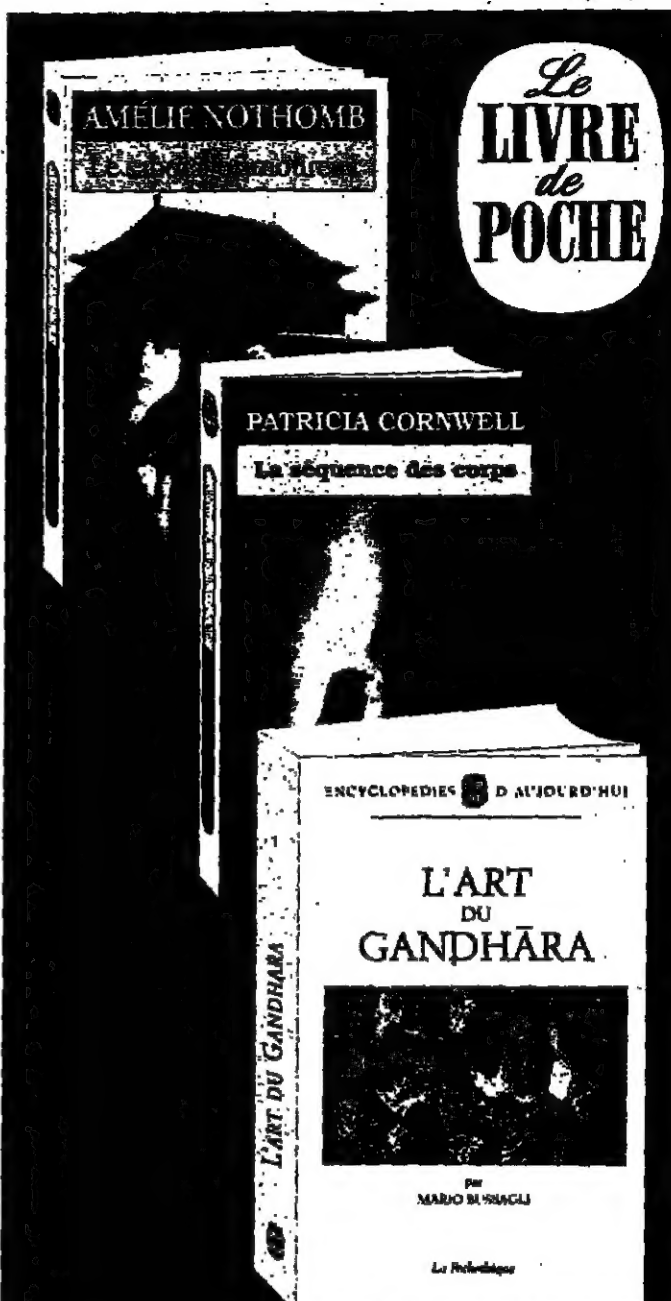
avant de rejoindre les sociaux-démocrates. Ils sont alors en pleine ébullition, déphasés par rapport aux événements et dirigés par des hommes âgés qui cultivent la nostalgie des premières années de l'après-guerre.

DOUBLE HANDICAP

Personne ne parlait bien cher sur l'avenir politique de Milos Zeman lorsqu'il s'est emparé de la direction du parti en février 1993. L'année précédente, les sociaux-démocrates avaient péniblement recueilli 6,5 % des suffrages, très loin derrière les communistes (14 % en 1992), qui dominaient la scène à gauche.

Trois ans plus tard, les sociaux-démocrates ne passent plus pour le « parti des retraités ». Sous l'impulsion de Milos Zeman, ils incarnent aujourd'hui la principale force d'opposition. Mais le CSSD souffre encore d'un double handicap : « une pénurie de jeunes cadres compétents », souligne un économiste praguois, et l'absence de partenaires « naturels » de gouvernement, puisque M. Zeman a exclu toute alliance éventuelle avec les communistes et le parti de Vaclav Klaus. Faute d'alliés à gauche, Milos Zeman va désormais s'employer, d'ici à l'an 2000, à courtiser le centre, en parlant sur l'assure du prochain gouvernement. Une évolution, somme toute, très « européenne ».

Y.M.R.



POCHOTHEQUE

Luigi PIRANDELLO Nouvelles

L'ART DU GANDHARA

LITTÉRATURE GÉNÉRALE

Jules VERNE	Paris au XIX ^e siècle
Catherine CLEMENT	La Valse inachevée
Ariette COUSTURE	Ces enfants d'ailleurs
Julien GREEN	Adrienne Mesurat
Amélie NOTHOMB	Le Saboteur amoureux
Amélie NOTHOMB	Les Combustibles
Barbara SAMSON	On n'est pas sérieux quand on a 17 ans
Pauline GEDGE	Le Scorpion du Nil
Bernard-Henri LÉVY	La Pureté dangereuse
Marie SEURAT	Mon royaume de vent
Danièle THOMPSON	La Femme de l'amant
Guy RACHET	Le Piétre d'Amon
Claude DUNETON	Bal à Korsor
Raoul MILLE	La Belle Otero
Pierre-Jean REMY	Un climatier rouge en Nouvelle-Angleterre

THRILLERS - POLICIERS

Philippe HUET	La Main morte
Patricia CORNWELL	La Séquence des corps
Ruth RENDELL	Le Journal d'Asta
Philippe KERR	La Pêlé Figure

HITCHCOCK PRÉSENTE

Alfred HITCHCOCK Histoire avec la mort en crime

BIBLIO-ROMANS

André SUARES	Voyage du Condottiere
Henry JAMES	Confiance

BIBLIO/ESSAIS

Stephen JAY GOULD	Un hérisson dans le temps
Marthe ROBERT	D'Édipe à Moïse

RÉFÉRENCES

C.-G. JUNG Psychologie de l'inconscient

SCIENCE-FICTION

Robert SILVERBERG	La Race du printemps
Samuel DELANY	Sabat 17

PRATIQUES

Macha MERIL	Mon j'en ai !
-------------	---------------

Victoire confirmée du Parti démocratique d'Albanie

TIRANA. La commission électorale a confirmé, mercredi 29 mai, la victoire du Parti démocratique au premier tour des élections législatives, qui s'est déroulée dimanche 26 mai. La formation menée par le président Sali Berisha a remporté une victoire écrasante avec 67,8 % des suffrages, ce qui lui permet d'obtenir plus des deux tiers des sièges au Parlement. Le président a appelé l'opposition à se rendre aux urnes, dimanche, au second tour des législatives, et « à respecter les règles de la démocratie ». La tension qui a entouré les élections semble s'être apaisée, mercredi 29 mai, au lendemain de la dispersion brutale par la police d'une manifestation de l'opposition dans la capitale et malgré l'annonce, par le porte-parole du Parti socialiste (PS, ex-communiste), de la mort d'un jeune militant. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a confirmé, pour sa part, l'existence de nombreuses irrégularités lors des élections. — (AFP, Reuters)

L'opposition centrafricaine reste sourde aux appels de M. Patassé

BANGUI. Devant des diplomates, des représentants de la classe politique et des milieux économiques, le président Ange-Félix Patassé a lancé, mercredi 29 mai, un appel solennel à une mobilisation générale pour sortir la République centrafricaine de la crise. Mais le Codepo, comité regroupant sept partis d'opposition, a boudé la réunion. S'adressant à la communauté internationale, M. Patassé a vivement sollicité une aide d'urgence, en déclarant : « Jamais, depuis l'indépendance, notre pays n'a été aussi proche de la guerre civile. Le bilan de la semaine écoulée fourni par la Croix-Rouge est lourd : 43 morts et 238 blessés, dont 212 civils et 26 soldats. Les dégâts matériels sont immenses et les conséquences sociales de cette destruction seront dramatiques. »

AFRIQUE

■ **BURUNDI :** la participation de la Belgique à une « force multinationale » susceptible d'intervenir au Burundi est « hautement improbable », a fait savoir, mercredi 29 mai, le ministre des affaires étrangères à Bruxelles. Les Nations unies cherchent actuellement à organiser une intervention sous l'égide d'un ou plusieurs États. Malgré des sollicitations pressantes, notamment de la part des États-Unis, la France s'est déjà refusée. — (AFP)

ASIE

■ **BIRMANIE :** les médias officiels ont demandé, jeudi 30 mai, aux gouvernements étrangers de ne pas s'ingérer dans les affaires birmanes alors que régime organise des manifestations de rue en sa faveur. Selon le journal *New Light of Myanmar*, plus de 110 000 personnes ont manifesté séparément, mercredi, dans les banlieues de Rangoon pour dénoncer les « destructeurs » au service de l'étranger. Ces défilés visent à répondre au succès des réunions récemment tenues devant le domicile du chef de l'opposition, Aung San Suu Kyi. — (AFP)

■ **CORÉE DU NORD :** la télévision japonaise NHK a diffusé, jeudi 30 mai, des extraits d'une émission de la télévision nord-coréenne invitant la population à manger des herbes et des racines. Selon les experts japonais, de tels appels soulignent l'aggravation de la pénurie alimentaire qui frappe la Corée du Nord. — (AFP)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE :** Bonn réclame de Paris « une ligne claire » sur les projets communs d'armement que l'Allemagne et la France ont lancés. « Nous allons devoir travailler dur et jusqu'au bout dans les détails », a affirmé Volker Rühe, ministre allemand de la défense, qui place en tête de ses vœux le sort de l'hélicoptère Tigre, du satellite-espion Helios 2 et du futur avion de transport militaire. — (AFP)

MAGHREB

■ **SAHARA OCCIDENTAL :** le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité, mercredi 29 mai, à New York, la suspension du recensement électoral, jusqu'à ce que le Maroc et le Polisario fournissent « des preuves concrètes et convaincantes » de leur détermination à reprendre le processus. — (AFP, Reuters)

■ **ALGÉRIE :** quarante militaires ont été tués par des islamistes armés, la semaine dernière, lors d'une embuscade dans la région de Tlemcen, dans l'ouest du pays, et les forces de sécurité ont ensuite « anéanti » quelque 200 assaillants, a affirmé, mardi 28 mai, le quotidien arabe *Al-Hayat*, paraissant à Londres. — (AFP)

■ **L'ex-Front islamique du salut (FIS) a rejeté, mercredi 29 mai, le projet de réforme constitutionnelle proposé dans un mémorandum par le président Liamine Zouari, comme étant une tentative du pouvoir de « légaliser sa dictature ». Le Front des forces socialistes (FFS) l'a déjà rejeté « dans sa forme et dans le fond », alors que l'ancien premier ministre, Mouloud Hamrouche, l'a vivement critiqué. — (AFP)**

Remous autour de l'« affaire »

Matoub Lounès

LE CHANTEUR Ferhat M'henni, l'un des principaux animateurs du Mouvement culturel berbère (MCB), dont il fut président de la coordination nationale, s'apprête, dans un livre à paraître à l'automne prochain en France, sous le titre encore provisoire : *Clair obscur en Algérie*, à faire « d'importantes révélations » sur l'enlèvement, en septembre 1995, de Matoub Lounès, un autre chanteur contestataire kabyle. Enlevé dans la nuit du 25 au 26 septembre près de Tizi-Ouzou, par « un commando du GIA », M. Matoub avait été libéré, dans des circonstances mystérieuses, quinze jours plus tard. Sa séquestration, que l'otage a, depuis, racontée dans un ouvrage intitulé *Rebelle*, avait soulevé une émotion considérable en Kabylie, la branche dure du mouvement berbère menaçant l'Algérie d'une « guerre totale » s'il n'était rapidement libéré. Pour Ferhat M'henni, l'enlèvement de Matoub Lounès aurait été, en fait, « monté de toutes pièces, par les propres amis politiques du chanteur », dans le cadre d'une « stratégie de déstabilisation de la Kabylie, au profit d'un clan du pouvoir ». M. M'henni assure détenir des « preuves formelles », étayées « de faits précis », propres à confirmer sa version de l'événement.

Institut supérieur de technologie et de management Paris La Défense <small>Reconnu par l'État pour l'enseignement supérieur technique par l'État</small>		CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS <small>Pôle Universitaire Lectorat de Paris</small> 92016 Paris La Défense Cedex
En 1^{re} année ADMISSION BAC + 1 scientifique ou technique Date limite de dépôt de dossiers : 8 juin 1996	En 2^e année ADMISSION BAC + 2 scientifique ou technique Date limite de dépôt de dossiers : 22 juin 1996	Téléphone : (1) 41 16 73 35 Diplôme BAC + 4

Les diplomates américains sont mobilisés dans la guerre de l'aéronautique

Les avionneurs français sont les premiers visés par l'offensive de Washington

Selon une revue aéronautique spécialisée, l'ambassade des États-Unis à Paris a été chargée de centraliser les efforts en vue d'investir un marché européen civil et militaire estimé à quelque 140 milliards de francs. Cette politique, qualifiée d'« agressive », entend profiter des retards

pris par les programmes aéronautiques français, comme celui de l'avion Rafale, pour des raisons budgétaires.

L'hebdomadaire spécialisé *Aviation Week and Space Technology* fait état, dans son dernier numéro, d'un document du département américain du commerce demandant aux représentations diplomatiques et consulaires des États-Unis en Europe de se mobiliser pour accroître la vente de matériels aéronautiques. Trente-cinq marchés potentiels, civils et militaires, ont été identifiés pour servir de cibles à ces prospections tous azimuts que l'hebdomadaire n'hésite pas à qualifier de singulièrement « agressives ». Ces contrats représentent, pour les années à venir, un montant supérieur à 28 milliards de dollars au total (environ 140 milliards de francs).

Ce sont les services commerciaux des postes diplomatiques qui ont été spécialement sensibilisés et, selon *Aviation Week and Space Technology*, l'ambassade des États-Unis à Paris a été mobilisée pour centraliser les efforts américains en ce sens, à destination de la clientèle en Europe.

La liste des objectifs est à la fois très large et diversifiée. Il peut s'agir de la construction d'aéroports, comme en Norvège, au

Royaume-Uni, en Turquie, en Italie, en Suisse, en Allemagne ou au Portugal. Il peut aussi s'agir de l'édification d'un réseau de contrôle du trafic aérien, comme en Russie. Il peut encore s'agir d'un marché d'avions régionaux, comme avec Scandinavian Airlines System (SAS), pour lequel les Américains n'ont pas la gamme d'appareils mais auquel ils pourraient fournir des équipements à embarquer sur des avions conçus par d'autres constructeurs.

Mais, dans cette affaire, *Aviation Week and Space Technology* souligne en quelque sorte un livre de taille : pour mieux avancer ses pions dans la compétition mondiale, Washington entend tirer parti de la décision de la France — pour des raisons d'ordre budgétaire — de retarder certains de ses chantiers aéronautiques dans le cadre du projet de programmation militaire 1997-2002. Sont visés, en priorité, l'avion de combat Rafale, l'hélicoptère d'attaque Tigre ou l'hélicoptère de manœuvre NH-90, autant de productions dont la mise en service vient d'être reportée de plusieurs années et contre lesquels l'industrie améri-

calne dispose de concurrents. D'où le forcing des États-Unis pour rattraper au plus large et placer, par exemple, des avions de combat F-16 ou F-18, face au Rafale en Norvège, ou des hélicoptères Apache, Cobra, voire Comanche, contre des « machines » de construction franco-allemande en Turquie.

La proximité du Salon aéronautique et spatial de Farnborough (Grande-Bretagne), qui aura lieu en septembre, incite les « commerciaux » dans les postes diplomatiques et consulaires à accélérer leurs démarches au vu et au su de tout le monde. Car, comme l'observe *Aviation Week and Space Technology*, personne, en réalité, n'ignorait à quel point et avec quelle force le gouvernement américain — à commencer par la Maison Blanche — s'était déjà engagé à aider ses industriels dans un secteur aussi stratégique à ses yeux. Mais, jamais, de façon aussi ouverte, en établissant une liste officielle et quasiment publique de trente-cinq marchés cibles à ne pas rater.

Les États-Unis devraient finir par donner raison aux industriels français qui sont convaincus qu'on s'empare, à Washington, à la fois de la scène mondiale.

Jacques Isnard

Felipe Gonzalez de nouveau mis en cause dans l'affaire des GAL

MADRID

L'ancien directeur général de la Guardia civil, Luis Roldán, a directement mis en cause Felipe Gonzalez, mercredi 29 mai, devant le juge du Tribunal suprême Eduardo Moner, assurant que l'ancien chef du gouvernement socialiste était « au courant de tout » dans l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération) et qu'il s'agissait d'« une opération politique du gouvernement ». Luis Roldán — actuellement incarcéré pour une série de fraudes et de malversations — pour lesquelles le ministre public réclame treize ans d'emprisonnement — a demandé à témoigner dès qu'il a su que Felipe Gonzalez avait été lavé de toute accusation dans ce dossier et qu'il ne serait pas appelé à comparaître.

Apparemment, Luis Roldán n'a apporté aucune preuve ni aucun document à l'appui de ses dires. Il s'est contenté de faire état de ses conversations avec d'anciens ministres socialistes, notamment José Barionuevo, ministre de l'Intérieur, Fernando Ledesma, ministre de la Justice, et Narcís Serra, ministre de la défense. L'une d'elles se serait produite à la suite de l'assassinat en France de Juan Carlos Garcia Coena,

le 24 juillet 1987 (dernière action revendiquée par les GAL), au cours de laquelle il aurait été décidé de la stratégie à adopter par le pouvoir contre les deux policiers José Amedo et Miguel Dominguez, auteurs présumés de cette action, qui tentaient de faire pression sur le régime afin qu'il les appelle dans leurs difficultés avec la justice.

DÉTAIL

D'autres conversations ont eu lieu, en 1990, puis en 1992, après la condamnation à 108 années d'emprisonnement d'Amedo et de Dominguez, avec d'autres personnes, selon lesquelles le président Gonzalez aurait attentivement suivi l'évolution du dossier. Toutes les personnes mises en cause ont démenti avec fermeté ces nouvelles révélations, accusant Luis Roldán de mentir ou de se venger de l'ancien pouvoir qui l'a fait incarcérer. Apparemment, les propos de Luis Roldán n'ont pas plus de fondement que ceux de Ricardo Garcia Damborenea, ancien responsable socialiste au Pays basque, qui, en juillet 1995, avait directement impliqué Felipe

Gonzalez avant que le juge Eduardo Moner n'estime que ses accusations ne réunissent pas « les conditions de vraisemblance et des bases au minimum précises ». L'ancien chef du gouvernement a toujours répété qu'il avait « la conscience parfaitement tranquille » et que « jamais il ne pourra être prouvée aucune implication du gouvernement ».

Ainsi que tout le monde pensait que le suffixe « GAL » allait disparaître de l'actualité après la victoire du Psoe aux élections du 3 juillet, les semaines qui passent apportent de nouvelles preuves, d'information à cette « sale guerre » contre l'ETA. Selon l'éditorial Manuel Vazquez Montalban, dans son dernier livre — *Un Polonais à la cour du roi Juan Carlos* —, le juge Baltasar Garçon lui aurait déclaré, le 20 juillet 1995 : « L'affaire du GAL va durer jusqu'en 2015, à en juger par le rythme de l'instruction de plus de vingt dossiers. D'autres choses vont sortir au cours de cette période. » Le juge Garçon aurait également affirmé : « Le rôle de Felipe Gonzalez fut de laisser faire, de laisser passer. »

Michel Bole-Richard

Le président Cardoso a invité les entreprises françaises à investir au Brésil

L'accent a été mis sur les télécommunications, qui seront ouvertes au privé d'ici à 1998

LE PRÉSIDENT brésilien Fernando Henrique Cardoso devait achever à Lyon, jeudi 30 mai, sa visite d'Etat de quatre jours en France, destinée à relancer les relations franco-brésiliennes, sur les plans politique, scientifique et surtout économique. M. Cardoso a rencontré notamment Jacques Chirac, le premier ministre Alain Juppé et le ministre des affaires étrangères Hervé de Charette, et devait déjeûner jeudi avec le ministre de la défense Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes.

Pour contribuer à resserrer les liens « progressivement affaiblis », selon le président français, le Brésil avait remboursé par anticipation 851 millions de francs d'annuités de dette. Du côté français, deux ministres, celui du commerce extérieur et celui de l'équipement et des transports, s'étaient déjà rendus à Brasilia depuis janvier. Jacques Chirac, invité par M. Cardoso, ira à son tour au Brésil en 1997. Neuf accords bilatéraux ont été signés, mardi 28 mai. Ils prévoient notamment la création d'une commission générale franco-brésilienne, présidée par les deux ministres des affaires étrangères, et le développement commun d'un micro-satellite. Les deux pays vont d'autre part supprimer les obligations de visas entre eux. Par ailleurs, le Brésil figurera parmi les huit pays prioritaires à fort potentiel de développement sur lesquels la France va redéployer ses services d'expansion économique.

Le motif principal de la visite du président Fernando Henrique Car-

doso était de convaincre les entreprises françaises d'investir davantage dans son pays. « Nous avons besoin de l'apport de l'étranger, mais nous aussi, nous pouvons apporter », a résumé M. Cardoso mercredi.

« Nous avons abandonné toute illusion de progresser en autarcie. La croissance doit pouvoir compter sur l'épargne étrangère. Nous espérons que l'augmentation des investissements étrangers va se poursuivre », avait-il dit auparavant.

LA FRANCE AU SIGNE RANG

Dans ce domaine, la France, largement distancée, arrivait en 1995 au sixième rang des investisseurs étrangers, avec moins de 5 milliards de dollars (15 milliards de francs), soit 5 % du total, contre 32,4 milliards de dollars pour les États-Unis, 8,7 milliards pour la Grande-Bretagne. La décision de Renault de construire une usine à Curitiba (sud du Brésil), la prise de participation d'EDF dans le rachat de Light, vont déjà relever ce montant.

Dans grande université Californie

USA

Opportunité exceptionnelle pour Bacc, Bacc + 1 et + 2

Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise hebdomadaire

12 mois (16, si anglais faible) + poss. emploi rémunéré 1 an

Cours, logement, repas inclus (Prix : 11 000 \$)

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA

CEPES (1) 45-51-23-23

en attendant des projets du constructeur automobile PSA et de la Banque nationale de Paris.

Lors de rencontres au Conseil national du patronat français et à la chambre de commerce de Paris comme lors d'entretiens individuels, le président brésilien et les ministres qui l'accompagnaient, notamment celui des finances, Pedro Malan, et celui des communications, Sergio Motta, se sont employés à convaincre les chefs d'entreprise de suivre ces exemples.

M. Cardoso a souligné les acquis : maîtrise de l'inflation, réserves en devises « confortables », ouverture à l'extérieur (Le Monde du 29 mai), et promis — « nous ferons tout pour préserver la stabilité obtenue par le plan real » —, réaffirmant sa volonté de tenir ferme les dépenses de l'Etat, d'« évincer la spéculation » et de « ne pas être démagogue ».

Parmi les « formidables opportunités » offertes, a-t-il indiqué, figurent « les infrastructures, avec la privatisation ou la gestion privée des services publics » — où il faudra investir 50 milliards de dollars en dix ans — notamment énergie, télécommunications, eau et assainissement, routes et gazoducs, mais aussi certains secteurs industriels : agroalimentaire, papier, cellulose, chimie fine, secteurs de pointe et services.

Une place particulière a été faite aux communications : Sergio Motta a achevé à Paris une tournée internationale pour présenter la réforme des télécommunications en cours. Celle-ci vise à ouvrir complètement le secteur au privé d'ici à 1998, en commençant, dans les pro-

Guy Herzlich

MAJORITÉ La politique économique conduite par Alain Juppé et appuyée par Jacques Chirac a été implicitement au centre des débats organisés, mercredi 29 mai, par

Edouard Balladur, qui avait invité Philippe Séguin, notamment, à explorer avec lui les « raisons d'espérer » dans un retour de la croissance. Le premier a plaidé pour une forte

baisse des impôts dès 1997, le second pour une « intervention de l'Etat » afin d'exploiter de nouveaux « gisements d'emplois ». ● PAR-DE- LA LEURS DIVERGENCES de 1995, les

balladurien et les séguinistes cherchent à faire miroiter à la majorité la possibilité d'une « autre politique ». ● L'UDF, d'autre part, persiste dans le rôle d'aiguillon qu'elle

entend jouer vis-à-vis du gouvernement en défendant, notamment, la mise en place d'un système d'épargne complémentaire des régimes de retraite par répartition.

Edouard Balladur et Philippe Séguin refusent la « politique unique »

Sans mettre explicitement en cause Alain Juppé ni, encore moins, Jacques Chirac, l'ancien premier ministre et le président de l'Assemblée nationale ont débattu, avec d'autres, de ce que pourrait être une action gouvernementale plus propre à favoriser la confiance et la croissance

C'EST UN SAVOUREUX clin d'œil de l'histoire. Hier, Philippe Séguin et Edouard Balladur étaient, au sein de la majorité, des adversaires résolus. Temporaire contre le « Munich social », le président de l'Assemblée nationale ne trouvait pas de mots assez durs pour condamner la politique économique de celui qui était alors premier ministre. Amabilité pour amabilité, ce dernier traitait inlassablement en garde le pays contre les risques de « l'autre politique ». Aujourd'hui, les voilà tous les deux réconciliés. Ou, si ce n'est pas officiellement le cas, c'est tout comme : ils ne répugnent plus à se retrouver à une même tribune.

Pour le colloque qu'il a organisé, mercredi 29 mai, à la Maison de la chimie, à Paris, sur le thème de la croissance, M. Balladur a ainsi tout naturellement invité M. Séguin à venir y prendre la parole. Et tout aussi naturellement, ce dernier s'est rendu à cette invitation. Chacun dans son registre, qui n'est évidemment pas du tout le même, l'un et l'autre ont donc pu, le temps d'une réunion publique, s'accorder au moins sur un constat : la politique économique actuelle, conduite par

Alain Juppé, ne va pas dans le bon sens.

Pour suggérer cette idée, sans jamais l'annoncer aussi brutalement, M. Séguin a usé d'arguments dont il est maintenant coutumier. Alors que le gouvernement prépare d'importantes coupes budgétaires pour 1997, le président de l'Assemblée nationale a déploré que nous n'ayons plus « d'autre instrument de mesure que la rentabilité financière ».

Plus explicite encore, il est, pour la première fois, longuement revenu sur la crise sociale de l'hiver : « Les mouvements sociaux de novembre et décembre, a-t-il expliqué, doivent nous servir d'avertissement. Que ce soient les travailleurs du secteur protégé qui en aient pris la tête - avec la complicité ou, du moins, la neutralité bienveillante d'une grande partie du monde du travail, et au-delà du salariat -, est significatif de ce refus d'une évolution prétendument naturelle ».

Détachant les moyens de lutte efficacement contre le chômage, il a donc logiquement évoqué de toutes autres pistes que celles préconisées par le gouvernement. Après s'être dit « sceptique sur les possibilités d'enrichir la croissance en emplois

dans le secteur marchand », il a souligné que « c'est dans le secteur non marchand », en revanche, qu'il faut rechercher de nouveaux « gisements d'emplois ».

M. Balladur :
« Quand on est au gouvernement, on n'aime pas trop la pensée des autres, mais moi, je n'ai jamais été un partisan de la pensée unique... »

Or, a-t-il poursuivi, « ces formidables gisements d'emplois, la croissance classique ne suffit pas à les faire émerger naturellement », car « sans une intervention publique, une intervention de l'Etat organisatrice, régulateur et financeur, ces activités et ces emplois resteront latents ».

Entre les lignes, il n'était donc pas difficile de décoder le message : ce n'est pas du tout ce cap que le gouvernement a retenu. Caustique, M. Séguin l'a clairement fait sentir, en pointant son propos de ce commentaire : « Intervention publique, financement de l'Etat ! En ces temps d'Etat modeste et de rigueur budgétaire, n'ai-je pas énoncé une incongruité ? »

Le président de l'Assemblée nationale a conclu son allocution en émettant le souhait que « soit prise en compte, au niveau européen, cette nouvelle conception de la croissance, qui ne se nourrit pas seulement de



la satisfaction des besoins spontanément solvables sur les marchés, mais aussi de ceux reconnus légitimes par la collectivité ».

En d'autres temps, sans doute M. Balladur aurait-il frémi à entendre semblables propos, mais dans la conjoncture politique du moment, il a évidemment veillé à n'en rien montrer. Mieux que cela ! Avec des arguments radicalement opposés, il s'est livré peu après à un exercice à peu près similaire, en multipliant les critiques à l'encontre d'Alain Juppé, mais sans évidemment cher son nom.

Ne faisant pas la moindre allusion directe à l'action gouvernementale, l'ancien premier ministre a ainsi longuement exposé le plan d'action qu'il aurait ses favoris, pour stimuler la croissance (Le Monde du 30 mai). Il consisterait à baisser simultanément les dépenses et les impôts. Selon lui, les économies budgétaires

pourraient ainsi porter sur 250 milliards de francs au cours des cinq prochaines années et, dans le même laps de temps, « près de 100 milliards de francs pourraient être réaffectés aux ménages », sous la forme de baisse d'impôts, dont 20 milliards devraient figurer dans le projet de loi de finances pour 1997 (baisse de tous les taux de l'impôt sur le revenu ou encore réduction de 20,6 % à 18,6 % du taux de TVA sur l'automobile).

Or, que fait le gouvernement ? Là encore, le sous-entendu était transparent : après avoir relevé considérablement les dépenses et les impôts en 1995, M. Juppé semble, certes, tardivement convaincu qu'il a fait fausse route, mais il n'a pas encore pris d'engagement clair et chiffré dans le domaine de la fiscalité.

De manière plus inhabituelle, M. Balladur, qui a reçu sur ce point

le renfort du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a également pointé une autre marge de manœuvre, monétaire celle-là, pour consolider la croissance. « Il faut ouvrir, sans plus tarder, a-t-il dit, une négociation avec les Etats-Unis pour obtenir que ce pays [...] mette en œuvre tous les moyens permettant de réajuster sa monnaie ».

Se disant en accord avec la politique monétaire, même si elle a longtemps été fortement restrictive, et avec la politique budgétaire même si elle risque d'avoir « un effet récessif », l'ancien ministre du budget, Nicolas Sarkozy a développé le même argumentaire fiscal, observant que, « pour des raisons différentes », l'économie française a « tous les freins serrés ». Et d'ajouter : « La seule variable sur laquelle nous pouvons jouer est celle de la fiscalité. La baisse des impôts est donc non seulement un choix de conviction mais, en plus, une nécessité concrète et urgente ». En clair, depuis peu, le gouvernement songe peut-être à une baisse des impôts, mais elle risque de n'être que symbolique. C'est-à-dire sans effet réel pour contrebalancer les conséquences sur l'économie des restrictions de crédits.

Entre le propos séguiniste, prônant la réhabilitation de l'Etat, et la charge balladurienne, défendant le moins d'Etat possible, il n'y a donc guère de convergence, mais l'organisateur du rendez-vous, M. Balladur, n'en espérait évidemment pas tant. En aparté, il était tout heureux de retrouver comme ses contradicteurs le complément qu'on lui a si souvent servi : « Quand on est au gouvernement, on n'aime pas trop la pensée des autres, mais moi, je n'ai jamais été un partisan de la pensée unique... »

Laurent Mauduit

Jacques Chirac recommande de « faire des choix »

En rendant compte du conseil des ministres, mercredi 29 mai, Alain Lamassouze, ministre du budget, a indiqué que celui-ci avait commencé par une « communication inhabituelle » et « assez longue » du président de la République sur la politique budgétaire. Jacques Chirac a demandé à ses ministres de « faire des choix » et de « bien distinguer » leurs priorités, au lieu de « les accumuler » dans le cadre de la préparation du budget 1997.

Le chef de l'Etat a souligné la « nécessité d'appliquer de manière particulièrement rigoureuse » les mandats de préparation du budget qui ont été donnés par le chef du gouvernement, car il est « indispensable de réduire le poids de la dépense publique ». Il a ajouté que la restriction des crédits « ne doit pas être un alibi pour différer les réformes par manque de courage », et que « nos compatriotes et nos entreprises ne peuvent pas se résigner plus à voir les impôts augmenter, mais attendre que nous les allégions dès 1997 ».

Les balladurien et les séguinistes conjuguent leurs « raisons d'espérer »

L'AFFICHE, il n'y a pas si longtemps, aurait semblé inattendue : François Léotard, l'un des principaux lieutenants d'Edouard Balladur à l'élection présidentielle, le matin ; Philippe Séguin, soutien essentiel de Jacques Chirac en 1995, l'après-midi ; Nicolas Sarkozy, ancien ministre du budget de M. Balladur, voisinant avec Jean Arthuis, ministre de l'économie d'Alain Juppé ; champions de l'« autre politique » rencontrant ceux qui, au dire de M. Chirac, étaient les piliers de la « pensée unique ».

Pour sa première grande manifestation publique depuis l'élection présidentielle, M. Balladur est parvenu, mercredi 29 mai, à rassembler, au cours d'un colloque consacré aux « raisons d'espérer en la croissance », ceux qui, il y a peu, faisaient de l'économie la principale pomme de discorde de la majorité.

Depuis plusieurs semaines, il est vrai, les contacts se sont progressivement renoués entre les différents protagonistes de la campagne présidentielle. M. Juppé avait pris l'initiative de convier M. Balladur à déjeuner à Matignon le 28 février. En compagnie des autres parlementaires, l'ancien premier ministre

s'était rendu à l'Elysée, à l'invitation de M. Chirac, un mois plus tard. Depuis lors, les rencontres se sont ritualisées grâce au rétablissement de déjeuners de la majorité à Matignon. Parallèlement, MM. Séguin, Balladur et Sarkozy avaient repris contact au cours d'un déjeuner au mois de mars.

LE « MÉRITE DE LA LIBRE DISCUSSION »

Les participants au débat organisé par l'ancien premier ministre n'avaient nulle intention de jeter le voile sur leurs divergences économiques. « Sensibles à votre démarche, je n'imaginais pas que l'on attende de mon intervention autre chose que la réaffirmation de mes convictions », a prévenu, d'entrée de jeu, M. Séguin. « Nous croyons au mérite de la libre discussion et de la tolérance », lui a répondu M. Balladur. Beaucoup plus que les propositions économiques, c'est la stratégie politique qui est à l'origine de cette rencontre.

Face à M. Juppé, qui paraît conforté dans ses fonctions à Matignon par le président de la République, M. Séguin et les balladurien indiquent ainsi que ni les thèses économiques et

européennes du premier ni les choix présidentiels du second ne les condamnent définitivement à la division. A une majorité de plus en plus tendue vers l'éclatement électoral de 1998 et à laquelle le gouvernement s'apprête à répondre, à l'automne, des décisions douloureuses en matière de réduction des dépenses publiques, chacun d'entre eux s'efforce de faire miroiter une politique alternative et, autant que possible, susceptible de trouver un écho favorable dans l'électorat.

M. Balladur, comme M. Séguin, affirme qu'il y a « place pour une politique nationale imaginative » en matière économique, susceptible de renouer avec la croissance. Elle passe, pour les balladurien, par une réduction massive et rapide des prélèvements obligatoires et, pour le président de l'Assemblée nationale, par une « intervention publique » capable d'être le « vecteur d'une nouvelle croissance » et le garant de la cohésion sociale. Chacun, à petites touches, fait valoir, selon l'intitulé du colloque, ses « raisons d'espérer ».

Cécile Chambraud

L'UDF aiguillonne le gouvernement sur l'épargne-retraite

PROFITANT de la « fenêtre » législative qui, depuis l'instauration de la session unique, permet à chaque groupe parlementaire d'inscrire une proposition de loi de son cru à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, les députés UDF ont décidé de relancer le débat sur les fonds de pension. Ils ont ainsi mis en discussion, jeudi 30 mai, une proposition défendue par Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), en mai 1994, par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

En exhumant ce texte, l'UDF veut jouer un rôle d'aiguillon face à un gouvernement qu'elle juge trop timoré sur ce terrain. La mise en place de compléments de retraite par capitalisation - « troisième pilier » des régimes de retraite, à côté du régime général et des régimes complémentaires basés sur la répartition - est un véri-

table serpent de mer. Appelée de ses vœux par une grande partie de la majorité, elle divise l'opposition. Au sein du PS, Jacques Delors, François Hollande ou Dominique Strauss-Kahn s'étaient prononcés, jadis, en faveur de tels dispositifs, mais les socialistes ont déposé une motion de procédure pour s'opposer au texte.

Fait rare, l'inscription à l'ordre du jour de cette proposition de loi a fait l'objet d'un double blanchage dans les rangs de l'UDF. Son caractère prioritaire a été avalisé par un « référendum » au sein du groupe parlementaire, puis par une décision du bureau politique de la confédération. Le groupe, avec la bénédiction de son président, Gilles de Robien, se dit prêt à réinscrire dans sa « fenêtre » l'examen de la proposition de loi, chaque mois, jusqu'à ce que les trente articles du texte aient été

votés. En termes sportifs, cela s'appelle faire le « pressing ».

Cette proposition est, en fait, un texte de compromis. Elle fait la synthèse de plusieurs textes, parmi lesquels une proposition sur la création de « fonds de pension » déposée en novembre 1993 par Jacques Barrot, et une initiative de Charles Millon, alors président du groupe UDF, et de M. Thomas visant à créer un « plan d'épargne entreprise-retraite », datant de février 1994. Elle s'inspire, enfin, des travaux menés par Philippe Marini, sénateur (RPR) de l'Oise. Pour M. Thomas, rapporteur de la proposition, il s'agit de « mettre en place un système de retraite supplémentaire pour tous », afin d'assurer « le maintien du pouvoir d'achat des retraités » et de « réorienter l'épargne longue vers l'emploi », en renforçant les fonds propres des entreprises.

Aujourd'hui ministre, M. Barrot préférerait d'abord étudier les « cadres juridiques » existants comme la participation, l'intéressement, le plan d'épargne entreprise. Jean Arthuis, ministre de l'économie, avait dû s'engager à discuter cette proposition de loi en réponse à l'amendement de Nicolas Sarkozy sur l'assurance-vie, lors de la discussion budgétaire de l'automne 1995. Le gouvernement a fait savoir que les dispositions fiscales incitatives prévues dans la proposition relèvent de la loi de finances. Il a déposé plusieurs amendements au texte, excluant le secteur public de son champ d'application et imposant une gestion uniquement externe (c'est-à-dire par les banques, les assurances et la Caisse des dépôts) des fonds collectés.

Caroline Morinot

Pierre Mazeaud parle dru

Dans un entretien publié par l'Evénement du jeudi (daté 30 mai - 5 juin), Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, s'en prend sévèrement à plusieurs personnalités de la majorité. Ainsi, il préférerait « des ministres compétents ». Des centristes, il observe : « Le centriste n'a pas de convictions. L'Europe n'est pour lui qu'un fonds de commerce ». Estimant que « Jacques [Chirac] sera un très bon président », il ajoute : « Les Léotard, les Modulin, les Bayrou, il les baise tous ! » Interrogé sur les séparatistes, il dit : « Le pire, c'est quand l'indépendant est invité de Barrière à parler de fusionner les deux Savoies. Le ministre des affaires européennes, président du conseil général de la Savoie, Michel Barnier (RPR) - « un vrai zéro » - est aussi traité par Michel Grand, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France : « J'ai toujours pensé qu'il était con ». Enfin, le Sénat n'échappe pas à l'ire de M. Mazeaud : « Il ne sert qu'à changer les virgules ».

Votre compagnon de travail



L'intégralité du texte du Code du travail.
Près de 400 pages de textes non codifiés.
La jurisprudence la plus récente et la plus opérationnelle.

DALLOZ

Lionel Jospin accuse le président de la République de « dérive solitaire »

Le PS va mener une « campagne d'opinion » en faveur de la conscription

La confirmation par Jacques Chirac, le 28 mai, de la fin du service militaire obligatoire a été condamnée par les socialistes. Lionel Jospin a dénoncé, mercredi 29 mai, sur France 2, la « dérive solitaire » du président de la République, soutenant que cette réforme ne peut être menée à bien sans l'accord du Parlement.

LA RÉUNION du bureau national du Parti socialiste, mercredi 29 mai, a conduit Lionel Jospin à durcir le ton contre la réforme du service militaire confirmée par Jacques Chirac. Le premier secrétaire du PS a choisi de le faire en s'en prenant surtout à la méthode du président de la République. Sur France 2, il s'est inquiété du « pouvoir exceptionnel » que s'est arrogé, selon lui, le chef de l'Etat, en estimant qu'il n'avait pas respecté la lettre la Constitution : « Jacques Chirac a commencé son intervention mardi soir en disant : « Le 22 février dernier, je vous ai fait part de ma décision de professionnaliser l'ensemble de nos forces de défense. » Or l'article 34 de la Constitution est très clair : c'est le Parlement qui décide, définit les principes d'organisation de la défense nationale. »

Le bureau national s'était retrouvé unanimement dans la critique de ce que M. Jospin a appelé la « dérive solitaire » du chef de l'Etat, mais plus partagé sur ce qu'il conviendrait de faire en cas d'alternance en 1998. Comme Paul Quilès et comme Laurent Fabius, M. Jospin se montrait plutôt partisan d'une professionnalisation de l'armée, jugée « inéluctable ». Le 2 mars, devant le conseil national, il s'était déclaré « personnellement favorable à un service volontaire ouvert aux hommes et aux femmes, plutôt qu'à un service obligatoire ».

DEUX OPTIONS

Le document mis en débat dans le parti avait privilégié deux options maintenant une période de conscription. Mercredi, Henri Emmanuelli et la Gauche socialiste ont plaidé pour une consultation des militants. M. Jospin, qui souhaite que le débat interne soit tranché par le conseil national le 8 juin, s'est prononcé pour un « rendez-vous citoyen » d'une durée de deux mois, position soutenue par Paul Quilès, François Hollande et Jean Poperen.

Sur France 2, M. Jospin a souligné qu'« un rendez-vous d'à peine huit jours » sera « une sorte de check-up médico-social des jeunes qui ne permettra pas de créer le lien entre les jeunes et la défense, entre les forces armées et la société civile ». Il a affirmé que le PS va « mener une campagne d'opinion » sur la conscription à l'occasion du débat au Parlement, indiquant que les socialistes auraient eux aussi réformé le service national s'ils avaient été au pouvoir. Il a précisé qu'« une réforme aurait pu se faire autour d'un service court », en gardant la possibilité d'élargir les forces « en cas de modification de la menace extérieure ».

Réagissant à ces prises de position, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a accusé le PS d'« opposition systématique ».

M. N.

Jack Lang, membre du bureau national du Parti socialiste

« Nos institutions sont imprégnées par une certaine survivance de l'Ancien Régime »

« Quand vous évoquez le « déficit de démocratie », n'est-ce pas une autocritique, après deux septennats de François Mitterrand ?

— Avec la décentralisation, la libération de l'audiovisuel, les lois Auroux, l'abolition de la peine de mort, la démocratisation de l'éducation et de la culture, la loi Roudy sur les femmes, l'œuvre accomplie sous la présidence de François Mitterrand a été importante, mais inachevée. J'ai cependant regretté que la Constitution n'ait pas été révisée afin de redonner au Parlement un vrai pouvoir. Nous aurions pu légiférer des institutions plus libres, plus ouvertes, plus démocratiques.

— Malgré la Révolution française, nos institutions politiques et judiciaires sont imprégnées par une certaine survivance de l'Ancien Régime, du bonapartisme et d'autres dérivés autoritaires. Il y a une culture immémoriale de l'ex-

des réformes que l'opinion est prête à accepter ?

— Nullement. Etre démocrate, cela ne consiste pas à se conformer à la doxa, à l'opinion moyenne. La gauche n'est forte qu'en conservant l'esprit pionnier et la passion du futur. Elle se meurt si elle colle aux caprices de l'opinion. Le droit de vote des étrangers figurera dans notre texte, mais nous ne l'inscrivons pas dans notre programme législatif puisque nous n'aurons pas les moyens juridiques de réviser la Constitution. L'exigence de loyauté, de vérité, d'honnêteté consiste à ne pas brandir un projet de réforme, en raison d'obstacles juridiques, ne peut pas se réaliser avant l'élection présidentielle.

— Que proposez-vous face à la crise de la représentation politique ? Jusqu'où voulez-vous aller dans la limitation du cumul des mandats ?

— A tous les étages de la société,

habitants de la commune ou du pays et organiser de vrais débats sur le chômage, la réforme fiscale, la protection sociale.

— Vous envisagez d'approfondir la démocratie sociale, mais n'y a-t-il pas, d'abord, un déficit d'application des lois Auroux de 1982 ?

— Vous avez raison. Sur un plan plus général, il y a divorce, en France, entre les droits proclamés et les droits effectivement garantis. C'est grave dans une démocratie qui prétend obtenir la confiance du peuple. Rappelons l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, qui affirmait qu'une société qui ne garantit pas les droits « n'a point de Constitution ».

— En droit social, la rupture est encore plus éclatante entre les droits et les réalités : 80 % des textes sont inopérants ou ignorés. Les lois Auroux ont constitué une étape forte, mais le droit du travail a été vidé de sa substance par le chômage de masse et la précarisation. Dans de nombreuses PME, le non-droit l'emporte. Sur les licenciements, nous voudrions rééquilibrer le rapport de forces entre le patronat et les travailleurs. Quelle mesure efficace imaginer qui ne se retournerait pas contre les travailleurs ?

— D'autres moyens de protection des salariés sont à inventer : renforcement des pouvoirs de l'inspection du travail, extension des compétences des tribunaux prud'homaux, augmentation des prérogatives des délégués du personnel et des comités d'entreprise. Peut-on imaginer une médiation, obligatoire et suspensive, afin d'engager la négociation ? Nous choisissons, le moment venu, la voie la plus favorable aux travailleurs et au développement de l'emploi. Démocratie sociale, démocratie politique : même combat !

Propos recueillis par Michel Noblecourt



JACK LANG

« Nous allons vers une limitation assez générale et progressive du cumul des mandats »

cutif. Les pouvoirs locaux, nationaux, patronaux se protègent derrière des murailles de règles destinées à tenir aussi loin que possible les citoyens et les travailleurs. L'esprit « V. République » est dans cette filiation, et nous avons eu, nous-mêmes, tendance à l'épouser.

— A ce mal traditionnel s'ajoutent des maux contemporains, qui minent, de l'intérieur, la démocratie : l'exclusion sociale, l'exclusion des jeunes, des femmes, des personnes âgées. Le scepticisme et le désenchantement des citoyens sont aggravés par l'attitude d'hommes politiques qui déclinent leurs engagements électoraux comme un chiffon de papier. Certains citoyens en arrivent à se demander à quoi bon voter.

— La volonté de Lionel Jospin de distinguer le programme législatif de l'affirmation de principes sur la démocratie ne réduit-elle pas votre exercice, en renvoyant à plus tard votre démocratie « idéale » ?

— Notre réflexion porte sur un horizon de cinq à dix ans. C'est à partir de cette ligne d'horizon que sera défini, en 1997, notre programme législatif.

— Au-delà du droit de vote des étrangers aux élections municipales, ne faut-il envisager que

la France est le royaume des chers, grands ou petits. Etrange exception française ! Dans aucun autre pays démocratique, il n'est possible d'être à la fois ministre et maire, parlementaire et président de région. Comment peut-on admettre qu'un ministre puisse être à mi-temps ou à tiers temps ? J'ai connu cette situation de 1989 à 1993, ayant eu la chance, de 1981 à 1986, de me consacrer totalement à mon emploi de ministre, mais ce n'est pas sain. Nous nous orientons donc vers une limitation assez générale et progressive du cumul des mandats. Les élus doivent être plus disponibles, plus responsables — par une réduction de la durée des mandats — et plus représentatifs, ce qui implique une transformation du mode de scrutin et une plus grande représentation des femmes dans la vie publique.

— A défaut de changer les institutions, comment mettre en œuvre un exercice du pouvoir plus citoyen ?

— Tout ce que nous proposons ne relève pas nécessairement d'une révision de la Constitution. Beaucoup de réformes dépendront de simples lois ou de la pratique. Dans l'intervalle des élections, les citoyens doivent pouvoir participer à la vie locale. Les dirigeants doivent solliciter l'intelligence des

En Bretagne, Jacques Chirac défend les langues régionales

Lors de la première journée de sa visite dans le Finistère, le chef de l'Etat s'est livré à un vibrant plaidoyer en faveur des identités régionales

QUIMPER

de notre envoyé spécial

La Bretagne, à sa manière, est toujours à la pointe du combat régionaliste. C'est en tout cas chez elle qu'un pas important a été franchi, mercredi 29 mai, lors de la première journée de la visite de Jacques Chirac dans le Finistère : le président de la République a reconnu la nécessité de défendre les identités régionales et, surtout, de permettre aux langues régionales de vivre à côté du français.

Autour de la table du dîner, à la préfecture de Quimper, il y avait les douze parlementaires du département, Yvon Bourges, président (RPR) du conseil régional, Bernard Poinant, maire (PS) de la ville, et Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de la présidence de la République. La question a été soulevée par Jean-Yves Cozan, député centriste : pourquoi la France ne ratifie-t-elle pas la convention sur la protection des langues régionales proposée par le Conseil de l'Europe (Le Monde du 21 mai) ? Les deux socialistes présents, Louis Le Pen et Bernard Poinant, ont plaidé dans le même sens.

La réponse de M. Chirac a surpris certains de ses hôtes. Certes, avant de signer ce texte, il faut l'examiner de près, a-t-il expliqué, mais il s'est dit en parfait accord avec le principe défendu par cette convention. Le président de la République a alors prononcé une

belle plaidoirie pour les identités régionales et a comparé la situation des langues régionales vis-à-vis du français à celle du français vis-à-vis de l'anglais.

Se visitant à la mairie de Quimper, en fin d'après-midi, lui avait permis par avance de dire ce qu'il pensait de la présence dominante d'une seule langue. M. Poinant lui avait fait la surprise d'installer un terminal branché sur Internet, en le prévenant qu'ainsi tout ce qu'il dirait serait immédiatement porté à la connaissance de la diaspora bretonne du monde entier. Manifestement passionné, M. Chirac est resté un long moment les yeux rivés sur l'écran mondial, puis il a expliqué que les Français devaient prendre possession de cet outil en évitant qu'il ne serve à étendre la domination de l'anglais.

CIVILITÉ RÉPUBLICAINE

L'échange, entre le maire, membre de l'opposition, et le chef de l'Etat, a été un modèle de civilité républicaine. M. Poinant s'est présenté en « maire de tous les Quimpérois accueillant le président de tous les Français » ; a offert à son hôte une statuette chinoise du XVII^e siècle ; a fait une présentation des dossiers bretons qu'en aparté, M. Bourges a trouvée remarquable ; a guidé, enfin, M. Chirac dans un bain de foule de la mairie à la préfecture.

Le dîner a été conforme à cette image. Comme souvent, les élus

bretons ont fait bloc pour défendre les dossiers de leur région. Au cours d'un long tour de table où, fidèle à ses habitudes, M. Chirac a écouté plus qu'il n'a apporté de réponses, tous les dossiers ont été soulevés. Le débat se concluant souvent par une adresse au secrétaire général adjoint de l'Elysée : « Jean-Pierre, il va falloir regarder cela rapidement ! » Le chef de l'Etat a assuré Bertrand Cousin, député (RPR) élu à Brest, qu'il suivra personnellement le dossier de l'arsenal, afin que soient trouvées de nouvelles charges de travail en compensation de ce que lui retire le projet de programmation militaire. Il s'est prononcé en faveur d'un statut particulier pour les îles qui parsèment les côtes françaises.

Sur une question de M. Le Pen, M. Chirac s'est livré à une vaste fresque de l'évolution du temps de travail depuis le Neandertal, assurant qu'il sent le gouvernement réticent devant cette idée, mais qu'il faut pourtant avancer dans cette voie. Toutefois, pour prouver sa solidarité avec ses ministres, il a fait lire ses convives en traitant Alphonse Azzi, sénateur centriste, qui vient de faire condamner Corinne Lepage, le ministre de l'environnement, à rembourser une partie des honoraires perçus du temps où elle était l'avocate des communes victimes de l'Amoco-Cadiz, de « pickpocket ».

Thierry Brédier

Le porte-avions nucléaire « Charles-de-Gaulle » sera mis en service sans défense aérienne

LA FRANCE va devoir jongler, d'une façon assez acrobatique, avec son porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle pour pouvoir assurer — faute d'un second bâtiment du même type — une garantie de présence à la mer d'un groupe aéronaval complet, comme ce fut le cas avec le Clemenceau et le Foch, qui pouvaient alterner : non seulement, le Charles-de-Gaulle sera dépourvu d'intercepteurs de défense aérienne entre 1999 et 2002, mais encore, il n'aura pas de remplaçant entre 2006 et 2012, date à laquelle, si les crédits le permettent, la France pourrait décider de construire un second porte-avions à propulsion nucléaire ou classique.

Ces précisions ont été données jeudi 23 mai aux députés qui appartiennent à la commission de la défense au Palais-Bourbon par le chef d'état-major des armées, le général Jean-Philippe Dorn, et par le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Jean-Charles Lefebvre.

Officiellement, si aucun contretemps ne vient remettre en cause le calendrier initial, le Charles-de-Gaulle sera en service en juillet 1999. Les Crusaders, c'est-à-dire les avions de défense aérienne qui arment le Foch et le Clemenceau, auront alors cessé d'être opérationnels, mais ce n'est pas avant 2002 que la première flottille de douze Rafale, en version « intercepteur », sera embarquée sur le Charles-de-Gaulle. « Une fois les

Crusaders retirés du service, a reconnu l'amiral Lefebvre, l'absence de Rafale ne permettra pas au porte-avions d'intervenir dans toutes les zones. » Le chef d'état-major de la marine est convenu du fait qu'il s'agit là d'une « vulnérabilité » qui réduit la liberté d'action du Charles-de-Gaulle, même si, a-t-il dit en substance, un groupe aéronaval peut être utilisé sans couverture de chasse dans des zones maritimes où, en premier examen, seraient censées ne pas présenter de danger aérien.

« POSSIBLE LACUNE »

A propos d'un second porte-avions, dont Jacques Chirac s'est montré partisan lors des conseils de défense qui ont précédé la préparation de la loi de programmation militaire 1997-2002, le général Dorn a été amené à préciser que le Clemenceau ne sera plus opérationnel en 1997 et que le Foch subit actuellement une révision de l'ensemble de ses installations de catapultage d'avions et de sa propulsion, pour être prêt en juin 1997 et disponible jusqu'à l'entrée en service du Charles-de-Gaulle.

« En l'absence de construction d'un second porte-avions, a ajouté le chef d'état-major des armées, il n'y aura plus qu'un seul porte-avions, après l'arrêt du Foch, entre 2006 et 2012. » Le Foch sera mis en sommeil et, au besoin, réactivé lors des indisponibilités, dues à ses carénages périodiques, du Charles-de-Gaulle en 2004 et 2011, mais il s'agit d'une solution aléatoire puisque le Foch n'aura qu'un équipage réduit et qu'il n'emportera pas autant d'avions modernes que le Charles-de-Gaulle. Pour sa part, l'amiral Lefebvre a concédé aux députés que le second carénage du porte-avions nucléaire « pose effectivement le problème d'une possible lacune dans la permanence, à la mer, de la composante aéronavale ».

C'est ce qui explique, selon lui, que M. Chirac soit favorable à la construction d'un second porte-avions qui deviendrait opérationnel après 2011 si, d'ici là, est choisi le type de propulsion — nucléaire, comme le Charles-de-Gaulle, ou classique — et arrêtée une durée de construction appropriée.

Jacques Isnard

DÉPÊCHES

■ PATRIMOINE : Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a indiqué mercredi 29 mai, dans une communication au conseil des ministres, qu'un état patrimonial de la France sera établi pour 1999, d'un comité d'experts présidé par André Giraud, ancien ministre, et comprenant un député et un sénateur, est créé, ainsi qu'une mission « gestion du patrimoine » placée sous la responsabilité de Guy Delorme, inspecteur général des finances.

■ CONJONCTURE : « Les perspectives générales de production des industries se sont dégradées, alors que les perspectives personnelles de production apparaissent moins optimistes que lors de l'enquête [d'avril]. Les prix de vente industriels devraient rester orientés à la baisse », indique l'INSEE, dans ses Informations rapides du jeudi 30 mai.

■ FRONT NATIONAL : réagissant à l'annonce de la fin du service militaire obligatoire, le Front national indique, dans un communiqué du mercredi 29 mai, que s'il « se réjouit du développement du volontariat, il constate en revanche que le fond de la réforme reste très éloigné des besoins des armées ». « Ce n'est pas un « rendez-vous citoyen » de quelques heures, gadget pour Tarzuffe des temps modernes, qui développera l'esprit de défense chez les jeunes Français », ajoute le FN.

■ LÉGISLATIVES : le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, a annoncé officiellement, mercredi 29 mai, qu'il serait candidat aux législatives de 1998 dans la circonscription d'Argenteuil-Bezons (Val-d'Oise). M. Hue n'a jamais été député.

■ ARTISANS : deux membres de la Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA) ont été condamnés, mercredi 29 mai à Angers (Maine-et-Loire), respectivement, à trois mois de prison ferme et un mois, pour avoir séquestré un huissier de justice.

■ MAZARINE : l'hebdomadaire Paris-Match daté 6 juin publie plusieurs photographies de Mazarine Pingeot, en compagnie des membres de l'Institut François-Mitterrand. S'exprimant « en tant que membre du conseil d'administration » de cette fondation, la fille de l'ancien chef de l'Etat déclare notamment : « Je considère que la vie de mon père est un modèle de vie. Il a su être un être libre par rapport aux regards extérieurs, à ses propres déterminismes sociaux, psychologiques. »



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

75 Vente sur folle enchère, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 13 JUIN 1996 à 14 heures 30 - EN UN LOT.
APPARTEMENT à PARIS (17^e arr.)
8 bis, boulevard de Courcelles
de 7 PIÈCES PRINCIPALES, au 2^e étage étage
2 CHAMBRES DE SERVICE, au 6^e étage - CAVE.
MISE A PRIX : 2.000.000 de Ffrs
S'adresser à Me Laurent SALEM, Avocat à PARIS (7^e arr.),
179, boulevard St Germain - Tél : 45.44.55.95.
Sur les lieux pour visiter.

Les sénateurs introduisent le « bracelet électronique » dans la réforme de la détention provisoire

Jacques Toubon accepte d'expérimenter cette innovation

Le Sénat devait adopter, jeudi 30 mai, en fin de matinée, le projet de loi sur la détention provisoire, les groupes de la majorité ayant indiqué

qu'ils se prononceraient en sa faveur. Tout en élargissant les dispositions initialement prévues dans ce texte, les sénateurs devaient, avec l'as-

sentiment du garde des sceaux, ouvrir la voie au « placement sous surveillance électronique », technique de substitution à la détention.

QUALIFIÉ par Georges Othily (Rass. dém.), rapporteur de la commission des lois du Sénat, de « pierre d'attente dans la perspective d'une réforme globale de la procédure pénale », le projet de loi sur la détention provisoire n'a pas suscité un débat passionné, mercredi 29 mai, au Palais du Luxembourg. Hormis un incident de séance, qui a opportunément permis à Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) de crier au « scandale », l'examen des premiers articles du texte élaboré par la chancellerie en vue d'encadrer plus strictement les possibilités de placements en détention provisoire n'a pas donné beaucoup de grain à moudre à l'opposition.

Tandis que Nicole Borvo (PC, Paris) soulignait que son groupe « ne peut refuser les principales propositions » contenues dans cette « mini-réforme », le groupe socialiste, dont plusieurs initiatives ont été reprises, a pour l'essentiel concentré ses attaques sur le thème de la collégialité. M. Dreyfus-Schmidt, soutenu par l'ancien garde des sceaux, Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine), a bataillé en vain pour instituer de nouveau ce

principe dans le processus de décision conduisant à la détention provisoire.

Huitième projet sur ce sujet depuis 1970, le texte présenté aux sénateurs par Jacques Toubon, ministre de la Justice, vise à limiter la détention provisoire, domaine dans lequel la France fait figure de « lanterne rouge » en Europe. Tout en rappelant qu'il attend pour « la fin de cette année » les conclusions du rapport sur la procédure pénale, confié à un professeur de droit, Michèle Laure-Rassat, afin « d'apprécier l'opportunité d'une nouvelle réforme d'ampleur qui s'inscrirait alors dans une refonte de l'ensemble du code de procédure pénale », M. Toubon a souligné que ce projet de loi a « modestement pour ambition d'améliorer notre procédure ».

L'objectif étant « d'éviter les mises en détention injustifiées et, d'autre part, d'empêcher que les détentions ne se prolongent de façon excessive », le texte du gouvernement corrige sur plusieurs points les dispositions en vigueur (Le Monde du 25 avril). Précisant la notion de trouble à l'ordre public, critère « fourre-tout » pouvant être

Invocé en vue d'un placement en détention provisoire, le projet de loi limite la durée de la détention provisoire et renforce les pouvoirs du président de la chambre d'accusation en matière de référé-liberté. Cette procédure consistant à demander à ce magistrat de suspendre l'exécution du mandat de dépôt a été instituée, à l'initiative du Sénat, par la loi du 24 août 1993.

RECHAMEN ULTIMEUR

Principale innovation introduite lors de l'examen du texte au Palais du Luxembourg, le placement sous surveillance électronique (PSE) n'a certes pas pris le garde des sceaux au dépourvu. Lors de la présentation des grandes lignes de son projet de loi, M. Toubon avait annoncé qu'il y figurerait la possibilité pour le juge d'instruction, après avoir recueilli le consentement de l'intéressé, de substituer à la détention provisoire le PSE, système en vigueur, notamment, en Amérique du Nord, et permettant de surveiller à distance une personne grâce à un émetteur (le « bracelet électronique » qu'elle porte sur elle).

Retirée du projet de loi, cette innovation, détaillée dans un rapport de mission élaboré en 1995 par Guy Cabanel, président du groupe Rassemblement démocratique, a été réintroduite à l'unanimité par la commission des lois du Sénat. Tout en soulignant que « cette question soulève des problèmes considérables, tant d'un point de vue théorique que d'un point de vue pratique », et qu'« une telle réforme suppose, avant d'être généralisée, une expérimentation

pendant plusieurs années », le garde des sceaux a promis de s'en remettre, sur ce point, à la « sagesse » des Assemblées. M. Toubon a toutefois précisé qu'il demanderait au Parlement « d'accepter le principe que ces dispositions soient réexaminées dans quelques années ». Seule à se prononcer nettement contre ce dispositif, M^{me} Borvo a affirmé qu'il s'agit d'une « mesure vexatoire, attentatoire aux libertés individuelles ».

Avec l'accord du gouvernement, les sénateurs ont adopté plusieurs amendements de la commission des lois visant à élargir les dispositions du texte. L'un d'entre eux, voté en commission à l'initiative de M. Dreyfus-Schmidt, tend à exiger que l'ordonnance de placement en détention provisoire précise les raisons pour lesquelles le contrôle judiciaire serait insuffisant.

Toujours à l'initiative du sénateur socialiste, la commission des lois, puis le Sénat, ont adopté un amendement - corrigé par le gouvernement - élargissant les droits à réparation du préjudice subi par une personne ayant été privée de liberté avant de faire l'objet d'un non-lieu ou d'un acquittement.

Les sénateurs ont, également, ramené d'un an à huit mois la durée maximale du principe de la détention provisoire en matière criminelle, tout en limitant à une durée unique de quatre mois la prolongation de la détention provisoire en matière correctionnelle, lorsque la peine encourue est inférieure à dix ans d'emprisonnement.

Jean-Baptiste de Montvalon

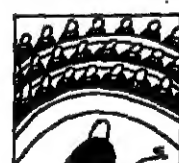
La gauche partagée

Contrairement aux communistes, les sénateurs socialistes ne se sont pas opposés au recours à la surveillance électronique comme « un substitut à la détention provisoire », à condition qu'elle ne soit en aucun cas un substitut au contrôle judiciaire et dès lors qu'elle est acceptée par la personne mise en examen.

Jean-Claude Bouvier, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, se dit « très opposé » à cette solution « dangereuse pour les libertés », qui va « accroître une logique de surveillance généralisée de la population » et qui, selon lui, « n'aura sans doute aucun effet sur le recours à la détention provisoire ».

Les députés maintiennent le prix minimum pour les disques

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté en deuxième lecture, mercredi 29 mai, le projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, visant à corriger les dysfonctionnements de la concurrence entre grandes surfaces et PME. L'Assemblée nationale a décidé de conserver l'amendement voté par le Sénat introduisant un prix minimum sur les disques, afin de limiter les prix abusivement bas (Le Monde du 10 mai). Tout en exprimant la crainte que cette mesure ne « mécontente la jeunesse », Yves Galland, ministre délégué aux finances, s'y est finalement rallié « par respect du principe de l'exception culturelle ».



PARLEMENT

Toutefois, il a affirmé qu'il allait lancer, conjointement avec le ministre de la Culture, « quatre chantiers complémentaires pour que les prix des disques ne dérapent pas ». En revanche, le gouvernement a obtenu de l'Assemblée le retrait du dispositif de prix minimum pour la vente du carburant au détail. En échange, M. Galland s'est engagé à trouver « des solutions concrètes avant la fin de l'année » pour protéger les pompistes indépendants.

■ SÉCURITÉ SOCIALE : le Sénat a adopté en première lecture, mercredi 29 mai, le projet de loi organique relatif aux lois de financement de la Sécurité sociale. La majorité RPR et UDF a voté pour, le PS et le PCF se prononçant contre. Une importante divergence subsiste entre les deux Assemblées sur le calendrier de la discussion à l'automne de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Le Front national relance sa campagne contre l'immigration

PLUS QUE JAMAIS, le Front national mise sur le thème de l'immigration. Après la publication des rapports parlementaires sur l'immigration clandestine et sur les fraudes et pratiques abusives, le FN tente de forcer les élus de la majorité à prendre position. Jeudi 30 mai, les élus FN de la région Ile-de-France appellent à une manifestation devant l'Hôtel de Ville pour protester contre le projet de construction de la mosquée de la rue de Tanger dans le 19^e arrondissement (Le Monde du 31 janvier et du 19 mars).

Le 20 mai, le secrétaire général du Front, Bruno Gollnisch, avait déjà organisé une conférence de presse sur les thèmes : « L'immigration est-elle facteur de criminalité ? » et « Faut-il brûler les rapports Philibert-Sauvageo (sur l'immigration clandestine) et Léonard-de-Courson ? (sur les fraudes) ». M. Gollnisch, qui, avec l'ensemble des responsables du Front, avait applaudi à la publication de ces rapports, a affirmé qu'il existe « un lien de causalité

très réel entre certaines formes d'immigration et l'augmentation continue de la criminalité ».

Le représentant du Front a distribué à la presse deux documents présentés comme « confidentiels » et « émanant d'une source haut placée au ministère de l'Intérieur ». L'un traite de l'immigration irrégulière et du travail clandestin dans le département du Rhône et comporte un dossier sur « le problème roumain », dans lequel sont recensés des affaires de droit commun dans lesquelles auraient été mêlés des Roumains, sans être suivies de poursuites judiciaires. Figurent sur ce document les noms, dates, date de naissance et adresse des personnes visées.

Toutefois, Violences urbaines en 1995, le second document porte sur les violences urbaines dans la banlieue lyonnaise. L'identité des personnes interpellées est également mentionnée, qu'elles soient mineures ou non. M. Gollnisch a précisé que « cela ne signifie pas que tous les étrangers soient des criminels ou des délinquants » mais

que « cela signifie clairement que de nombreux individus étrangers ou d'origine étrangère ont aujourd'hui en haine la France et ses institutions ».

« EMPÊCHEURS DE CONSENSUS »

Martine Le Hédoux, membre du bureau politique du FN, responsable de la fédération de Paris, use elle aussi du thème immigration-insécurité, pour faire son porte-parole dans la partie du 19^e arrondissement où se trouve un important lieu de prière musulman qui, si la mairie de Paris donne son feu vert, devrait être transformé en mosquée. « Imaginez tout ce qui va advenir quand on sait qu'il y a à côté deux écoles maternelles ! », s'est elle exclamée mercredi en annonçant la manifestation du lendemain.

Mais c'est surtout comme défenseurs de « l'identité française » que Martine Le Hédoux et Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional, se sont employés à justifier leur action. « Cette mosquée est une at-

teinte à la souveraineté française », tonne M. Le Gallou, qui estime que « l'islam n'est pas seulement une religion, [mais] aussi une règle de vie contraire à notre identité et à nos traditions ». « Il existe suffisamment de mosquées comme cela. La France ne doit pas devenir terre d'islam. Nous reconnaissons aux musulmans le droit à pratiquer leur religion mais chez eux », ajoute-t-il. M. Le Gallou ne cache pas qu'en s'opposant à ce projet, il s'agit de forcer le maire de Paris à prendre position et de jouer les « empêcheurs de consensus » entre les élus de gauche de l'arrondissement et la majorité de droite à la mairie de Paris. Les élus FN ont également annoncé qu'ils profiteraient de cette manifestation pour « saluer » la mémoire des moines assassinés en Algérie.

L'association Ras l'Front a décidé d'appeler à une contre-manifestation le même jour à la même heure, jeudi 18 heures, devant la tour Saint-Jacques à Paris.

Christiane Chombeau

Les partenaires sociaux incités à s'entendre sur le temps de travail

Le gouvernement et les députés s'impatientent

LE PARLEMENT et le gouvernement s'impatientent de la lenteur des négociations sur le temps de travail. Les députés devaient adopter, jeudi 30 mai, une proposition de loi de l'UDF incitant financièrement les entreprises à réduire le temps de travail et à augmenter leurs effectifs. Gilles de Robien, président du groupe UDF, a affirmé mardi : « Les partenaires sociaux n'ont plus aucune excuse pour ne pas intervenir. S'ils ne le font pas, la représentation nationale devra en prendre acte ».

Par ailleurs, le « sommet » sur ce thème qu'Alain Juppé doit présider début juillet se précise. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, en a confié la préparation à Pierre Cabanes, secrétaire général de Thomson, ancien directeur des relations du travail et ancien délégué à l'emploi au sein du ministère. M. Cabanes sera entouré de représentants de ces deux directions, d'un membre du commissariat du Plan, de trois directeurs des ressources humaines - Joseph Musseau (Crédit lyonnais), Jean-François Collin (Compagnie générale des eaux) et Jean Colotte (Boiron) - ainsi que de deux experts, Catherine Barbraud (Entreprise & Personnel) et Jacques Freyssinet (Institut de recherches économiques et sociales).

Signe de la lenteur des négociations de branche, le patronat et les syndicats de l'habillement ne sont pas parvenus à un accord mercredi. Comme celui du textile (Le

Monde du 11 mai), le patronat de l'habillement a proposé quatre textes, dont le principal vise à faire varier le temps de travail de 0 à 46 heures par semaine. En échange, la durée moyenne hebdomadaire serait réduite à 37 h 45 payées 39. Les syndicats ont jusqu'au 7 juin pour faire connaître leur réponse.

REPORT DE LA DATE-SOMMET

La réunion de l'Observatoire paritaire de la négociation collective a confirmé, mercredi, que la bonne volonté des partenaires s'effrite. Certains syndicats ont tendance à exiger une diminution de la durée du travail sans contrepartie d'annualisation. La CFDT a critiqué l'accord signé dans la métallurgie, jugé peu efficace en matière d'embauche. De son côté, le patronat n'entend pas dissocier diminution et annualisation. Toutefois, aucune rupture des négociations n'a été constatée. Quatre branches (métallurgie, textile, réparation automobile et plasturgie) ont conclu et une quinzaine d'autres sont proches d'y parvenir.

Des voix s'élèvent, y compris dans les rangs syndicaux, pour demander aux politiques de ne pas faire du 30 juin la date impérative d'entrée en lice du gouvernement et du législateur. La menace d'une intervention de celui-ci est jugée explicitement « contre-productive » par le patronat.

Alain Faujas et Frédéric Lemaître

Thierry de Montbrial
de l'Institut

MÉMOIRE DU TEMPS PRÉSENT

Flammarion

PRIX DES AMBASSADEURS 1996

En 250 pages d'une extraordinaire densité, l'essentiel de la politique internationale... Un ouvrage clé de science politique.

Michel Albert - Le Figaro
Le titre est à lui seul un manifeste... l'vision lucide que ne dément pas l'expérience du temps présent.

Daniel Vernet - Le Monde

Un véritable passeport pour l'an 2000.

André Fontaine
L'Express
Une oeuvre de salubrité publique.

Jacques Lesourne
Les Echos

Thierry de Montbrial

Flammarion

Photo: Thierry M.

CORSE En vertu de la loi sur le terrorisme de 1986, la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guénec, a décidé, mercredi 29 mai, de retirer

cinq dossiers concernant des assassinats ou des tentatives d'assassinat de militants nationalistes corses (Pierre Poggioli, Stéphane Gallo, François Santoni, Jules Massa, Yves

Manunta et Thierry Poff) à des juges d'instruction de Bastia et d'Ajaccio qui avaient refusé de s'en dessaisir. **DANS UNE LETTRE** adressée à Pierre Mauroy et à Michel Rocard,

Jacques Chirac estime qu'une attitude « responsable et exempte de polémique » doit être la règle face à la situation en Corse. **CLAUDE GUÉANT**, directeur général de la po-

lice, a affirmé, mercredi 29 mai à Ajaccio, qu'« il n'y a pas de personnes ou de groupes protégés en Corse » et que « les auteurs d'infractions doivent être interpellés ».

La Cour de cassation dessaisit des magistrats de Bastia et d'Ajaccio

Cinq dossiers - deux concernant des « actes de terrorisme » et trois uniquement pour des raisons de « bonne administration de la justice » - vont être confiés à des juges d'instruction spécialisés du tribunal de Paris

LA CHAMBRE CRIMINELLE de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guénec, a décidé, mercredi 29 mai, de retirer cinq dossiers concernant des assassinats ou des tentatives d'assassinat de militants nationalistes à des juges d'instruction de Bastia et d'Ajaccio qui avaient refusé de s'en dessaisir. En vertu de la loi sur le terrorisme de 1986, ces affaires seront désormais confiées aux juges d'instruction spécialisés du tribunal de Paris.

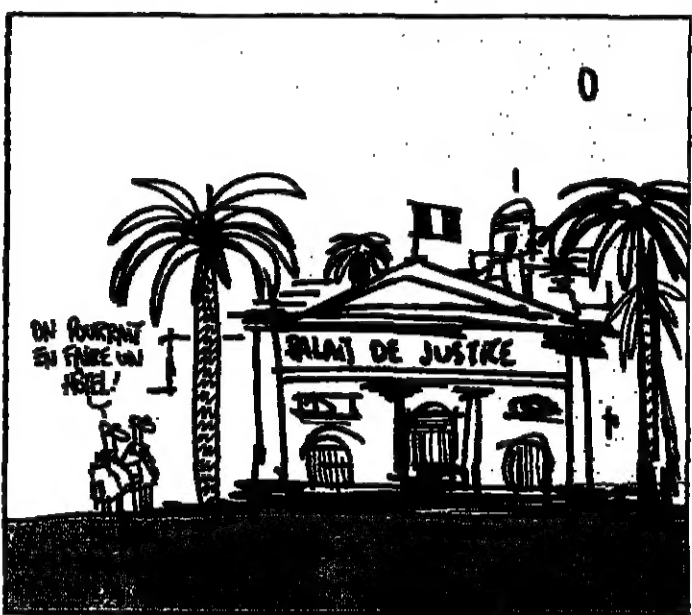
Dans un premier temps, les procureurs de Bastia et d'Ajaccio avaient demandé aux juges d'instruction travaillant en Corse de se dessaisir au profit des magistrats antiterroristes de Paris. Mais, dans des ordonnances datées des 9, 13 et 14 mai, les juges avaient refusé d'obtempérer. Les cinq dossiers ont donc été dépayés, mais les procédures appliquées par la Cour de cassation ne sont pas toujours les mêmes. Deux de ces instructions sont transférées à Paris parce qu'elles concernent des « actes de terrorisme ». Les trois autres sont confiées à des juges spécialisés au nom d'« une bonne administration de justice ».

Instruits à Ajaccio, les deux pre-

miers dossiers concernent une tentative d'assassinat contre Pierre Poggioli et une opération au cours de laquelle Stéphane Gallo avait été tué et François Santoni blessé.

● **Pierre Poggioli**, secrétaire général d'Accolta nazionalista corsa (ANC), présentée comme la vitrine légale du mouvement clandestin Résistance, est victime, le 18 juillet 1994 à Ajaccio, d'une tentative d'assassinat alors qu'il gare son véhicule. Deux hommes à moto s'apprêtent à faire feu. Spontanément, Pierre Poggioli fait face, avance, déséquilibre ses agresseurs. L'un d'eux tombe à terre et perd son arme. L'autre agresseur tire et blesse grièvement Pierre Poggioli, qui est aujourd'hui partiellement handicapé. Pierre Poggioli parvient à fuir à l'aide de l'arme abandonnée sur place. Les seuls indices de la police sont les douilles relevées sur place, le revolver abandonné et un échantillon sanguin de l'agresseur blessé. Cet attentat ne fait l'objet d'aucune revendication.

● **Stéphane Gallo**, garde du corps de François Santoni, secrétaire général d'A Cuncolta, la vitrine légale du FLNC-canal histo-



rique, pilote, le 29 mai 1995, à la sortie nord d'Ajaccio, la moto sur laquelle les deux hommes ont pris place. Embusqués dans un fourré, plusieurs agresseurs cagoulés font feu. Stéphane Gallo est mortelle-

ment atteint. François Santoni, légèrement blessé à l'aine, riposte à l'aide d'un revolver. L'un des assaillants est blessé. Sur place, les enquêteurs retrouvent un fusil à pompe, des douilles de différents

calibres et des traces de sang. Selon François Santoni, son agresseur serait un responsable connu du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine légale du FLNC-canal habituel. Aucune audition-confrontation n'a été effectuée dans cette affaire.

Pour ces deux dossiers, la chambre criminelle de la Cour de cassation rappelle dans son arrêt qu'après l'ouverture d'une information judiciaire pour tentative d'assassinat les juges d'instruction de Corse ont été saisis par réquisitoire suppléant du chef d'« actes de terrorisme ». Soulignant que la loi de 1986 instaure dans de tels cas une compétence concurrente du tribunal de Paris, la Cour de cassation ordonne que le dossier soit confié à un juge spécialisé.

Les trois autres dossiers concernent l'assassinat de Thierry Poff et deux tentatives d'assassinat, l'un contre Jules Massa, l'autre contre Yves Manunta.

● **Jules Massa**, souvent présenté comme l'un des plus efficaces gardes du corps des responsables d'A Cuncolta, est, tout d'abord, victime d'une tentative d'assassinat le 21 juillet 1995 à Ajaccio. Dans une déclaration volontaire à la police judiciaire, François Santoni a indiqué, le 29 février, que Jules Massa avait reconnu ses agresseurs en la personne de deux membres de l'ANC: Yves Manunta et Jean-Claude Lucchini, beaux-frères de Pierre Poggioli. Yves Manunta a été mis en examen, samedi 25 mai, pour association de malfaiteurs en vue d'une tentative d'assassinat (Le Monde, 26-27 mai et 28 mai). Jules Massa a finalement été assailli le 16 février 1996 à Ajaccio par deux hommes à moto. Seuls indices matériels: Les douilles relevées sur place. Aucune personne n'a été entendue dans cette affaire.

● **Yves Manunta**, militant de l'ANC, échappe, le 6 mars 1996 à Ajaccio, à une tentative d'assassinat. Alors qu'il circule en voiture, le militant de l'ANC repère un véhicule suivre. Après une course-poursuite, Yves Manunta gare sa voiture à proximité du commissariat. Les agresseurs n'hésitent pas à mitrailler le véhicule qui reçoit 96 impacts de balle. Parvenant à s'échapper, Yves Manunta ne sera que légèrement blessé. Selon l'ANC, les caméras de surveillance

des bâtiments publics auraient filmé la scène. Selon les policiers, ces caméras ne fonctionnaient pas. Les seuls indices sont des douilles. Yves Manunta, qui possédait une arme de poing, sera poursuivi et condamné à huit mois de prison avec sursis, avant d'être mis en examen, le 25 mai, dans l'affaire de la tentative d'assassinat de Jules Massa.

● **Thierry Poff**, vingt ans, gérant de fait d'un cabaret de Corbara, entre l'île-Rousse et Calvi, est assassiné, le 29 avril 1994, par deux hommes cagoulés, embusqués sur le parking de la boîte de nuit. Thierry Poff n'était pas connu pour appartenir à la mouvance nationaliste. Il aurait été sympathisant du MPA. Les enquêteurs ont poursuivi, mais sans résultat apparent, la piste d'un antagonisme qui l'aurait opposé à des militants locaux d'A Cuncolta. Cette piste avait été à nouveau évoquée lors de l'importante opération de gendarmerie lancée en Balagne sur commission rogatoire du juge d'instruction de Bastia, Marie-Pierre Sainte. Les consignes données par leur hiérarchie aux gendarmes de ne pas interpellés certains militants nationalistes visés par cette commission rogatoire seraient à l'origine de la fronde des magistrats en poste en Corse.

Contrairement aux autres, ces dossiers n'ont jamais fait l'objet de réquisitions mentionnant des « actes de terrorisme ». La chambre criminelle de la Cour de cassation, qui n'était « pas en mesure de statuer sur les faits particuliers relatifs à des dispositions particulières des procédures applicables aux actes de terrorisme », ne pouvait donc pas invoquer la compétence concurrente des juges spécialisés de Paris. En revanche, la cour note que le code de procédure pénale autorise des dépayements au nom d'une bonne administration de la justice. Soulignant que les parquets de Bastia et d'Ajaccio, qui demandaient le dessaisissement, et les juges d'instruction qui le refusaient, prenaient des « analyses divergentes », la Cour de cassation estime qu'un dépayement au nom de l'efficacité d'une administration de la justice est « justifié ».

Arme Chemin et Michel Codaccioni

Le PS fait du retour à la paix civile un préalable

LA SITUATION en Corse a été évoquée, mercredi 29 mai, lors de la réunion du bureau national du Parti socialiste. Dans son exposé d'actualité, Lionel Jospin a mis en cause le « double langage » au sein du gouvernement, en mettant en parallèle la volonté de « fermer » d'Alain Juppé et le soul de « dialogue » de Jean-Louis Debré. Si aucun communiqué n'a été adopté à l'issue de cette réunion, les socialistes se sont retrouvés pour estimer qu'un retour à l'ordre républicain, à la « paix civile », devait être un préalable à toute évolution des statuts, certains intervenants s'interrogeant, comme Henri Emmanuelli, ancien premier secrétaire du PS, sur l'éventualité d'élections anticipées à l'Assemblée territoriale de Corse.

M. Jospin, qui n'avait pas pu exposer sa position devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale mardi, en raison d'une réunion sur la préparation de la convention sur la démocratie, prévue pour les 29 et

30 juin à la porte de La Villette, à Paris, a réitéré sa position en faveur d'une possible évolution institutionnelle vers « des pouvoirs autonomes dans la République ».

Dans le débat parlementaire, Jean Glavany, député des Hautes-Pyrénées, s'était abstenu de reprendre

cette proposition. Mais, dans l'immédiat, le PS estime, comme l'avait déclaré son porte-parole François Hollande, qu'il faut privilégier la recherche d'une discussion, « mais avec tous, sur tout, tout de suite et sans charge ». De son côté, Laurent Fabius, qui s'exprimait sur

BFM mercredi soir, a souligné qu'il ne « comprend absolument rien à cette histoire de zone franche ». « Si vous avez, comme on l'a vu ces derniers mois, des personnages engagés avec des justifications idéologiques qui violent devant les postes de télévision, si vous avez, comme c'est le cas depuis par semaine, des gendarmes qui sont mitraillés, vous pouvez délocaliser tout ce que vous voulez, il n'y aura pas un entrepreneur qui va s'installer », a souligné le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

« Le premier ministre, a ajouté M. Fabius, vient dire fermé, fermé, et on a le sentiment que, finalement, on continue à discuter en douce... Fermeté, c'est scrognage. Quand vous regardez la réalité en Corse, il n'y a pas une semaine qui passe sans qu'on mitraille une gendarmerie. Où est la fermeté ? », s'est-il interrogé.

M. N.

M. Chirac écrit à MM. Mauroy et Rocard

Dans une lettre adressée le 29 mai à Pierre Mauroy et à Michel Rocard, le président de la République appelle la classe politique à faire preuve d'« esprit de responsabilité ». Les deux anciens premiers ministres lui avaient fait parvenir un courrier de protestation après les accusations lancées, le 21 mai à l'Assemblée nationale, par le garde des sceaux Jacques Toubon au sujet de « valises ouvertes de billets » qui auraient été offertes aux nationalistes corses sous les gouvernements socialistes. « Une attitude responsable et exempte de polémique doit être la règle » pour aborder la question corse, écrit le chef de l'Etat. « Les groupes doit l'objectif avant est de chercher à déstabiliser les institutions ne pourraient que se voir d'une dégradation de la qualité du débat public », ajoute M. Chirac.

Laurent Fabius, l'autre ancien premier ministre socialiste, a observé, mercredi 29 mai sur RFM, que cette lettre, « malgré son tour diplomatique », n'était pas « très très aimable pour M. Toubon ».

La police prise en étau entre le droit commun et le politique

BASTIA ET AJACCIO de notre envoyé spécial « Nous ne sommes pas des cartes que l'on abattrait dans un jeu biaisé de relations entre les autorités et les nationalistes », résume un responsable syndical policier de la région pour commenter le malaise qui a pesé lourdement, ces dernières semaines, sur le SRPJ d'Ajaccio. Comme nulle part ailleurs, les principales enquêtes judiciaires conduites en Corse ont en effet de fortes implications politiques qui, sur fond de menaces et de mutations, ont fortement perturbé le cours normal de la procédure pénale. Au point que le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, et le directeur central de la police judiciaire, Bernard Grasset, ont fait le déplacement, mercredi 29 mai, pour remonter le moral à des troupes qui, cinq jours plus tôt (Le Monde daté 26-27 mai), avaient manifesté leur « ras-le-bol » devant la préfecture d'Ajaccio.

L'épisode le plus caricatural des dérapages observés dans cette folle période la « fuite » du procès-verbal de l'audition par un inspecteur du SRPJ du dirigeant nationaliste François Santoni, diffusé à la presse et distribué comme un tract à la sortie des lycées de l'île - vient de recevoir une conclusion déplaisante pour certains policiers. Rendu à la fin du mois de mai, le rapport de l'inspection générale de la police nationale n'identifie pas

formellement l'auteur principal de l'indiscrétion, mais conclut qu'elle émane des rangs mêmes du SRPJ d'Ajaccio. Dans ce témoignage (sans équivalent à ce jour) d'un chef nationaliste à la police, François Santoni avait, le 28 février, mis la police judiciaire sur la piste des auteurs présumés d'une tentative d'assassinat perpétrée contre son garde du corps, Jules Massa. La divulgation de cette pièce de justice avait ensuite permis aux groupes rivaux de présenter le dirigeant ajaccien de la Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique, comme un traître à la cause nationaliste ayant collaboré avec l'Etat français.

A la suite de cette affaire, trois fonctionnaires du SRPJ d'Ajaccio ont dû regagner le continent. L'un d'eux, un commandant de police, a été muté après avoir été convaincu par les expertises d'avoir gouché les noms des personnes citées dans la copie du procès-verbal soustrait à la procédure pénale. Deux de ses collègues - un inspecteur et sa compagne, fonctionnaire non policier du SRPJ - ont accepté une affectation en région marseillaise motivée par des raisons de sécurité: leur appartement avait été touché par un placage, après que le nom de l'inspecteur eut circulé dans les rangs du FLNC-canal historique comme étant mêlé à l'indiscrétion en raison d'une sympathie marquée avec ses adversaires du Mou-

vement pour l'autonomie (MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel).

Le climat de suspicion créé par la « fuite » avait encore envenimé la situation d'extrême tension caractérisant le suivi des affaires judiciaires en Corse; dans une période où les magistrats insulaires s'inquiétaient d'un dessaisissement annoncé, au profit de juges continentaux, de plusieurs de leurs dossiers criminels impliquant des nationalistes. Le 13 mai, le FLNC-canal historique avait donné l'ordre à ses militants de « riposter par les armes à toute tentative d'arrestation », après qu'un juge d'instruction de Bastia eut projeté d'interpellier Jean-Michel Rossi, autre dirigeant proche de l'organisation clandestine (Le Monde daté 26-27 mai). Mais les autorités gouvernementales étaient intervenues auprès de la gendarmerie pour empêcher cette interpellation, considérant que les éléments retenus contre lui étaient insuffisants au regard des troubles à l'ordre public qui auraient accompagné son arrestation. De fait, après l'interrogatoire de deux nationalistes proches de M. Rossi interpellés par les gendarmes, le juge les a remis en liberté, en se contentant d'une mise en examen pour un simple port d'armes prohibé.

Effectivement suivie par plusieurs mitraillages de gendarmes, la menace du FLNC-canal historique a été prise au sérieux par

les policiers du SRPJ. Avec quelques bonnes raisons: l'appartenance d'un commandant de la PJ d'Ajaccio, qui avait participé à l'interpellation boueuse d'Yves Manunta, militant nationaliste de l'Accolta nazionalista corsa (ANC), avait été précédemment touché par une explosion; début mai, un gardien de la paix en faction dans une guérite devant la préfecture de Bastia avait, lui, été visé par un tir de carabine qui ne l'avait pas atteint. Depuis lors, des consignes de port de gilets pare-balles ont été données aux policiers, et Paris a fait parvenir cent gilets de ce type aux fonctionnaires de Bastia et d'Ajaccio.

« Cela fait partie de notre crédibilité de taper de manière équilibrée dans les différents camps nationalistes »

Ainsi sensibilisés à la spécificité du travail judiciaire sur l'île de Beauté, les responsables des enquêtes s'efforcent de respecter « un principe d'alternance » dans les opérations visant les membres proches des trois principaux con-

rants nationalistes (Cuncolta, MPA, ANC). Pour ne pas prêter le flanc à la critique, la quinzaine d'affaires d'assassinats et de tentatives d'assassinats pouvant impliquer des nationalistes commis depuis dix-huit mois ont ainsi donné lieu à un nombre d'interpellations et d'incarcérations successives qui, grosso modo, est représentatif de l'importance respective de ces trois mouvements engagés dans le cycle des exécutions et des vengeances. « Cela fait partie de notre crédibilité de taper de manière équilibrée dans les différents camps nationalistes », admet un enquêteur. Aucun de ces dossiers d'homicides n'ont cependant avancé, pour l'heure, de manière décisive.

Pour autant, les opérations judiciaires menées depuis le début de l'année ont connu des développements qui, jusqu'ailleurs, étaient quasiment inimaginables en Corse. Dans une île où les règlements de comptes politiques se sont multipliés - « On lui lâche les chiens », dit-on localement pour indiquer que des tueurs partent en chasse d'une cible -, des hommes de main connus de telle ou telle fraction ont de la sorte été arrêtés les armes à la main. Le 1^{er} avril à Ajaccio, ce fut le cas des deux occupants d'une même voiture, Ange Orsoni (cousin d'Alain Orsoni, dirigeant du MPA) et Jean-Claude Lucchini (proche de Pierre Poggioli, chef de l'ANC), interpellés après une fusillade avec les policiers du

RAID, venus spécialement de Paris, et aujourd'hui écroués sur le continent à la demande de leur avocat, pour des raisons de sécurité. Le second de ces hommes a d'ailleurs été dernièrement mis en examen dans le cours de l'enquête sur l'assassinat de Jules Massa, garde du corps attitré de François Santoni.

« Vous ne devez avoir aucun état d'âme », a affirmé aux policiers du SRPJ le directeur général de la police, Claude Guéant, en leur exprimant le total soutien de leur hiérarchie, le 29 mai à Ajaccio, et en leur adressant un satisfecit pour le travail accompli. « Il n'y a pas de personnes ou de groupes protégés en Corse. La ligne est claire: tous les auteurs d'infractions doivent être interpellés. Ces opérations seront réalisées avec les moyens techniques et humains optimaux qui vous seront accordés. Les déferments à la justice seront effectués grâce à des procédures suffisamment sûres pour qu'elles tiennent et avec des mises en examen à la clef. » Le message vaudra aussi pour les ports d'armes prohibées, a remarqué M. Guéant, en notant que les responsables des mouvements nationalistes et leurs gardes du corps feraient bien de s'inspirer de l'exemple d'un dirigeant nationaliste qui a demandé - et obtenu - un permis de port d'arme à l'administration préfectorale.

Erich Trucyan

Aslon

de Bastia et d'Alaj...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

général de 2...

مكتبة الأدب

Une majoration de peine est requise en appel contre M. Carignon, accusé de corruption

L'avocat général s'est attaché à démontrer le système mis en place par l'ancien ministre

Au terme d'un réquisitoire où, a-t-il dit, « la morale [n'avait] pas sa place », l'avocat général a demandé à la cour d'appel de Lyon de pronon-

cer à l'encontre de M. Carignon, une peine de quatre à cinq ans de prison. « La corruption enseigne à mentir, a estimé M. Rabatel. Elle habi-

tude à avoir sur la bouche le contraire de ce qu'on a sur le cœur. On ne se soucie plus d'être honnête pour peu qu'on le paraisse. »

LYON
de notre envoyé spécial

Au terme d'un réquisitoire de près de quatre heures, l'avocat général Bernard Rabatel a demandé, mercredi 29 mai, à la cour d'appel de Lyon, de prononcer à l'encontre d'Alain Carignon une peine de quatre à cinq ans de prison, 500 000 francs d'amende et cinq ans d'indisponibilité. Ces réquisitions, qui sont conformes à celles du parquet devant le tribunal, constituent cependant une demande d'aggravation de la peine prononcée en première instance contre l'ancien ministre, qui avait été condamné à cinq ans de prison dont deux avec sursis, 400 000 francs d'amende et cinq ans d'indisponibilité.

En revanche, contre les autres prévenus, l'avocat général demeure sensiblement en retrait des sanctions requises en première instance. Ainsi, Jean-Louis Dutaret, « échanson de M. Carignon », condamné à quatre ans de prison dont deux avec sursis, est désormais menacé d'une peine de quatre ans de prison alors que le parquet avait demandé au tribunal de lui infliger quatre à cinq ans. Contre Marc-Michel Merlin, PDG du groupe Merlin, condamné à quatre ans de prison dont trois avec sursis, le magistrat a demandé trois à quatre ans de prison, dont vingt-quatre à trente mois avec sursis, alors que le substitut Bertrand Charpentier avait souhaité une peine de trois ans de prison. Contre Jean-Jacques Prompsy, directeur commercial de la Lyonnaise des eaux, condamné à quatre ans de prison avec sursis malgré des réquisitions de trente mois fermes, l'avocat général a demandé trois ans, dont deux avec sursis. Enfin, le magistrat a demandé la confirmation des peines infligées à Frédéric Mougeoffes, PDG de Dauphiné News, Louis Béra, ancien président de la Serepi et de la Serecom, Claudine Memier, présidente de la société Whip, et Pierre Merlin, PDG d'une société du groupe Merlin.

« La morale n'a pas sa place ici. »

Cette phrase lancée par l'avocat général constitue un bouleversement fondamental dans la procédure menée jusqu'alors contre M. Carignon. L'ordonnance du juge d'instruction, pièce maîtresse du dossier, fourmillait d'observations et de commentaires philosophiques qu'il n'est pas d'usage de rassembler les éléments à charge et même à décharge recueillis par l'information judiciaire. Les magistrats du tribunal étaient tombés dans le même travers en émaillant leurs décisions d'appréciations relevant plus de l'étude de mœurs que de la doctrine juridique. On allait donc faire du droit; l'avocat général crut bon de s'en excuser à l'avance; comme si le fait avait quelque chose d'exceptionnel.

« SUITE D'ACCORDS »

En décidant d'examiner « le dossier, rien que le dossier », le magistrat prenait le risque de laisser son auditoire. Il a apporté les éléments les plus intéressants en abordant la qualification juridique des faits. L'ordonnance de renvoi avait stigmatisé le « pacte de corruption » en estimant qu'il avait été scellé lors du déjeuner du 3 octobre 1989 auquel participaient notamment MM. Carignon, Merlin, Prompsy et le PDG de la Lyonnaise des eaux, Jérôme Monod. L'échange de la concession de la gestion des eaux de Grenoble y aurait été convenu contre un certain nombre de libéralités accordées à Alain Carignon.

La chronologie des faits faisant apparaître que l'ancien ministre avait bénéficié de certains avantages bien avant ce repas, le tribunal avait prudemment abandonné la notion de « pacte de corruption » en évoquant plutôt un « tissu de corruption » provenant à la fois de MM. Merlin et Prompsy, M. Rabatel préférait parler de « suite d'accords » et de « tissu de relations ». Si la nuance est légère, elle a notamment pour avantage de reprendre les termes utilisés par la Cour de cassation dans des affaires similaires.

« Si l'on isole les différentes étapes, il est strictement impossible de comprendre la corruption », a admis le magistrat. Il a donc relé par un fil continu les vols en avion-

taxi dont a bénéficié M. Carignon dès 1984, les factures émises par la société Whip à partir de 1988 et l'apurement du passif du groupe Dauphiné News en 1989. Au passage, l'avocat général a balayé certaines objections présentées par la défense, qui paraissait avoir marqué quelques points devant la cour d'appel. Ainsi, le fait que les factures de Whip ne sont pas fictives mais correspondent à de réelles prestations ne change rien, dans la mesure où, pour caractériser l'infraction, il suffit que M. Merlin ait été contraint de travailler avec la société Whip afin de ne pas être écarté du marché de l'eau.

Le magistrat n'a pas accepté l'argument selon lequel d'autres élus, dont François Léotard et François Guillaume, auraient bénéficié de vols en avion-taxi, remarquant : « C'est vrai, monsieur Carignon, que d'autres hommes politiques ont parfois pris l'avion aux frais de monsieur Merlin. Mais il y a une marge entre ces faits ponctuels et le système que vous avez mis en place. » L'avocat général a regretté que l'ancien ministre ait refusé de se faire mieux

comprendre de la justice en niant les faits. Et il a donné cette explication assassine : « La corruption enseigne à mentir. Elle habitude à avoir sur la bouche le contraire de ce qu'on a sur le cœur. On ne se soucie plus d'être honnête pour peu qu'on le paraisse. »

La démonstration était rigoureuse et la défense aura fort à faire pour faire oublier ce réquisitoire. Si l'avocat général semble avoir verrouillé les points les plus fragiles du dossier, il reste néanmoins des zones d'ombres et des silences. Le rôle de Jérôme Monod ne fut qu'effleuré au travers de la délégation de pouvoir donnée à M. Prompsy, qui reste seul corrompueur dans la hiérarchie de la Lyonnaise. Et même s'il s'est refusé à faire de la morale, le représentant du parquet général de Lyon aurait pu faire connaître son opinion sur l'affirmation de M. Carignon, qui soutient avoir été renseigné sur l'évolution de l'enquête le concernant par Pierre Méhaignerie, le garde des sceaux de l'époque.

Maurice Peyrot

Sept personnes blessées dans l'effondrement d'un lycée

SEPT OUVRIERS ont été blessés, dont un grièvement, mercredi 29 mai, par l'effondrement d'un bâtiment en travaux du lycée d'enseignement professionnel de Saint-André-de-Cubzac (Gironde). La personne la plus sérieusement atteinte souffre d'un « polytraumatisme grave » et « le pronostic reste réservé », a précisé le centre hospitalier universitaire de Bordeaux, les autres faisant l'objet de diverses fractures et contusions. Le bâtiment, en rénovation depuis quatre mois, s'est brutalement effondré à 14 h 10. Sept personnes se sont retrouvées prisonnières de l'amas de charpente, de poutres et de pierres. Immédiatement averti, le préfet de la Gironde a déclenché le plan rouge, mobilisant deux hélicoptères et une dizaine d'ambulances. Les quatre cents élèves du LEP devraient achever l'année scolaire dans un autre bâtiment.

DÉPÊCHES

■ **MENDICITÉ** : le député et maire socialiste de Pau (Pyrénées-Atlantiques) André Labarrère a publié, mercredi 29 mai, un arrêté interdisant jusqu'au 1^{er} octobre les « actions de mendicité » dans le centre-ville, notamment le quartier piéton, deux parcs, un square et le célèbre boulevard des Pyrénées. Un arrêté précédent avait été annulé par le tribunal administratif pour être trop général. Ce nouveau document interdit aussi dans ce périmètre « la consommation de boissons alcoolisées en dehors des terrasses de cafés et restaurants, les aires de pique-nique et les lieux de manifestations locales ».

■ **JUSTICE** : deux membres du Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA) ont été condamnés, mercredi 29 mai, à Angers, à des peines de prison ferme pour avoir séquestré un huissier de justice. La veille, vingt-sept militants du CDCA avaient fait irruption dans le bureau de M. Xavier Perrodeau, qui venait d'effectuer une saisie sur le compte bancaire d'un d'entre eux. Retenu toute la matinée, l'huissier avait été libéré par les policiers. Jugés en comparution immédiate, Alain Corfmat, président départemental de l'organisation, a été condamné à trois mois de prison ferme et Jean-Louis Georget à un mois ferme et deux mois avec sursis.

■ **ÉDUCATION** : les lycéens bondent l'industrie dans le choix de leur formation. Selon une enquête réalisée auprès de 40 000 élèves de première et terminale pour le compte de l'association Jeunesse et entreprise, présidée par Yvon Gattaz, ancien président du CNPF, 95 % d'entre eux souhaitent poursuivre des études, majoritairement à l'université. Mais seulement 13 % envisagent d'entrer dans l'industrie à l'issue de leur formation et 35 % dans la fonction publique.

La chambre d'accusation rejette le recours du docteur Garretta

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de la cour d'appel de Paris a décidé, mercredi 29 mai, que le recours formé par le docteur Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), contre sa nouvelle mise en examen dans l'affaire du sang contaminé, sous la qualification d'empoisonnement, est « irrecevable ». La même décision a été prononcée à l'égard des docteurs Jean-Pierre Allain, Jacques Roux et Robert Netter, tous trois définitivement jugés, avec le docteur Garretta, par la cour d'appel de Paris, le 13 juillet 1993, dans la procédure ouverte en 1988 sur le délit de « trahison ».

Un recours fondé sur la nullité de certaines pièces du dossier ayant été formé par d'autres personnes mises en examen dans le dossier d'empoisonnement, les défenseurs des quatre médecins déjà jugés étaient contraints de se joindre à la procédure sous peine de ne plus pouvoir, ultérieurement, invoquer des nullités. Cependant, l'article 173 du code de procédure pénale, qui prévoit la faculté de saisir la chambre d'accusation pour obtenir l'annulation de certaines pièces du dossier, est extrêmement restrictif. Les avocats invoquaient l'autorité de la chose jugée. La cour répond : « Les demandes tendant à faire constater l'extinction de l'action publique n'entrent pas dans les prévisions de ce texte. » De la même manière, la cour déclare irrecevable ou sans fondement l'ensemble des nullités invoquées par les autres personnes mises en examen.

Les conseils du docteur Garretta ont indiqué leur intention de se pourvoir en cassation. Mais, à moins d'un revirement de jurisprudence, il semble qu'ils aient peu de chances d'aboutir. Pourtant les magistrats, tant à l'instruction qu'au parquet, semblent d'accord avec de nombreux juristes qui soutiennent que la double poursuite engagée, notamment contre le docteur Garretta, et même la notion d'« empoisonnement » devraient être rapidement tranchées par la Cour de cassation. Mais le code de procédure pénale est ainsi fait que cet aspect pourrait, selon certains juristes, n'être examiné qu'à la fin de l'instruction.

L'information ouverte pour empoisonnement a déjà entraîné la mise en examen de quatorze personnes. Si le magistrat instructeur veut s'affranchir des erreurs commises lors de la première affaire du sang contaminé, d'autres personnes pourraient être mises en examen. Aussi certains magistrats s'inquiètent d'une instruction floue qui pourrait être annulée totalement ou partiellement après des années d'investigation. Seul un incident particulier de la procédure, encore imprévisible, pourrait permettre la saisie de la Cour de cassation, soit dans le dossier ouvert chez le juge parisien Odile Berthelot-Geoffroy, soit dans celui de la Cour de justice de la République, qui examine l'éventuelle responsabilité pénale des ministres Edmond Hervé, Georgina Dufour et Laurent Fabius.

M. P.

Minds meet

via the World's Daily Newspaper.

In conflict or in concert. In negotiation or in reconciliation. Minds meet on the pages of the World's Daily Newspaper. Read them every day.

LES GRANDS ESPRITS SE RENCONTRENT SUR LE QUOTIDIEN DU MONDE ENTIER. EN CONFLIT, EN HARMONIE, EN NEGOCIATION OU EN RECONCILIATION, LES ESPRITS SE RENCONTRENT DANS LES PAGES DU QUOTIDIEN DU MONDE ENTIER. LISEZ-LES TOUS LES JOURS.

Réforme du service national



**Si vous êtes né après
le 1^{er} janvier 1979,
vous n'êtes plus
obligé de faire votre
service militaire.**

En annonçant la décision fondamentale pour l'avenir de notre pays de doter la France d'une armée professionnelle, le Président de la République avait convié tous les Français à prendre part à un grand débat sur le devenir du service national.

Ce débat est aujourd'hui clos. Le Président de la République, dans son allocution du 28 mai 1996, vient d'annoncer la suppression du service national obligatoire.

Afin de faciliter la nécessaire transition vers l'armée professionnelle, les jeunes gens nés avant le 1^{er} janvier 1979 effectueront leur service dans les conditions actuelles. Les autres pourront, à la suite du rendez-vous citoyen, choisir l'une des modalités du nouveau service volontaire.

**Un rendez-vous
citoyen pour
procéder à un bilan
personnel, s'orienter,
être conseillé
pour mieux s'insérer
dans la société,
favoriser l'exercice de
la citoyenneté, s'informer sur les impératifs
de notre sécurité et les différentes formes
de service volontaire.**

Ce rendez-vous sera obligatoire à partir de 1997 pour les jeunes hommes nés après le 1^{er} janvier 1979. Il sera également ouvert sans restriction aux jeunes filles qui souhaiteront effectuer un service volontaire. Ultérieurement, l'obligation s'étendra à toutes les jeunes filles.

Le rendez-vous citoyen, d'une durée de quelques jours, comportera quatre volets :

- un bilan personnel sur les plans médical, scolaire et socio-professionnel ;
- un rappel des droits et des devoirs du citoyen et du rôle des principales institutions, accompagné d'une orientation et de conseils personnalisés pour l'insertion des jeunes en difficulté ;
- une information sur les enjeux de la défense ;
- une présentation des différentes formes, militaires et civiles, du service volontaire.

**“Après
le rendez-vous
citoyen,
votre seule
obligation sera
de choisir.”**

Charles Millon

Charles Millon
Ministre de la Défense

**Un service
volontaire dans
les domaines
de la sécurité et
de la défense,
de la solidarité ou
de la coopération
internationale et de
l'aide humanitaire,
rémunéré et favori-
sant la formation
et l'entrée dans la
vie professionnelle.**

Ce service, d'une durée de 9 mois ou davantage, sera ouvert aux jeunes hommes et femmes à partir de 18 ans. Trois missions leur seront proposées :

- la sécurité, entendue au sens large : l'armée, la gendarmerie, la police,

les douanes, les pompiers, la sécurité civile et la protection de l'environnement ;

- le renforcement de la cohésion sociale et la solidarité au sein d'organismes publics ou associatifs d'accueil, d'insertion et d'urgence sociale ;
- la coopération internationale et l'aide humanitaire afin d'affirmer l'engagement international et le rayonnement de la France.

Cette réforme sera soumise à l'automne au vote du Parlement.



DISPARITIONS

Jimmy Rowles

Le prototype du musicien de métier

LE PIANISTE de jazz Jimmy Rowles est mort mardi 28 mai, à son domicile de Los Angeles, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

On reconnaît une certaine classe de pianistes, une certaine époque aussi de l'instrument, à leur art de servir les chanteuses. Dans ce style, James George Rowles, dit Jimmy ou Jimmie, né le 19 août 1918 à Spokane, Washington, compte parmi les discrets et les plus grands. D'autant que l'Etat de Washington, aux noms de villes indiennes ou pittoresques (Othello), n'est pas une terre fertile en musiciens de jazz. Les frères Crosby (Bob et Bing), tous deux chanteurs, sont bien nés de Spokane et Tacoma, mais Jimmy Rowles est un des rares instrumentistes de renom de la région. De formation classique, faite d'études particulières et d'orchestres de danse, Jimmy Rowles s'installe à Los Angeles en 1940 et débute clairement dans une manière exigeante qui ignore encore à quel point elle appartient à l'Histoire, aux côtés de Ben Webster et Slim Gaillard. C'est avec Lester Young et Billie Holiday, en 1941, qu'il entre dans le club très fermé des accompagnateurs recherchés, comme les survi-

vants de ce grand style, Tommy Flanagan qui était récemment à Paris, et Hank Jones qui s'y annonce.

Carmen McRae, Julie London, Peggy Lee, Anita O'Day, Sarah Vaughan et à plusieurs reprises encore Billie Holiday, toutes ont eu recours à ses services qui supposent une écoute et une solidité sans faille. Il n'est pas jusqu'à Marilyn Monroe qui n'ait eu besoin de sa présence dans ses moments de chanteuse. Dans la deuxième partie de sa carrière en jazz, il accompagne Ella Fitzgerald et sa propre fille Stacy. Il finit par se produire lui-même, en pianiste et chanteur sensible, ironique et plus qu'attachant.

Entre-temps, son talent couvre toute l'histoire d'un jazz populaire, art réellement américain sous ses doigts, en compagnie des orchestres et des solistes les plus réputés. Ses qualités de fond se doublent d'une personnalité courtoise et particulièrement sociable, ce qui, dans un art de la rencontre, est fondamental : big bands (Tommy Dorsey, Benny Goodman), chanteurs (Bob Crosby de 1947 à 1951), radios, studios, télévision, Jimmy Rowles est le prototype du

Jean Pouilloux

Un spécialiste de la Grèce antique

L'HELLÉNISTE et membre de l'Institut Jean Pouilloux est mort mardi 23 mai à son domicile, près de Condrin dans le Rhône, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Fils d'industriel né le 31 octobre 1917 au Vert (Deux-Sèvres), il fait ses études à Niort, puis à Paris (lycée Henri-IV) avant d'intégrer l'Ecole normale supérieure (1939). Reçu à l'agrégation de lettres en 1943, il enseigne à Angers, puis, spécialiste de la Grèce antique, devient membre de l'Ecole française d'Athènes (1945). L'essentiel de sa carrière se déroule à l'université de

Lyon, où il devient professeur titulaire d'une chaire de langue, littérature et épigraphie grecques (1957-1985). Pédagogue exceptionnel, il a séduit des générations d'étudiants, suscitant nombre de vocations, qu'il a su accompagner, fondant successivement l'Institut Fernand Comby (hommage à un archéologue en poste à la faculté de Lyon dans l'entre-deux-guerres) dès 1959, animant une équipe, qui travailla sur Chypre et le Levant et fut très tôt soutenue par le CNRS, puis la mission archéologique de Salamine de Chypre, qu'il dirigea de 1964 à

1974, et dont les fruits sont toujours en cours de publication (le dernier volume paru - le 14^e - remonte à 1994).

Enfin, il fonde la *Maison de l'Orient méditerranéen* en 1975, financée par le CNRS et l'Université Lumière (Lyon-II). Projet unique en Europe dans le domaine archéologique, l'institution rassemble historiens et géographes, philologues et archéologues, travaillant sur l'Egypte antique comme sur le monde arabe contemporain ou les philosophes antiques. Sans contester le plus beau legs de Jean Pouilloux, la Maison de l'Orient méditerranéen venait d'inaugurer sa bibliothèque le 6 mai.

Directeur scientifique des Humanités au CNRS (1976-1982), l'helléniste succéda à Marcel Bastien à l'Académie des inscriptions et belles-lettres en mai 1978. Président de l'Institut de France en 1988, il vivait en retrait depuis quelques années, conservant une influence et une autorité qui en font une référence exemplaire. Outre ses travaux archéologiques, il laisse une édition monumentale de Philon d'Alexandrie.

Philippe-Jean Catinchi

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Aude MATHIEU-BOUR
et
François BOUR
Cécile, Pierre et Gilles,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Pauline,
le 13 mai 1996.
94, rue Broca,
75013 Paris.

Anniversaires de naissances

Bruxelles, Reims, Munich, Nice, Paris, Rome, Toulouse, Versailles et New York.

Marie-Hélène,
tu n'as pas les grandes effusions, mais, des quatre coins de l'Europe, et même d'ailleurs, nous te souhaitons un bon anniversaire pour tes soixante-dix ans.

Tes seize neveux,
Tous dix-sept petits-neveux.

Mariage

M. et M^{me} Philippe ALEXANDRE
sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille
Agnès
avec
Rémy COLLIER,
célébré à Paris le 24 mai 1996.

Décès

Les familles Citroën, Waller, Cambain, Linder, Grizon et Benard font part du décès de
M^{me} Yvonne CITROËN.
La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Lambert de Viangeard, à Paris-15^e.

Naissances

— Danielle et Didier Poupardin, Nathalie et Axel Grizon, Michel Rotterdam et Marie Poupardin, Germaine Hermann, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Lucienne DUCAS,
survenue le 28 mai 1996 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mai, à 16 h 15, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quilès, à Paris-14^e.

Naissances

— Jean-Pierre Lévis et Françoise Muckenszturm, ses enfants, Pierre Muckenszturm, Marianna et Ahmed, Agnès et Pierre, Baptiste, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Pierre LÉVIS,
né SIMONE LÉVIS,
le 24 mai 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année. Comme elle a fait don de son corps à la science, il n'y aura pas de cérémonie d'inhumation.
28, rue Davioud, 75007 Paris.
71 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

Naissances

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Naissances

— Abelle Nouis, son épouse, Jérôme Nouis, Amélie et Annelise Nouis, Laurent et Anna Nouis, Jeanne-Lam et Marc Vaid, ont la douleur de faire part du décès de
Gérard NOUIS,
le 25 mai 1996 à Calvisson, dans sa soixante-dixième année.
Suivent ses volontés, l'inhumation a eu lieu dans l'indolence familiale.
Une cérémonie d'adieu aura lieu au temple de Calvisson, le samedi 1^{er} juin, à 13 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
Des dons peuvent être adressés à la Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Naissances

— Le secrétaire perpétuel, Le bureau et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ont le très grand regret de faire part du décès de
M. Jean POULLIOUX,
membre de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur du Ordre des Palmes académiques, chevalier de l'Ordre du Phénix de Gibon, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de lettres, professeur honoraire à l'université Lyon-II, ancien directeur scientifique au CNRS, membre correspondant de l'Académie d'Arthènes et de l'Académie des sciences et des arts, membre d'honneur de l'Académie royale du Canada, membre des académies de Lyon et de Bordeaux, docteur honoris causa des universités de Thessalonique et de Montréal, survenue à Flacourt-Condrieu (Rhône), le 23 mai 1996.
(Lire ci-dessous).

Naissances

— Les amis du Centre familial des jeunes ont la douleur de faire part du décès de leur président,
M. le docteur Bernard ZEILLER.
Les jeunes et les moins jeunes qui l'ont pu s'écarter pendant plus de trente ans continuent de penser à lui.
« Il n'y a qu'une seule supériorité, c'est celle du cœur » (Beethoven).
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 31 mai 1996, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 75001 Paris.
— Stanislas Tomkiewicz, Michaël Aukès, Aurélien Dumont, ses collaborateurs et amis, Tous ses collègues de l'Institut, du CNRS, de son école de l'enfance, de la santé, de la justice, ont la douleur de faire part du décès de
Bernard ZEILLER,
chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Association pour le développement de la recherche médico-psychosociale sur les handicaps et les handicaps (numéro 69 de l'Inserm).
1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de la Fondation pour la recherche en action sociale, Institut du Montparnasse, Le conseil de la Fondation, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
membre du bureau de la Fondation, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Fondation ITERS, 1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de l'Association pour l'enseignement de la psychanalyse, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
administrateur, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mai à 9 heures, à Saint-Germain-l'Auxerrois, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge.
Association pour l'enfance heureuse, Château de Cergy, 41600 Noyon-la-Franchise.
— M. et M^{me} Ulysse Adamopoulos-Zeller, Le chef d'escadrons et M^{me} Stéphane Galy-Dejean, Tullio, Albert et Aurélien Galy-Dejean, ses beaux-frères, sœurs, neveux et nièces, Ainsi que tous ses proches, ont le chagrin de faire part du décès de
docteur Bernard ZEILLER,
survenue à Paris le 25 mai 1996 à l'âge de cinquante-neuf ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 mai à 9 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris-1^{er}, suivie de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge (Seine-et-Oise).
29, avenue des Gobelin, 75013 Paris.
8, rue des Renettes, 31000 Toulouse.

Naissances

— Christine et Lucie, Jean et Pierre, ses frères, Hélène, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, épouse et enfants, Nicolas, Cyril, Olivier, Anna, Sophie, David, Sarah, Hinda, Tami, Noé, Judith, Rachel, Tatiana, Samuël, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Nicole et Véronique Chabert, Les familles Delacroix, Jossin, Hanne, Scheid, Abdeljawad, Cohen, Boulat, Boiss, Boiss, ont la douleur de faire part du décès de
Micheline HANNE,
née DELACROIX,
ancienne maître de conférences à l'université Paris-VII,
survenue le jeudi 24 mai 1996, dans sa soixante-troisième année.

Naissances

— Charles, son épouse, Roger, ont la douleur de faire part du décès de leur fils,
L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise.
Tous ceux qui l'ont connue et aimée sont invités à une collation fraternelle de souvenir de Micheline Hanne avec la parole du Père Cardonnel au temple Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13^e, le mercredi 5 juin à 18 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, rue Vandermere, 75013 Paris.
« Ô Eternel, que mon cri parvienne jusqu'à toi ! »
Psaumes 119, 169.

Naissances

— Le président de l'université Paris-VII-Denis-Diderot, Le directeur du département d'éducation permanente pour l'accès à l'enseignement supérieur, Le directeur de l'UFV sciences des textes et documents, Ses collègues et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès de
Micheline HANNE,
maître de conférences,
survenue le 23 mai 1996,
et s'associent à la peine de sa famille.

Naissances

— M. et M^{me} Ulysse Adamopoulos-Zeller, Le chef d'escadrons et M^{me} Stéphane Galy-Dejean, Tullio, Albert et Aurélien Galy-Dejean, ses beaux-frères, sœurs, neveux et nièces, Ainsi que tous ses proches, ont le chagrin de faire part du décès de
docteur Bernard ZEILLER,
survenue à Paris le 25 mai 1996 à l'âge de cinquante-neuf ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 mai à 9 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris-1^{er}, suivie de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge (Seine-et-Oise).
29, avenue des Gobelin, 75013 Paris.
8, rue des Renettes, 31000 Toulouse.

Naissances

— Les amis du Centre familial des jeunes ont la douleur de faire part du décès de leur président,
M. le docteur Bernard ZEILLER.
Les jeunes et les moins jeunes qui l'ont pu s'écarter pendant plus de trente ans continuent de penser à lui.
« Il n'y a qu'une seule supériorité, c'est celle du cœur » (Beethoven).
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 31 mai 1996, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 75001 Paris.
— Stanislas Tomkiewicz, Michaël Aukès, Aurélien Dumont, ses collaborateurs et amis, Tous ses collègues de l'Institut, du CNRS, de son école de l'enfance, de la santé, de la justice, ont la douleur de faire part du décès de
Bernard ZEILLER,
chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Association pour le développement de la recherche médico-psychosociale sur les handicaps et les handicaps (numéro 69 de l'Inserm).
1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de la Fondation pour la recherche en action sociale, Institut du Montparnasse, Le conseil de la Fondation, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
membre du bureau de la Fondation, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Fondation ITERS, 1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de l'Association pour l'enseignement de la psychanalyse, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
administrateur, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mai à 9 heures, à Saint-Germain-l'Auxerrois, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge.
Association pour l'enfance heureuse, Château de Cergy, 41600 Noyon-la-Franchise.

Naissances

— Stanislas Tomkiewicz, Michaël Aukès, Aurélien Dumont, ses collaborateurs et amis, Tous ses collègues de l'Institut, du CNRS, de son école de l'enfance, de la santé, de la justice, ont la douleur de faire part du décès de
Bernard ZEILLER,
chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Association pour le développement de la recherche médico-psychosociale sur les handicaps et les handicaps (numéro 69 de l'Inserm).
1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de la Fondation pour la recherche en action sociale, Institut du Montparnasse, Le conseil de la Fondation, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
membre du bureau de la Fondation, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Fondation ITERS, 1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de l'Association pour l'enseignement de la psychanalyse, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
administrateur, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mai à 9 heures, à Saint-Germain-l'Auxerrois, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge.

Naissances

— Stanislas Tomkiewicz, Michaël Aukès, Aurélien Dumont, ses collaborateurs et amis, Tous ses collègues de l'Institut, du CNRS, de son école de l'enfance, de la santé, de la justice, ont la douleur de faire part du décès de
Bernard ZEILLER,
chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Association pour le développement de la recherche médico-psychosociale sur les handicaps et les handicaps (numéro 69 de l'Inserm).
1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de la Fondation pour la recherche en action sociale, Institut du Montparnasse, Le conseil de la Fondation, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
membre du bureau de la Fondation, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Fondation ITERS, 1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de l'Association pour l'enseignement de la psychanalyse, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
administrateur, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mai à 9 heures, à Saint-Germain-l'Auxerrois, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge.

Naissances

— Stanislas Tomkiewicz, Michaël Aukès, Aurélien Dumont, ses collaborateurs et amis, Tous ses collègues de l'Institut, du CNRS, de son école de l'enfance, de la santé, de la justice, ont la douleur de faire part du décès de
Bernard ZEILLER,
chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Association pour le développement de la recherche médico-psychosociale sur les handicaps et les handicaps (numéro 69 de l'Inserm).
1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de la Fondation pour la recherche en action sociale, Institut du Montparnasse, Le conseil de la Fondation, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
membre du bureau de la Fondation, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Fondation ITERS, 1, rue de la Vierge, 92120 Montrouge.
— M. Guy Raffi, président de l'Association pour l'enseignement de la psychanalyse, Le conseil d'administration, La direction, Le personnel, Et tous les enfants accueillis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard ZEILLER,
administrateur, chargé de recherche à l'Inserm, psychiatre, psychogéographe d'enfants et d'adolescents.
Les obsèques auront lieu le vendredi 31 mai à 9 heures, à Saint-Germain-l'Auxerrois, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge.

Naissances

— Pierre Sarvaat, son épouse, a la douleur de faire part du décès de leur président,
Françoise SAUVANET,
née GERARDIN,
survenue le 20 mai 1996, à l'âge de cinquante-deux ans.
Les obsèques ont été célébrées ce jour dans l'intimité.
L'inhumation des cendres aura lieu au cimetière de Saline-les-Bains (Jura).
2, rue Rosa-Bonheur, 75015 Paris.

Naissances

— Elisabeth Saigot, sa femme, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie-Hélène SAIGOT,
née SAIGOT,
le 27 mai 1996 à Toulouse.
L'inhumation a lieu le 30 mai, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse.
Famille Saigot O'Leary, 48, allée de la Pointe-Croix, 91190 Gif-sur-Yvette.

Naissances

— M^{me} Jacqueline Birebent, son épouse, M. Jean-Pierre Demange, son petit-fils, remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur lors de la disparition de
M^{me} Léone BIREBENT,
née GONZAGA,
survenue le 9 mai 1996.

Naissances

— Vingt ans après la mort de
Marcelle HARBURGER,
sa femme, ses amis se souviennent.
— Il y a un an disparissait
Carol HEITZ.
Sa famille remercie ceux qui l'ont alors entourée et leur demande aujourd'hui une pleine pitié.
— In memoriam,
Joël LE BON,
2 juin 1995.

Naissances

— L'Association des amis de la revue *Fuzages* organise un colloque au Sénat, salle Clemenceau, le vendredi 7 juin 1996, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30 sur le thème : « Que seront les fondes de pension à la française ? Enjeux sociaux, politiques et culturels de la capitalisation ». Débat animé par Erik Imbeville et François Champetier, avec les parlementaires Philippe Marini, Jean-Pierre Thomas, Pierre Moscovici et Phil Lorrain, Emile Maler, Gérard Aubert, Hervé Le Bras, Jacques Croysset (CNFP), Jean-Marie Spaeth (CNAV), Jean-Luc Carozas (CCF), Benoît Jeyss (FO), Philippe Desfossez (ministère du travail), le docteur Jean-Paul Escande, Olivier Pestre, Michel-Louis Lévy, Jean-François Perroud (CGT), Alain Schlumberger.
Adresse : Palais du Luxembourg, 86, rue de Valenciennes, 15, rue de Valenciennes, 75006 Paris.
Réservation et inscription : tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-96-24.

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

- Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).
- Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Renvoyez le Monde sur le lien de vos vacances. Retournez-vous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (18 n°)	128 F
1 mois (26 n°)	181 F
2 mois (52 n°)	360 F
3 mois (78 n°)	536 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

Vous n'êtes pas abonné (e)

Vous adressez de vacances :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Vous adressez habituellement :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Vous règlementez : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° _____

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc - 69466 Chassilly Cedex

CARNET DU MONDE

Renseignements : 43-17-29-94 ou 43-17-29-96
Télécopieur : 43-17-21-36
Tarif : le signe H.T.
Toutes rubriques : 105 F
Abonnés et octonormes : 85 F
Communications diverses : 110 F
Thèmes divers : 65 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

HORIZONS

ENQUÊTE

On peut faire pratiquement n'importe quoi dans un café, draguer des oisives, rompre avec des laborieuses, fumer des cigarettes pour passer le temps, écrire des romans existentialistes, et même boire du café. On peut y refaire le monde plusieurs fois par jour et discuter éperdument. Cette dernière activité, la plus courante, la plus indispensable, la plus inerte et la meilleure de toutes, est à la base même de l'institution du café, une des clés de voûte de la civilisation française, sans laquelle cette dernière s'effondrerait sans doute, si d'aventure un tyran s'avisait de fermer nos troquets et nos bouillottes. Les professeurs enseignent, les parlementaires parlent, les présentateurs télévisés débâtent, mais les Français parlent dans les cafés, et d'autant plus que, depuis quatre ans, la philosophie a fait officiellement son entrée dans un nombre croissant de bistrot.

Tout est parti d'une initiative solitaire d'un spécialiste de Nietzsche qui ne se sentait pas à l'aise dans le circuit traditionnel et qui s'est souvenu avec pertinence que Socrate accouchait les âmes sur la place publique. Marc Sautet, la quarantaine juvénile, l'œil bien tombé, un jean et blouson, a jeté son dévolu sur le Café des Phares, 7, place de la Bastille à Paris, et a commencé à y parler philosophie en petit comité ouvert. Le succès ne s'est pas fait attendre, les philosophes de tout poil, amateurs ou avertis, sont accourus, et désormais c'est une petite messe de cent cinquante personnes qui se tient aux Phares, chaque dimanche à 11 heures, autour de Marc Sautet. Mais attention : une messe laïque, sans dieu ni dogme. C'est plus qu'une messe.

Les philosophes « sérieux » dédaignent cette philosophie du zinc, ces prises de paroles pas toujours bien formulées. D'autres reprochent à Sautet d'alimenter éternel, et surtout, en clientèle son cabinet de philosophie privé, rue de Sévigné, dans lequel il apprend à raisonner sur tous sujets, pour 300 francs l'heure. Mais on ne vit pas que de mots et, entre 11 heures et 12 heures, 300 francs pour avoir une définition de la Vérité ou du Bien, on peut dire que c'est donné. Du reste, l'important n'est pas là, dans le procès ou la jouissance d'un philosophe, mais dans le véritable phénomène qui s'est développé à partir de cette première initiative. Aujourd'hui on compte une vingtaine de cafés de philosophie à Paris, quatre en banlieue, vingt-cinq en province, de Nice à Limoges, de La Vallée à Embrun. La liste est longue et les coordonnées se trouvent dans le bulletin mensuel « Philos » de l'Association des amis du cabinet du philosophe.

Que fait-on dans un café de philosophie ? Chacun a sa personnalité, son style, mais en gros le scénario est le même. Un rendez-vous, le plus souvent hebdomadaire, est fixé. Y vient qui veut. Il n'y a rien à payer, à part la consommation que l'on prend. Des sujets sont proposés par les personnes présentes et, quand ce n'est pas l'animateur qui fait son choix, on vote pour l'un d'eux. Dès lors le débat s'engage, en moyenne pour deux heures, relancé, guidé, ponctué, par un animateur bénévole. Tout le monde s'appelle par son prénom et se tutoie. Chacun parle à son tour. La clientèle est assez disparate, on ne croise pas que des étudiants en philosophie, loin de là, des gens de tous âges, de tous milieux. Des retraités, des solitaires, des pauvres et des bourgeois, des instruits et d'autres qui le sont moins. Il y a aussi des fanatiques des cafés philosophiques, qui les alignent les uns après les autres, dans un emploi du temps infernal, et que l'on finit par bien connaître un peu partout.

Quant aux animateurs, ils sont très variés aussi. Au Relais Jussieu, rue Linné, François Housset, vingt ans, est encore étudiant à Nanterre et à la Sorbonne. Il anime ce café depuis un an et demi : « J'en avais assez de l'image des philosophes, comme des gens assez éteints, vides et ne servant à rien. Les cafés, cela remplace les faux débats de la télé, où il ne se passe plus rien depuis Polac. Ici, on s'écoute les uns les autres, c'est même un des rares lieux où l'on s'écoute. » Il a proposé de vastes sujets, comme « Sachant qu'on est aussi peu de temps sur la terre, pourquoi se fait-on autant

Je n'en ai pas dit ça. La philosophie, ça me fait penser à une élève.

Je n'en ai pas dit ça. La philosophie, ça me fait penser à une élève.

Je n'en ai pas dit ça. La philosophie, ça me fait penser à une élève.



chier ? », et de plus complexes tel « Autrui peut-il être autre chose qu'un obstacle ou un moyen ? ». Il suffit de peu pour que les questions fusent dans un grand désordre : comment passer de l'éthique à la morale ? Mère Thérèse est-elle égoïste ? Ai-je une valeur intrinsèque ou une valeur pour les autres ? Et l'abbé Pierre dans tout ça ? Jusqu'au moment où quelqu'un bombarde au mortier et lâche au milieu de l'assemblée son obus favori, l'impératif catégorique kantien. « Euh... tu peux être gentil de redéfinir en deux mots... tout le monde n'est peut-être pas au courant... » Et là, le beau parleur fait son numéro, on attend que ça passe. Parce qu'on s'écoute beaucoup soi-même aussi, dans les cafés. C'est humain.

Al'Eschollier, place de la Sorbonne, dans la petite salle du fond, une douzaine de personnes autour de Robin se sont posé la question « La philosophie a-t-elle un poids ? ». Le débat est fastidieux. Quelqu'un suggère que l'interrogation de la philosophie provoque la guerre. Roland dit que la philo, c'est pour renvoyer la balle, comme au ping-pong, pas pour l'écraser. Le patron, robuste bougnat, annonce la liste des bûches. Geminal, un des piliers de l'endroit, n'est pas optimiste : « Il y a besoin de philo quand le mal

est fait. Je ne suis pas sûr qu'on ait le temps d'attendre que tout le monde soit philosophe... » Jean parle avec autorité de la double hélice de l'acide désoxyribonucléique. Un indien véhément s'élève et attaque l'immaculée Conception : « Tout ça n'est que mensonge. Jésus a été fabriqué par des soldats romains qui sont tombés sur une pauvre femme qui a eu peur d'être lapidée. » On s'éloigne du sujet.

Dimitri demande s'il y a un lien entre les grands penseurs et les philosophes de comptoir. Peut-être pas ce soir, en effet. Dimitri a vingt-quatre ans, il a fait des études de commerce à Nantes, accompli son service militaire, et il vient de Senlis pour participer au débat. « Je suis curieux de tout et je me pose beaucoup de questions, alors les cafés, c'est l'endroit idéal pour rencontrer des gens et parfois des réponses. On entend d'intéressantes choses, parfois des choses intéressantes, et c'est pas forcément évident de faire le tri. » Il place beaucoup d'espoir dans la philosophie, comme la plupart des participants.

Marc-Noëlle, qui reconnaît que ça lui manquerait de ne pas venir ici, parce que « c'est quatre fois plus fort que la psychanalyse, on fait un travail fantastique », ou Alexandre, qui voudrait que les cafés-philos soient plus nombreux, que la philosophie soit universelle. Dans presque tous les débats on note ce

mélange d'a-peu-près, de naïveté, de bon sens, d'ignorance et cet élan d'enthousiasme chaleureux qui soulève des montagnes, ne serait-ce que des montagnes de solitude.

Derrière le parc André-Citroën, rue Cauchy, une douzaine de personnes ont bravé la pluie pour se retrouver à l'heure du thé dans un restaurant assez élégant, le Durand-Dupont, et débattre sur le thème « Faut-il enterrer les dieux déchu ? ». Les animateurs, Florence et Jean-François, ont laissé passer ce thème un peu flou qui tourne vite à la question de savoir s'il faut brûler ce qu'on a adoré, ce qui n'est pas vraiment la même chose. Mais l'animateur n'a pas toujours le goût ou l'audace pour recentrer une discussion qui prend la tangente. Et certains préfèrent voir le sujet glisser de façon étrange comme une table tournante sous les mains de spittes, plutôt que d'imposer une rigueur stérilisante. Après tout, l'important est que les gens prennent la peine de

réfléchir et aient le courage de s'exprimer, quitte à ce que la conclusion ne concerne que d'assez loin la question posée au début de la réunion.

Si le Durand Dupont est assez chic, le Pont 9, rue du Pont-Neuf, se veut le rendez-vous des exclus. Le vendredi 24 mai, jour fâcheux, il n'y avait guère dans la salle. « Ah, c'est vrai, c'est le week-end de la Pentecôte... » Evidemment, si les exclus partent en week-end, où va-t-on... Bruno, l'animateur, propose « Le langage peut-il provoquer l'exclusion ? ».

Aussitôt volent dans l'air les présocratiques et Socrate, l'argot, le jargon et le louchisme, et des révélations étonnantes : les différentes langues parlées en Europe coûtent à celle-ci, en frais de traduction, la moitié de son budget ; il y a 2 342 désuétudes verbales en français, etc. Quelqu'un a apporté un dictionnaire, pour définir certains mots jugés arcaïques.

Sur les trente participants, au moins cinq se déclarent très attachés à ce café du Pont 9, jugé le plus tonique de tous. Laure, une dame à la retraite, témoigne : « Certains cafés, que je ne nommerai pas, m'ont plongé dans le désespoir, alors que je sors toujours d'ici avec la joie dans le cœur. » Un autre cite un de ses amis qui ne pense qu'en citations, c'est dire s'il ne pense pas lui-même. Un dernier pose une question fine : « A-t-on toujours l'intention de communiquer quand on parle ? » Et le fait est qu'on est bien embarrassé de lui répondre simplement.

Retour au Café des Phares, où Marc Sautet a choisi comme sujet « L'enfer est payé de bonnes intentions ». Les micros circulent dans la

« Les cafés, cela remplace les faux débats de la télé, où il ne se passe plus rien depuis Polac. Ici, on s'écoute les uns les autres, c'est même un des rares lieux où on s'écoute »

salle, où il est évident que tout le monde n'aura pas voix au chapitre. La discussion plétine un moment. L'homme est double, lumineux et démoniaque. Qu'est-ce que l'enfer ? Une invention des chrétiens ? Non il y en a ailleurs. Les Nations unies sont pavées de bonnes intentions. Faut-on sciemment le mal ? Un Irlandais s'écrit : « Pourquoi est-ce que Satan est-il pas mort ? » Sautet ne répond pas directement et se garde de faire comme beaucoup de ses émules, de longs discours, trop personnels. Il renvoie la balle, retrouve une question, souligne un

Comptoirs de philosophie

La clientèle est disparate, les attentes diverses, mais les discussions sont souvent passionnées. La mode des débats philosophiques au bistrot, lancée il y a quatre ans, ne se dément pas

mot, très vite, fluidifie la pâte du discours qui se cherche autour de lui. « Si la philosophie, c'est disposer d'un corpus savant, très peu de gens ici philosophent, dit-il. Mais la philo aurait alors très peu de chances de retrouver du crédit. Et s'il avait fallu réunir ces conditions-là sur l'agenda athénien pour entrer en contact avec Socrate, la philosophie ne serait pas née. Ici les gens commencent à reprendre possession de leur pensée. Ça ne va pas satisfaire les puristes, mais je m'en fous. »

QUAND il regarde la liste des cafés de philo ouverts en France sur l'exemple des Phares, il reste muet : « C'est une longue liste, je suis très content, mais c'est encore dérisoire, par rapport aux sectes, au New Age, au fondamentalisme. Les gens sont tentés par l'irrational. Le logos est déstabilisé par les sciences molles, et tous ces candidats à l'irrational se demandent, nous demandent : est-ce que le philosophe va m'empêcher de tomber dans l'irrational ? » Il est vrai que la grande force des cafés est d'offrir une partie de ce qui séduit dans les sectes, le lien, le groupe, la parole, sans le bourrage de crâne. Au contraire, l'exercice renouvelé de l'esprit critique et du doute peut être le plus efficace antidote aux mirages sectaires. Ce qui devrait faire baisser le ton aux rallleurs, parce que des freins au fanatisme, on n'en a jamais de trop.

Et puisque les cafés de philosophie constituent un microcosme assez représentatif, on y croise bien sûr des raseurs, des prétentieux, des bafouilleurs et des tacticiens, mais aussi beaucoup de gens très sympathiques, sincères et passionnés de ce qu'ils découvrent. Il y a quelques mois, Pierre, un inspecteur des Postes, était au bord du suicide. Chagrin conjugal. Il passe un week-end à étudier l'amour chez Platon et se rend aux Phares. Révélation soudaine. Depuis, il hante tous les cafés-philos de Paris, prenant des notes, donnant des rendez-vous, se créant tout un réseau d'amitiés. « Hier j'ai fait de la philo dans le métro. J'ai fait deux lignes entières en demandant aux gens : c'est où, pour vous, l'autrefois ? » Un gosse m'a dit, autrefois, c'était la guerre de 39. Rue de Rivoli des gens ont cru que je cherchais un lieu nommé Autrefois, ils essayaient de m'indiquer la direction. » Ce n'est pas encore de la philosophie, mais déjà de la poésie. Encore un effort... Le 8 juin prochain, Pierre lance son « bistrot philo » dans sa banlieue, au café de la Villedieu, à Blancourt.

Michel Braudcaud
Dessin Jean-Pierre Cagnat

Le piège révisionniste

par Florent Brayard

UNE fois de plus et, une fois de plus, une fois de trop ! Après l'affaire Faurisson (1978-1980), l'affaire Roques (1985-86), l'affaire Notin (1990), voici l'affaire Garaudy-abbé Pierre (1996). De lustrer en lustrer, toujours la même histoire : pour qui travaille sur ces questions, il y aurait sans doute de quoi être désespéré. Que n'a-t-on, une fois au moins, tiré de leçon pour éviter la reproduction d'aussi navrantes polémiques ?

Le révisionnisme-négationnisme est une idéologie dont l'unique corps de doctrine est la négation de la réalité du génocide des juifs durant la seconde guerre mondiale et de l'un de ses instruments, les chambres à gaz.

Cette idéologie peut être articulée à d'autres orientations qui toutes ont la singularité d'attribuer au peuple juif, pour des raisons diverses, une place à la fois centrale et problématique : antisémitisme, antisocialisme, antijudaïsme, néonazisme.

Contrairement à ces dernières, l'idéologie révisionniste ne se présente pas comme telle. Elle emprunte les formes extérieures de la discipline historique et se targue même de constituer, dans le serein domaine des idées, une « école » historique opposée à l'« école » de ceux qui tiennent que le génocide

et les chambres à gaz sont une réalité malheureusement attestée, sur laquelle aucun doute ne peut être émis.

Ce travestissement et ce type de discours n'impressionnent que ceux qui veulent bien être impressionnés. Il suffit de comparer, en volume et en qualité, la production de ces deux « écoles » pour voir de quoi il retourne. Le nombre d'ouvrages révisionnistes – est-il besoin de le rappeler ? – est infime au regard de la production historiographique sérieuse.

Pour ce qui est de la qualité, et c'est bien sûr là le plus important, la production révisionniste oscille depuis l'origine entre l'indigence et la falsification la plus malhonnête. Garaudy, malgré le nombre de citations qu'il aligne pour laisser croire qu'il est savant sur la question du génocide, relève essentiellement de la première catégorie – ce qui n'interdit d'ailleurs nullement de le rattacher également à la suivante.

Toutes les citations qu'il produit sont extraites des livres de ses prédécesseurs en matière de révisionnisme, Faurisson, Rassinier, Thion et consorts. Il omet simplement de signaler que c'est de leurs livres qu'il les tire, et qu'il n'a sans doute pas daigné ouvrir les ouvrages dont il met en avant les références. Cela ne relève ni plus ni moins que

du politicisme, et il est vrai que le perroquet oublie également d'indiquer de qui il répète la phrase.

Le travail de Garaudy n'est en somme – et cela n'est guère étonnant au vu de sa bibliographie – que celui d'un compilateur, agissant, à sa manière et en fonction de la nécessité politique de l'heure, les présupposés des précédents révisionnistes. Insister sur cette question me semble important :

Se faire l'écho de leur actualité, c'est entrer dans leur stratégie et permettre à une quinzaine de personnes de prendre en otage, quelques semaines durant, la nation entière

c'est cette apparence d'érudition qui a, semble-t-il, abusé un certain nombre de ses défenseurs, l'abbé Pierre en premier lieu. Par ailleurs, la médiocrité du livre de Garaudy illustre bien le caractère sclérosé du discours révisionniste : Rassinier, qui fut son créateur, fut aussi le premier à se répéter inlassablement, suivi par Faurisson qui répéta Rassinier en se répétant lui-même. Les zéloteurs de cette idéologie ont répété et répètent à leur

tour ce que Rassinier et Faurisson ont dit.

S'il est un domaine cependant où ces idéologues font preuve de rigueur, et de vigueur, c'est bien dans la manipulation de l'opinion publique et dans la captation du débat intellectuel. Entre Faurisson, Roques ou Garaudy, il n'y a, dans l'ordre du discours, aucune différence notable.

Aussi ce n'est jamais la mise en

son, Thion, Roques ou Notin – ou enfin d'une « personnalité » comme Garaudy, intellectuel autrefois adulé mais en rupture de ban.

Cette stratégie qui consiste à mettre en avant un locuteur à chaque fois différent et aussi éloigné que possible de ce à quoi on pourrait s'attendre est mise en œuvre suivant un plan de bataille très simple.

Dans un premier temps, les journalistes sont informés du ralliement d'une nouvelle figure à l'idéologie révisionniste. Si ouvrage ou opuscule il y a, il est généralement fourni, parfois en extrait pour alimenter le suspense.

Un journal ou un autre se fait alors l'écho inébranlable de cette nouvelle, bientôt reprise par d'autres journaux : les raisons de cette publicité, au premier rang desquelles on invoquera assurément le devoir d'informer, sont sans doute légitimes. Non moins légitimement, le monde associatif, par ce biais averti, s'alarme et, dans le désir de combattre cette néfaste idéologie, tente une ou plusieurs actions en justice.

C'est là le deuxième temps : l'affaire prenant un tour judiciaire, les révisionnistes alertent le ban et l'arrière-ban de leurs connaissances, en mettant en avant l'odieuse mise en cause de la liber-

té d'expression et le droit souverain mais bafoué de faire de l'histoire comme on l'entend.

Cette présentation permet d'émouvoir ou de troubler quelques personnalités qui affirment leur soutien sans trop savoir ce qu'il s'agit réellement de soutenir. Ces soutiens sont exploités par les avocats des révisionnistes.

A partir de ce moment, l'affaire prend une ampleur à chaque fois insoupçonnée, les articles succèdent aux articles, dans la plus grande confusion. Les meilleures mises au point, les articles les plus documentés ne peuvent pas grand chose contre ce type de doute, qui relève de l'irrationnel et n'est peut-être que l'occasion, saisie au vol, de laisser transparaître une chose plus profonde, plus enfouie. C'est sans aucun doute sur le terrain de l'antisémitisme que parient les révisionnistes, et c'est là qu'ils prospèrent.

Se faire l'écho de leur actualité, c'est entrer dans leur stratégie et permettre à une quinzaine de personnes déterminées de prendre en otage, quelques semaines durant, la nation entière sur des questions maintes fois débattues et faussément problématiques.

Florent Brayard est historien.

L'horrible négation

par Jean Cardonnel

COMME, au nom de l'amitié, Roger Garaudy prêt l'abbé Pierre d'écrire un témoignage en sa faveur à l'occasion de la sortie de son dernier livre, il me demandait, toujours au nom de l'amitié, de présider une conférence de presse sur le thème « La liberté d'expression existe-t-elle encore en France ? » autour de son ouvrage *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*.

Dans sa communication téléphonique, l'auteur de *L'Appel aux vivants* m'annonçait l'envoi rapide d'une réutation de ses calomnies suivie de l'expédition du livre incriminé. Le texte par lequel Garaudy entendait rétorquer la calomnie à son égard était déjà suffisamment clair pour qu'en conscience je lui retire toute ombre d'approbation. J'ai donc démenti sur-le-champ ma participation à la conférence de presse parce que je me refuse à donner la moindre caution aux thèses négationnistes contenues dans le livre (enfin reçu et lu par moi) – cela sous prétexte d'un accord pour condamner les crimes de guerre de l'Etat d'Israël. Voilà les faits.

Il faudra réfléchir sur l'incroyable projet formé par Garaudy

Mais les faits ont ceci d'implacable qu'ils donnent à penser, par-delà leur simple immédiateté, jusqu'aux ultimes racines du problème de tout l'humain. Il ne s'agit plus de discuter l'inqualifiable d'un rangement, d'une classification dans le dossier des mythes, du génocide des juifs.

Contrairement aux thèses qui forment la trame du livre de Roger Garaudy, le programme d'Adolf Hitler ne se bornait pas à une simple expulsion des juifs hors de l'espace européen. Car, aux yeux du Führer des Allemands, du monde aryen et de l'Europe ethniquement purifiée, le juif représentait le mal absolu. En face de la race pure des seigneurs, il était jugé porteur d'un sang impur capable d'infecter par méissage les races saines et fortes. Les juifs constituaient le rappel vivant de l'unité fondamentale des hommes, des femmes, des enfants et des peuples dans la splendeur d'une création commune.

C'est donc sur eux, juifs, que se focalisait la haine en quête d'une solution finale, de la force brutale libérée de toute référence éthique,

de la nation, et d'abord du principe de la race comme ultime critère avec son unique ressort efficace, le principe d'ordre, le principe d'autorité, la religion du pouvoir, le culte monothéiste du chef.

Il est significatif que fréquemment soit oubliée une constante : personne, même pas un juif, n'a jamais pu dire ce que c'est qu'être juif. Il est aussi impossible de définir le juif que de définir l'humain. Celui-ci ne s'appréhende ni par la nation, ni par le territoire, ni par la religion. Le juif pur, le pur juif – c'est-à-dire la somme de l'impur au regard du raciste total – est donc bien l'ennemi mortel d'Adolf Hitler parce qu'irréductible à ce qui ferait l'humain : l'appartenance nationale et par-dessus tout raciale.

Il faut le dire du fond de notre être d'humanité, ce n'est pas comme membres à titre posthume du futur Etat national israélien que des millions de juifs ont été réduits en poussière ou en fumée. C'est en haine de l'humanité sans frontières défilées qu'ils étaient coupables d'être, au regard de la bête raciste à visage humain. J'ai bien dit des millions de juifs. Pour une raison très simple : le juif comme expression de l'homme, qui aurait tort d'être l'homme avant tout, n'est pas plus nationalisable d'abord que quantifiable, calculable.


Il faudra réfléchir sur l'incroyable projet formé par Garaudy de soumettre les témoignages humains relatifs aux camps de la mort à une commission d'experts du savoir sectoriel : chimistes, biologistes. Il reste aussi l'immense problème des sources d'antisémitisme chrétien, de l'antisémitisme nazi avec la ré-émergence du détestable péché d'origine sous sa forme atroce d'accusation collective de déicide.

C'est à partir du crime contre l'humanité, en sa réalisation absolue de glorification de l'inhumain comme signe de l'humain total, qu'en parcourant l'histoire on le retrouve accompli monstrueusement dans l'esclavagisme chrétien des Noirs et des Indiens.

S'impose d'urgence un immense effort de réflexion fondamentale pour découvrir le visage du vrai dieu, qui se reconnaît à son opposition créatrice au principe du chef monstrueusement sacrifié. Faute de ce travail commun, la menace terrible demeure la négation de l'homme par l'homme : la bête humaine à toute puissance diaboliquement divine s'accomplissant par l'acte immolatoire de l'humanité.

Jean Cardonnel est dominicain.

CHAQUE PLUS DE 60 DÉPARTS



VIA Calais LES MINI CROISIÈRES

P&O European Ferries. Tél : 21 40 04 40 / SEAFRANCE

Asion

هكذا من الأدب

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 31 MAI 1996

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
Lorsque intellectuels
et écrivains d'avant-
garde s'aventurent
en terre policière...
page II

WILLIAM GADDIS
page III

LA COMÉDIE
DU LIVRE
A MONTPELLIER
pages IV et V

LES MYSTÈRES
KRISTEVA
page IX

L'ÉCRITURE ET L'EXISTENCE
(Writing and Being)
de Nadine Gordimer.
Traduit de l'anglais (Afrique
du Sud) par Claude Wauthier
et Fabienne Teissière,
Plon, 172 p., 125 F.

PERSONNE POUR
M'ACCOMPAGNER
(None to Accompany Me)
de Nadine Gordimer.
Traduit par Pierre Boyer,
Plon, 336 p., 139 F.

Bâtir des mondes à l'écart des lois, des mondes imaginaires dont l'auteur est le seul despote, voilà qui semble à la fois vertigineux et hautement suspect, les censeurs le savent bien. A tous ceux qui tiennent cette activité dans un mépris plus ou moins souriant, l'histoire inflige régulièrement un démenti douloureux. Non, le roman n'est pas une distraction inoffensive, un art futile, le fruit de choix poétiques aléatoires. Parce qu'elle est une émanation concentrée de la vie, la fiction peut briser les yeux assoupis, qu'un long discours ou qu'une leçon d'histoire. Salman Rushdie, condamné à mort pour haute trahison romanesque, en sait quelque chose. Et Nadine Gordimer, dont les livres ont été si souvent interdits dans son pays, n'ignore pas à quelles peurs obscures peut se heurter le talent.



La fiction pour être

Selon Nadine Gordimer, la littérature a « un rôle social dans l'exploration de la réalité existentielle ».

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

qui bannirait les mensonges, les trahisons, les lâchetés. Celui vers lequel tend le peuple qui l'entoure est d'un ordre différent, incarné par la reconquête d'une terre dont les Noirs ont été expropriés au moment de l'apartheid. Exploitant ces thèmes avec une très grande richesse, Nadine Gordimer fait du logement le pivot de son roman, l'axe métaphorique d'une situation politique et historique.

Il y a, d'abord, la maison qu'habitent Vera et son second mari, une demeure hétéroclite « par la grâce du divorce » et devenue, pour l'avocate, « sa normalité à elle ». Cette maison, pourtant, ne lui appartient qu'en vertu d'une trahison, puisqu'elle l'a gagnée après avoir trompé son premier époux. Dans ses ambiguïtés, ce chez soi recèle les doutes qui habitent, plus ou moins explicitement, Vera. Quels sont donc ses droits sur ce pays ? L'existence relativement protégée qui fut la sienne durant les périodes de trouble l'autorise-t-elle à jouir calmement de la paix retrouvée ?

Sans s'appesantir, l'auteur décrit ce domicile comme un lieu où domine l'ordre et le calme, où le passé s'est inscrit dans l'usure des tapis, contrairement à la confusion qui règne dans les foyers de la plupart des Noirs. Beaucoup n'en ont pas, certains en retrouvent un péniblement, presque tous vivent dans un brio à bric-à-brac d'affaires extérieures, cabossées, repoussées au gré des nouvelles arrivées. Les déplacements forcés de population, contre lesquels l'avocate a lutté toute sa vie, ont laissé la place à un désordre intolérable.

Tracées comme deux voies parallèles dont le destin serait de se rencontrer, l'histoire de cette femme et celle de ses concitoyens sont emmêlées de savante façon, le récit se déplaçant de manière volatile entre Vera Stark et la communauté noire, entre l'avocate et son passé.

La maladie de la haine

Dans ce bref récit nu jusqu'à l'obscénité, Michel Surya met en scène la violence et la mort. Par asphyxie

OLIVET
de Michel Surya.
Ed. Fourbis, 48 p., 30 F.

Devant l'extrême violence, gratuite ou complaisante, de certains textes littéraires, le lecteur peut avoir le sentiment que le regard de l'auteur est tourné vers le ciel. Mais cette épreuve n'est pas toujours vain. Dans le bref récit de Michel Surya, placé sous le patronage de Thomas Bernhard, elle est manifestement appelée à l'intelligence. Et l'appel est impératif, véhément. C'est le narrateur, d'abord, qui subit cette brutalité ; derrière lui, c'est l'auteur, selon des modalités autobiographiques, finalement bien insignifiantes, qui l'exprime - comme on le dirait d'une liqueur malfaisante. En quelque manière, elle est réponse à une autre violence, bien plus grande et destructrice, exorcisme ou conjuration.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

...qui, dans le monde de la fiction, se sent libre de tout ce qui, dans la réalité, est interdit. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité. C'est pourquoi la fiction est si importante pour l'homme. Elle lui permet d'explorer des territoires inconnus, de se confronter à des situations extrêmes, de découvrir des aspects cachés de la réalité.

ALINA REYES

LE CHIEN QUI VOULAIT ME MANGER

roman



GALLIMARD



Gaddis, la malice

Réputé difficile, voire trop érudit, le romancier américain porte aujourd'hui un regard amusé sur le culte que lui voue un cercle de lecteurs qui tend à s'élargir. Un regard certes moqueur, qui dissimule mal l'envie de cet écrivain d'être reconnu aussi pour son talent d'humoriste

Pour les uns, «he's a genius», «c'est un génie», «c'est l'un des plus grands et peut-être même le plus grand écrivain américain de la seconde moitié du XX^e siècle», et ils répètent ce mot avec «awe», disent les Américains, une vénération et forte qu'elle se mêle d'un peu d'inquiétude. Pour d'autres, les plus nombreux, fussent-ils eux-mêmes libraires ou écrivains, c'est «William qui?», «William comment?», «William, quoi?», «William... Gaddis?». D'autres en seraient abattus, frustrés, agités. Lui, il sourit doucement. D'être un génie méconnu, un vrai, d'incarner un tel lieu commun, visiblement, cela l'enchanté. Il en a souffert, bien entendu, surtout au début, quand, jeune homme, il a attendu avec toute l'impatience qu'on imagine, les premières critiques de son roman *The Recognition* (1), sur lequel il avait travaillé six ou sept ans. «J'étais jeune, je voulais changer le monde, mais ce livre, je ne le savais pas encore, a été le plus mal accueilli. Devant de telles attaques, je ne savais pas quoi faire. Je me suis senti affreusement mal, dépossédé, nié.» Il ajoute, visiblement ravi de l'ironie du sort qu'aujourd'hui, cette première édition se vend jusqu'à 700 dollars. Ce qui est tout à fait étrange, c'est que la critique n'avait pas ignoré l'ouvrage : au contraire, un auteur sous le pseudonyme de Jack Green (dans lequel certains ont cru reconnaître Gaddis lui-même) a recensé cinquante-cinq articles, ce qui est considérable pour un premier roman. Cinquante-cinq tous terrifiants que Green a déclinés pour les dénoncer dans le *New Yorker* en 1962 (2) dans une série de trois articles intitulés «Fire the Bastards» (Virez-moi tous ces crétins). Cinquante-cinq qui reprochaient à l'auteur tant d'érudition pour quelqu'un de si jeune, comme s'il ne cherchait qu'à se pousser du



Un seul mot d'ordre: la dérision

col, à frimer, dirait-on aujourd'hui. Lui en qui son premier éditeur avait cru voir un nouveau James Joyce se voyait accusé de partir dans tous les sens, d'être compliqué, confus, et surtout, surtout, d'étaler tout ce savoir, toutes ces connaissances, péché impardonnable et qui a fait fuir tout lectorat possible avant même qu'il ait eu la moindre chance ou la moindre envie d'ouvrir le livre. Ulcéré, désespéré, ahuri, le jeune homme se tait et va se taire. Il n'écrit plus. Il se marie. Il a deux enfants. Il doit faire vivre sa famille et gagner sa vie. De cette période comme de tout ce qui touche à sa vie privée, actuelle ou passée, il ne veut rien dire et ne dit rien. Simplement, que ces années ne furent ni faciles ni heureuses.

On sait qu'il a écrit des «commerciaux», des communiqués publicitaires, des discours, en particulier pour l'industrie pharmaceutique ou l'armée avant d'arriver à «repasser ses vitesses» et à réécrire, à se réadapter.

NATIONAL BOOK AWARD

Le deuxième roman, *JR* (3), ne paraîtra donc que vingt années plus tard. En 1975. En pleine folie du feuilleton télévisé *Dallas* dont le héros arbore les mêmes initiales - ce qui fera un temps rêver Gaddis, qui aurait trouvé cela tellement drôle si le public s'était trompé et avait acheté le livre pour cela... Il n'en fut rien. L'éditeur en fut encore une fois pour ses frais. Et pourtant *JR* avait remporté l'un des prix littéraires les

plus prestigieux, le National Book Award. Mais les reproches étaient encore les mêmes, trop compliqué, trop érudit, trop difficile, trop long. Il a alors essayé de jouer le jeu, d'écrire un roman, court, presque classique, qui utiliserait «tous les clichés habituels», la chambre close, le danger, pour sortir de cette réputation. *Carpenter's Gothic* (4). Il a aussi écrit une pièce de théâtre, totalement ratée, dit-il - ce qui est bizarre de la part d'un auteur dont les romans ne sont composés pratiquement que de dialogues - mais qu'il a réutilisé dans l'intercalant dans son dernier roman, *A Frolic of his own* (5) se citant lui-même, abréviation, et tour de force dans l'autodérision. Pourtant, et c'est sans doute tout à l'honneur de ses éditeurs, il

reconnait n'avoir jamais eu de mal à se faire publier. Il a même obtenu une bourse McArthur, en 1982, et pour *A Frolic of his own*, une substantielle avance de Simon & Schuster. Mais il refuse de se prêter aux tournées qui sont régulièrement organisées aux États-Unis pour faire la promotion des livres, et il cite Philip Larkin, qui disait qu'il n'était pas facile de gagner sa vie en écrivant de la poésie, mais qu'en étant poète de profession on pouvait se nourrir très correctement de cocktail en cocktail.

Maintenant qu'il en a pris l'habitude, qu'il est devenu le héros d'un culte underground, secret, d'abord partagé par quelques heureux élus - dont le cercle s'est accru et fortement, au fil des années - il se délecte. Parce qu'on se trompe encore sur son compte, qu'il sort presque quatre ou cinq thèses chaque année sur son œuvre où l'on parle docement de postmodernisme, de déconstruction, voire de déconstructivisme, mais qu'il attend toujours qu'on le reconnaisse comme humoriste. Et, pour faire rire, il emploie toutes les techniques possibles, n'hésitant pas à aller jusqu'à faire des jeux de mots de collégien. Son dernier livre est sans doute le plus drôle et celui qui sera le mieux vendu. Toutefois, pour l'écire, il n'a pas hésité à parcourir les 84 volumes de l'*Ambur* (American jurisprudence), on ne se refait pas. Parce qu'il était fasciné par l'entorse du système judiciaire américain qui repose sur la Common Law, la jurisprudence, qui fait qu'à partir d'un jugement imbécile tout peut s'enchaîner dans la plus grande absurdité et la plus grande folie. Gaddis ne s'intéresse pas aux personnes en elles-mêmes mais à l'Amérique, aux forces sociales en présence, à l'argent, au droit, aux religions, à l'art «dont les Américains croient encore que cela consiste à faire foirer», au lan-

gage, bien sûr, aux rapports humains. Il déconstruit la non-communication entre les êtres (dans ses romans, toutes les voix se mélangent, s'interrompent, se recourent, sont recouvertes par d'autres encore plus anonymes, téléphone, radio, télévision) ou la maladresse et l'incohérence des hommes tandis que, derrière eux, les femmes se battent tout aussi frénétiquement pour essayer de remettre de l'ordre, et tout cela dans un chaos qui ne peut mener qu'à la tragédie, la folie, la confusion, la mort. Et en arrière-plan la dérision, toujours la dérision.

Alors on ne peut pas se dérober à ce regard bleu, un regard qui cresse, qui interroge, qui surtout se moque, non sans gentillesse. Et ce vieux monsieur - il est né le 29 décembre 1922 - fragile, réservé, très calme, qui prend tout son temps pour préparer un livre dont il dit ne savoir encore rien, accumulant simplement toutes sortes de choses, ce vieux monsieur à le charme irrésistible du jeune homme affreusement malicieux qu'il n'a jamais cessé d'être.

Martine Silber

- (1) Harcourt, Brace & Company, 1955. Réédité en 1993, par Penguin Classics avec une fascinante préface de William Gass. Les *Reconnaitances*, traduit par Jean Lambert, Gallimard, 1973.
- (2) Ces trois articles ont été publiés sous le même titre géographique *Fire the Bastards* par Dailey Archive Press en 1992.
- (3) Alfred A. Knopf, 1973. Réédité chez Penguin Classics en 1993. Traduit par Marc Choldenko, Pion, 1993.
- (4) Penguin, 1995. *Gothique* Charpentier. Traduit par Marc Choldenko, Christian Bourgois, 1988. Le seul à être disponible en format de poche en France chez 10/18, pour la simple raison que c'est le seul qui soit court.
- (5) *A Frolic of his own*, Simon & Schuster, 1994. Devrait être publié chez Pion en 1997, dans une traduction de Marc Choldenko.

Cosaques et navigateurs étonnants voyageurs

LE VOYAGE DE TROIS COSAQUES DE L'OURAL AU ROYAUME DES EAUX BLANCHES
raconté par G. Khokhlov.
Traduit du russe et annoté par Michel Niquoux.
éd. L'Inventaire, distr. Actes Sud, 206 p., 110 F.

PRISONNIERS DES GLACES LES EXPÉDITIONS DE WILHELM BARENTSZ (1594-1597)
Relations de Gerrit de Veer présentées par Xavier de Castro.
éd. Chandeigne/Unesco, 156 p., 150 F.

Il était une fois trois cosaques de l'Oural qui partaient vers le fabuleux royaume des Eaux Blanches pour y retrouver la «vraie foi». On croit les aventures de trois Tintin à la recherche d'un trésor mystérieux, s'il ne s'agissait d'une quête religieuse. Quête d'autant plus surprenante qu'elle se passe autour de 1900, sur les traces de l'«évêque Arcade», qui se dit évêque des Eaux Blanches, au-delà des limites connues de l'univers.

Nikoudychniki, orthodoxes «de nulle part», refusant toutes les structures ecclésiastiques existantes, ces cosaques-là sont des Vieux-Croyants radicaux qui ne reconnaissent pas le clergé grec-russe, même lorsqu'il permet de conserver les anciens rites. A l'origine de l'expédition, la volonté de retrouver la «vraie foi», qui, au milieu du XVIII^e siècle, va donner naissance à une véritable dissidence. Celle-ci refuse les réformes du patriarche Nikone, notamment l'allègement sur le rite grec; elle se trouve anathématisée par les conciles de 1666-1667. Un épisode de l'histoire de la Russie que connaissent bien les amateurs d'opéra grâce à Moussorgski et à *La Khovantchina*. Tout comme

peut se comparer la quête des Eaux Blanches à la légende de Kibbe, utilisée dans un autre opéra, de Rimski-Korsakov; légende issue elle aussi de la «vraie foi», qui relate la recherche de la cité idéale engloutie par Dieu au fond d'un lac (1).

Partis le 22 mai 1896 de Krasnov, munis de leurs revolvers et de cinquante cartouches, les trois cosaques reviennent à leur point de départ six mois plus tard après un périple qui, d'Odesse, les mène à Constantinople (qu'ils appellent Tsargrad : «ville royale»), à Jérusalem, leur fait découvrir le canal de Suez, puis Singapour, Shanghai, Nagasaki, Vladivostok, le fleuve Amour. «Ignorant les langues étrangères, avec des notions géographiques provenant des guides du mytique moine Marc et de l'énigmatique archevêque Arcade, nourris de martyrologes et de florilèges spirituels, avec une pensée admettant l'existence de poissons vivants à moitié froids, de voyages aux enfers et d'apparitions de pharaons, ils voyageront sur des mers in-

connues, dans un état d'esprit rappelant celui d'*Ulysse*, du moins celui des gens du XIV^e et du XV^e siècle», écrit en 1901 Vladimir Korolenko, un des principaux auteurs russes de l'époque, qui s'est fait raconter leur aventure par Grégoire Khokhlov, un des trois cosaques de l'expédition.

Un évêque imposteur, une communauté d'«hommes libres» croyants et naïfs qui ne savent rien du monde moderne et qui écrivent encore avec l'écriture du XVI^e siècle, un enquêteur «de gauche» curieux de cette croisade contemporaine qu'il retranscrit en graphie moderne et publie dans les annales de la Société impériale géographique de Russie en 1901... Voilà tous les ingrédients de cet étrange journal de

voyage, qui tient du feuilleton ou de la BD et qui est, surtout, un document sur le rêve d'un monde idéal, sur les courants utopiques et libertaires qui traversent alors la Russie. Sur l'incorrigible utopie russe.

Autres voyages pour des terres inconnues, mais dans un but essentiellement mercantile, vers les richesses de l'Orient : ceux qui, à la fin du XVI^e siècle, incitent Anglais et Hollandais à trouver, le long des côtes de la Norvège, de la Russie, puis de la Sibérie, une route plus courte et plus sûre que celle qui oblige à contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance. C'est l'aventure du navigateur hollandais Willem Barentsz, qui, grâce au soutien financier de sociétés de marchands et du gouvernement des Provinces-Unies, tenta trois fois, entre 1594 et 1597, de rejoindre la Chine par le Nord, passage qui ne sera découvert que trois siècles plus tard.

Lors de son troisième voyage, Barentsz découvrit le Spitzberg avant d'être pris par les glaces près de la Nouvelle-Zemble (76° N).

Les marins durent hiverner neuf mois dans une cabane, se nourrissant de renards et lutinant contre les ours, le scorbut et le froid. Reparti sur une chaloupe en juin 1597, Barentsz mourut en route; seuls douze survivants revinrent à Amsterdam. L'un d'eux, Gerrit de Veer, relatera, dès 1598, ces premières explorations polaires dans un texte qui connaîtra immédiatement plusieurs éditions, en latin, en français, en allemand, en italien et en anglais. C'est une version corrigée, illustrée de cartes et de belles gravures de l'époque que reprend l'éditeur Michel Chandeigne dans sa «Collection magellane». La page de titre devait faire rêver les contemporains : «Description de trois voyages en mer, faits en trois ans, l'un après l'autre, par les navires de Hollande et de Zélande du nord

de la Norvège, de la Moscovie et de la Tartarie, vers les royaumes de Chine et de Cathay. Avec les découvertes du détroit du Vuygats, de la Nouvelle-Zemble et du Spitzberg où jamais personne n'a été; et les ours cruels, d'autres monstres marins, et la froide extrême et insupportable que l'on trouve en ces contrées.»

Vaguant pour la première fois sur des mers envahies par les glaces, les équipages, rapporte le narrateur, furent d'abord «si surpris qu'ils crurent voir des cygnes», durent affronter «des ours hideux», rencontrèrent les Samoyèdes. Au retour, après la mort de Barentsz, longeant les côtes de la mer Blanche, près de l'embouchure de la Petchora, ils accostèrent chez les Russiens. «On les reçut fort bien : on les mena dans une église où ils séchèrent leurs vêtements, et où on leur servit du poisson. (...) Outre ces treize Russiens, il y avait encore deux Lapons avec trois femmes et un enfant, qui vivaient dans une grande pauvreté, ne mangeant que les restes des Russiens, qui leur laissaient quelques morceaux de poisson et les têtes qu'ils leur jetaient, et que les Lapons ramassaient avec beaucoup d'humilité et de remerciements.»

Dans la «maison de survie» conservée intacte, Carlsen, un capitaine norvégien, découvrit en 1871, des couchettes alignées contre le mur, des assiettes, des verres, des armes, un encrier et sa plume, des livres : le premier dictionnaire français-flamand de 1587, un livre sur la Chine, un ouvrage d'éducation religieuse en français. En août 1995, une équipe russo-hollandaise retrouva encore des objets, mais pas la sépulture du navigateur, dans ces lieux «aujourd'hui dépotoir nucléaire de l'ex-Union soviétique, qui préservent encore la solitude de son découvreur».

(1) *La Religion du peuple russe* de René Pascal (Age d'homme, 1973), et voir *Ermites dans la ténia* (Actes Sud, 1992).

Pierre COMBESCOT

La Sainte Famille
roman

Grasset

Pierre COMBESCOT

«La Sainte Famille est un roman proustien, fatal et interlope. Un livre magnifique, drôle, terrible.»
Jean-François Josselin, *Le Nouvel Observateur*

«Ce livre-ci est un maelström, un voyage, un piétinement furieux, une transe, une épilepsie, un vertige noir. On peut désormais reconnaître en un paragraphe, «du» Combescot.»
François Nourissier de l'Académie Goncourt, *Le Figaro magazine*

«L'auteur réussit la prouesse de rendre drôle cette tragédie. Il met des bâtons dans les roues des grands d'Espagne, des rébus dans son roman et des images inoubliables dans la tête du lecteur.»
Jérôme Garcin, *L'Express*

Grasset

romans policiers

Sur le fil du string

STRIP-TEASE
de Carl Hiaasen.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Yves Sarda.
Denoël, 435 p., 140 F.

Carl Hiaasen peut être satisfait. Ses ennemis sont de plus en plus nombreux. Et *Strip-tease*, son cinquième roman, paru aux Etats-Unis en 1993 et tout juste traduit en français, devrait lui valoir de figurer en bonne place sur quelques listes noires supplémentaires. « Si je ne me faisais pas d'ennemis, j'aurais le sentiment de ne pas bien faire mon boulot. » Pendant ses vingt ans d'investigation au *Miami Herald*, cet écologiste radical se fit le pourfendeur infatigable de la corruption sous toutes ses formes et le défenseur de sa Floride natale contre les pollueurs de tout poil, industriels et autres promoteurs. Depuis 1986, en parallèle puis à plein temps, il poursuit son œuvre à travers une série de romans tirés à bout portant, avec un sens de la provocation, de l'humour et de la dérision particulièrement réjouissant. Signe de son succès, *Strip-tease* vient d'être adapté au cinéma avec Demi Moore dans le rôle principal.

Dans le livre, elle s'appelle Erin. Virée du FBI après avoir été classée « élément à risques » à la suite de la quatrième inculpation de son mari pour vol qualifié, elle s'est recyclée dans le strip-tease, parce que cela « paie mieux que le tertiaire ». Avec une seule idée en tête : récupérer la garde de sa fille. Voici donc Erin qui danse, soir après soir, pour payer les honoraires faramineux de son avocat. Menant sa vie cabine-caba, en équilibre fragile sur le fil de son string, jusqu'à sa rencontre avec David Lane Dilbeck, un vieillard aux mains sales et baladeuses. Et au bras long. Dilbeck est membre du Congrès des Etats-Unis, principal soutien du Big Sugar, le tout-puissant lobby des producteurs de sucre. Il ne peut en aucun cas compromettre par un scandale à la Gary Hart une campagne électorale qui entre dans sa dernière ligne droite.

On l'a compris, ce ne sont pas les danseuses qui sont principalement mises à nu dans *Strip-tease*. Mais les mécanismes occultes qui permettent au Congrès des Etats-Unis de subventionner, sous couvert d'aide aux agriculteurs en difficulté, des producteurs riches pour lesquels l'achat de quelques politiciens corrompus ne représente qu'une goutte d'eau dans un océan de profits. Mais le comportement d'avocats sans scrupules, à l'affût du moindre scandale, qui finissent par confondre procédure judiciaire et chantage. Mais les processus qui conduisent à pousser des filles à se battre à poil sur des rings remplis d'huile ou de mais à la crème pour attirer de jeunes yuppies qui y voient le « must » du divertissement. Le tout avec une verve, une féroce, une drôlerie qui font de ce bal des poudres à priors sinistre et désespérant une étourdissante valse des pantins. Confrontés à ce *Strip-tease* en folie, les ennemis de Carl Hiaasen peuvent aller se réhabiliter.

Michel Abescat

LA BLONDE EN BÉTON, de Michael Connelly

Aiors que s'ouvre le procès que lui intente la veuve d'un homme qu'il a abattu quatre ans plus tôt, convaincu qu'il s'agissait du tueur de femmes qu'il poursuivait depuis des mois, Harry Bosch, inspecteur de la police de Los Angeles, reçoit un message particulièrement troublant. Semblable à ceux qu'il recevait à l'époque où sévissait le meurtrier, ce message va le conduire tout droit à une nouvelle victime, étranglée selon le même rituel que les précédentes. Démarrage foudroyant, récit mené pied au plancher, *La Blonde en béton*, troisième roman de Michael Connelly, est d'abord un excellent suspense, construit sur une double course-poursuite. Celle d'un procès à sensation, à la recherche d'une vérité de plus en plus fragile. Celle d'une enquête éperdue, aux trousseaux d'un maniaque du crime bel et bien vivant. Mais, au-delà du fait divers haletant, Connelly tire de cette confrontation entre passé et présent une histoire complexe aux accents tragiques et une belle réflexion sur la vérité et la justice, le fonctionnement du système judiciaire américain, le rôle et les méthodes de la police, l'innocence et la culpabilité. Poursuivant son portrait de Los Angeles, frénétique et convulsif, affirmant celui de son héros, l'inspecteur Harry Bosch, humain envers et contre tout, Michael Connelly s'affirme comme un des meilleurs représentants de la nouvelle génération du roman noir américain. (Traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Jean Esch. Seuil Policiers, 389 p., 99 F.)

UNE MORT SANS NOM, de Patricia Cornwell

Qu'est-ce qui fait que le lecteur entame chaque fois un nouveau livre de Patricia Cornwell avec la même impatience ? Sans doute la qualité de ses histoires, son talent de conteuse, la construction de ses intrigues. Ce cocktail subtil d'énigme, de suspense et de roman noir. Peut-être aussi la fascination pour l'univers de la médecine légale. Ce commerce quotidien avec le mystère de la mort. Cette façon de chercher la vérité dans le corps même des victimes, entre rigueur scientifique ultramoderne et gestes millénaires. Mais avant tout à cause de son héroïne, la fameuse Kay Scarpetta, médecin légiste froidement logique et femme blessée. Un des plus beaux personnages du polar contemporain, dont le lecteur suit, livre après livre, l'histoire et l'évolution personnelles. Cornwell doit beaucoup à Ed Mac Bain, dont elle a retenu la leçon. A Sue Grafton, dont elle se réclame également et qui a su, avant elle, faire vivre un personnage de privé au féminin qui ne soit pas la simple démarcation de la figure masculine. Une mort sans nom met une nouvelle fois Scarpetta et ses collègues, Wesley et Marino, aux prises avec Temple Gault, le psychopathe qui leur a jusqu'ici échappé. Difficile quand on a commencé de ne pas poursuivre la lecture jusqu'au bout. (Traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Hélène Narbonne. Editions du Masque, 414 p., 119 F.)

PLAY IT AGAIN, de Stephen Humphrey Bogart

Ecrire par un autre, l'histoire n'intéresserait guère. Trop convenue. Un détective privé enquête sur l'assassinat de sa mère, avec laquelle il vivait des relations difficiles, et découvre peu à peu la femme qu'elle était. Mais il se trouve que ce détective est le fils d'une star de cinéma. Et l'auteur, celui de Lauren Bacall et d'Humphrey Bogart. Publié parallèlement à un livre de souvenirs (*Bogart mon père*, chez le même éditeur), *Play it again* est le premier d'une série de romans policiers mettant en scène le privé R. J. Banks. Stephen Humphrey Bogart y fait preuve de finesse et de sensibilité, et livre avec émotion quelques confidences inédites. Restera, quand le charme de l'autobiographie sera épuisé, à s'attaquer à de plus solides intrigues. (Traduit de l'anglais - Etats-Unis - par Michel Lebrun. Denoël, 220 p., 119 F.)

Le Monde PÔCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Le Monde du vendredi 7 daté 8 juin

Montpellier, à livre ouvert

Pour la onzième année, Montpellier va vivre du 31 mai au 2 juin à l'heure de la Comédie du livre, ample manifestation culturelle qui traduit bien, par le succès qu'elle rencontre (plus de 40 000 visiteurs l'an dernier) le dynamisme d'une cité bruyamment sortie de la torpeur des villes de province au milieu des années 70 pour partir à la conquête d'une stature internationale, qui ne prête plus à sourire vingt ans plus tard. Comme tout grand rassemblement littéraire, la manifestation a ses récompenses. L'un des temps forts de la Comédie du livre sera samedi l'attribution des prix Antigone. Le pluriel est de rigueur cette année puisque, à côté du livre primé écrit en français, cette année *La Maestra* de Véronique Glatz (Actes Sud), la distinction biennale récompensant un ouvrage occitan ou catalan couronne cette année le recueil de Jean-Yves Cesari, *Elegies vergades de Negre e de Mor* (1). Attribué pour la cinquième fois, après Jean Lazzar (1988), Bernard Manciet (1990), Serge Bec (1992), Michel Minihissi (1994), le prix est attribué à un poète provençal d'une facture classique et d'une inspiration aussi riche qu'ambitieuse. Hölderlin cité en occitan, Rilke présent en filigrane, disent la dimension universelle dans laquelle s'inscrit cette poésie résolument étrangère au particularisme local, pièce fatale à bien des poètes régionaux. C'est l'occasion de saluer enfin la petite maison béraultaise Jean, qui, de livre en livre, confirme la qualité d'un catalogue qui, malgré sa diffusion limitée, se signale par une production aussi rare que précieuse. Il proposait, à l'été de 1995, un recueil inédit de Max Rouquette, *D'ici rail aux lurs* (2) et ce printemps un parcours à travers l'œuvre poétique - capitale - de Bernard

Manciet, *Sonnets* (3), deux des plus grandes signatures de la littérature occitane. Ce dynamisme éditorial n'est pas un cas isolé. Outre les excellentes publications, parfaitement soucieuses de pédagogie - c'est le moins ! - comme du plaisir de lire qu'on doit au CRDP de Montpellier, on retiendra le remarquable recueil *Enfances*, qui, parallèlement à des textes sur le thème signé Jean Paul Crissac, Jean Claude Font, Jorgi Grès, Jorgi Peladan, Roland Pecout, Rosalina Röcha et Max Rouquette (Rouquette, incontournable), propose les créations d'élèves du lycée de la Camargue à Nîmes, qui s'essaient à leur tour à écrire leur enfance, « réserve thématique et bassin émotionnel » de la littérature occitane, comme le rappelle très justement Robert Lafont dans sa

préface (4). L'amitié, la maladie, la mort, la bascule dans l'ontique ou le fantastique, le regard préoccupé sévère et docte sur les drames de l'actualité : rien de très original, si ce n'est justement le traitement, la qualité de la facture, qui témoignent d'un travail d'une rigueur et d'un investissement exemplaires. De plus, le livre est beau : papier, illustrations, mise en page concourent à dépasser le genre de la production scolaire (5). Cette incursion dans le Gard n'efface pas la dynamique de Montpellier puisque c'est de la capitale régionale que souffle l'esprit, s'aventurant même aux confins de la Provence voisine. Lors du passionnant colloque de Villeneuve-lès-Avignon consacré les 10 et 11 mai au centenaire du *Poème du Rhône* (Lou Poutmo du Ros) de Frédéric Mistral (enfin une commémoration qui mérite qu'on s'y attache, loin des lieux communs), tous les grands centres universitaires et de recherche étaient présents mais le poids de Montpellier s'avérait prépondérant, et les in-

De la vitrine de la Comédie du livre aux ateliers où la mémoire intime se fait texte. Résurrection d'une banlieue évanouie ou création identitaire occitane, l'écriture témoigne des cultures plurielles d'une ville où souffle un esprit de liberté

des cultures des marges, des savoirs reclus. Mais le contexte universitaire brillant, le travail remarquable du Centre régional des lettres, comme la volonté municipale de faire de la ville un pôle méditerranéen majeur permettent à Montpellier, mosaïque humaine bigarrée, dans une ville de forte mémoire et de tradition vive, terre d'hérésie et de zébrage, de se donner des airs d'affaires de petite Barcelone. Si la comparaison est hâtive, elle dit cependant l'ambition capitale d'une métropole qui joue son avenir sur un espace international au moins autant que national. C'est la preuve d'une ouverture essentielle, dont profitent collectivement toutes les formes de cultures. Ce qui dans la France de 1996 est déjà une forme d'exception remarquable. 1986-1996 : dix bougies qu'on soufflera dans la joie des vendredis sur les 1 500 mètres carrés de la place de la Comédie.

- (1) *Elegies vergades du Noir et de la Mer*, édition bilingue occitan-français, par l'auteur (L'Espresso, 56, rue de la République, 34050 Montpellier, 1995, 99 F.).
- (2) *A mille années-lumière*, édition bilingue occitan-français, par l'auteur (éd. Joca, 112 p., 90 F.).
- (3) *Sonnets* (éd. Joca, 240 p., 145 F.).
- (4) La grande occitanité publiée à l'Institut d'études occitanes de Toulouse deux fois - odyssée et robinsonnade - deux contes philosophiques sous le titre *Insularis* (ISO, 192 p., 100 F.).
- (5) L'ouvrage peut être commandé chez Marie-Jeanne Vernet, coordinatrice du projet (12, rue La Salle-l'Évêque, 34000 Montpellier, 170 p., 120 F. + 10 F. de frais de port et d'emballage).
- (6) *La Sorcière de Jassin*, édition bilingue (Seuil, 1993).

« Un vrai carrefour de cultures »

Saisi par la révélation d'un « sentiment d'appartenance », l'éditeur parisien Samuel Brussell choisit de s'établir à Montpellier

En général l'édition se garde du provincialisme. Naguère, le tout jeune Serpent à plumes choisissait de doubler son bureau au lieu de s'installer à Paris, et si Ombres à Toulouse, Verdier à La Grasse (Aude) ou Actes Sud en Arles maintiennent le cap de la création en région, les difficultés liées à l'éloignement commandent le plus souvent une antenne dans la capitale. La palme revenant aux courageuses éditions du Rouergue qui leur lieu de naissance, Rodez, particulièrement enclavé, condamne à une marginalité pénalisante.

A contre-courant, l'éditeur Samuel Brussell, qui dirige les éditions Anatolia, décide aujourd'hui d'abandonner la proximité du jardin du Luxembourg pour le vieux Montpellier, où il transfère dès juin sa maison parisienne. Rien ne l'y disposait pourtant. Ni ses origines familiales, ni son parcours personnel qui l'a conduit très jeune à sillonner l'Europe avant de se fixer sur les bords de Seine à la fin de 1972. A l'époque le choix aurait pu se porter sur une autre ville européenne. Dublin par exemple. Mais pas sur une ville de province, vu les souvenirs peu engageants qu'il conservait de la Bretagne, de l'Alsace ou - pis ! - de la Côte d'Azur.

Aujourd'hui la question se pose différemment. Samuel Brussell ne

choisit pas la « province », mais adopte une ville. Mieux, il s'en déclare, comme si elle l'avait elle-même reconnu. « Le plus beau cadeau que m'ait fait Montpellier, c'est ce sentiment d'appartenance, qui vous fait vous sentir, organiquement, de la famille. » Grâce à Pessoa, il pressentait le pouvoir de ce lieu si original. Aujourd'hui, il l'éprouve et rêve de transformer son enseignement en un lieu de rencontres et d'échanges, galerie d'exposition et forum tout à la fois, où le livre soit présent mais pas comme dans une librairie. Détournant la formule du philosophe, « être intellectuel, c'est donner le droit de parole à ceux qui ne l'ont pas », il en a fait le credo de l'éditeur. Qu'il défende Shiva Nair, Karl Popper ou Joseph Brodsky, qu'il exalte les *Racines* du Pôge florentin ou l'*Histoire du roi Apollonius* de Jyr, Samuel Brussell s'aventure sur des chemins difficiles, indifférent aux modes. Ce non-conformisme, périlleux pour un éditeur, doit l'aider à apprécier l'« humeur anarchisante », au sens d'« une désobéissance civile nécessaire parfois », qu'il respire à Montpellier, ville de rencontres et de tolérance, que l'histoire officielle retient comme une exception.

« Si je veux vivre à Montpellier et y transporter Anatolia, c'est que je suis cette ville historiquement, géographiquement, européenne : un vrai carrefour de cultures ; sa beauté

Quelques repères

Tous les acteurs culturels et les médias de la région s'apprennent à faire vivre cette onzième Comédie du Livre, qui débordera largement la place qui lui donne son nom. Sous le haut patronage d'Alain Césaire, l'édition 96 accueille, invité d'honneur sur le thème du « croisement de l'écriture », l'italien René Depestre, lauréat 88 du prix Antigone. Parmi les temps forts, outre la remise des prix 96 au foyer de l'Opéra-Comédie, samedi 1^{er} à 12 h 30, signalons trois expositions organisées au Pavillon du Musée Fabre : proposée par les éditions Anatolia, « L'Islande du Père Browne », qui présente de superbes photos du jésuite irlandais (jusqu'au 16 juin), plus éphémères (jusqu'au 2 juin) « Chemin d'écriture », issu d'un travail en milieu psychiatrique et « Double miroir » qui confronte le portrait d'un écrivain et le regard qu'il porte sur sa propre image. Côté jeunesse, on notera, outre un spectacle de rue devant le Musée Fabre, au stand bibliothèque un atelier d'écriture et une exposition (« L'art en boîte »), ainsi qu'une présentation de l'œuvre de l'illustrateur Georges Lemoine, à la librairie Sauramus. Samedi deux tables rondes au Centre Rabalais aborderont Spinoza et Hegel. Enfin un très grand nombre de rendez-vous de lectures publiques à l'Opéra-Comédie, à la bibliothèque Gutenberg comme au Musée Fabre (renseignements : (16) 67-04-34-40).

Ph.-J. C.

Comment inscrire dans le réel la trace effacée d'une cité réprouvée ? Par l'écriture, répondent six jeunes témoins d'une étonnante maturité

exceptionnellement précède.

François Bon a conservé tous les brouillons, jusqu'aux dessins griffonnés les soirs d'atelier, qu'il dépose en dépôt, adresse commode de cette aventure collective. Il aura été le passeur indispensable, puisque l'éditeur Claude Gutman est resté sciemment à distance, incarnant le statut de référent absolu : l'Éditeur. S'il a travaillé les quatre états successifs du texte, il n'a rencontré les jeunes auteurs qu'à Montreuil, après la parution du livre. Ce qui n'était pas indispensable est devenu pour nos jeunes gens un gage de qualité supplémentaire. Seul le texte a fait sens pour mériter la publication.

Ph.-L. C

**Propos recueillis
par Jean-Louis Pénalen**

» Il faut poser d'emblée à quoi servir l'écriture. Rompre avec le langage au sens unique de consommation. Ils reprennent confiance, transformation dans leur expression propre. Le langage est une instance qu'ils peuvent partager et qui est

présente à des quinzaines, ça m'arrange.

« Avant, à des quinzaines, on avait appris du Victor Hugo, ne serait-ce que pour parler avec les vieux devant la porte aux vieillards. En quelques semaines ça s'est volatilisé. On fabrique des muets. A vingt ans, même la notion d'écriture est perdue. Ils ne savent plus tenir une plume. Si l'argent a été un contre-pouvoir, il y a la loi. Les temps qu'il a volés en claque. Le lien entre la mutilation du langage et le comportement est évident. Il est sûr de vouloir rétablir un lien sans s'attaquer à cette mutilation ».

Propos recueillis
par Jean-Louis Pons

**Propos recueillis
par Jean-Louis Pénalen**

L'ÉNIGME DU DON
de Maurice Godelier.
Fayard, 316 p., 150 F.

On ne cesse d'offrir et de recevoir, de l'enfance à la vieillesse. Petits cadeaux, grands services, présents obligés, signes d'affection, jouets propres à chaque âge. Richesse ou pauvreté – faut-il le souligner ? – conditionnent la valeur marchande des choses offertes. Mais ces contrastes n'affectent pas l'omniprésence du don. Peu importe, finalement, ce qu'on donne, bout de ficelle ou Ferrari, lave-vaisselle ou grain de riz. Laissons l'environnement historique, le contexte social, les circonstances concrètes, leurs déterminations infiniment diverses. Négligeons, à la limite, de demander qui donne quoi, à qui, où et quand. Ne nous attardons même plus à distinguer les offrandes aux dieux et les cadeaux d'entreprise, les babioles pour les fêtes (celles de fin d'année, celles d'anniversaires, celles des mères, des pères, etc.) et les sacrifices autrefois destinés à honorer les puissances d'en haut.

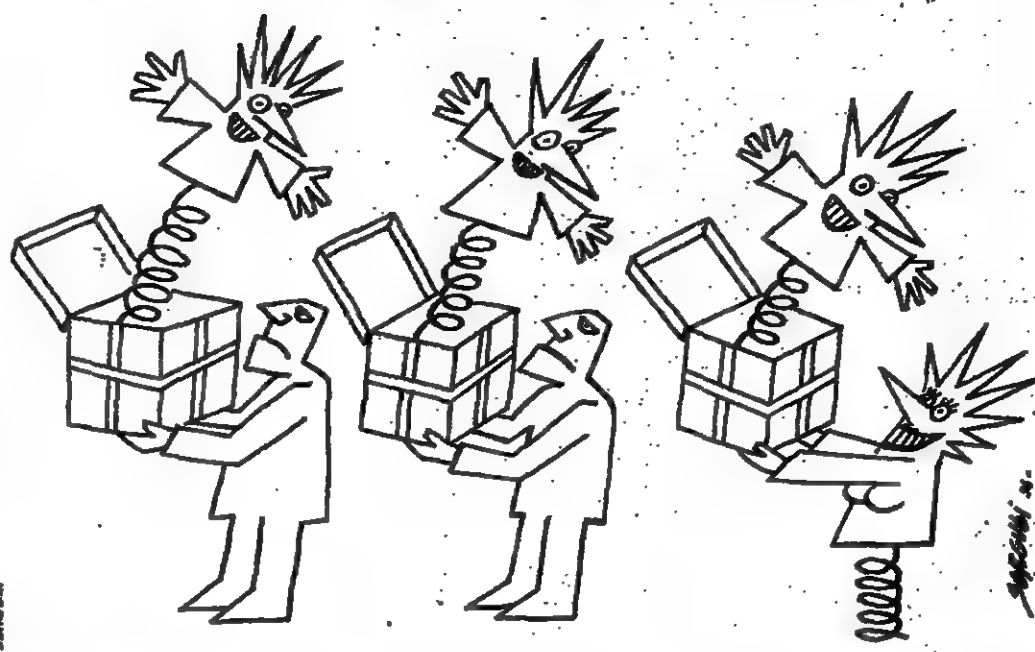
Notons seulement que le don est une réalité multiforme mais universelle : aucune société ne l'ignore. Surgissent alors deux questions, qui ont donné déjà bien du fil à retordre aux anthropologues : pourquoi donne-t-on ? Quels sont les mécanismes de ce fait social ? Un bref aperçu de quelques réponses majeures à ces interrogations s'avère nécessaire. En effet, sous couvert de querelles abstruses, sous l'apparence de disputes théoriques opposant quelques chercheurs de haut vol autour d'anciennes cultures disparaissant, toute l'interprétation de nos gestes quotidiens se trouve mise en jeu. On ne suivra donc pas les tribulations des ethnologues chez les Kwakwaka'wakw ou chez les Baruya simplement pour déceler des rites singuliers ou des récits exotiques. De leur relative étrangeté naît, en fin de compte – on le sait, mais on l'oublie – une mise en lumière des strates fondatrices de nos façons d'être.

En 1925, Marcel Mauss publia son célèbre *Essai sur le don*, un des travaux essentiels de l'anthropologie moderne. Que montrait-il ? Le lien existant, dans les « sociétés archaïques » comme dans les nôtres, entre trois obligations : donner, accepter, rendre. La question, pour Mauss, était principalement de savoir ce qui poussait les individus et les groupes, dans des contextes très dissemblables, à faire à leur tour un don équivalent, ou supérieur, à celui qu'ils ont reçu et accepté. Mauss crut trouver la solution à ce mystère dans les propos de Tamati Ranaipiri, un sage maori. Évoquant le *hau*, l'esprit des choses, le sage précisait que cet esprit voulait « revenir au lieu de sa naissance ». La chose donnée ne conservait donc pas seulement l'empreinte de son donateur, marquant silencieusement l'emprise qu'il détiendait sur le bénéficiaire du don. Le « cadeau » était habité d'une sorte de propension à retourner vers son point de départ. La force régressive que recèle un présent, activée par l'éloignement de son emplacement originel, contraignait ceux qui l'avaient reçu à donner en retour. L'anthropologue ne partageait pas cette croyance, évidemment. Mais il la considéra comme une clef de l'énigme : le don créait bien une obligation, matérialisée et rappelée par l'objet lui-même, incarnant ainsi l'exigence d'un « contre-don ».

Lévi-Strauss, au début des années 50, dans son *Introduction à l'œuvre de Mauss*, critiqua vigoureusement l'erreur de méthode commise à ses yeux, sur ce point, par le maître. Au lieu de chercher la réalité masquée qui permet d'expliquer et les comportements et leurs justifications, Mauss avait eu le tort de s'en tenir à la conception que les humains se forment de leurs manières d'agir. Il prit donc appui sur une explication qui méritait, en fait, d'être elle-même expliquée. Lévi-Strauss jugeait qu'on se trouvait devant un des cas – « pas si rares », précisait-il – « où l'ethnologie se laisse mystifier par l'indigène ». L'essai sur le don ouvrait à l'évidence un territoire immense. Il permettait de concevoir la place

La chronique
de Roger-Pol Droit

On ne peut tout donner



fondamentale de l'échange dans les multiples registres, extérieurement très disparates, de la vie sociale. Mais il n'allait pas jusqu'au bout de sa démarche. Il appartenait à l'anthropologie structurale, et à elle seule, d'affirmer que les signes, les femmes et les marchandises étaient échangés entre les hommes, selon les règles d'un ordre symbolique dont le langage fournit le modèle.

Maurice Godelier, qui rappelle ces moments-clés, se souvient de son enthousiasme de jeune lecteur des analyses structurales. Ainsi, tout s'explique par l'échange ! Voilà le fait social premier, celui d'où part toute création collective, à quoi ramène toute recherche anthropologique... Une quarantaine d'années plus tard, après bien des observations en Mélanésie, moult articles savants, une dizaine de livres et une trajectoire de chercheur entre CNRS et Hautes

Offrandes et présents, dons et contre-dons ont accaparé l'attention des anthropologues. Au point de leur faire négliger ce qui échappe à ces échanges

Études, Maurice Godelier juge cette affirmation à la fois excessive et banale. Les étonnantes sur ce qui circule, se donne, s'achète ou se vend, s'expose au marché, on oublie en effet l'autre face. Une société se définit aussi par ce qu'elle garde, préserve, conserve, soustrait obstinément à la circulation géné-

rale. Pas de société sans échanges ? Certes. Mais pas non plus, ajoute Godelier, sans « des points fixes, des réalités soustraites (provisoirement mais durablement) aux échanges de dons et aux échanges marchands ». Autrement dit, pas de société sans une certaine forme de rapport au sacré, si l'on désigne par ce terme ce que les humains jugent tellement précieux qu'ils refusent de l'abandonner.

Regardons un instant avec ces yeux-là. Le marché se mondialise, les transactions de toutes natures s'intensifient, voilà qui est bien connu. Cette expansion accroît également l'exclusion. En tout cas jusqu'à présent, et l'on voit mal quel changement soudain arrêterait ce processus. C'est pourquoi les recours au don profitent. Dans la rue comme à la télévision, dans les publicités comme au bistro, des mains se tendent. Pour manger, pour dormir, pour être sol-

gné, pour la recherche, pour les victimes de la famine, de la guerre, du cancer, du sida, des gens vous sollicitent – directement, personnellement. En effet, même si la demande est relayée par une batterie d'intermédiaires et de metteurs en scène, c'est toujours à vous, nantis petits ou grands, que l'appel s'adresse, de la part d'humains qui souffrent. Vous donnez ou non, et de votre plein gré. Ainsi, plus de rapports marchands susciteraient plus de dons nécessaires, par contrecoup. Mais cela ne fait encore qu'étendre le domaine général de l'échange.

Où donc situer la part qui se dérobe au marché, celle de l'inaliénable ? Dans l'individu et dans le droit, par exemple. On ne peut vendre ni donner une personne. On ne peut pas non plus faire entrer une Constitution dans le registre des échanges. Cette impossibilité n'est évidemment pas le résultat d'une contingence. Il serait absurde de dire qu'il n'y a pas, pour l'instant, de Constitution sur le marché, mais que, si ça se trouve, une offre, ou une demande, pourrait bien... En fait, il n'y a aucun échange concevable dans lequel une Constitution serait vendue ou donnée. Il en va de même pour un être humain. Singularités individuelles et bien public sont, effectivement, en dehors du circuit de l'échangeable. Ce n'est pas une nouveauté. Il nous fut cependant tant de fois répété, ces dernières années, que rien n'était plus soustrait, déconnecté, au régime de la circulation généralisée que le rappel de ces évidences n'est pas inutile. Aussi fondamental que l'échange est ce qui lui résiste.

* À signaler également une nouvelle édition, avec une postface inédite, de l'ouvrage devenu déjà classique de Maurice Godelier sur les Baruya, société tribale de la Nouvelle-Guinée, *La Production des grands hommes* (990 p., 140 F.), et un ouvrage collectif sur la *Société de Maurice Godelier* et Jacques Hureau, *Mœurs du père. Secrets de la sexualité. Approches anthropologiques et psychanalytiques* (Armanes, 9, place Kléber, 67000 Strasbourg et 294, rue Saint-Jacques 75005 Paris, 230 p., 135 F.).

De la technique comme horizon révolutionnaire

A l'opposé d'une longue tradition philosophique, qui dans l'appréhension du temps rejetait le fait technique, Bernard Stiegler rapproche matériel et conceptuel et démontre par cet étonnant court-circuit le conditionnement technologique de la temporalité

LA DÉSORIENTATION
de Bernard Stiegler.
Ed. Galilée, 224 p., 185 F.

La question du temps haute de l'intérieur la tradition philosophique ; la question de la technique la borne de l'extérieur, et pour cause, si la philosophie est née de son expulsion même. L'antagonisme du logos et de la techné, inaugural chez Platon, qui la redouble dans l'horreur du philosophe par le sophiste, pèse sur les enfants de l'Académie aussi lourdement que le péché originel sur les fils d'Adam. Avec *La Technique et le temps*, Bernard Stiegler opère un court-circuit, fulgurant dans ses effets, minutieux dans ses procédures. Il place le marginal au centre, en sorte que le

travail singulier par la double compétence requise en amont, chez ce disciple de Derrida, tant en histoire des techniques (Simondon, Leroi-Gourhan) qu'en histoire de la métaphysique. Travail subversif par tout ce qu'il inquiète, en aval, dans l'ancestral romain. A commencer par les oppositions canoniques de l'essence et de l'accident, de l'intériorité et de l'extériorité, du transcendantal et de l'empirique. Jusqu'aux figures contemporaines de l'Antinomie, chez Heidegger, entre le temps de la préoccupation technique et le temps authentique du pour-la-mort, chez Heidegger, entre l'activité communicationnelle et l'activité technique (anthropologie d'une réjouissante superficialité et par là même promise à la plus vaste circulation). Cette paresseuse partition engendre moult gammes dans le fond sonore de l'époque.

Pensons à l'opposition de *L'Homo faber* et de *L'Homo sapiens* (présente même chez Bataille), comme aux conflits homériques et quotidiens entre la technique (utilitaire, instrumentale, inhumaine) et la Culture (finaliste, noble et désintéressée). Ce qui n'est plus recevable, somme toute, en l'état actuel de nos connaissances sur la coévolution du geste et de la parole, c'est le refrain humaniste sur les fins et les moyens. La médiologie, entre autres tentatives, part de ce constat. Ce livre en dessine l'épistémologie. « L'objet de cet ouvrage, signale la première phrase du texte, est la technique appréhendée comme horizon de toute possibilité à venir et de toute possibilité d'avenir. » Pour regarder en face le futur que dessinent l'industrialisation de la mémoire, l'informatisation du savoir et les technologies du vivant, Stiegler commence par affronter origines et fondements. Et qu'y trouve-t-il ? Le « défaut d'origine », à sa-

voir la faute d'Épiméthée. Ce titan, le frère de Prométhée, a simplement oublié, dans la distribution des qualités aux diverses espèces mortelles modelées par les dieux dans la glaise, de donner à la race humaine de quoi survivre. Dans le dialogue de Platon qui porte son nom, Protagoras a décrit cet homme « tout nu, pas chaussé, dénué de couvertures, désarmé », pour lequel Prométhée, pris de compassion, ira dérober le feu chez Héphestos et Athéna – le feu ou le principe créateur des arts et métiers. La nature de l'homme étant de n'en avoir pas de définitive (sinon dramatiquement insuffisante), c'est la prothèse qui va suppléer aux



Bernard Stiegler. Philosophe, concepteur de modèles machiniques, Bernard Stiegler est directeur de recherche à l'université de Compiègne. *La Désorientation* est le deuxième volet de la réflexion qu'il mène sur « la technique et le temps ». Le premier volume, *La Faute d'Épiméthée*, avait paru en 1994 aux éditions Galilée, qui annoncent, pour l'automne, un volume d'entretiens de Bernard Stiegler avec Jacques Derrida, intitulé *Echographies de la télévision*.

qualités naturelles qui lui manquent. La prothèse n'étant pas ce qui s'ajoute mais ce qui fonde. « Tu périras par tes vertus, tu triompheras par tes vices », dira Nietzsche plus tard. Nous avons eu la chance de cette défaillance primordiale. L'animal humain va tirer sa supériorité de ce défaut de fabrication, racontent à leur façon les Grecs, et la légende des dieux anticipait la connaissance des processus d'humanisation. Ce qu'Hésiode dit en mythologie, Leroi-Gourhan le montre en paléontologie – admirable résonance des découvertes aux intuitions. « L'homme commence par les pieds » – la situation debout libérant la main qui libère

elle-même la parole. Conquête de la mobilité et ouverture de l'éventail cortical, appareillage technique et réflexivité symbolique s'entredéterminent. Le quoi élaboré le qui, les deux progressent ensemble. La technique n'est pas la chute ni l'oubli de l'être, mais ce qui permet à l'être de s'articuler en Logos. Ni dévoiement ni arraisonnement, le geste qui capte l'énergie et transforme la matière brute fait démanier l'homme à son milieu physique, rapport médiatisé par l'outil comme *organon*, un décloque d'un temps proprement historique d'avec les contraintes zoologiques de la répétition. Sauvé

réalisation, que ce soit vers l'avant ou l'arrière (les deux étant indissociables : qui ne conserve rien n'invente rien). Le patrimoine comme le programme, l'anticipation comme la rétention, supposent le grammaire, la trace, l'inscription. Donc le support d'inscription. Donc l'organisation d'une matière inorganique. Par où Leroi-Gourhan rejoint Derrida. Une théorie de la « différence », cet espacement du temps, suppose une théorie de la transmission, laquelle exige à son tour une pensée longue de la technique comme « poursuite de la vie par d'autres moyens que la vie », à réinsérer dans une évolution vieille de deux millions d'années (datation des restes de *Homo habilis* trouvés en Chine). Pour saisir

le sens des autoroutes de l'information, considérer d'abord les routes du paléolithique, fouiller les sols d'habitats de Russie et de Dordogne. Il y a continuité des uns aux autres. La domestication de l'espace et du temps est une aventure qui vient de loin. Elle a ses seuils de discontinuité, ses accélérations, ses vertiges, mais aussi une logique d'ensemble. Quel en serait l'effet pour demain ? Certains disent : l'uniformisation de la planète. Il est vrai que les macro-systèmes techniques, par définition, tendent à l'homogénéité et au standard. Ils traversent les « différences idiomatiques », bousculent les frontières culturelles et alignent le moins sur le plus performant. Stiegler fait partie de ceux qui voient dans « les velléités ethniques des fantômes sans avenir ». On peut penser au contraire que l'idée de différence culturelle prendra d'autant plus de force qu'elle est fragilisée par l'universel pareux et décontextualisé des normes de production et de consommation matérielle – car tel est l'« effet-jogging », éminemment paradoxal, du progrès tech-

nique. Reste que Stiegler a mis le doigt sur la question cruciale qui pointe à l'horizon : quelle maîtrise pourrions-nous garder sur le temps, et selon quelle politique de la mémoire ? L'homme pourra-t-il fuir sur ses techniques de stockage et de circulation des traces qui conditionnent l'aptitude de l'espèce à finchir consciemment sa propre évolution ? Quel pouvoir, en définitive, peut-on garder sur la puissance ? A la condition première, répond Stiegler, de traquer l'objet technique non en instrument ou supplément second, mais comme le site premier de la constitution du sujet et le noyau de toute histoire possible. Si ce n'est pas là une révolution technique, qu'on nous dise quel sens peut encore avoir ce mot.



TSCHANN
Librairie

à le plaisir d'accueillir
les amis de la revue
CONFÉRENCE
en compagnie de
R. Bardon, M. Bokor,
Y. Bonnefoy, C. Carraud,
B. Clasen, M. Costantini,
A. Dufourmentelle,
C. Garache, P. Giorda,
J.Y. Haberer, G. Macé,
E. Martineau,
J.W. Noldus,
P. Oster Soussouev,
J. Réda,
R. Stammelmann, S. Stétié,
et J. Thélot
le jeudi 6 juin, à partir de 19h
125 bd du Montparnasse, Vie

donner

Vers une société de clowns et de clones

L'ÉCHELLE HUMAINE de Bruno Lussato. Robert Laffont, 318 p., 129 F.

Les gens applaudissent l'exploit de David contre Goliath, mais la société ne cesse de favoriser le gigantisme technologique et bureaucratique... L'Échelle humaine est celle que Bruno Lussato veut appuyer sur les murs de nos constructions du XXI^e siècle. L'auteur ressuscite à sa façon les quatre chevaux de l'Apocalypse. Le blanc est celui de l'intégration technologique, avec son intelligence artificielle, son langage intergalactique, sa réalité virtuelle, sa manie de la quantification qui fait oublier les apports essentiels de découvertes utiles à chacun. Le cheval rouge est celui de l'intégrisme égalitaire qui dénonce l'entrepreneuriat qui veut s'enrichir : le « néo-mao » veut ignorer que « l'avenir est une promesse de l'être ». Le cheval noir porte l'intégrisme financier, qui remplace le citoyen par la compétition acharnée et l'esprit de corps par la lutte pour le dépassement du chiffre imposé à court terme par les cabinets d'audit. Quant au cheval jaune, c'est celui de l'intégrisme bureaucratique. Son modèle est Torquemada. Tous les quatre proviennent de la même souche : le « virus impérial » qui veut l'hypothétique bien de la masse plutôt que le bonheur de ceux qui la composent.

Tout se passe comme si Bruno Lussato nous peignait une société qui ne sera bientôt plus composée que de clowns (les illusionnistes de la haute technique et les amuseurs du prime time médiatique) et de clones (flottes coulees dans le même moule). Son chiffon rouge fera-t-il lever ceux qui pensent comme lui que « voir petit, c'est voir plus loin » ? Et que le monde de demain appartiendra davantage aux artisans, aux PME et aux artistes ?

Pierre Drouot

Quel avenir pour l'OTAN ?

Au-delà du débat sur l'intégration ou l'indépendance de Paris par rapport à l'OTAN, Jean de la Guérinière dresse un panorama de l'Alliance atlantique de l'après-guerre froide

VOYAGE AU CŒUR DE L'OTAN de Jean de la Guérinière. Seuil, 196 p., 130 F.

L'ouvrage de Jean de la Guérinière vient fort à propos, à un moment où l'Alliance atlantique s'engage dans un processus de reconstitution institutionnelle et politique. C'est un ouvrage panoramique qui va au-delà des interrogations convenues sur la nature des relations entre la France et l'Alliance - relations récemment renouvelées à l'initiative du premier président gaulliste depuis plus de vingt ans. On y apprend tout de même que le général de Gaulle cherchait à se retirer de l'OTAN dès 1959, et qu'il n'a jamais cru à la possibilité d'obtenir le fameux droit de veto à l'égard de l'Alliance. La France n'est pas encore dotée de l'arme atomique à cette date, mais le sera deux ans plus tard, et cette perspective pèse lourd dans la stratégie française. On y apprend aussi que la France ne se retire jamais du réseau de radars de l'OTAN visant à détecter les vols ennemis au-dessus du territoire de l'Alliance, indispensable à la crédibilité de notre dissuasion nucléaire.

Jean de la Guérinière présente également les positions de nos partenaires à l'égard de l'OTAN. Il rappelle par exemple que l'acceptation par l'Allemagne de la présence sur son sol de plusieurs centaines de milliers de soldats a permis de redonner à l'armée allemande une légitimité nouvelle au sein des troupes alliées. L'Allemagne, un des piliers de l'OTAN, incarne donc la solidarité des Américains pendant toute la guerre froide en raison de sa situation stratégique, est tout particulièrement attachée à l'Alliance, qui a permis au pays de survivre et de se réunir.

L'extrême diversité des situations et des perceptions de l'Alliance en Europe va bien au-delà de la ligne

de partage sommaire entre l'indépendance et l'intégration. L'Espagne participe à la planification de la défense collective (contrairement à la France) mais non à la structure militaire de l'OTAN. Elle souhaite, avec l'Italie, que l'Alliance s'intéresse à la Méditerranée. La Norvège et le Danemark, en raison de leurs législations nationales, n'autorisent pas la présence d'armes nucléaires ou de forces étrangères sur leur territoire en temps de paix. Les vœux soustraient à l'Alliance, quand M. Koudrev, déviant toutes les attentes et trompant la légendaire prudence des services de l'OTAN, déclara, devant un parterre de journalistes accrédités venus assister au grand tournoi de l'après-guerre froide, que « par-delà les lectures possibles de ce texte ambigu [le programme russe de l'accord de partenariat], il y en avait une qui ne convenait pas à Moscou. L'ours russe réserve sans doute encore quelques surprises aux « planificateurs » militaires de l'Alliance ».

C'est avec les Russes, aujourd'hui

comme hier, que se joue la partie capitale pour l'avenir de l'OTAN, comme le montre le débat passionné et plein d'écueils sur l'élargissement. La réunion de Berlin, la semaine prochaine, qui devrait consacrer le principe d'une place plus importante des pays européens au sein de l'OTAN, sera discutée sur le sujet. Mais dès qu'il faudra nommer les candidats, les vœux difficiles risquent de commencer, tant avec Moscou qu'avec ceux qui n'ont pas été retenus. Alors que le président français a décidé d'engager un rapprochement spectaculaire avec l'OTAN, qui permet à la France de peser davantage dans des débats essentiels pour sa sécurité, l'avenir de l'Alliance est largement à construire.

Thérèse Delpech
Thérèse Delpech est chercheur associé au Centre de recherches internationales de l'Institut politique de Paris.

HISTOIRE

LES BATEAUX NÉGRIS, de Thorkild Hansen

Le Danois Thorkild Hansen, auteur de fictions sur le sujet, publie aujourd'hui un document sur la traite des esclaves pratiquée par les armateurs de Copenhague jusqu'en 1803, date à laquelle leur gouvernement l'interdit. Ils transportèrent en tout plus de quarante mille Africains vers les îles Vierges, alors dépendantes du Danemark. De cette étude bien documentée, on retiendra en particulier les chapitres concernant le rôle des médecins de bord et les ventes aux enchères dans les ports de destination (traduit du danois par Jacqueline Le Bras, Actes Sud, 231 p., 125 F.).

SALAZARISME ET FASCISMES, d'Yves Léonard

Après le coup d'État militaire du 28 mai 1926, Salazar est nommé ministre des finances. Il devient président du conseil portugais en 1932 et met en place une dictature proche du fascisme italien. Pourtant, l'ancien séminariste développe l'image d'un « homme solitaire et travailleur, fuyant les honneurs et la richesse, profondément amoureux de son pays ». Au culte de la personnalité déployé par Hitler et Mussolini, il oppose sa méfiance nourrie d'intégrisme catholique et de nationalisme prudent. L'Estado Novo qu'il installe, grâce notamment à sa police politique, porte aux nues cinq valeurs contre-révolutionnaires : Dieu, patrie, autorité, famille, travail. Charles Maurras dira de lui qu'« il a rendu à l'autorité le plus humain des visages ». Une bonne approche de ce chapitre de l'histoire du fascisme européen (éd. Chandeigne, 223 p., 98 F.).

PSYCHANALYSE

UNE ANALYSE D'ENFANT AVEC ANNA FREUD, de Peter Heller

Peter Heller, né à Vienne en 1920, spécialiste de littérature allemande et de littérature comparée, livre au public les contenus de la cure psychanalytique qu'il a suivie, de 1929 à 1932, avec Anna Freud. L'ouvrage contient les notes prises quotidiennement par la fille de Freud durant les séances consacrées au cas de Peter, enfant victime d'un complexe de voyeurisme et d'exhibitionnisme, également confronté au dilemme entre grandeur et petitesse. Les commentaires rétrospectifs que Peter Heller fait lui-même, cinquante ans après son analyse d'enfant névrosé appartenant à un milieu privilégié de la Vienne de la fin des années 20, révèlent son sentiment d'ambivalence à l'égard de la psychanalyse (PUF, 361 p., 198 F.).

ESSAIS LITTÉRAIRES

QUÊTE DE LUIS CERNUDA, de Bernard Sicot

De la prodigieuse floraison de poètes espagnols arbitrairement regroupés dans ce qu'on appelle « génération de 1927 », Luis Cernuda (1902-1963) n'est pas des moindres. À la fois technique et sentimentale, cette étude aléatoire peut-être à la sortie du poète andalou de l'ombre - cette ombre qui était sa seule protection contre une société « pourrie par le puritanisme » (éd. de l'Harmattan, 345 p., 190 F.).

LE CHANT DES CRÉATURES, d'Hélène et Jean Bataille

Le but de cette étude qui rassemble et commente - de saut tronqué à Paul Claudel - cent vingt auteurs, écrivains, mystiques ou théologiens, de la tradition chrétienne est de montrer que, loin de mépriser la création dans toutes ses composantes humaines, animales, naturelles, le christianisme l'a au contraire sans cesse exaltée, empoignée, chantée (éd. Cerf, 150 p., 95 F.).

SOCIÉTÉ

NOUVELLES DU RACISME ORDINAIRE, de Daniel Zimmermann

Deux lignes ou trois pages. Il n'en faut pas davantage à Zimmermann pour rappeler que le racisme est dans l'air, habituel, quotidien, traditionnel. Au point qu'il faut beaucoup de morts d'un seul coup pour qu'on l'aperçoive. Morts habituels, quotidiens. Traditionnels comme un rite ? On finit par se poser la question à la lecture de ces « pris sur le vif » où de l'indifférence à la haine la frontière est fragile. Qui se franchit des deux côtés, les victimes du fléau n'étant pas toujours incapables d'en devenir les serviteurs. Recueil de propos et de gestes devenus lieux communs, de la bonté de comptoir au revolver à bout touchant, ce constat d'une rare ordinarité est œuvre de salubrité publique (Le Cherche-Midi éditeur, 125 p., 68 F.).

Le Japon sans clichés

Un ouvrage salutaire qui met à mal les trop nombreux stéréotypes sur un pays en pleine maturité

L'ÉTAT DU JAPON sous la direction de Jean-François Sabourret. La Découverte, 464 p., 198 F.

Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur le fait que la situation du Japon est devenue un facteur fondamental de l'équilibre mondial. Mais les stéréotypes dont nous affublons ce pays ont la vie dure. C'est la raison pour laquelle il faut lire de toute urgence cet État du Japon, nouvelle formule que nous offre Jean-François Sabourret, directeur de recherches au CNRS.

En effet, l'intention affichée de ce livre collectif est de dépasser la fausse alternative de « pays puissant et d'une certaine manière menaçant » ou « colosse aux pieds d'argile ». Et il y réussit de magnétique manière. D'abord, par un appel très large à toutes les sciences sociales (géographie, histoire, sociologie, linguistique, science politique...) qui permettent de comprendre la logique de phénomènes apparemment « bizarres ». Ensuite, en réservant une très grande place à l'analyse à la fois amicale et critique de la vie sociale et de la culture japonaises. Quelconque a vécu au Japon ira avec émotion le petit article de Jean-François Sabourret sur « les caresses de la rue » qui nous décrit ces merveilleux petits quartiers de Tokyo où l'histoire reprend son souffle.

En outre, l'ouvrage traite de tous les grands problèmes du Japon avec une intention constante de mesure et de lucidité. Que pensez-vous, par exemple, de la crise économique ? Christian Sauter nous décrit une économie japonaise « à la fois immense et figée dans une pause agressive ». Et il a l'honnêteté de ne pas conclure sur un avenir que chacun, à Tokyo, attend anxieusement. L'archipel conserve « le potentiel de poursuivre une croissance rapide », mais il n'est pas assuré de conserver son deuxième rang. Sur les désordres récents de la politique japonaise, Jean-Marie Bouissou et

Erik Schaefer livrent des analyses précises et raisonnées. Et les spécialistes de la politique étrangère, notamment François Godement et Karoline Postel-Vinay, présentent un Japon encore prudent, mais moins entravé qu'autrefois. Au total, l'impression que laisse ce livre est celle d'un Japon d'après guerre tout juste arrivé à la cinquantaine : après une carrière professionnelle remarquable qui lui a donné une vraie aisance et un nouveau statut social, ce pays vient de connaître un grave accident de santé, et il hésite un peu sur lui-même.

INVITATION AU VOYAGE

Là ne s'arrête pas l'intérêt de ce livre. C'est aussi, c'est peut-être surtout une invitation au voyage et un compagnon de voyage. Voulez-vous savoir quelles « japonaiseries » éviter ? Reportez-vous donc au commentaire historique du japonologue Bernard Frank. Que lire avant de partir au pays du Soleil-Levant ? Utilisez l'importante rubrique « littérature et arts », qui comprend notamment une bibliographie de la littérature japonaise traduite en français de Françoise Héral. Comment éviter de vous laisser abuser par la politesse esquive de vos hôtes japonais ? Lisez ce qu'on pourrait appeler le « Japon de la nuit », le Japon des excès et aussi des filouteries. Peut-être, d'ailleurs, aurait-il été souhaitable de donner encore plus de place à l'envers du rideau japonais, souvent mal connu en France.

Quoi qu'il en soit, la remarquable qualité des travaux japonais sur la France achève la lecture de l'État du Japon avec une vraie satisfaction. Car ce livre démontre que les études françaises sur le Japon contemporain sont sorties de leur misère ancienne. Grâce à l'action de plusieurs pionniers, la France dispose aujourd'hui d'une pléiade de spécialistes. Lisons-les pour mieux comprendre le Japon de la maturité.

Jean-Luc Domenach

* Directeur scientifique de la Fondation nationale des sciences politiques.

Un assassinat annoncé

Selon Amnon Kapeliouk, l'attentat contre Itzhak Rabin n'est en rien un acte isolé

RABIN, UN ASSASSINAT POLITIQUE Religion, nationalisme, violence en Israël d'Amnon Kapeliouk. Le Monde Éditions, 210 p., 98 F.

Amnon Kapeliouk est bien connu des lecteurs du Monde par un certain nombre de traits qui dessinent une figure originale : excellente connaissance du terrain israélien-palestinien, franchise parfois brutale dans l'expression, insistance éventuellement répétitive - mais un vieux professeur sait que l'enseignement c'est la répétition - sur ce qu'il croit être juste et vrai. Dans un monde gagné par les divers intégrismes, Amnon Kapeliouk est un laïque, méfiant à juste titre devant ces hommes noirs que dénonce à sa façon le Tartuffe mis en scène par Ariane Mnouchkine.

Au premier abord, un événement simple : un homme isolé tire, le 4 novembre 1995, sur le premier ministre d'Israël, ou entend d'abord crier : « Ce sont des cartouches à blanc », mais, dans la volute qui l'emporte à l'hôpital, Rabin meurt. L'assassin, Itzhak Amir, est aussitôt arrêté. On lui met les menottes. Il s'écrit : « Pourquoi des menottes ? Je ne suis pas un Arabe. Ça me fait mal. » Il y a tout un monde dans ce cri. Itzhak Amir, jeune Yéménite, est lié à un groupe d'extrémistes religieux qui utilisent les textes les plus violents de la Bible pour justifier les pires massacres, alors que des siècles de tradition juive s'étaient efforcés d'enlever le venin de ces textes sacrés. Il fait partie aussi de ceux qui estiment qu'un Arabe n'est pas un homme. Un auteur dramatique israélien, Yehoshua Sobol, eut ce mot : « Nous avons vu très souvent les enfants palestiniens mourir sous les tirs des soldats israéliens. Si nous étions descendus, il y a sept ans, dans la rue, dans des manifestations de masse contre ce qui était fait en notre nom dans les territoires oc-

cupés, il n'y aurait pas lieu aujourd'hui de changer le nom de la place des Rois d'Israël en place Itzhak-Rabin. » Ce qu'a fait Itzhak Amir est la suite logique de ce qu'avait fait Baruch Goldstein à Hébron et qu'Amnon Kapeliouk avait analysé dans son avant-dernier livre (1). Assurément, le gouvernement Rabin avait condamné le crime d'Hébron, mais il a toléré qu'un véritable culte soit rendu à l'assassin - un de ces juifs orthodoxes américains dont le rôle est particulièrement pervers - et n'a pas entamé le nécessaire démantèlement des colonies qui seul pourra apporter une paix véritable entre Israéliens et Palestiniens.

On a voulu voir en Israël dans l'acte d'Itzhak Amir un acte isolé, presque familial ; au contraire, Kapeliouk montre très bien qu'on peut dessiner autour de l'assassin plusieurs cercles de complices. Cela va de l'extrême droite religieuse à une droite prétendument civilisée, mais qui n'en affirmait pas moins sur tous les tons que Rabin était un traître. Léa Rabin l'a durement rappelé au chef du Likoud, candidat au poste de premier ministre, face à un Shimon Pérès qui semble hésiter entre le rôle de faiseur de paix et celui de fin Guy Mollet.

La vérité est, comme le montre très bien Amnon Kapeliouk, qu'il y a deux cultures politiques en Israël : une culture authentiquement démocratique, qui s'est exprimée précisément dans l'immense manifestation à l'issue de laquelle Rabin a été tué, et une culture proprement théocratique qui a refusé tout au long de ces dernières décennies d'empêcher toute laïcisation de l'État et à sacrifier la conquête du sol. Si Israël veut la paix, il faudra bien que ce soit la démocratie qui l'emporte, et l'on se prend, en lisant Amnon Kapeliouk, à penser que le petit Père Combès avait du bon.

Pierre Vidal-Naquet

(1) Hébron. Un Massacre annoncé, Arlé-Le Seuil, 1994.

PRIX JACQUES CHARDONNE

DIANE DE MARGERIE DANS LA SPIRALE



GALLIMARD

Julia Kristeva et ses mystères

Alors qu'elle bénéficie d'une large reconnaissance internationale, en France on la tient à distance. Loin de se résigner à cette étrange méfiance, elle a choisi de s'exposer plus encore. Par les voies du roman policier, « objet » de quête et de questionnement, l'intellectuelle allège la part intime et douloureuse d'elle-même

Roland Barthes l'a dit le tout-premier, Julia Kristeva sait être éblouissante. D'intelligence, de présence, d'autorité. Il suffit pour s'en convaincre d'avoir, un jour, assisté à l'un de ses cours à l'université Paris-VII où elle est professeur depuis plus de vingt ans. Lorsqu'on voyage et que l'on rencontre des intellectuels étrangers, le nom de Julia Kristeva revient comme l'un des plus connus, aux États-Unis notamment, où l'on a déjà écrit trois essais sur elle, dont le passionnant *Kristeva Reader*, de Toril Moi (1). On la sait d'origine bulgare, et pourtant elle incarne la France parce qu'elle s'est dévouée et vouée française. Elle est arrivée dans ce pays voilà quelque trente ans - elle avait à peine vingt-cinq ans - et elle l'a choisie plus qu'il ne l'a admise.

Universitaire, psychanalyste, mariée à un écrivain français célèbre et turbulent (Philippe Sollers), Julia Kristeva semble avoir fait un parcours sans faute : une vingtaine de livres, un poste de professeur associé à l'université Columbia de New York, depuis 1974 (un semestre tous les trois ans, en alternance avec Umberto Eco et Tzvetan Todorov). Dans un récent numéro de la prestigieuse revue *Arts* (2), son nom figure aux côtés de ceux de Susan Sontag, P. D. James, de la littérature 1995, et Carlos Fuentes, entre autres, pour un très beau texte, « Bulgarie, ma souffrance », une méditation douloureuse sur la langue maternelle - pas vraiment perdue mais enfouie - sur le pays d'origine, l'histoire et la mémoire (3).

On pourrait multiplier les exemples - abondance de conférences internationales bénéficiant d'une large couverture médiatique, une douzaine d'ouvrages traduits en anglais, des traductions dans de nombreux pays - pour faire apparaître l'écart entre le rayonnement international de Julia Kristeva et sa situation en France, où ni Sollers,

noir, dépression et mélancolie, ni *Etrangers à nous-mêmes*, ni *Le Temps sensible*, son essai sur Proust (4), ne sont mis à leur juste place. En France, une certaine méfiance semble entourer Julia Kristeva, qui demeure un personnage très énigmatique. « Je fais partie d'une population cosmopolite qui n'est à l'aise nulle part », dit-elle paisiblement. Elle sait aussi que, pendant des années, elle a bénéficié d'une illusion tranquillisante dans ce pays, car elle était « utilisée » par les ennemis de Sollers : elle était « la véritable intellectuelle » des deux et, de surcroît, « une sainte » dont le mari écrivait des romans où s'affichait son goût pour le libertinage. Désormais, il est avéré que Sollers et son œuvre ont survécu à cette guerre. Nul besoin, de ménager encore Julia Kristeva. En outre, elle a pris le risque de s'exposer davantage, en écrivant des romans, qui relèvent d'une critique plus subjective que le travail théorique. Dans le premier, *Les Samourais* (5), cin d'œil appuyé aux *Mandarins* de Simone de Beauvoir, elle revendiquait fermement son appartenance à un moment très contesté de l'histoire littéraire française : les années 60-70, les années de la revue *Tel quel* : pour certains une période faste, une embellie dans l'océan de conformisme anti-intellectuel de la société française, pour d'autres une période noire, où l'on a voulu tuer « la littérature ».

Julia Kristeva a publié deux autres romans, *Le Vieux Homme et les Loups* - un livre sur le deuil du père - (6) et *Possessions* - construit autour du meurtre d'une femme, traductrice et mère d'un enfant sourd, dans l'histoire Santa Barbara, « représentation du village planétaire » (lire le *Fauleton de Pierre Le-pape* p. 17). Ces deux textes suivent une trame policière qu'on peut ne pas trouver absolument convaincante. Mais, fait extrêmement rare à une époque où écrivains et pen-

seurs - ou supposés tels - refusent le débat et rejettent toute réserve sur leur travail, Julia Kristeva s'explique volontiers, y compris sur son inattendue « naïveté » : « Nous recevons comme naïveté notre propre enfance dénuée, féminin ; et je garde ces passages de mes romans quand je les repère à la relecture, car je considère que le roman est une forme particulièrement propice à la transmission de cette sensibilité-là ».

À LA SOURCE DE LA PENSÉE
Pourquoi ce choix du genre policier, toujours périlleux pour les intellectuels, trop portés à se commenter sans cesse ? De quoi est-il la métaphore ? S'agit-il d'une manière pour Julia Kristeva d'enquêter sur elle-même ? Ou une façon de blâmer avec ce qu'elle a à dire et qui lui est douloureux ? « Je suis profondément quelqu'un de meurtri. Or l'enquête policière allège la souffrance. L'énigme majeure, c'est la mise à mort d'un individu par un autre, dit en substance le roman policier, mais vous pouvez savoir. Il introduit la curiosité et le rire dans l'enfer, et convient bien aux gens douloureux, ceux qui écrivent comme ceux qui lisent. En somme, c'est un genre optimiste. D'autant

qu'il existe une autre énigme parallèle à la mise à mort : c'est l'arrêt de la pensée. Or le roman policier ne cesse de « questionner » : relance permanente d'enquêtes, de recherches, nous sommes avec le polar à la source de la pensée, là où s'amorce le jugement. Ce ne sont pas ces romans-là que j'enseigne à mes étudiants, car c'est l'impact « immédiat » du polar qui séduit et il se dérobe au commentaire. Encore qu'il y aurait beaucoup à dire sur le sens de l'immédiat, l'impact, le choc. Parallèlement, j'aime introduire dans la trame serrée de l'enquête policière des digressions qui peuvent paraître dévier l'intrigue et décourager certains amateurs de polars. Mais beaucoup de lectrices m'assurent qu'elles lisent, elles, pour ces digressions ».

« Ce que j'ai à dire là, cette expérience sensible, je ne peux l'exprimer que par la fiction », précise Julia Kristeva. Mais elle n'ose pas encore faire entendre sa voix singulière, pour parler de choses douloureuses et certainement ténues sur la condition des femmes, la difficulté d'être mère, la relation exceptionnelle entre une mère et un enfant « déficient ». Le polar est un ultime détour. Pourtant sa volonté

de s'adresser aux autres femmes ne cesse de s'affirmer, comme le montre son très intéressant entretien sur « L'expérience littéraire » avec un autre écrivain, Danièle Salenave (7). « C'est toujours difficile de définir ce qu'est une femme, parce que justement c'est ce qui se dérobe à la définition, explique Julia Kristeva. Mais aujourd'hui il est plus facile d'être femme en n'étant pas une femme. Dans la plupart des cas on demande aux individus d'assumer des lois, des interdits, des stéréotypes, de se plier à cet ordre normalisateur et perversible. Quand les femmes jouent ce jeu, elles cessent d'être femmes, elles deviennent des petits chefs, et, à partir de là, elles font carrière... On pourrait donner de nombreux exemples, en politique, dans les médias, dans les entreprises. Quand elles ne jouent pas ce jeu, elles sont sacrifiées ; là non plus les exemples ne manquent pas. Il est très difficilement admis par les hommes, lorsqu'ils sont fixés dans leurs rôles et fonctions, dans un sado-masochisme virulent, que les femmes soient porteuses d'une autre logique : accueil et générosité, inquiétude, questionnement. Et surtout qu'elles essaient de maintenir ce trait spécifiquement féminin que me paraît être l'aptitude

à filtrer la violence en tendresse, à faire basculer un conflit en capacité de survie - comme un roman policier... »

Voilà des propos impardonnables, en ces temps de régression. « Tant pis, conclut Julia Kristeva. Il y a actuellement une France misogynne, xénophobe, postjudiciaire, qui n'est intolérable - et ce n'est pas la France de droite uniquement. Une France populiste, extrêmement hexagonale et qui tourne le dos à l'étranger et au monde. Au point qu'il m'arrive de ne plus avoir envie de vivre dans ce pays, dont j'ai songé à partir. » On espère qu'elle n'en fera rien. Car, ceux qui attaquent sa personne au lieu de discuter son travail, ceux qui tentent d'annuler, dans un même élan et dans une haine de soi très française (liée au traumatisme non résolu du pétainisme) Aragon, Sartre, Beauvoir, Barthes, puis Duras, Sollers, Kundera, Kristeva et quelques autres, ne parlent si fort que parce qu'ils ont perdu. Ils croient encore faire l'opinion mais l'histoire, déjà, leur donne tort.

Josyane Savigneau

- (1) L'essai de Toril Moi a été publié en 1986 par Columbia University Press. En outre, Kelly Oliver est l'auteur d'un *Reading Kristeva* (Indiana University Press, 1993) et John Lechte d'un *Julia Kristeva* (Routledge, Londres et New York, 1990). Enfin, à l'automne, paraîtront des entretiens avec Ross Guberman (*Julia Kristeva Interviews*) à Columbia University Press.
- (2) *Arts*, 1996, volume III (Mercury House - États-Unis - et Natur Och Kultur - Suède -), 150 p., 14,95 \$.
- (3) Para en France dans la revue *L'Infini* (n° 51, 1995), Gallimard.
- (4) Gallimard, 1987 (en poche, « Folio ») ; Fayard, 1988 (en poche, « Folio ») ; Gallimard, 1994.
- (5) Fayard 1990 (en poche, « Folio », Gallimard).
- (6) Fayard, 1991.
- (7) Revue *L'Infini*, n° 53, printemps 1996, Gallimard, 86 F.

Le temps de la révolte

Sous l'égide de Freud, Kristeva enseigne des auteurs relégués par la mode et l'université : Aragon, Sartre, Barthes

SENS ET NON-SENS DE LA RÉVOLTE
Pourvoir et limites de la psychanalyse I de Julia Kristeva.
Fayard, 502 p., 145 F.

La plupart des livres des grands universitaires résultent de leur enseignement. Mais, d'ordinaire, le cours est retravaillé pour le public lettré. L'intérêt premier de *Sens et non-sens de la révolte* que publie Julia Kristeva est de répondre à une curiosité : comment enseignent ces professeurs que nous lisons, quel est leur langage, le niveau de savoir qu'ils attendent de leurs auditeurs ? *Le Temps sensible*, l'important essai de Kristeva sur Proust avait été « essayé » d'abord sur ses étudiants, à Paris, Toronto, Kent, New York. Le livre, qui présenterait quelques difficultés de lecture par la profondeur de sa pensée et la technicité de son vocabulaire, se donnait avec tout l'appareillage critique d'un essai destiné au public savant. Il en va autrement de ce livre-ci, qui est l'édition simplement mise au net et accompagnée des notes bibliographiques nécessaires d'un cours que Julia Kristeva a professé en 1994-1995. Dans ce cours destiné à des jeunes gens qui s'apprennent à écrire leur DEA ou leur thèse de doctorat en lettres modernes, Kristeva a un adversaire qu'elle désigne à plusieurs reprises : le consensus mou, la culture médiatique, la société de robotisation qu'est en train de renforcer ce qu'elle appelle la culture-show, aux yeux-écrans de laquelle plus personne n'est coupable ni responsable, parce que chacun est totalement mécanisé. Elle sent, au fond, ses étudiants en péril de perdre ce qu'elle appelle la vie psychique - qui n'est pas seulement la vie spirituelle, parce qu'à celle-ci s'incorpore désormais ce qu'elle appelle l'expérience, qui

inclut la pensée, l'affectivité, la sensorialité, la sexualité, les fantasmes.

Le cours est lié aussi à l'actualité sociale et historique par des allusions ou des références explicites à des événements comme les « affaires », la campagne présidentielle, le suicide de Guy Debord, la guerre en ex-Yougoslavie, la grève de décembre 1995 pour la défense de la Sécurité sociale. De ces événements, elle tire des réflexions, par des apostrophes aux étudiants, dont elle devine les inquiétudes ou à qui elle essaie d'en insinuer parce qu'elle les sent trop dociles. Un enseignement « engagé », alors ? Oui, si l'on veut bien retirer de ce mot l'idée d'une politisation partisane et prosélyte. Un enseignement qui a du « sens », qui en cherche, qui en suscite.

Le cours porte sur la révolte. Et la posture qu'adopte Julia Kristeva n'est pas celle du savant rembrandien penché sur le corps du révolté pour en faire l'anatomie ou l'autopsie. Elle en est solidaire. La révolte est une façon de penser, vivante, véhémente ou seraine, mais toujours exigeante, et qui constitue la culture moderne, pour Julia Kristeva. Ceux qui avaient peu (ou pas) lu *Le Temps sensible* seront peut-être surpris par ce livre-cours, où elle épouse avec force la « culture-révolte », sans toutefois se fondre en elle. A ceux qui connaissent les relations de Julia Kristeva avec les universités américaines, et n'ignorent rien de la résistance politique et intellectuelle que beaucoup de professeurs lui ont opposée à la montée d'une culture conservatrice et antirévolutionnaire, l'intérêt qu'elle n'avait jusqu'ici guère manifesté pour Aragon et surtout pour Sartre pourra paraître signe d'une révolution - ses adversaires diront d'un nouveau tournant opportuniste - de l'intelligentsia ici.

La pensée de Julia Kristeva reste

pourtant solidement attachée à la sémiotique et surtout à la psychanalyse. Ce sont les conceptions de Freud sur la rébellion, sur l'Œdipe, sur le meurtre originel du père de la horde primitive, sur le pacte sacré des fils, sur l'interdit de l'inceste, sur le monisme phallique, sur le langage aussi, qu'elle commence par exposer, pour donner les fondations de ses analyses de la révolte chez trois écrivains significatifs de leur temps. Elle les place sous ce questionnement analytique : à qui font peur Aragon, Sartre et Barthes ? La moitié du cours est donc une introduction, clairement didactique, à sa problématique. Kristeva fournit ainsi, autant en professeur qu'en clinicienne et théoricienne, un exposé extrêmement utile de la question suivante : quelles sont les conditions psychiques et culturelles de la révolte, entendue comme mouvement, retour sur l'événement traumatique par le récit, déplacement, aventure, pro-

cess, avènement d'un futur antérieur - tous termes qui conviennent autant à l'expérience littéraire qu'à l'expérience psychanalytique ? L'originalité de son apport au freudisme, elle la décrit elle-même comme une attention particulière au sensoriel, au verbal, à l'inverbalisable, à l'interieur présentiel opérant à l'intérieur de l'appareil psychique. Et elle voit dans la pensée-sexualité au féminin, positivement désillusionnée quant au pouvoir du phallus, la source d'une ironie sans laquelle il n'y a pas de révolte, c'est-à-dire d'inscription distanciée dans la socialité. Ce qui fait de la femme, selon le mot de Hegel qu'elle cite avec ravissement, « l'éternelle ironie de la communauté ».

La révolte, ou la féminité secrète, ce pourrait être le point commun à Aragon, à Sartre, à Barthes. Chacun d'eux a manqué d'un père, a déjoué son inscription déficiente dans la loi par une pen-

sée de la rébellion créative. Julia Kristeva insiste à juste raison davantage sur leurs différences. Elle analyse le culte du féminin élaboré dans le surréalisme par Aragon, puis dans le couple « patriotique » avec Elsa. Le double jeu, le « mentir-vrai », fait du stalinien acrobate le bouffon de son propre engagement, défi et imposture tout à la fois, révélant « sous l'apparence d'un chantre politique (...) la salubre provocation d'un histrion ». Chez Sartre, la révolte orrestienne est beaucoup plus radicale que la révolte oedipienne - puisqu'il s'agit de tuer le beau-père assassin et la mère complice, et pas seulement de tuer le père en le prenant pour un autre et de coucher sans le savoir avec la mère. Cette révolte mène d'abord à une sacralisation mélancolique de la littérature, puis à une valorisation du jeu, celui du comédien, puis à une rébellion active contre l'organisation sociale qui interdit au sujet toute résurrection psychique,

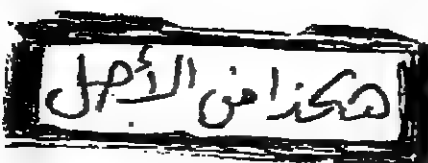
« Dans la plupart des cas, on demande aux individus d'assumer des lois, des interdits, des stéréotypes, de se plier à cet ordre moralisateur et perversible. Quand les femmes jouent ce jeu, elles cessent d'être femmes, elles deviennent des petits chefs, et à partir de là elles font carrière (...). Quand elles ne jouent pas ce jeu, elles sont sacrifiées. »

toute aventure de la liberté. Celle-ci s'opère nécessairement d'abord dans la négativité, dans ce « néant au travail » qu'est la littérature, que Sartre a voulu finalement repudier par un humanisme actif qui conservait entière la révolte. Chez Barthes, la révolte prend la forme plus subtile, plus balancée, de la démythification, de la critique ironique, de l'athéisme comme plaisir pris au texte, comme jouissance de la langue.

Le combat intellectuel de Kristeva, on le voit bien dans ce cours, est mené contre le cognitivisme qui prétend ne connaître de l'esprit que son rapport à la connaissance, c'est-à-dire à lui-même aséché, et non plus son rapport à l'autre, par le corps, les sens, l'affectivité. Son combat esthétique et moral, elle le mène contre les intégrismes qui nient la liberté, ses jouissances et ses jeux, et contre le nihilisme qui renforce l'impossible en renonçant à l'affronter par la littérature. C'est un beau combat, qui appelle alliance, dans l'exacte mesure où il ne se déprend pas de l'ironie.

Michel Comtat





ONDE / VENDREDI 31 MAI 1996

act u a l i t é s

EDITION FRANÇAISE

● « Photocollage », suite. La Société des gens de lettres (SGDL), le Syndicat national de l'édition (SNE) et la Fédération nationale de la presse française (FNPF) ont signé, mardi 28 mai, un accord sur les statuts d'une future société de gestion collective des droits d'auteurs et d'éditeurs de presse et de livres, qui devraient se substituer aux actuels statuts du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), créé en 1984. Faute de s'entendre sur les modalités de répartition, les parties avaient tardé à constituer cette société rendue obligatoire par la loi sur la reprographie du 3 janvier 1995 destinée à lutter contre le « photocollage ». Deux types de répartition sont maintenant définis, l'un pour « les secteurs d'édition où la reprographie abusive ne porte pas atteinte à l'équilibre de l'exploitation de l'ouvrage » (fiction, livres d'art, BD...), l'autre pour les ouvrages de sciences humaines, les encyclopédies ou dictionnaires, livres scientifiques, techniques, scolaires, etc. Cet accord, qui doit encore recevoir l'agrément du ministre de la culture et être approuvé par les assemblées générales des parties, devrait être concrétisé le 9 juillet. « Je pense qu'aujourd'hui le problème de la reprographie est réglé », nous a déclaré Serge Eyrolles, président du SNE.

● Nouveau directeur du BLF de New York. François Cusset a été nommé directeur du Bureau du livre français (BLF) de New York, créé en 1982, en remplacement de David Kornacker (lui-même ayant succédé à Olivier Nora en 1991). Selon François Cusset, la participation américaine au dernier Salon du livre de Paris a encouragé les éditeurs américains à « faire le point sur les attentes et les obstacles en matière de cessions de droits pour la traduction d'ouvrages du français ». Actuellement, soixante-quinze titres français, en moyenne, sont « placés » chaque année par le BLF sur le marché américain.

● Prix littéraires. Le prix Albert Camus a été attribué à Andrzej Chycki pour son livre *Les Saisons de passage* (Flammarion) et pour l'ensemble de son œuvre. Anne Wiazemsky a reçu à la fois le prix Maurice Genevoix et le grand prix RTL-Lire pour *Hymnes à l'amour* (Gallimard). Le prix Roger Nimier à Eric Holder pour son recueil de nouvelles *En compagnie des femmes* (Le Dilettante). Le prix Jérusalem à Marc-Alain Ouaknin pour *Le Promeneur de Jérusalem* (Ramsay). Le prix Tristan-Tzara au poète Alain Lance pour son livre *Détruit du désastre* (éd. Ulysse Fin de siècle). Le prix Antigone à Véronique Koury-Ghata pour *La Maestra* (Actes Sud). Le prix national des bibliothécaires à Denise Dubois-Jallais pour *Vénise, juste en face* (Laffont).

● Rectificatif. Dans le feuilleton de Pierre Lapape du 24 mai, le nom de Daniel Del Giudice a été orthographié, par erreur, Daniel Del Giudice.

sommaire

LITTÉRATURES

Régis Mille l'éventreur, de René Belletto (p. 11) ; Possessions, de Julia Kristeva (p. 11) ; Un indovinio mi disse, de Tiziano Terzani (p. 11) ; Le Voyage de trois coques, de l'Onzième au « royaume des eaux blanches » (p. 11) ; Prisonniers des glaces : les expéditions de Willem Barrenz (1594-1597), relations de Gerrit de Geer ; Strip-tease (p. 11) ; de Carl Hiaasen (p. 11) ; Phobos les mal famés, d'Abdelkader Amrouk, Kals Gachita, Laouani Raddadi, Mustapha Laouik, Karim N'Mili et Mourid Toumi (p. 11).

CHRONIQUES

L'Enquête du don, de Maurice Godelier (p. 11) ; Keyes, reviews I d'Alain Souhail (p. 11) ; Lionel Jospin, l'héritier rebelle, de Gérard Leclerc et Florence Miraclole (p. 11) ; Philippe Séguin, le marié de la République, de Jérôme Carhuat et Jean-Baptiste Prédal (p. 11) ; l'accuse les marchands de peur, de Jean-Paul Esnada (p. 11).

ESSAI

La Désorientation, de Bernard Stiegler (p. 11) ; L'Etat du Japon, sous la direction de Jean-François Sabot (p. 11) ; Voyage au cœur de l'OTAN, de Jean de la Guérinière (p. 11) ; Rabia, un assassinat politique, d'Anton Kapelouk (p. 11) ; Sens et non-sens de la révolte, de Julia Kristeva (p. 11).

ECRIVAINS

pour vos envois
de manuscrits
renseignements :

Editions LA BRUYERE
128, rue de Belleville
75020 PARIS
Tél. (1) 43.66.16.43

CATHERINE BENSARD

A l'occasion de la parution de
Histoires d'amour,
Histoire d'aimer
aux éditions Robert Laffont
signature
à la Librairie
LE DIVAN
le jeudi 6 juin à 18 h
27, rue Soufflot, Paris 6e, 43.23.04.73

L'édition au temps du postcommunisme

Les récentes Foires du livre, à Budapest en avril, à Prague et à Varsovie en mai, témoignent de l'intense activité éditoriale dans les pays de l'ancien bloc communiste. Mais aussi de multiples difficultés rencontrées par les éditeurs pour s'adapter à l'économie de marché

Pouvez-vous imaginer Kant ou Lacan en slovène ? Non ? Une fois encore, Flaubert a raison : la réalité dépasse toujours la fiction. *La Critique de la raison pure*, du premier, et *Télévision*, du second, ont été publiés tous deux en 1993 par la maison d'édition slovène Analecta.

Les secteurs du livre dans les anciens pays communistes ont connu une période d'euphorie entre 1989 et 1991 : réformes structurelles et explosion du marché. En Roumanie, six cents maisons d'édition sont nées après la chute de Ceausescu, pour disparaître ensuite, faute de moyens. De fait, les choses étaient beaucoup moins simples que prévu. Les obstacles et les déficiences sont apparus peu à peu dans toute leur ampleur. Aujourd'hui, ils pèsent encore lourdement sur l'avenir des maisons d'édition, la qualité et la quantité des ouvrages publiés. Pour le livre, la coupure « Est-Ouest » demeure encore largement d'actualité, dans les pratiques et les mentalités, mais aussi et surtout dans les moyens.

Globalement, le secteur de l'édition et ses clients potentiels (particuliers, bibliothèques) manquent, à des degrés divers, de tout sauf d'enthousiasme ! Les capacités de financement sont faibles, en particulier pour la production de qualité ; l'équipement - du papier aux machines - et le transport coûtent très cher. Le secteur de distribution demeure souvent embryonnaire ou totalement insuffisant. La privatisa-

tion des maisons d'édition est en cours, laissant subsister d'énormes organismes intégrables et inadaptables. Les méthodes de travail doivent évoluer afin de survivre. « Un livre n'est pas seulement un texte mais aussi un produit qu'il faut vendre » est devenu le mot d'ordre numéro un. Mais cette nouvelle priorité est aussi un risque, comme partout, pour la diffusion d'une littérature de qualité. Enfin, il est nécessaire d'instaurer le respect du copyright.

SPÉCIFICITÉS

Ce tableau d'ensemble ne doit pas dissimuler les spécificités nationales. Le cas du Kazakhstan, pays immense et multi-ethnique, illustre la lenteur des transformations, dans un contexte de vide juridique relatif et de forte dépendance vis-à-vis de la Russie. Des contrats bilatéraux entre maisons d'édition sont signés et de multiples formes d'aide sont mises en œuvre : donations de livres, offres gratuites d'abonnement à des revues et magazines pour des universités ou des bibliothèques, services d'évaluation des besoins ou de restauration et de préservation, échanges universitaires. Cependant, le Kazakhstan importe en grande partie de Russie le papier et les livres, en particulier les manuels scolaires. Presque tout reste à faire : organiser le secteur de distribution, développer les contacts internationaux, acheter les machines d'impression, lutter contre les pratiques de piratage et l'« ouïbi » pur et simple du copyright.

Autre situation, autres problèmes : le cas hongrois. La croissance du marché a été réelle après 1989, une fois la censure supprimée et après avoir fait la découverte qu'il était possible de réaliser des profits importants en vendant des livres. La demande était forte et les rues se sont remplies de petites échoppes de livres, toujours là aujourd'hui. Mais l'adaptation à l'économie de marché s'est révélée difficile, comme pour tous les autres secteurs, et les pratiques sauvages sont fréquentes. Aucun livre de qualité ne peut aujourd'hui être publié sans un soutien financier extérieur. Il vient de la Fondation hongroise du livre, largement financée par l'Etat, la Fondation Soros et le Fonds culturel national, approvisionné par les contributions obligatoires de toutes les institutions engagées dans les métiers de l'art.

La Bulgarie connaît d'autres difficultés, liées à la quasi-absence de structures prêtes à prendre la relève des maisons d'édition d'Etat et à l'isolement. Cette situation résulte notamment de la timidité de la résistance au régime communiste et de l'existence d'une contre-culture. Dès lors, en 1989, à la différence de la Pologne ou de la Hongrie, il n'y avait pas, même modeste, de secteur de l'édition indépendant : à l'exception des organismes d'Etat, donc, point de maisons à aider. Dans un contexte politique qui a plutôt favorisé le maintien des structures préexistantes que leur réforme ou leur transformation, l'ave-

nir de l'édition a été et demeure encore difficile.

LE CHOC DE LA LANGUE

Par ailleurs, un des enjeux essentiels de l'édition dans ces pays est le choix de la langue. La question n'a rien de littéraire. Dans les Etats qualifiés de « petits marchés » (Hongrie, Croatie, Slovaquie, Lituanie, Estonie, Lettonie, Slovaquie) et dans les ex-Républiques soviétiques de langue slave ou très imprégnées par le russe (c'est le cas au Kazakhstan où il a un statut spécial : celui de « langue de sociabilité entre les gens »), elle revêt une acuité particulière. Pourquoi traduire ou écrire en biélorusse alors que la Russie et la Biélorussie se sont rapprochées et que le marché russe est incomparablement plus prometteur ? Comment ne pas perdre le marché lorsque l'édition tchèque publie un livre avant l'édition slovaque, puisque Tchèques et Slovaques se comprennent sans difficulté ?

Cela étant, des efforts de coopération internationale sont couronnés de succès et font espérer que la situation va peu à peu s'améliorer, d'autant que la plupart des initiatives visent à conforter l'autonomie des secteurs de l'édition à l'Est. A l'heure actuelle, la Fondation Soros, qui a essaimé dans dix-huit pays, est particulièrement dynamique. En Hongrie, elle participe par exemple à la publication d'ouvrages à caractère scientifique par une aide de 60 millions de forints. Un projet de traduction a été lancé avec l'objectif

de rendre disponible à bas prix des livres que tout étudiant de l'Ouest peut trouver en librairie ou en bibliothèque. Les domaines couverts sont : l'économie, la sociologie, l'histoire, la philosophie, les sciences politiques, les relations internationales. Ce projet a étendu ses ramifications dans plus de dix pays et poursuit son expansion. Il permet d'acheter les droits des livres sélectionnés ; la suite du processus d'édition est confiée à des maisons locales, contrôlées dans leur travail de publication et de commercialisation à des prix abordables.

La Communauté européenne s'est également lancée dans une coopération Est-Ouest : supports financiers, en particulier à la traduction, projets d'archivage et d'informatisation - ainsi il est prévu d'informatiser les archives du Komintern - transports de livres en Albanie et en Moldavie. Même si leurs résultats peuvent être considérés comme des gouttes d'eau dans l'océan, ils portent leurs fruits à court comme à long terme. A court terme parce que ces actions peuvent ponctuellement contribuer à sauver des archives ou des livres anciens, équiper des bibliothèques et des écoles ; à long terme, parce qu'elles tissent les liens de relations durables, instaurent de nouvelles pratiques et constituent une riche ouverture culturelle de part et d'autre, sans oublier les enjeux financiers considérables qui se jouent aussi derrière la diffusion de livres.

Marie Galile

Sherlock, Français d'origine

Sherlock Holmes était français ! Elémentaire, mon cher Watson, quand on a visité l'exposition « Sherlock Holmes et la France ». Et pourtant, Sherlock Holmes, c'est l'Anglais. Le détective à la pipe calabasse et au macfarlane évoque le Londres victorien au premier coup d'oeil. Qui, mais ses ancêtres étaient français ! C'est Sherlock Holmes lui-même qui le dit à Watson, dans les premières lignes de *L'interprète grec* : «...ma grand-mère était la sœur de Vernet, le peintre français...»

Partant de cet indice, la Société Sherlock Holmes de France (1) a mené une enquête dont les résultats sont aujourd'hui présentés au public. Le visiteur découvre d'abord tous les liens qui ont existé entre Holmes et la France du vivant du détective, puis le mythe et l'univers holmesien tels qu'ils ont été vus de ce côté de la Manche depuis un siècle. La visite commence dans des décors où sont reconstitués des épisodes français de la vie de Sherlock Holmes. Puis c'est le salon du détective, tel qu'il existait à Londres au numéro 221 B de la fameuse Baker Street. Tous les objets familiers de Holmes et de Watson y sont. L'espace est complété par une extraordinaire maquette du sitting-room, réalisée par Yves-Charles Feroce après sept années de recherches et de travail.

Ce mythe s'est forgé en France avec les soixante aventures racontées par le docteur Watson, puis s'est enrichi grâce au théâtre, au cinéma, à la télévision, à la radio, à la presse, à la publicité, aux sociétés holmesiennes, etc. L'exposition illustre cette

vision française par de nombreux documents rares, comme ceux du décorateur Alexandre Trauner, réalisés pour le film *La Vie privée de Sherlock Holmes* en 1970, ou ceux concernant *The New Adventures of Sherlock Holmes*, une série télévisée américaine de 1954, entièrement tournée aux studios d'Epiphy-Séine (les pays, de Baker Street venant des pays de Paris...). Mais l'holmesologie (science des amours de Sherlock Holmes) française doit aussi beaucoup au théâtre qui, dès 1907, proposa aux Parisiens la pièce *Sherlock Holmes* sur la scène du Théâtre Antoine, montée par le comédien/netteur en scène Firmin Gémier.

Racines et prolongements post-mortem tricolores de Sherlock Holmes n'ont donc pas de mystère. Pas même la présence de cette rue des Boulangers à deux pas de la Blipté. Les honnables holmesiens français, en costumes victoriens (comme le veut la tradition), l'ont déjà rebaptisée Baker Street. Elémentaire, définitivement.

Jean-Pierre Cognat

(1) Société Sherlock Holmes de France : 26, avenue de la République, 75011 Paris, tél. répondant : 43-55-76-76.

● Cette exposition se tient jusqu'au 31 août, dans les locaux de la Blipté, Bibliothèque des Littératures polaires, 48-58, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. A cette occasion a été édité un ouvrage, *Sherlock Holmes et la France, une étude en blanc, blanc, rouge* (en vente à la Blipté, 90 p., 20 F.).

AGENDA

● CERISY-LA-SALLE. Voici la liste des colloques qui se dérouleront cette année au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle : « Les services publics : nouvelles justifications, nouvelles régulations » (dirigé par J. Affichard et l'Institut international de Paris-La Défense, du 11 au 18 juin) ; « Horizon de l'anthropologie et les trajets de Maurice Godelier » (P. Descola, J. Hamel et P. Lévy, du 20 au 27 juin) ; « Umberto Eco : Au nom du Sens » (R. Fabbri et J. Petitot, du 29 juin au 9 juillet) ; « Verbalise à la loupe » (J.-M. Gouvard et S. Murphy, du 11 au 18 juillet) ; « Salab Stétié » (D. Leuwers, du 11 au 18 juillet) ; « Depuis Lacan » (P. Guyonard, R. Major, M. Plan, E. Roudinesco et C. Talagrand, du 20 au 30 juillet) ; « Les figures du Messie » (C. Cohen Boulakia et S. Trigano, du 1^{er} au 11 août) ; « Textique : schèmes, grammaires, icônes, symboles » (J. Ricardou, du 1^{er} au 11 août) ; « Georges Méliès et le deuxième siècle du cinéma » (J. Malbête et M. Marie, du 13 au 22 août) ; « Mystères d'Alain-Fournier » (A. Buisson et C. Herzfeld, du 24 au 31 août) ; « L'écriture de Gide » (A. Goulet et P. Masson, du 24 au 31 août) ; « Michel Henry : l'épreuve de la vie » (A. David et J. Greisch, du 2

au 9 septembre) ; « Vivre la ville demain : quels enjeux ? quels paramètres ? » (R. Ascher, D. Béhar, F. Godard, J. Joseph, A. Obadia, P. Veltz, etc., du 19 au 24 septembre) ; « Les saints en Normandie » (B. Bouet et F. Neveux, du 26 au 30 septembre) ; « Espaces et sociétés de la fin du XX^e siècle : quelles géographies sociales ? » (J. Chevalier et R. Hérin, du 3 au 6 octobre). Renseignements : CCI, 27, rue de Boulailliers, 75016 Paris, tél. (1) 45-20-42-03 (le vend. après-midi) ou CCI, 50210 Cerisy-la-Salle, tél. (16) 33-46-91-66, fax : (16) 33-46-11-39.

● 31 MAI-1^{er} JUIN à Beauvais. Camus. Colloque « Camus et le lyrisme » à l'université de Picardie-Jules-Verne (amphithéâtre Buisson, 52 rue Saint-André, Beauvais. Reus. (16) 22-82-73-80).

● DU 31 MAI AU 2^e JUIN, à Chauvigny (Vienne) : Michel Foucault. Colloque sur les « Lectures de Foucault ». Reus. : (16) 49-01-89-83 ou (16) 49-56-49-44.

● LE 1^{er} JUIN, à Paris : psychanalyse. L'association Edipe organise le premier Forum des revues de psychanalyse. Un prix Gide du meilleur livre de psychanalyse de l'année sera remis à cette occasion. Au Centre Georges-Pompidou. Reus. : association Edipe, 6, rue Mizon, 75015 Paris, tél. : 43-35-51-14.

A L'ETRANGER

Le prix des romans disparus

La cote des livres inédits d'auteurs très connus et quasiment classiques. (Le Monde des livres) « Les romans disparus » de telles sommes que l'on retrouve à présent, toutes les semaines ou presque, un manuscrit ou un exemplaire oubliés sur une étagère poussiéreuse chez un antiquaire, dans un grenier, dans une bibliothèque universitaire que l'on s'empresse d'attribuer à un nom prestigieux. La promesse de la semaine nous permet de découvrir, par exemple, *El Otonano famoso*, de Lope de Vega. Ce manuscrit a été déniché, tout simplement, dans la bibliothèque du palais royal, à Madrid, par la romancière et philologue Lola Beccaria alors qu'elle travaillait à cataloguer des documents. Le manuscrit avait pour titre *La famosa comedia otomana*, qui figure dans l'inventaire que Lope de Vega a fait de son œuvre. Il daterait de 1596 ou 1599. Il est publié cette semaine par les Editions Alterra. En Angleterre, ce serait pas une mais deux œuvres de Charlotte Brontë qui auraient été repérées par un libraire d'occasion avisé, Ian King. Il s'agit de *Miss Miles*, roman manuscrit jusqu'à présent à Mary Taylor, déjà connu et réimprimé en 1990 (Oxford University Press), et de *Sad Times*, découvert au fond d'un sac de livres apporté par un client, et dont il croit que c'est une ébauche de *Shirley*. Mary Taylor et Charlotte Brontë étant amies d'enfance, il est bien possible que le style de l'une ait influencé l'autre... mais Ian King travaille ardemment à faire la preuve de ce qu'il avance, accumulant les indices linguistiques sur son ordinateur pour retrouver, par exemple, les similitudes entre les romans confirmés et les « nouveaux » textes. Là encore, l'argent et la gloire ne se feront pas attendre : l'agent littéraire Giles Gordon voit dans la publication de ces romans en un seul volume « l'événement littéraire de la rentrée » ; mais si les éditeurs se montrent intéressés, ils ne semblent pas encore décidés.

● PRIX DE VITESSE

John Le Carré a déjà terminé *The Taylor of Panama* à peine un an après avoir publié *Our Game* (« Le Monde des livres » du 27 janvier 1995), édité en français sous le titre *Notre Jeu* (Le Seuil). Ce nouveau roman se passe, comme son nom l'indique, à Panama, en 1999, au moment où le canal est redonné aux Panaméens, au milieu de toutes les embrouilles et de toutes les magouilles que l'on peut imaginer.

● POÉSIE DE PRINTEMPS

Maya Angelou est la poétesse préférée du président Clinton ; elle avait d'ailleurs composé quelques vers pour la cérémonie d'investiture en 1993. Ancienne tenancière de bordel et conductrice de tramway, elle est devenue la championne des droits des femmes noires, en particulier, et de ceux des opprimés en général. Extrêmement active, elle participe à toutes sortes d'opérations, débats publics, discours, tables rondes, qui lui ont rapporté l'an dernier quelque 2 millions de dollars (10 millions de francs), somme qu'elle arrive pratiquement à doubler grâce, bien entendu, à ses droits d'auteur, à des traitements universitaires mais également à ses talents d'actrice puisqu'elle fait aussi du cinéma : on la verra à partir du 19 juin dans *Le Patchwork de la vie*, de Jocelyn Moorhouse.

● UN CATALAN A MADRID

Manuel Vázquez Montalbán vient de publier un livre de reportage intitulé *Un polaco en la corte del Rey Juan Carlos*, le « polaco » en question ne désignant pas un « polac » mais un Majorquin ou un Catalan, en argot. C'est un livre sur l'exercice du pouvoir en Espagne, et à Madrid plus particulièrement, sur le clientélisme - « qui peut n'être que du cynisme mais aussi un pacte intelligent » - et sur le machiavélisme, vu par un écrivain qui se situe « à la périphérie ». Plus de trois cents personnalités sont citées (de la vie politique, économique, culturelle, sportive...), et elles ont été nombreuses à assister à la présentation du livre : pour une fois, les personnages n'étaient pas en quête de leur auteur.

Une torera, une députée ?

par Ségolène Royal

EN regardant l'extraordinaire performance de la torera Christina Sanchez, vingt-quatre ans, et l'enthousiasme du public, on se demande si les femmes ne seront pas bientôt plus nombreuses à affronter le taureau qu'à descendre dans l'arène politique - je veux dire dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

Et, pourtant, les enfants des classes de CM2 viennent d'administrer une belle leçon de démocratie aux parlementaires et au premier d'entre eux, le président de l'Assemblée nationale. Ils viennent d'être trois cent cinquante filles à la place des parlementaires, soit 52 %, l'exacte proportion des femmes dans la société. Démontrant ainsi que l'impitoyable élimination des femmes en politique en France n'a rien de naturel.

D'ailleurs, là où Christina Sanchez a déjà droit au féminin « torera », les femmes parlementaires n'ont toujours pas, elles, un Parlement français, le droit d'être « députée ». Elles ont seulement l'autorisation d'être député.

Pourquoi les documents officiels de l'Assemblée nous montrent-ils de ce « e » pourtant muet ? Devons-nous y voir la traduction de l'idée que les femmes ne sont là que par accident ?

Ce courage et ce talent qui ont porté l'estocade au machisme tauro-

machique, pour le bonheur des spectateurs amateurs, ne seraient pas suffisants pour la comédie politique ?

Comment expliquer que, depuis 1945, le nombre de femmes députées à l'Assemblée nationale n'ait pas augmenté ? Et qu'aujourd'hui la France se situe au 34^e rang mondial, derrière la Grèce, la Turquie, l'Allemagne ?

Cette vaste classe de pupilles, parfois plus infantile qu'une classe de CM2, rappelle à l'ordre par les coups de règle du maître d'école perché à son bureau, présente, avec cette marée de costumes-cravates, un spectacle d'un anachronisme qui n'est plus supportable pour quiconque est soucieux de la vitalité de la démocratie.

Ce théâtre est-il totalement étranger à la mauvaise image du Parlement ? Savez-vous que, lorsqu'une femme vice-présidente de l'Assemblée nationale préside la séance et que l'on s'adresse à elle en ces termes grammaticalement nouveaux : « Madame la Présidente », le Journal officiel des débats traduit systématiquement ce féminin andalécien et « la présidente » y devient « le président » ? Comme si la féminisation d'un titre était pour l'Assemblée une indécence insupportable qu'il faudrait censurer.

L'obstination atteint son comble dans un petit document diffusé par le service de presse de l'Assemblée aux collègues qui la visitent. Dans

une bande dessinée est mis en scène un député (un homme, et uniquement un homme) un peu bête, entouré de personnages féminins exclusivement chargés de le servir.

Les Françaises ont été les dernières femmes d'Europe à obtenir le droit de vote et d'éligibilité. Aujourd'hui, elles sont les plus en retard du point de vue de leur présence dans les lieux de pouvoir et de prise de décision.

L'inégalité entre hommes et femmes n'a pas d'autres sources que la loi du plus fort. Elle n'est pas perçue comme une fausse note de la civilisation, pas plus que l'esclavage domestique chez les anciens Grecs n'empêchait ceux-ci de se considérer comme un peuple libre.

Dans ce contexte extraordinaire, la leçon de sagesse que nous donnent les écoles agées de neuf à onze ans (élèves de 577 classes sélectionnées au hasard dans toute la France, des villes et des campagnes, des quartiers favorisés ou non) en envoyant plus de trois cents filles à l'Assemblée nationale est un signe à retenir, car l'objectif de pointe est un principe de progrès et de justice pour la société tout entière.

Et, au nom des femmes politiques, et de toutes les femmes, je veux leur dire merci.

Ségolène Royal, ancienne ministre, ex députée (PS) des Deux-Sèvres.

Suite de la première page

Et pourtant, le pays aurait les moyens d'en finir avec cette peur de l'avenir et de s'inscrire dans la vague de progrès mondial qui commence. Il lui faudrait pour cela reprendre confiance, comprendre que c'est l'emploi qui créera la croissance et non l'inverse, revivifier la démocratie, sortir du consensus mou autour d'une pensée unique, aussi vide que l'idéologie qui la fonde.

Dans un monde en plein bouleversement technologique, industriel et géopolitique, deux stratégies à long terme, clairement distinctes, l'une de droite, l'autre de gauche, devraient être proposées aux citoyens. Elles devraient s'inscrire l'une et l'autre dans l'après-Maastricht et proposer un usage politique de ce formidable instrument que sera l'euro.

La première stratégie - qui n'est pas celle que je préfère - consisterait à accepter franchement la loi du marché, telle qu'elle s'installe à l'échelle mondiale ; à admettre que la précarité des objets et des situations sera la condition de la survie des économies. Elle viserait à intégrer au mieux la France dans une Europe elle-même ouverte à la concurrence du reste du monde, à en faire la nation la plus flexible, la plus mobile, la plus nomade, la mieux préparée au capitalisme pla-

nétaire. Elle se donnerait comme objectif de favoriser la mobilité du travail et du capital - qu'accélèrera par ailleurs la création de la monnaie unique - et de faire de la France un modèle d'esprit d'entreprise en la débarrassant du carcan d'un Etat surdimensionné, frein à la compétitivité des entreprises et à la flexibilité du travail.

Ce projet « eurolibéral » mettrait progressivement en pratique les idées suivantes :

- Réduire le poids de l'Etat et des prélèvements obligatoires en supprimant la plupart des aides et subventions pour le logement et l'emploi, en réduisant les investissements publics, militaires, sportifs et autoroutiers, en multipliant la concurrence entre services publics et entreprises privées dans de nombreux domaines (transports, santé, éducation, poste, télécommunication, médias, police, justice), en privatisant la gestion des retraites complémentaires et celle de l'Agence nationale de l'emploi.
- Encourager les entreprises à créer des emplois en supprimant le salaire minimum et en ne payant d'heures supplémentaires qu'au-delà d'une durée de travail annuelle et non plus hebdomadaire.
- Permettre aux entrepreneurs créateurs d'emplois de s'enrichir en limitant le total des impôts personnels au tiers du revenu.
- Développer l'esprit d'entreprise en donnant aux chômeurs le statut d'entrepreneurs individuels chargés de rendre des services utiles à la collectivité en échange de leur allocation.

Confier progressivement à l'épargne privée l'essentiel de ce qui est encore aujourd'hui de la compétence des organismes de sécurité sociale.

Un tel projet constituerait un électrochoc. Il baisserait des rentes, casserait des fidélités, libérerait des énergies, créerait de la croissance, et ferait surgir progressivement une nouvelle classe dirigeante, ragaude, volonteuse, venue des entreprises et des banlieues, sans complexe à l'égard de l'argent.

Naturellement, le coût en serait énorme : généralisation de la précarité, aggravation des inégalités, fin de la protection sociale pour tous. Pour ma part, je n'y serais pas favorable. Mais cela aurait au moins le mérite de la cohérence et de l'efficacité.

L'autre stratégie - qui a ma préférence - viserait à créer un nouveau modèle social garantissant aux citoyens une réelle égalité d'accès aux biens fondamentaux, donnant un contenu nouveau à l'Etat et aux services publics, refusant les conséquences du libéralisme planétaire, installant aux frontières des pays ayant en commun l'euro une réelle protection douanière, industrielle, sociale et culturelle.

Une telle politique « eurosociale » supposerait elle aussi la mise en œuvre de réformes radicales, telles que :

- Simplifier l'Etat en remplaçant les 96 départements, les 22 régions et les 36 000 communes par sept provinces et six mille municipalités, de taille européenne. Et réduire de moitié le nombre de parlementaires. Les économies budgétaires

en découlant seraient gigantesques, car le scandale n'est ni dans la taille de la fonction publique d'Etat ni dans le cumul des mandats, mais dans la superposition labyrinthique d'institutions redondantes.

- Réduire le poids des prélèvements obligatoires en assortissant toutes les prestations, subventions et allocations d'une simple condition de revenu : nul ne devrait recevoir quoi que ce soit de l'Etat s'il gagne plus de quatre fois le revenu minimum.

- Favoriser l'esprit d'entreprise - en particulier pour les technologies de pointe - en donnant aux collectivités locales les moyens juridiques et financiers d'investir en capital-risque, à hauteur de 50 %, dans les entreprises nouvelles créées par des chômeurs.

- Mettre en place une véritable solidarité en garantissant un revenu minimum à tout citoyen, dès dix-huit ans, qu'il soit en formation, au travail ou en retraite, de 20 000 francs par an. Et en créant un service civique obligatoire pendant lequel tous les jeunes rempliraient pendant un an des tâches de tutorat éducatif, d'assistance sociale, de valorisation écologique, ou d'assistance humanitaire.

- Partager le travail en répartissant l'essentiel des charges sociales au-delà de 32 heures de travail par semaine, tout en permettant à ceux qui le veulent de continuer à travailler au-delà de soixante-cinq ans, afin de ne pas perdre leurs compétences.

- Relancer la croissance en réduisant le poids de la dette publique et privée en tolérant une modeste hausse des prix annuelle, inférieure à 5 %, et en accordant aux particuliers ce qu'on a accordé aux grandes banques : socialiser une partie de leurs dettes rendues intolérables par le chômage.

- Associer les représentants des salariés aux choix des grands investissements pour que soit retenue, à coût égal, la technologie la plus créatrice d'emploi.

- Introduire dans la loi, dans tous les domaines de service public (éducation, logement, transport) une discrimination positive en faveur des plus défavorisés.

- Accepter chaque année autant de centaines de milliers de travailleurs étrangers qu'il sera nécessaire pour financer l'équilibre des retraites, compte tenu du déficit démographique français.

Cette stratégie créerait un grand nombre d'emplois et provoquerait une formidable croissance en réduisant les dettes. Elle favoriserait le développement des entreprises et de la cohésion sociale, réduirait la peur de l'avenir, et ferait de la France le moteur d'une autre Europe, plus libre, plus égale, plus fraternelle.

Le premier projet aurait pour ambition de faire de la France la meilleure élève de la classe libérale. Le second d'en faire l'avant-garde d'une social-démocratie continentale. L'un et l'autre exigeraient de l'audace et du temps.

Naturellement, il ne s'agit pas d'installer entre ces projets quelque manichéisme. Chacun d'eux pourrait s'enrichir de l'autre, dialoguer avec l'autre, mettre en commun des réformes et, au moins, se reconnaître réciproquement comme honorables.

Si l'on ne lance pas très vite ce débat, si l'on en reste à l'opposition morte entre deux complots horis, alors le chômage restera l'horizon lançant du XXI^e siècle. Et c'est la démocratie elle-même qui sombrera, naufragée par des pirates noirs ou rouges, Noirs et rouges.

Jacques Attali

LA DÉMOCRATIE SOCIALE EN PRATIQUE

La réforme Juppé de la Sécurité sociale modifie la logique de notre système de protection sociale. Elle transforme un système d'assurance professionnelle en un nouveau système non lié à un statut professionnel ou social. (...) Le contrôle du Parlement est légitime, mais imaginons une autre structure. Une protection sociale, fondée sur la citoyenneté, serait gérée par un Parlement de la protection sociale, assemblée de tous les acteurs intervenant dans ce domaine. L'Assemblée nationale, ga-

rante de la légitimité démocratique, voterait le budget, séparé du budget de la nation, et déléguerait à cette assemblée le soin de gérer la protection sociale. Ce nouveau parlement, regroupant toutes les branches de la Sécurité sociale, serait composé de différents collèges : représentants du gouvernement, de l'Assemblée nationale, des partenaires sociaux, de la mutualité, des assurés sociaux et des chômeurs.

La cogestion du gouvernement, de l'Assemblée nationale et de tous les acteurs de la protection sociale constituerait une nouvelle forme de démocratie sociale. (...) Jean-Marc Glanville, Solaise (Rhône).

CHAQUE JOUR
DE 60 DEBATS VERS L'ANGLETERRE



POUR L'ANGLETERRE

UNE LIGNE. Tél : 21 46 78 30 / HOVER SPEED. Tél : 21 46 14 14

LES MINI COOPERS

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 31 MAI 1996

SERVICES La compagnie britannique de distribution d'eau, Southern Water, a accepté, mercredi 29 mai, la proposition de rachat de 1,6 milliard de livres (12,8 milliards de

francs), présentée par le groupe d'électricité Southern Electric, numéro deux en Angleterre. Cette offre réplique à l'OPA lancée la veille par un autre électricien, ScottishPower.

LES MILIEUX FINANCIERS sont persuadés que le secteur de l'eau va connaître le même mouvement de concentration que, ces derniers mois, celui de l'électricité. Privatisées de

puis 1989, les compagnies d'eau sont des sociétés très rentables. LA MÉTÉOROLOGIE de la direction de la concurrence britannique aux concentrations dans les secteurs pousse désormais

les compagnies à créer des groupes multi-services. Ce mouvement pourrait se heurter à l'opposition des consommateurs, mécontents des prix et des services offerts.

Les monopoles privés de l'eau en Grande-Bretagne attendent les convoitises

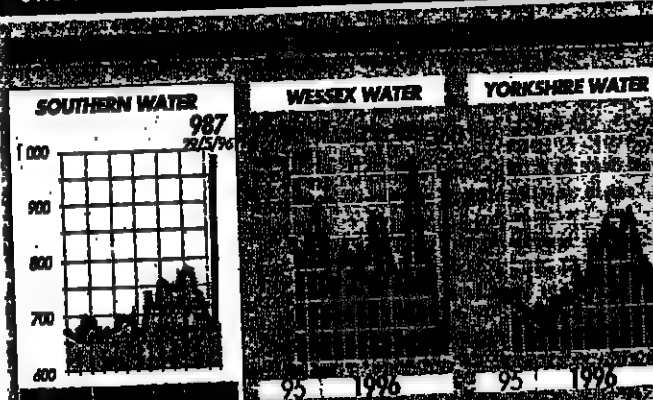
Southern Electric propose de racheter Southern Water pour 1,6 milliard de livres en vue de créer le premier groupe « multi-services ». Les groupes d'eau et d'électricité, privatisés dans les années 80, réalisent de solides profits. Mais les consommateurs se plaignent des prix

LA COMPAGNIE britannique de distribution d'eau Southern Water vient de faire l'objet d'une bataille boursière en règle. Le groupe d'électricité Southern Electric, numéro deux en Angleterre, a offert, mercredi 29 mai, 1,6 milliard de livres (12,8 milliards de francs) pour son rachat. La veille, Scottish Power, groupe d'électricité écossais, avait lancé une première offre publique d'achat (OPA) pour 1,56 milliard de livres. Southern Water ayant accepté le prix de Southern Electric, les enchères devaient s'arrêter là. En cinq jours, le prix de l'action a augmenté de plus de 48 %.

Dans son sillage, les cours de toutes les autres compagnies d'eau ont progressé de 15 %, parfois 20 %. Des rumeurs de nouvelles OPA dans le secteur commencent à circuler sur le marché londonien. Les noms de Wessex Water ou Yorkshire Water sont prononcés.

Chacun se place, persuadé que le secteur de l'eau, jusqu'alors très sous-évalué en Bourse, est appelé à connaître le même mouvement de concentration que celui qu'a connu la distribution électrique ces derniers mois. Privatisées en 1989,

Une envolée des titres des sociétés de distribution d'eau



les dix compagnies régionales britanniques de distribution et d'assainissement d'eau ont pu évoluer pendant cinq ans en toute quiétude. Très profitables, disposant d'un monopole sur une partie du territoire, elles ont prospéré à vue

d'œil, protégées par une golden share (action privilégiée détenue par l'Etat). Puis celle-ci a expiré fin 1994, et le temps des grandes manœuvres a commencé. La Lyonnaise des eaux a été la première à tirer les conclusions de cette situa-

tion nouvelle. Dès mars 1995, le

groupe français a lancé une OPA de 4,5 milliards de francs sur la compagnie d'eau Northumbrian Water.

Depuis, d'autres compagnies ont suivi. En décembre, General Utilities, filiale britannique de la Générale des eaux, et Saur Water Services, filiale anglaise de la Saur (groupe Bouygues), ont présenté une offre commune pour reprendre une petite société d'eau, Mid Kent Holdings, avec l'aide de la Lyonnaise des eaux. L'opération a échoué. De leur côté, les compagnies d'eau Wessex Water et Severn Trent ont chacune présenté, en mars, une proposition de rachat de South West Water.

En revanche, la direction de la concurrence britannique ne met aucun obstacle à des concentrations entre différents services aux collectivités. Les compagnies d'eau Welsh Water et North West Water ont pu, ces derniers mois, acquiescer sans aucune difficulté les groupes

de distribution électrique Swalec et Norweb. Aujourd'hui, ce sont les sociétés d'électricité qui lorgnent sur l'eau. Le veto émis par le gouvernement britannique au rachat de National Power par une autre société électrique a borné la concentration du secteur électrique.

« L'avenir est aux groupes proposant de multiples services aux consommateurs », a expliqué Geoffrey Wilson, président de Southern Electric. Selon de nombreux observateurs, les groupes multiservices peuvent réaliser d'importantes économies d'échelle en partageant les portefeuilles de clientèle et les frais de commercialisation ou de siège. Cela permet surtout de conforter des bilans, en mettant la

main sur les cash-flow généraux et récurrents de l'eau.

Mais ce mouvement pourrait très vite se heurter à l'hostilité de l'opinion publique. Les consommateurs britanniques, qui ont vu le prix de l'eau augmenter en moyenne de 5 % en plus de l'inflation entre 1990 et 1995, sont de plus en plus exaspérés. Alors que les compagnies d'eau annoncent des profits records, le service reste médiocre, allant jusqu'à des coupures de plusieurs jours, comme au cours de l'été dernier. Conscient de cet écart, le Parti travailliste envisage de nationaliser la distribution de l'eau s'il arrive au gouvernement.

Martine Orange

L'Etat va contraindre France Télécom à s'endetter pour financer les retraites de ses agents

FRANCE TÉLÉCOM sera transformée en société anonyme majoritairement contrôlée (51 %) par l'Etat au 31 décembre 1996. Le projet de loi relatif à ce changement a été adopté mercredi 29 mai en conseil des ministres. Jugé par le président de la République, Jacques Chirac, comme « une réalisation assez exceptionnelle par la qualité de la concertation conduite avec le personnel de l'entreprise », il sera présenté dans les jours qui viennent au Parlement.

La mise en Bourse pourrait intervenir début 1997, selon Michel Bon, le président de l'exploitant téléphonique. Pour assurer son « succès », François Fillon, le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a souligné, mercredi, que France Télécom devra « avoir un bilan présentable ». Ce qui suppose de jouer serré dans les arbitrages sur le financement des retraites des agents, car il est acquis que France Télécom devra s'endetter pour l'assurer : « France Télécom devra emprunter pour payer la dette correspondante au transfert à l'Etat d'une partie des charges de retraites », indique-t-on au cabinet de M. Fillon. Le projet de loi pré-

voit qu'à compter de début 1997, France Télécom versera à l'Etat, comme toute entreprise, une cotisation patronale libératoire. Il prévoit ainsi le versement d'une contribution exceptionnelle et unique en échange de la prise en charge par l'Etat des pensions des agents fonctionnaires déjà en retraite.

« D'ici à cinquante ans, c'est-à-

dire jusqu'à la mort du dernier fonctionnaire, la charge des retraites est évaluée à 250 milliards de francs. Les cotisations libératoires rapportées, 100 milliards sur cette période, expliquent-t-on au cabinet de M. Fillon. Il reste 150 milliards à trouver. Une partie proviendra de la soult-

l'autre de la vente d'actions. Sachant, selon M. Fillon, que le transfert vers l'Etat ne sera que « partiellement compensé », tout le débat est de savoir quel sera le montant de la soult et de combien France Télécom, qui disposera de 22 milliards de francs provisionnés pour ce poste fin 1996, devra s'endetter. Jean Arthuis, ministre de l'économie et

Pour le PS, la privatisation « n'est pas irréversible »

S'il revient au pouvoir, le Parti socialiste renationalisera France Télécom. Son bureau national l'a fait savoir mercredi 29 mai en affirmant que « le processus en cours n'est pas irréversible ». Le PS dénonce une privatisation « liée aux profits que tireront du démantèlement d'un service public performant des industriels proches du pouvoir en place ». Les principaux syndicats de l'opérateur ont, quant à eux, réaffirmé leur opposition au projet de changement de statut adopté en conseil des ministres. Ils ont confirmé le mot d'ordre de grève du 4 juin, auquel s'est officiellement rallié, mercredi, FO-PTT.

des finances, parle d'une soult de 90 milliards. M. Bon ne souhaite pas dépasser 22 milliards. Chez M. Fillon on estime qu'au-delà de 50 milliards, ce n'est pas jouable.

« A quoi cela sert-il que l'Etat ait fixé des objectifs ambitieux de déendettement ? », s'interroge la CFTD, dénonçant une opération que « n'est pas saine pour l'avenir de l'entreprise ». Le contrat de plan de France Télécom impose, sur la période 1995-1998, que la dette soit réduite de plus de moitié, à 45 milliards de francs, fin 1998. Fin 1996, la dette était de 87,5 milliards.

S'exprimant, mercredi, sur la radio BFM, Laurent Fabius, président du groupe parlementaire socialiste, a dénoncé « un tour de passe-passe du point de vue budgétaire », car les versements de France Télécom « vont être absorbés au budget non pas pour payer au fur et à mesure les dépenses courantes de l'Etat », « il y a un rapt de 50 milliards, et on oblige France Télécom à s'endetter à hauteur de 30 milliards, ce qui va pénaliser son fonctionnement », a-t-il ajouté.

« Le versement de la soult sera fractionné », tempère-t-on au cabinet de M. Fillon, tout en précisant que « l'endettement pourra donc remonter un peu, puis redescendre ». Le ministre fait également valoir que « dans le bilan, les sommes destinées à cette soult apparaîtront sous forme de provisions et ne dégraderont pas les fonds propres ».

Philippe Le Coeur

1921 **B** 1996

BCEN-EUROBANK
75^e ANNIVERSAIRE

LA BCEN-EUROBANK ET LA BERD PRÊTES
À FINANCER 40 MILLIONS DE DOLLARS
D'INVESTISSEMENTS EN RUSSIE

La BCEN-EUROBANK et la BERD ont signé une ligne de cofinancement, réservée à des projets d'investissement en Fédération de Russie. Cet accord ouvre de nouvelles opportunités commerciales aux entreprises françaises intéressées par des financements à moyen et long terme :

- soit dans le cadre de partenariat avec des sociétés russes
- soit dans le cadre d'exportation de biens d'équipement vers la Russie

Les fonds seront destinés à des PME/PMI russes du secteur privé. Les projets étudiés seront d'un montant unitaire pouvant s'élever jusqu'à 10 millions de dollars, pour une durée de 3 à 10 ans. Par ailleurs, la banque EUROFINANCE, filiale moscovite de la BCEN-EUROBANK, jouera un rôle actif sur le terrain en sélectionnant les projets et en assurant les fonctions d'agent local.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD - EUROBANK
75 ans d'expérience entre la France et la Russie
79-81, boulevard Haussmann, 75382 Paris Cedex 08
Service d'ingénierie financière
tél. : 40-06-43-75 fax : 40-06-48-48

EUROFINANCE, MOSCOU, Service de Financement de projets
tél. : (7502) 221-30-32 fax : (095) 209-62-03

Aujourd'hui chez Carrefour.

NOUVEL ABONNEMENT ITINERIS FORMULE DECLIC

121 FTTC / MOIS

Frais de mise en service : 422,10

SAGEM RC 420 ITINERIS
1990 FTTC
1500 FTTC (primaire de l'abonnement)
490 FTTC
avec souscription d'abonnement

Prix de SAGEM RC 420 sans abonnement : 1990

Cette notice complète et remplace les notices disponibles au rayon photo et au stand services Numériques Carrefour.

Avec Carrefour je positive!

Abonnement pour une durée minimale d'un an (sous réserve d'acceptation de votre dossier par la SCS Carrefour).

General Motors veut acquérir 10 % du marché asiatique

LE CONSTRUCTEUR AMÉRICAIN a retenu la Thaïlande, au détriment des Philippines, pour implanter son usine d'assemblage asiatique. La construction de cette usine est le centre du dispositif que s'approprie à mettre en place GM pour contrecarrer l'hégémonie des constructeurs japonais en Asie. Le coût du projet est estimé à 750 millions de dollars (3,9 milliards de francs) et, pour les équipementiers qui vont accompagner General Motors, l'investissement atteindrait 250 millions de dollars.

Le groupe américain espère prendre 10 % du marché asiatique, où il est actuellement très peu présent, d'ici à 2005.

DÉPÊCHES

■ **MÉTRO** : le métro lyonnais fonctionnait toujours au ralenti, jeudi 30 mai dans la matinée, pour la troisième journée consécutive, à la suite d'un mouvement de grève lancé par le Syndicat autonome et la CGT pour soutenir des revendications salariales. La ligne B (Jean Macé-Charpennes) était fermée et la ligne A (Perrache-Bonnevay) fonctionnait à 50 %. Les lignes C (Hôtel de Ville-Caluire) et D (Gorge de Loup-Gare de Vénissieux) fonctionnaient normalement.

■ **TAPIE** : Bernard Tapie poursuivait, mercredi 30 mai, pour injure, devant la 1^{re} chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, plusieurs journaux et le Crédit lyonnais, pour une publicité de la banque parue dans la presse en septembre 1994, et représentant le nom de Tapie sur une poubelle. Le 21 décembre 1994, le même tribunal avait débouté M. Tapie d'une plainte en diffamation pour la même raison. Le 29 décembre, l'ancien homme d'affaires avait réassigné pour injure.

■ **APPLE** : le constructeur américain d'ordinateurs a indiqué, mercredi 29 mai, que son résultat d'exploitation devrait demeurer déficitaire jusqu'à la fin de l'année calendaire 1996. Gilbert Amelio, le PDG du groupe, avait indiqué en avril qu'il espérait un retour à la rentabilité d'ici douze mois.

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : le président de la compagnie de téléphonie allemande, Ron Sommer, a indiqué, mardi 28 mai, à l'issue d'entretiens avec le président de la Commission européenne, Jacques Santer, et le commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van Miert, qu'il n'entend pas remettre en question sa politique de tarifs préférentiels pour ses gros clients.

■ **ASSURANCE** : un haut responsable américain s'est déclaré « très préoccupé », mercredi 29 mai, par l'absence de progrès dans les discussions en cours avec le Japon sur la libéralisation du marché des assurances dans ce pays. Des négociateurs des deux pays discutent depuis mardi après-midi à Washington pour tenter de trouver un compromis avant la date limite du 1^{er} juin.

■ **DÖRNIER** : Daimler-Benz Aerospace va vendre sa filiale d'avions régionaux Dornier à la société américaine Fairchild. Le groupe allemand conservera 20 % de la nouvelle entité, via Dornier GmbH.

Franklin Templeton, ce fonds américain inconnu devenu premier actionnaire privé du Crédit foncier

Il détient près de 18 milliards de francs de participations françaises

Franklin Templeton est l'un des 200 grands fonds d'investissement américains dont l'énorme capacité de placement fait la loi sur les

marchés financiers. Basé en Floride, ce fonds gère 145 milliards de dollars (750 milliards de francs) et s'est très tôt spécialisé sur l'étranger. Il

est le premier actionnaire privé du Crédit foncier (avec 10 % du capital), et le deuxième de Pechiney (8,85 % du capital).

FORT LAUDERDALE (Floride)
de notre envoyé spécial

La petite ville de Fort Lauderdale n'est pas, comme son nom pourrait le laisser supposer, un de ces hauts lieux de la conquête de l'Ouest où le colonel Custer aurait pu rencontrer Geronimo ou Cochise. Pas de trace d'épopée le long des grandes saignées autoroutières que jalonnent des bâtisses peintes en rose bonbon. On y rencontre plus sûrement, sur l'unique et interminable boulevard bordé de palmiers, de boutiques et de petits restaurants avec terrasses, des couples d'Américains entre deux âges. Située à l'est des États-Unis, la ville a pour principal attrait d'être située le long de la mer, en Floride, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Miami. Les retraités de tous les coins des États-Unis, qui fuient la célèbre station balnéaire, sa criminalité grandissante, sa vie trop chère et sa plage surpeuplée, viennent y goûter la douceur du climat.

Si les personnes âgées sont les seules à séjourner longtemps à Fort Lauderdale, les banquiers d'affaires et les dirigeants de grandes entreprises du monde entier savent, de leur côté, qu'il s'agit d'une halte importante. C'est en effet là qu'est situé le centre nerveux de Franklin Templeton, l'un

des 200 grands fonds d'investissement américains qui, avec leur énorme capacité de placement, font la loi sur les places financières. Templeton a fait beaucoup parler de lui en France ces derniers mois. Moins connu que Fidelity, le numéro un, basé à Boston, qui gère pas moins de 300 milliards de dollars d'actifs, Franklin Templeton a deux caractéristiques. D'une part, sa holding de tête, Franklin Resources, est cotée à la Bourse de New-York. D'autre part, la partie Templeton du groupe s'est très tôt spécialisée sur l'étranger, notamment sur les marchés émergents. Traditionnellement, les fonds d'investissement américains se sont développés sur leur territoire et ont commencé il y a seulement quelques années à sortir de leurs frontières.

NE D'UNE FUSION

Car le « Franklin » de Templeton n'est pas le préon du fondateur du groupe. Franklin Templeton est le résultat de la fusion, en 1992, de deux sociétés créées dans les années 40 : Franklin Resources, plutôt spécialisée dans les investissements américains à taux fixe, et Templeton, Galbreath and Hansberger Ltd, tourné exclusivement vers l'international. L'ensemble, qui emploie quelque 5 000 per-

sonnes, gère aujourd'hui près de 145 milliards de dollars d'actifs (725 milliards de francs), dont 58 milliards via Templeton.

Le centre financier de Fort Lauderdale est modeste : une demi-douzaine de tours s'y côtoient. L'une d'elles, en verre fumé, arbore, au sommet de ses quinze étages, neuf énormes lettres qui dominent l'ensemble : Templeton. C'est là, au dernier étage, que Don Reed, président de Templeton Management, a son bureau. Dans cette tour moderne et impersonnelle, la direction de Templeton a choisi de jouer le côté cosy : parquet au sol, petits bureaux meublés chippendale, secrétaires attentives, accueil chaleureux.

Lui, c'est le patron des investissements. Il prévient d'emblée qu'il ne parlera pas de valeurs particulières mais de la philosophie de la maison. Elle est simple : acheter des actions qui sont sous-cotées avec, pour principe de base, le bon sens. Et, pour Don Reed, « common sense is not so common any more (le bon sens n'est pas si commun) ». C'est ainsi que Templeton est très tôt intéressé aux pays émergents. En 1981, le fonds était installé dans dix pays. Aujourd'hui, il est présent dans plus de cinquante pays différents, à Hongkong, Johannesburg, Budapest, Varsovie, Bombay, Moscou ou Ho Chi Minh-Ville.

Mais toutes les places où se trouvent des titres sous-évalués l'intéressent : « Nous sommes des « piocheurs » de titres », précise Don Reed. « Lorsque nous avons sélectionné une valeur, nous la mettons sur notre liste d'achat sans nous limiter à un pourcentage précis dans le capital d'une société. Pourtant, nous n'avons pas vocation à diriger ou à contrôler des groupes. Notre démarche est uniquement celle d'un investisseur. » Elle leur a réussi puisque, au cours des cinq dernières années, le rendement a été de 15,1 % et que, sur les dix ans qui viennent de s'écouler, il s'est établi à 13,2 %. Templeton est un investisseur à long terme, cinq ans en moyenne. La rotation de son portefeuille est l'une des plus basses de la profession : 20 % environ par an. « Mais si nous ne sommes pas contents, on s'en va », avertit Don Reed.

AMA AVEC

Le portefeuille français s'élève à quelque 3,5 milliards de dollars (18 milliards de francs). Jeff Everett, responsable de la stratégie d'investissement du portefeuille en Europe, est basé à Nassau. Il défend les choix que Templeton Global Investors a faits au travers notamment de deux fonds, Templeton Growth Fund et Templeton Foreign Fund, chacun gérant près de 8 milliards de dollars. « Nous avons commencé à acheter la société d'assurance Axa depuis dix-huit mois à 200 francs. Nous détenons aujourd'hui 900 millions de francs sur cette mutuelle. Quand on voit l'accord que vient de faire Eco avec Adia, nous savons que nous

avons eu raison de prendre 5,35 % d'Eco. Nous sommes avec 8,85 % de son capital le deuxième actionnaire de Pechiney. Nous avons acquis 5,49 % du capital de Fives-Lille. »

Pour Mark Holowesko, président de ces deux fonds, la démarche de Templeton est différente de celle des autres investisseurs : « Nous ne faisons pas de pari sur l'évolution des Bourses, des monnaies ou des Bourses comme la plupart de nos collègues, dit-il. Par exemple, si les investisseurs croient que la Dow Jones va battre des records, ils vont acheter des actions de compagnies qui pourront, à leurs yeux, bénéficier de cette tendance générale. Nous, nous essayons de définir quelles compagnies vont être les plus performantes intrinsèquement, sans nous occuper de la tendance du marché. »

Le CFF en ligne de mire

Depuis le début de l'année 1996, Templeton est le premier actionnaire du Crédit foncier de France (CFF), avec 10 % de son capital. Un pari insensé pour ce fonds, qui joue certes le long terme mais affirme enregistrer un retour sur investissement de l'ordre de 13 %. Dans le Crédit foncier de France, le fonds américain ne semble avoir retenu que le terme de « foncier » et misa sur le retour du marché immobilier et la quasi-certaineté que l'Etat ne laissera pas tomber l'institution. Le sort de celle-ci sera connu d'ici au 31 juillet, date ultime fixée par le gouvernement pour la mise sur pied d'un plan de restructuration qui passe par un adossement. Le plan social de 578 suppressions de postes a été présenté pour la première fois au comité central d'entreprises le 29 mai. Un conseil d'administration doit avoir lieu le 3 juin.

Que dire alors de l'investissement dans le Crédit foncier, qui a annoncé une perte de près de 11 milliards de francs et dont le cours s'est effondré jusqu'à 30 francs, alors que Templeton l'a acquis aux alentours de 60 francs ? Dans la liste des participations du fonds, celle du Crédit foncier figure sous la rubrique « immobilier ». Et les crises de l'immobilier, ça tourne, comme le fait remarquer Don Reed. « On l'a vu sévir aux États-Unis, en Angleterre, en France, au Japon. » L'état du Crédit foncier, assis sur un patrimoine prestigieux, ne l'émeut apparemment pas. Mais, si aucun repreneur ne venait sauver l'institution, Templeton serait-il prêt à intenter une action en justice contre l'Etat, pour gestion de fait par exemple ? « Nous n'en sommes pas là », répond placidement Don Reed, qui n'exclut pour autant aucune hypothèse qui puisse garantir son investissement.

Babette Stern

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Option de paiement du dividende en actions du 3 juin au 21 juin 1996 inclus

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de Rhône-Poulenc réunie le 10 avril 1996 a fixé le montant du dividende 1995 à :

- F 3,00 net auquel s'ajoute un avoir fiscal de F 1,50 pour chacune des actions ordinaires "A".
- F 4,25 net auquel s'ajoute un avoir fiscal de F 2,125 pour chacune des actions privilégiées "B".

Le coupon de ce dividende sera détaché le 3 juin 1996.

Rhône-Poulenc vous offre la possibilité de recevoir ce dividende en actions ordinaires "A" ou en espèces. Cette option s'appliquera à la totalité des dividendes auxquels chaque actionnaire aura droit.

PAIEMENT EN ACTIONS

- Prix d'émission des actions remises en paiement du dividende : F 112 par action ordinaire "A".
- Lorsque les dividendes ne donnent pas droit à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut demander une quantité immédiatement supérieure en versant la différence en numéraire au moment du dépôt de sa demande d'option, ou recevoir une quantité immédiatement inférieure, complétée d'une soulte en espèces.

Montant du Dividende 1995 :

- 3,00 F net avec un avoir fiscal de 1,50 F pour chacune des actions ordinaires "A".
- 4,25 F net avec un avoir fiscal de 2,125 F pour chacune des actions privilégiées "B".



- Date de détachement du coupon : 3 juin 1996
- Prix d'émission des actions remises en paiement du dividende : 112 F par action ordinaire "A"
- Jouissance : 1^{er} janvier 1996

- Où vous adresser : à votre intermédiaire financier, du 3 juin au 21 juin 1996 inclus.
- Jouissance : les nouvelles actions ordinaires "A" porteront jouissance 1^{er} janvier 1996. Elles feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Règlement Mensuel de la Bourse de Paris), sous le libellé "Rhône-Poulenc S.A. act. ord. A" dans la semaine du 15 juillet 1996.
- Forme : vous pourrez choisir pour vos nouvelles actions ordinaires "A" de F 25 nominal, la forme nominative ou au porteur.

PAIEMENT EN ESPÈCES

Le paiement du dividende en espèces se fera à partir du 4 juillet 1996 pour tous les actionnaires qui n'auront pas fait connaître leur choix durant la période d'option.

Pour toute information complémentaire :

Relations Actionnaires,
Rhône-Poulenc,
25, quai Paul Doumer,
92408 Courbevoie cedex
Tél. (1) 47.68.00.97

N° VERT 06.48.53.43

Minitel
3616 CLIFF Rhône-Poulenc
Internet
<http://www.rhone-poulenc.com>

RHÔNE-POULENC

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Marie Messier

A la suite de l'article paru dans Le Monde du 24 mai sur la « mésaventure américaine pour la Générale des eaux », Jean-Marie Messier, administrateur directeur général de la compagnie, nous a fait parvenir la lettre suivante :

La « mésaventure américaine », pour reprendre le titre de votre article, permet aujourd'hui à la Compagnie générale des eaux d'être solidement implantée aux États-Unis, et d'avoir notamment décroché, à Porto Rico, le plus gros contrat d'eau jamais signé par la compagnie dans le monde (plus de 2 milliards de francs).

Les engagements en capital du groupe dans AWT s'élèvent au total à environ 850 millions de francs. Le reste (obligations convertibles et créances) correspond à des sommes mises à disposition de la société qui sont norma-

lement rémunérées. Incidemment, la décision stratégique d'investir dans AWT ne m'est aucunement imputable, puisque la Banque Lazard (à laquelle j'appartenais à l'époque) n'est intervenue qu'en tant que conseil pour la réalisation de l'opération, et nullement comme apporteur du dossier. Mais sans doute l'évocation insistante de mon nom donne-t-elle du sel à un sujet qui, sans cela, en serait très dépourvu.

La conclusion de votre article selon laquelle « tout est fait pour faire oublier cette mésaventure » prête à sourire, alors même que les dirigeants d'AWT viennent de faire une grande présentation publique des réalisations et du redressement de l'entreprise (doublement du carnet de commandes, augmentation de 19 % du chiffre d'affaires, résultat d'exploitation positif, etc.).

■ **LES COURS** des céréales ont fortement reculé, mercredi, sur le marché à terme de Chicago. Le prix du blé a perdu 13,25 cents et celui du maïs 5 75 cents.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↗ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCFORT ↘ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois

New York. Dow Jones sur 3 mois

US/F ↗ 5,2570	US/DM ↘ 1,5345	US/F ↘ 108,3200	DM/F ↗ 2,3842	R/F ↗ 7,9410
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

Affecté par le repti de la monnaie américaine, le franc cédait du terrain, jeudi matin, face à la devise allemande. Il s'inscrivait à 3,365 francs pour 1 mark. La livre sterling était en forte hausse, soutenue par les signes de rebond de l'économie britannique. Elle cotait 2,3480 marks et 7,96 francs.

PARTIES DU DOLLAR	30/05	29/05	Var. %
FRANCEPORT : USD/DM	1.5245	1.5452	-0.26



2,9500	12.3650	Eurofranc	3.87	3.64
3,5200	14.4000	Eurodollar	5.37	5.43
4,4000	18.3200	Frank		

Eurolivre	6	3.28	6.12
Eurodeutschemark	3.31	3.28	3.21

TIÈRES PREMIÈRES

METALUX (New-York)		\$/once
Argent à terme	5.30	5.35
Platine à terme		
240.45		

GRAINES, DENREES (Chicago)	254,17	254,17
Blé (Chicago)		
Mais (Chicago)		

2546	2 200	Grain. soja (Chicago)	8,02	8,02
2437	2 200	Tour. soja (Chicago)	2,67	2,67
1586	5 000	GRAINES, DENREES (Londres)	5/prime	
1580	5 000	P. de terre (Londres)		
627	2 180	Orge (Londres)	110	110
825,50	5 000	SOFTS	5/prime	
6210	5 000	Cacao (New-York)		
6405	5 000	Café (Londres)	1890	1890
101,50	5 000	Sucre (Chicago)		
1046	5 000	OLEAGINEUX, AGRUMES	cents/kilome	
7915	5 000	Cacao (New-York)		
8070	5 000	Jus d'orange (New-York)		

don

مكتبة النهر

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS André Agassi a été éliminé au deuxième tour des Internationaux de France, à Roland-Garros, mercredi 30 mai. L'Américain a été battu en cinq sets par son compa-

triote Chris Woodruff, ancien champion universitaire. **PETE SAMPRAS** est en revanche parvenu à se qualifier pour le troisième tour, contre l'Espagnol Sergi Bruguera, double

vainqueur du tournoi, au terme d'une rencontre en cinq manches acharnées. **LE FRANÇAIS** Guy Forget a également eu besoin de cinq sets pour écarter le Belge Kris Goo-

sens, tandis que Thierry Champion était éliminé par le Suédois Jonas Björkman. **PARMI LES FRANÇAISES**, Mary Pierce s'est imposée difficilement face à la Malgache

Randrianafy. Sarah Pitowski s'est aussi qualifiée pour le troisième tour, tandis que Nathalie Tauziat et Amélie Mauresmo ont été éliminées, malgré une belle résistance.

Chris Woodruff expulse André Agassi de Roland-Garros

L'Américain, tête de série n° 3, va quitter une nouvelle fois prématurément le stade de la porte d'Auteuil, où il ne trouve plus ses marques depuis qu'il y a perdu deux finales consécutives. Cette fois, c'est un sans-grade du circuit qui lui a fait mordre la poussière

IL NE VEUT PAS encore quitter le court. Tout est trop beau. Il vient de pleurer, il se relève, revient au milieu pour récupérer sa raquette lachée dans la victoire. Il recueille encore les cris de la foule ébahie. André Agassi a enfilé un maillot bleu moulat et s'est enfui. On ne le reverra pas de l'après-midi.

TENNIS Chris Woodruff ne l'a pas vu partir. Il savoure une joie toute simple. Voilà, il est le premier Petit Ponce de la quinzaine. En une fois de gosse et en trois heures de jeu, il a mouché les espoirs d'Agassi, tête de série n° 3, de remporter enfin les Internationaux de France, le seul titre du Grand Chelem qui manque encore à son palmarès.

Tout avait commencé le plus normalement du monde car les comptes ne commencent pas souvent bien. En quatre minutes, André Agassi expédie trois jeux. Chris Woodruff n'est pas à l'aise. Il vit Roland-Garros pour la première fois. Jusqu'ici, il n'a connu les tournois du Grand Chelem que grâce à deux invitations aux Internationaux des États-Unis en 1993 et 1995. Il n'y avait pas passé le premier tour. A Paris, il s'est déjà offert mieux en battant Vincent Spadea, lundi. Quand il a croisé Agassi dans les vestiaires, mercredi, celui-ci lui a dit : « Salut, moi c'est André ». Chris ne l'avait jamais rencontré.

Le match commencé sur le court Suzanne-Lenglen chauffé de coups de soleil, Chris ne voit pas venir les balles. C'est terrible d'aller chercher un retour d'André Agassi quand on a le trac. Mais cela passe, le trac. Et puis, de l'autre côté, l'autre côté des petits chiens qui remontent le moral. André, à son habitude, relâche l'équilibre, abandonne quelques points, sert des balles cotonneuses.

Alors, Chris monte à la volée derrière un revers très fluide, tantôt brutal, tantôt frotant. André court et hoche la tête. Quand il tente d'engraver son adversaire dans la longueur et la variation de ses coups, il le découvre léger, prompt à relancer et assez insolent pour accélérer encore. André s'est alourdi ces derniers mois. Il s'effarouche, Chris s'empare, le plus souvent à la volée. Les coups reçus sont si lourds, mais il tient bon, puisque les points donnés sont si nombreux. L'assurance vient, et la certitude et le détachement. Ainsi, Chris fabrique sa victoire.

C'est une gentille issue, celle de la fraîcheur contre la puissance. Entre Chris Woodruff et André Agassi, il y a un gouffre. Bien qu'il ait gagné 110 000 dollars, en 1996, avant Roland-Garros, Chris apparaît comme un employé du tennis, loin des millions amassés par Agassi. Woodruff enfant a surtout été aux antipodes des gamins prodiges convoités par les sponsors. D'ailleurs, c'est juré, Chris n'aimait pas avoir la vie d'André. « J'ai été élevé dans une petite ville, dit-il, Knoxville, dans le Tennessee, 300 000 habitants. J'ai des valeurs de provincial. André Agassi a beaucoup d'argent et il fait ce qu'il veut. Cette flamboyance, ce n'est pas mon truc ».

Chris Woodruff, c'est le bon petit gars de l'Amérique profonde. C'est un grand gaillard de vingt-trois ans au sourire franc et au franc-parler. Il aime le golf et les balades avec les copains. Son père est professeur d'université, sa mère institutrice : « En trois ans, ils ont tenu à ne pas se mêler de la carrière de leur fils », explique Scott Perelman, son entraîneur.

LA FILIÈRE UNIVERSITAIRE Woodruff ne sort pas des usines à champions, type Bollettieri, où sont passés aussi bien Sampras qu'Agassi et Seles. Il est passé par la filière devenu désuète des championnats universitaires, celle qui avait permis dans les années 70 l'éclosion de John McEnroe. Sous la bannière du Tennessee, Woodruff gagne ainsi le titre NCAA en 1993. Cela lui vaut l'honneur d'être invité à l'Open des États-Unis et de passer ensuite professionnel. Il écumait alors les tournois satellites - la deuxième division du circuit professionnel - afin de grappiller les points nécessaires au droit d'entrée dans l'élite.

De cette expérience, Chris Woodruff garde un souvenir douloureux. « Je ne parle aucune langue, sinon l'anglais, dit-il. Les hôtels étaient modestes et les joueurs ne pensaient qu'à eux ; ils voulaient tous être numéro un mondial. Je suis passé du sport d'université à un coupe-gorge ». En 1995, il veut tout arrêter après une nouvelle défaite : « Nous étions en France, se rappelle Scott Perelman. Il venait de perdre deux tournois satellites à Poitiers et à Melun. Il a voulu faire ses valises. Je lui ai dit de continuer ce qu'il avait commencé. Il a gagné le troisième et le quatrième, ce qui lui a permis d'engranger les points pour pénétrer sur le circuit ».

En deux tournois, Chris Woodruff se découvre à lui-même. A Philadelphie, il se hisse en finale pour tomber face à Courier. « Après, je lui ai interdit de se considérer heureux quand il perdait en finale. Il a été finaliste à Coral Springs et a été furieux », dit Perelman. La suite lui a permis de devenir 72^e joueur mondial et il est, pour la première fois, directement entré dans le tableau final d'un Grand Chelem. Grâce à sa victoire de mercredi, il va faire un nouveau bond au classement. Au troisième tour, il devait rencontrer le Suédois Jonas Björkman.

Neuf chutes **1987** : 91^e mondial, il est éliminé au 2^e tour par le Français Patrick Ruchna (4-6, 3-6, 3-6). **1988** : 25^e mondial, il perd en demi-finale contre le futur champion, le Suédois Mats Wilander (6-4, 2-6, 5-7, 7-5, 0-6). **1989** : 3^e mondial, il perd au 3^e tour contre son compatriote Jim Courier (6-7, 6-4, 3-6, 2-6). **1990** : 7^e mondial, il perd en finale contre l'Équatorien Andrés Gómez (3-6, 6-2, 4-6, 4-6). **1991** : 4^e mondial, il perd une nouvelle fois en finale, cette fois contre Jim Courier (6-3, 4-6, 6-2, 1-6, 4-6). **1992** : 10^e mondial, il est éliminé en demi-finale par le futur champion, Jim Courier (3-6, 2-6, 2-6). **1994** : 24^e mondial, il perd au 2^e tour contre l'Autrichien Thomas Muster (3-6, 7-6, 5-7, 6-2, 5-7). **1995** : 2^e mondial, blessé à la hanche, il est battu en quart de finale par le Russe Yevgeny Kafelnikov (4-6, 3-6, 5-7). **1996** : 3^e mondial, il est éliminé au 2^e tour par Chris Woodruff.

Une défaite face au Catalan, sacré par deux fois maître des lieux, n'aurait rien eu d'un déshonneur. Mais Pete considérait cette victoire - qui lui semblait acquise après les deux premiers sets - comme un dû. Il s'est résolu à se résigner à subir le même sort qu'André Agassi. Pendant son match, confusément, il percevait la clameur montante du court Suzanne-Lenglen, à l'autre bout du stade, où l'enfant terrible de Las Vegas succombait contre un obscur compatriote. Son instinct lui soufflait que l'incroyable était en train de se produire : « J'entendais la foule, a dit Sampras, mais je ne savais pas, je ne voulais pas savoir. André et moi étions à peu près dans la même galère : nous avons si peu joué sur terre battue cette saison... ».

Patrick Ruchna, le Français qui avait battu Woodruff au 2^e tour, avait martelé l'entraîneur. L'objectif sportif, lui, était de remporter au moins les trois premiers matches afin d'entretenir le respect dû à la présumée meilleure équipe du monde par des adversaires modestes. Quitte à payer, ensuite, le prix d'une trop brève préparation en échouant contre les Suédois, détenteurs du titre européen. Ce scénario, dans l'esprit de Daniel Costantini, devait « montrer à certains qu'il ne suffit pas de trois tours de piste pour être champion du monde ». Dans ce domaine, il est comblé. L'équipe de France ne visera que la septième place européenne, vendredi 31 mai, face à l'Allemagne.

RÉSULTATS

FOOTBALL		
France-Finlande		2-0
Autriche-République tchèque		1-0
Irlande-Belgique		2-2
Espagne-Turquie		0-0
Autriche-Slovaquie		0-0
Pays-Bas - Chine		2-0
Irlande-Portugal		1-0
HANDBALL		
CHAMPIONNAT D'EUROPE		
Quatrième journée		
Yugoslavie-Hongrie		26-34
Allemagne-Stonie		25-16
Russie-Croatie		28-21
Classement : 1. Russie, 2. Yougoslavie, 3. Croatie, 4. Allemagne, 5. Hongrie, 6. Slovaquie, 7. Pologne		
POULE B		
Roumanie-Danemark		27-21
France-Slovaquie		29-21
Suède-République tchèque		24-17
Classement : 1. Espagne, 2. Suède, 3. République tchèque, 4. France, 5. Roumanie, 6. Danemark, 7. Pays-Bas		
TENNIS		
INTERNATIONAUX DE FRANCE		
Simple messieurs (2 ^e tour)		
Premier quart de tableau		
1. Sampras (E-U), n° 11 b. S. Bruguera (Esp), 6-3, 6-4, 6-7 (7-5), 2-6, 6-3 ; 2. Mann (E-U) b. M. Wilander (Sue), 6-4, 7-6 (7-5), 6-2 ; 3. D. R. (Aust), 6-4, 6-2, 6-2, 6-4 ; 4. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 5. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 6. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 7. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 8. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 9. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 10. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 11. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 12. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 13. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 14. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 15. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 16. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 17. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 18. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 19. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 20. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 21. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 22. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 23. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 24. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 25. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 26. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 27. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 28. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 29. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 30. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 31. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 32. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 33. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 34. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 35. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 36. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 37. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 38. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 39. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 40. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 41. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 42. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 43. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 44. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 45. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 46. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 47. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 48. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 49. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 50. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 51. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 52. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 53. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 54. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 55. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 56. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 57. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 58. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 59. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 60. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 61. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 62. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 63. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 64. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 65. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 66. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 67. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 68. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 69. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 70. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 71. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 72. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 73. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 74. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 75. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 76. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 77. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 78. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 79. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 80. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 81. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 82. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 83. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 84. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 85. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 86. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 87. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 88. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 89. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 90. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 91. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 92. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 93. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 94. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 95. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 96. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 97. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 98. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 99. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 100. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 101. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 102. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 103. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 104. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 105. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 106. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 107. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 108. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 109. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 110. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 111. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 112. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 113. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 114. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 115. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 116. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 117. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 118. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 119. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 120. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 121. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 122. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 123. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 124. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 125. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 126. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 127. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 128. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 129. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 130. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 131. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 132. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 133. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 134. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 135. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 136. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 137. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 138. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 139. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 140. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 141. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 142. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 143. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 144. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 145. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 146. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 147. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 148. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 149. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 150. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 151. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 152. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 153. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 154. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 155. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 156. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 157. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 158. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 159. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 160. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 161. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 162. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 163. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 164. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 165. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 166. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 167. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 168. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 169. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 170. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 171. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 172. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 173. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 174. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 175. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 176. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 177. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 178. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 179. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 180. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 181. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 182. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 183. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 184. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 185. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 186. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 187. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 188. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 189. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 190. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 191. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 192. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 193. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 194. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 195. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 196. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 197. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 198. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 199. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 200. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 201. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 202. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 203. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 204. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 205. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 206. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 207. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 208. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 209. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 210. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 211. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 212. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 213. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 214. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 215. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 216. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 217. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 218. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 219. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 220. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 221. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 222. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 223. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 224. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 225. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 226. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 227. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 228. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 229. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 230. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 231. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 232. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 233. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 234. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 235. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 236. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 237. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 238. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 239. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 240. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 241. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 242. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 243. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 244. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 245. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 246. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 247. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 248. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 249. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 250. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 251. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 252. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 253. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 254. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 255. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 256. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 257. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 258. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 259. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 260. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 261. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 262. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 263. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 264. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 265. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 266. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 267. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 268. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 269. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 270. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 271. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 272. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 273. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 274. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 275. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 276. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 277. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 278. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 279. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 280. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 281. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 282. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 283. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 284. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 285. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 286. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 287. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 288. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 289. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 290. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 291. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 292. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 293. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 294. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 295. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 296. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 297. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 298. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 299. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 300. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 301. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 302. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 303. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 304. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 305. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 306. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 307. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 308. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 309. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 310. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 311. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 312. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 313. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 314. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 315. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 316. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 317. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 318. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 319. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 320. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 321. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 322. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 323. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 324. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 325. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 326. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 327. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 328. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 329. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 330. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 331. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 332. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 333. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 334. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 335. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 336. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 337. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 338. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 339. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 340. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 341. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 342. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 343. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 344. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 345. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 346. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 347. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 348. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 349. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 350. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 351. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 352. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 353. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 354. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 355. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 356. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 357. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 358. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 359. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 360. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 361. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 362. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 363. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 364. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 365. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 366. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 367. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 368. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 369. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 370. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 371. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 372. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 373. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 374. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 375. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 376. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 377. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 378. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 379. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 380. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 381. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 382. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 383. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 384. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 385. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 386. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 387. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 388. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 389. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 390. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 391. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 392. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 393. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 394. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 395. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 396. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 397. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 398. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 399. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 400. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 401. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 402. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 403. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 404. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 405. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 406. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 407. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 408. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 409. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 410. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 411. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 412. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 413. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 414. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 415. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 416. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 417. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 418. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 419. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 420. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 421. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 422. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 423. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 424. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 425. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 426. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 427. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 428. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 429. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 430. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 431. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 432. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 433. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 434. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 435. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 436. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 437. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 438. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 439. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 440. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 441. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 442. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 443. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 444. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 445. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 446. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 447. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 448. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 449. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 450. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 451. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 452. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 453. S. (Sue), 6-4, 6-2, 6-4 ; 45		

Au cours des ans, 500 000 milliards de tonnes de météorites seraient tombées sur la Terre

Une exposition au Muséum d'histoire naturelle présente de précieuses reliques

Chaque année, des milliers de tonnes de pierres tombent du ciel. La plupart se consomment dans les hautes couches de l'atmosphère. D'autres

parviennent jusqu'au sol, où elles font rarement des dégâts. Le Muséum d'histoire naturelle consacre actuellement une superbe exposition

sur les météorites, morceaux de matière arrachés aux astéroïdes, dont certains ont laissé dans le passé de profondes cicatrices sur la Terre.

SI MICHELLE KNAPP vous propose de vous vendre sa voiture d'occasion, un conseil : refusez. La belle américaine rouge ne fait illusion que de face. De dos, c'est une catastrophe. L'arrière est enfoncé et le coffre réduit à la portion congrue à la suite d'un drôle d'accident de la circulation. L'histoire est peu banale. En cette fin de soirée du 9 octobre 1992, alors que sa voiture est en stationnement devant chez elle, Michelle Knapp entend un bruit violent. Un bruit si fort que bon nombre des habitants de la petite ville de Peekskill, dans l'Etat de New-York, l'entendent aussi. Elle sort aussitôt de chez elle et constate que son véhicule est endommagé. Mais impossible de faire un constat, la coupable semble avoir disparu.

Après une enquête soignée, la police identifie le supposé chauffard : une pierre noire de douze kilos, grosse comme un ballon de football et profondément enfoncée dans l'asphalte. Comment est-elle arrivée là ? Tout simplement en tombant du ciel. Le bloc rond est un fragment de météorite. Une de ces pierres venues de l'espace qui, après avoir survolé à une vitesse d'environ 50 000 kilomètres à l'heure les Etats-Unis, de l'Etat du Kentucky à celui du New Jersey, s'est brisée en de multiples morceaux dont l'un a fracassé l'arrière de la voiture.

Les restes d'une planète manquante ou de petits planétoïdes qui ne seraient pas parvenus à s'agglomérer ?

A en croire les scientifiques, quelque 500 000 milliards de tonnes de cette matière extraterrestre, à laquelle le Muséum d'histoire naturelle consacre, jusqu'au 6 janvier 1997, une riche exposition baptisée « Météorites », se seraient déposées sur le sol de notre planète au cours des quatre derniers milliards d'années. A peine le dix-millionième de son énorme masse. L'essentiel est constitué de poussières dont la taille est comprise entre 0,05 et 0,5 millimètre, ce qui n'empêche pas l'arrivée bruyante et souvent dévastatrice d'objets plus volumi-

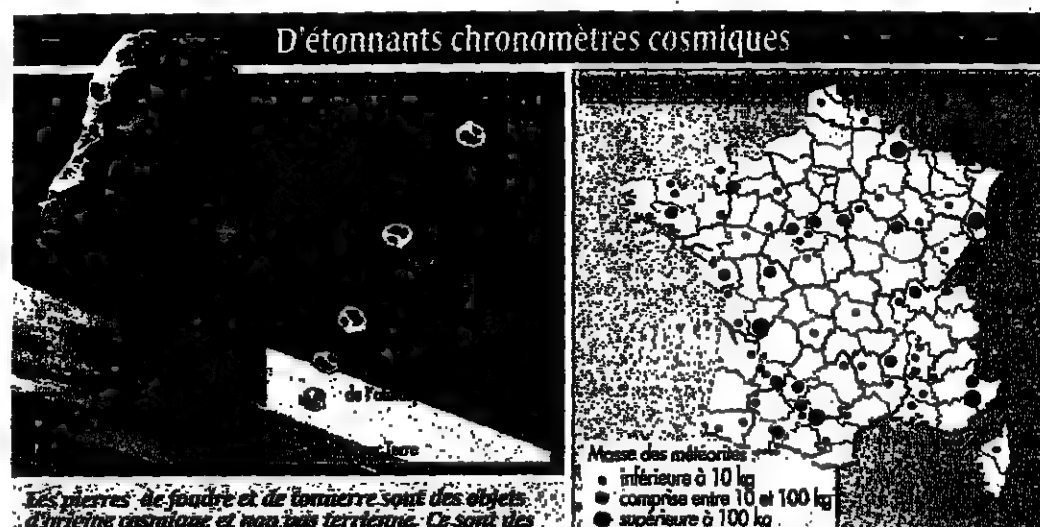
Plus de 3 000 pierres et trois grandes familles

Plus de trois mille pierres venues du ciel, arrachées aux astéroïdes gravitant entre Mars et Jupiter, sont aujourd'hui répertoriées dans les musées du monde entier. Elles se répartissent en trois familles.

● **Météorites pierreuses.** Elles représentent plus de 90 % des chutes enregistrées et se subdivisent en deux espèces : les chondrites, reconnaissables à leurs petites gouttes de matière solidifiée (chondres) et qui peuvent être carbonées (riches en carbone), à enstatite (riches en fer) à l'état métallique ou en sulfure) ou ordinaires (riches en silice et pyroxène); les achondrites, plus rares, avec 7 % des chutes, constituées de minéraux similaires à ceux des roches lunaires.

● **Les météorites métalliques.** Avec un faible pourcentage des chutes, elles sont constituées essentiellement de fer, auquel se mêle, en moindre quantité, du nickel.

● **Les météorites mixtes.** Elles représentent 1 % des chutes et sont le fruit d'un mélange de composés pierreux et métalliques.



Les pierres de foudre et de tonnerre sont des objets d'origine cosmique et non pas terrestre. Ce sont des fragments de roches plus gros, les météorites, qui atteignent la surface de la Terre. Le fragment brisé dans l'atmosphère, mais qui n'a pas encore atteint le sol, est d'un grand intérêt pour l'étude du système solaire.

neux, dont certains présenteraient dans le passé des masses de milliers, voire de dizaines de milliers de tonnes.

La Terre, moins que la Lune, Mars, Vénus ou Mercure, du fait de l'érosion qui remodèle sans cesse son visage et de la présence importante d'océans, porte encore la trace de profondes cicatrices provoquées par ces dangereux bolides. Au Canada, où les photos prises par les satellites révèlent le cratère de cent kilomètres de diamètre de Manicouagan. Aux Etats-Unis, dans le désert de l'Arizona, où s'étale la dépression du Meteor Crater (1 300 mètres de diamètre, 175 mètres de profondeur).

En Sibérie aussi, où un corps céleste de peut-être 500 000 tonnes s'est volatilisé dans la région de la Tunguska, dévastant plus de deux mille kilomètres carrés de forêts inhabitées. S'agissait-il d'une comète, d'une météorite, nul ne le sait aujourd'hui. Au Mexique enfin, dans la presqu'île du Yucatan, où, voici 65 millions d'années, une énorme météorite (cratère de Chicxulub) serait tombée et dont les poussières auraient contribué, selon certains, à l'extinction complète des dinosaures.

La longue histoire de ces redoutables éphémères, le Muséum d'histoire naturelle la conte avec bonheur aux curieux. Un bonheur d'autant plus rare qu'il possède, avec plus de deux mille échantillons issus de 960 météorites différentes, une des plus importantes collections de météorites au monde. Ces pierres sombres, pas toujours très belles, portent parfois, raconte-t-il, des prénoms étranges - Tamemah, Orinapa, Douar Nghila - tirés du nom du site où elles ont été découvertes.

D'autres météorites invitent à des voyages moins lointains. La plus ancienne de ces pierres, « non par son âge, précise le Muséum, mais par celui de sa chute », survenue le 7 novembre 1992, porte le nom de « météorite d'Ensisheim ». Mais, sa célébrité doit-elle être froissée, une plus vieille encore,

retrouvée dans un sanctuaire japonais et porteuse d'une inscription datant sa chute du 19 mai 361, l'a détrônée voici une dizaine d'années. Qu'importe, le Muséum ne manque pas d'autres curiosités.

Avec la Caillie, une géante de 625 kilos qui, longtemps, servit de banc devant l'église d'un village des Alpes-Madones. Avec la météorite d'Origny, une chondrite carbonée très rare de 11 kilos dont il n'existe que sept exemplaires au monde et qui a aidé à déterminer la composition de la nébuleuse primitive qui a donné naissance au système solaire. Avec celle d'Alende, tombée au Mexique en 1969, et dont les inclusions sont les

Un assassin bien anonyme

La chute des météorites n'est pas un phénomène aussi rare qu'il y paraît. La plupart nous échappent parce qu'elles plongent directement dans les océans qui couvrent la plus grande partie du globe. Certaines, comme celle de Peekskill, irradient de mille feux avant de jouer les casseurs. Pas étonnant que ces bolides stimulent l'imaginaire. Au point que Maurice Leblanc, le père d'Arsène Lupin, a mis en scène un de ces bolides dans une enquête sur un assassinat plus que suspect.

La littérature scientifique témoigne d'exemples moins romanesques. Elle rapporte le cas d'une vache, foudroyée sans même qu'elle ait su ce qui lui arrivait. Celui d'une maison japonaise de Mihonoseki dont la toiture fut transpercée le 10 décembre 1992. Celui, la même année, de la pluie de météorites qui s'abattit sur Mbale, en Ouganda, causant quelques dégâts mineurs aux habitations. Huit cents fragments furent retrouvés ! Un chiffre considérable, mais qui reste pourtant modeste comparé au nombre de micrométéorites qui arrivent quotidiennement sur Terre.

plus vieux témoignages du système solaire que l'on connaisse (4,56 milliards d'années). Avec la plus singulière enfin, la météorite de Chassigny, qui serait originaire de Mars !

La plupart des météorites, comme l'a montré leur étude en laboratoire, sont en effet des fragments de ces petits corps, les astéroïdes, qui gravitent par dizaines de milliers entre les orbites de Mars et de Jupiter. Ces objets, dont le plus gros, Cérès, mesure un peu moins de 1 000 kilomètres, sont-ils les restes d'une planète manquante qui aurait éclaté ou,

de ces « pierres de tonnerre » et de ces « pierres de foudre », comme on le disait au XVIII^e siècle.

Jean-François Augereau

★ **Météorites !**, Jardin des plantes, grande galerie de l'Evolution, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire 75005 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 à 18 heures, jusqu'au 6 janvier 1997. Nocturne le jeudi à 22 heures. A lire : *Météorites*, réalisé en partenariat entre BORDAS et le Muséum d'histoire naturelle. 128 p. 99 F.

La navette « Endeavour » revient d'une mission commerciale et scientifique

Deux satellites ont été déployés

QUI de la NASA, la prestigieuse agence spatiale américaine, ou de Coca-Cola, l'industriel champion des boissons gazeuses, a tiré le plus de bénéfices de la dernière mission de la navette spatiale *Endeavour* ? Pour les télespectateurs, la petite bouteille a laissé loin derrière la vieille dame et ses souvenirs aujourd'hui surannés de conquête lunaire. Relayés par les télévisions à l'affair d'un peu de nouveauté, l'astronaute américain Daniel Bursch et le Canadien Marc Garneau nous ont fait abondamment profiter, à l'occasion des journées de 20 heures, des défilances de leur fontaine à soda répertoriée par la NASA sous le très sérieux sigle de FGBA-2, des initiales désignant un « appareil pour le biotraitement générique des fluides 2 ».

Si quelqu'un doutait encore du sérieux des expériences de microgravité, qu'il se rassure. La preuve nous est enfin donnée, après dix jours dans l'espace et un atterrissage en douceur à Cap Canaveral (Floride), le mercredi 29 mai à 13 h 09 (heure de Paris), que la science ne fait pas que des bulles. Cette recherche pionnière exceptée, l'équipage de six astronautes de la navette spatiale américaine *Endeavour* s'est adonné à des tâches plus communes au cours des dix jours qu'a duré cette nouvelle mission.

ANTENNE GONFLABLE

A peine avaient-ils décollé de Cap Canaveral, dimanche 19 mai à 12 h 30 (heure française), que commençait, alors que l'engin croissait sur une orbite particulièrement basse (170 km), une série d'études sur un nouveau système de réfrigération et une autre, baptisée Brillant Eyes, sur l'influence de la gravité sur la croissance des moules, des œufs d'oursin et des embryons de poissons.

Le lendemain, après cette mise en appétit, les six hommes se lançaient dans une opération d'une autre envergure. Le déploiement dans l'espace d'une antenne gonflable, immense ballon de Mylar de 14 mètres de diamètre relié à sa plate-forme Spartan-207 par trois bras de 38 mètres de long, également gonflés à l'azote. En dépit de quelques mouvements de rotation incontrôlés, cette expérience de 14 millions de dollars (73 millions de francs) a été une réussite. La NASA espère pouvoir utiliser à l'avenir de telles antennes, de 10 à 100 fois moins chères, moins lourdes (à peine 60 kilos) et plus faciles à assembler que les antennes classiques, pour des missions d'astronomie, de télécommunications ou d'observation de la Terre.

Encouragés par leur succès, les astronautes d'*Endeavour* ont ensuite largué un satellite aux instruments moins encombrants, le PAMS-STU, un petit engin de 36 kilos dont la structure a été particulièrement étudiée pour qu'il soit capable de s'orienter de

manière passive dans l'espace, sans avoir recours à des systèmes de contrôle d'attitude sophistiqués et gourmands en carburants.

BARREAUX AIMANTÉS

La clé du mystère tient dans des barreaux aimantés qui utilisent le champ magnétique de la Terre pour se positionner et donner ainsi la bonne orientation à l'engin qui les porte.

Plusieurs heures durant, la navette s'est placée dans le sillage du PAMS-STU pour vérifier le bien-fondé de cette thèse en mesurant, à l'aide d'un laser, l'amortissement du mouvement que l'équipage lui avait donné lors du largage. Ce fut un nouveau succès pour les responsables de cette mission de dix jours qui, prévoyant que l'équipage se dispense d'une fatigante récupération, ont décidé de laisser le petit satellite vivre sa vie avant qu'il ne se consume, dans trois mois envi-

Les nouvelles frontières de la publicité

Si Coca-Cola pensait avoir gagné une guerre, force est de reconnaître que ce n'est qu'une bataille. Soudain de ne pas être en reste dans cette conquête spatiale d'une nouvelle frontière publicitaire, le concurrent de la firme, Pepsi-Cola, s'est aussi offert les services d'un annonceur cosmique imaginé en son temps par Ringuin, dessinateur de Spirou et Fantasio et de Gaston Lagaffe.

Délaissant les subterfuges d'une fontaine à soda déguisée en instrument scientifique baptisé par la NASA, Pepsi a franchi de nouvelles limites en faisant tourner dans l'espace un film publicitaire. Lors d'une sortie, deux consommateurs russes de la station orbitale Mir auraient filmé une immense réplique d'une bouteille de Pepsi pour un coût qui n'a pas été révélé, mais qui atteindrait un chiffre « astronomique ». A l'annonce de l'exploit, on se prend à regretter qu'un grand manufacturier de pneumatiques n'ait pas su, voilà quelques années, vanter ses pneus increvables sur la jeep lunaire qui escaladait les collines de Descartes et les monts Apen-

ron, dans les couches denses de l'atmosphère.

Pour le reste, les informations de la NASA ont été plus discrètes. L'essentiel des autres expériences installées à bord de la navette, soit une tonne et demie de matériel embarqué sur le Spacehab, étant destiné à « ouvrir les frontières commerciales de l'espace » dans des domaines aussi variés que les biotechnologies, l'agriculture, la fabrication des polymères ou des composants électroniques.

J.-F. A.

Une guêpe acquiert le signal chimique d'une autre espèce pour assurer sa reproduction

Cette reine, qui ne disposait pas d'ouvrières, a parasité un nid et pris la place de son hôte

LE MONDE VIVANT fait souvent preuve d'une imagination sans limites pour assurer la survie de sa descendance. Et les insectes en sont un bon exemple. La reine d'une espèce de guêpes vivant dans la région de Montgenèvre, à la frontière franco-italienne (Hautes-Alpes), *Polistes armandibularis*, est incapable de construire un nid pour y pondre ses œufs et fonder une colonie, car elle n'a pas d'ouvrières à sa disposition. Aussi a-t-elle tout simplement décidé de parasiter un nid déjà occupé par une autre catégorie de guêpe, *Polistes biglarius bimaculatus*, en employant toutefois une méthode peu banale.

Pour se faire accepter, ce parasite va abandonner progressivement sa signature chimique personnelle, cette carte d'identité propre à chaque insecte, et acquiescer celle de

l'espèce parasitée. Cette constatation étonnante résulte de travaux effectués par trois chercheurs français, Anne-Geneviève Bagnères, Georges Duxicet et Jean-Luc Clément, du laboratoire CNRS de neurobiologie-communication chimique de Marseille, et deux scientifiques italiens des universités de Turin et de Florence. Ils sont arrivés à cette conclusion en utilisant des techniques de chromatographie gazeuse et de spectrométrie de masse et de traitement informatique des données. Le résultat de leurs travaux a été publié dans la revue américaine *Science* du 10 mai.

Les insectes, et tout particulièrement les insectes sociaux (termites, fourmis, guêpes, abeilles), portent sur leur exosquelette, ou cuticule, des phéromones de contact qui

leur permettent de s'identifier individuellement. A l'aide de leurs antennes, ils sentent le « code » chimique de l'autre et sont ainsi informés en une fraction de seconde de particularités tels l'espèce, le sexe, l'état physiologique, l'âge ou le niveau hiérarchique. Cette carte d'identité spécifique à chaque insecte, constituée pour l'essentiel de très longues chaînes hydrocarbonées, lui permet de remplir sa fonction dans la colonie et de rejeter vigoureusement l'intrus s'il y a lieu.

Au printemps, précisément au mois de juin, la guêpe parasite cherche un nid où s'introduire. Une fois qu'elle l'a trouvé, elle l'approche de façon non agressive, en faisant « profil bas », et en même temps elle arrête la synthèse d'une partie de son propre signal chimique. Après être entrée, elle va

dominer la reine hôte et déposer ses propres œufs dans le nid étranger, tout en conservant une signature chimique différente de son hôte.

SANS VIOLENCE

Un mois après, la guêpe parasite va alors acquiescer complètement la signature chimique de la reine hôte, juste au moment où émerge la descendance de cette dernière. Etant désormais incapables de reconnaître leur propre mère du parasite, les ouvrières-hôtes travailleront pour la descendance du parasite. A la fin du cycle, la reine parasite retrouve sa signature d'origine, avant de mourir. La reine hôte ayant, quant à elle, abandonné le nid en août.

Ce parasite a investi un nid sans violence, contrairement à d'autres

parasites, telles les fourmis esclavagistes, qui organisent des raids, tuent tous les adultes pour enlever les larves, qui deviendront leurs esclaves. D'autres cas de mimétisme chimique ont déjà été détectés chez les insectes, notamment chez les parasites de certaines fourmis et termites. Mais, dans ces exemples, les insectes recueillent passivement le signal chimique qui imprègne naturellement les parois du nid parasité. Alors que la guêpe *Polistes armandibularis* a porté le machiavélisme chimique à sa perfection en étant capable de réguler à tout instant sa signature chimique au « nanogramme près ». Sans que l'on sache encore très bien comment fonctionnent le mécanisme de biosynthèse.

Christiane Galus

La navette Endeavour revient d'une mission commerciale et scientifique

L'bout d'Ourcq

La promenade sur le canal enchante l'amateur de paysages bucoliques

LA FERTÉ-MILON (Aisne)
de notre envoyé spécial
Laissez Paris, Pantin, Les Pavillons-sous-Bois, les berges industrielles de l'Ourcq, les monotones de la Brie et rejoignez Port-aux-Perches. « L'bout d'Ourcq », presque aussi perdu que « l'bout d'Arroux » de Crocodylle Dundee. Au cœur d'une petite vallée au pied de la forêt de Retz, en vis-à-vis d'une ancienne gare transformée en résidence secondaire à l'écart du village de Silly-la-Poterie (Aisne), le canal de l'Ourcq démarre dans un cul-de-sac un parcours qui va s'achever à Paris, 108 kilomètres et dix échues plus loin.

Après avoir nourri pendant plus d'un siècle la capitale (eau, denrées alimentaires, bois de chauffage, pierres pour construire l'Est parisien), il ne sert plus qu'à alimenter ses canaux Saint-Martin et Saint-Denis, arroser ses jardins et nettoyer ses trottoirs. Pour apprécier ses vertus poétiques, il faut



L'aborder ici, à son commencement. Loin des stéréotypes du canal rectiligne, il dévoile une ligne sinusoïdale, témoignage de son état originel puisqu'il est, de Port-aux-Perches à Mareuil, une dizaine de kilomètres, une rivière canalisée en 1620 (prolongée en 1822 sous Napoléon par le percement du canal).

SUCCESSION D'ARRONDIS

Avec un courant relativement fort atteignant parfois des pointes de 3 km/heure, une succession d'arrondis et un lit étroit, il ne rend pas toujours faciles les tentatives du capitaine néophyte pour garder droit le cap. Mieux vaut donc se laisser mener en bateau, limiter ses seuls exploits à la contemplation du paysage. De part et d'autre d'une eau d'un vert sombre lumineux et velouté, ce dernier s'offre : marais, petites îles, acacias, bouleaux, charmes, peupliers en rideaux, roseaux en bouquets, tapis de boutons d'or en saison.

La brise est légère, juste ce qu'il faut pour tempérer la chaleur du soleil. Entre les berges, le bateau avance paisiblement (depuis l'ouverture à la seule navigation de plaisance en 1983, la vitesse maximale autorisée est de 6 km/heure). Un fil silon à droite et à gauche, il glisse sous une passerelle, va dévaler entre les prés, dépasse une clairière au premier plan d'une campagne vallonnée, dérange quelques canards et poules d'eau, effraie un héron cendré.

Et découvre, à l'abord, La Ferté-Milon, « la » ville touristique de ce tronçon du canal. Racine y est né, La Fontaine s'y est marié, Gustave

Elzéar lui a offert une passerelle métallique ; mais ce sont surtout les ruines de sa forteresse, construite par Louis d'Orléans puis démolie par Henri IV, les rues pavées de sa vieille ville, ses maisons de pierre blanche, son ancien moulin à aube, les tilleuls de son mail, le reflet de ses jardins dans l'eau qui lui donnent le charme du temps arrêté.

Une première échue, une étroite voie de passage entre deux murs de pierres formant des collines au bateau, et celui-ci retrouve le compagnonnage du chemin de halage. Entretenu au cordeau par la Ville de Paris gendarme du canal, ce dernier invite à la flânerie. Difficile d'imaginer qu'autrefois des hommes, employés, parce que moins coûteux que les chevaux, à l'entretien, y suelaient pour tirer au bout d'une corde et à contre-courant les « flûtes de l'Ourcq », des bateaux longs et étroits, adaptés au gabarit du canal.

Après La Ferté-Milon, le canal s'élargit, ponctué dans sa balade par des échues aux allures de parenthèses. Le matelot explique qu'il donne trois cents tours de manivelle pour ouvrir une seule vanne ! Le « promeneur » admire sans étonnement excessif ce déploiement d'activité. Quelques pas sur la rive pour se dégourdir les jambes, écouter le bruissement des peupliers pendant l'arrêt d'une vingtaine de minutes nécessaire à la montée de l'eau et le voyage reprend.

L'œil perd de vue le pont et le clocher byzantin de Marolles pour

se confronter à des profusions de verdure. Les racines des chênes plongent à nu dans l'eau, rappelant les bayous tandis que leurs têtes courbées évoquent « les arbres penchés » de Corot. Au moment de son tour de France, le peintre est venu dans la région et a réalisé un tableau représentant la forteresse de La Ferté-Milon. Une habitante visitant un jour un musée à Ohara (Japon) l'y a découvert. Généreusement, les Japonais en ont offert une photographie reproduite et vendue en carte postale dans la ville.

LA TENTATION DE LA NOSTALGIE

Le bateau poursuit sa route. Selon la lumière, le canal vire du vert au gris métallique. Dérives de ses rives, nul n'échappe à la tentation de la nostalgie. Admirant une ancienne ferme ou les maisons d'échues, on se prend à flâner les traces d'une vie interrompue dans les années 60 par la cessation de l'activité commerciale sur l'eau. Même si, aujourd'hui, la navigation s'effectue en self-service, cette époque paraît en suspens. Tout semble prêt à repartir comme avant.

Quelques pêcheurs de sandre, de brochet, d'épinoche ou de carpe saluent les passagers. Le décor d'une nouvelle échue, « Queue d'Ham », et le paysage change encore. Après des pommiers, des plantations de peupliers qui termineront en bois d'allumettes. Entre un ciel liquide et une eau immobile, leurs verticales tracent des repères à une rêverie lente.

Marie-Hélène Jacquard

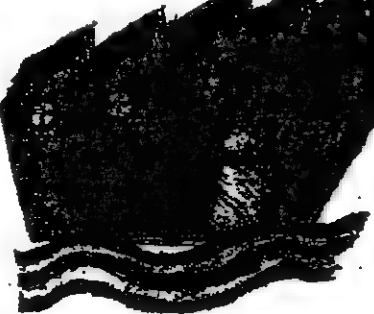
Guide pratique

- Y aller. Pour rejoindre Port-aux-Perches, prendre l'autoroute A 4 jusqu'à Meaux, puis la D 405 et la D 936, en direction de Soissons.
- Croisières. Départ de Vareilles, Lisy-sur-Ourcq et Port-aux-Perches, tél. : 60-01-13-65 ou 23-96-41-25.
- Location de bateaux (conduite sans permis, navigation gratuite sur ce canal) : Ourcq HBI-Isoirs, bassin de la Villotte, Paris tél. : 40-36-95-35 ; Canal de l'Ourcq, Claye-Souilly, tél. : 60-27-05-57 ; Sinope Évasion, Claye-Souilly, tél. : 60-27-05-51.
- A visiter. Usine éolienne de Trilbardou, monument historique, cette usine créée en 1860, en aval de Meaux, sert à maintenir le niveau du canal par « élévation » de l'eau de la Marne grâce à une roue en bois. Une autre usine de ce type se trouve en amont de Meaux à Villiers-les-Rigault. Musée du machinisme agricole, Ferté-Milon, tél. : 23-96-71-79.

Vers l'île Séguin

En bas à gauche des plans du Métropolitain, on peut voir deux boucles qui se suivent dans un méandre de la Seine, l'île Séguin et l'île Saint-Germain. Et juste au-dessous, dans le coin du plan, il est une petite voie, perpendiculaire au fleuve, qui mène vers les confins des deux îles. Il s'agit de la rue aux Bœufs, une survivance peinte, dans le Bas-Meudon, entre la route des Gardes et celle de Vanvignat. Celle-ci, qui vient par là ses dernières années, la mentionne dans l'un de ses derniers numéros. Il y a, dit-elle, « l'île de la rue aux Bœufs », un sentier qui descend, baigné de son côté l'île, pour aller rejoindre l'île Séguin. Ce sont d'abord des marches qui vous font enjamber, à belle hauteur, le chemin de fer du Bas-Meudon, provisoirement fermé. Puis c'est, le long d'un grand mur noir percé à la démolition, un goulet voué à l'ombre. La rampe a été mise à mal, et le pavé très inégal vous met

L'AIR DE PARIS



un peu de Prout dans ce ciel collant. Un chariot de char Aulnay, traversé, vous ramène au trivial présent. La vaste usine Renault de l'île Séguin paraît bien déglacée. Elle a fermé ses portes depuis longtemps, et même les lettres bleues de Renault, à l'entrée, ne sont plus entières. C'est

devenu un paquebot désert et silencieux, une architecture en sommeil qui se défile au fil des ans. Tags et graffs s'y épanouissent, tel cet énigmatique « AMOK » en lettres rouges. Pour peu que passe un canot pneumatique avec un couple au look explorateur, vous avez l'impression qu'il s'agit d'une aventure aux portes d'une civilisation éteinte. Sur le chemin qui longe la berge, vous coulez un regard discret vers les rivières qui prennent leurs rives et leur côté sur le pont de leur pélicie à quai. Le Virovrenzan, à côté, semble déjà avoir sombré dans la dérive dominicale. « Chacun son rythme », voilà ce que vous vous dites, avant de ramasser un journal qui traîne. C'est le numéro 15 d'*l'Espresso*, le journal des lignes A et B du RER. Ventes sont les cases noires des mots-croisés, et le premier du 4 vertical, en cinq lettres, vous ramène à un Paris manne : « Galsbourg chante leur pot-pourri ».

Daniel Percheron

VENTES

Statuettes du Moyen Age

CONSTITUÉE au XIX^e siècle, une collection de curiosités, qui sera vendue mercredi 5 juin à Drouot, nous permet de découvrir un amateur d'autrefois. C'est l'anti-spécialiste, qui s'intéresse à de multiples objets. Comme ses contemporains, il s'agit de la fascination du Moyen Age, le thème dominant de cet ensemble, mais ne dédaigne pas les pièces plus tardives, Renaissance, XVII^e ou XVIII^e. La statuaire offre des exemples divers de l'art du Moyen Age. Une des plus belles pièces est une Vierge à l'enfant en bois, un travail français de la seconde moitié du XIV^e siècle. Cette Vierge (de 18 centimètres) est sculptée avec une grande finesse, dans un style

proche de celui du travail de l'ivoire. Malgré une main et un bras manquants, on attend 120 000 à 140 000 francs de cette statuette. Un haut-relief en pierre, représentant un apôtre et un évêque, listés numérotés, vêtus de manteaux à plis serrés, provient sans doute du sud de la France, et date du XII^e siècle (hauteur : 54 centimètres, 30 000 à 40 000 francs) et, de la même époque, un chapiteau orné de trois têtes à l'expression saisissante, au-dessus d'une frise de feuilles d'acanthe, est proposé de 3 000 à 4 000 francs (hauteur : 40 centimètres).

Parmi les objets d'art les plus anciens, on peut citer une plaquette de diptyque en ivoire de la fin du XIV^e siècle représentant le Christ crucifié entouré de saints et d'anges (10,5 x 7 centimètres), annoncée de 30 000 à 35 000 francs.

Dans l'art de la Renaissance, on vendra un très beau coffret en verme à couvercle bombé de la première moitié du XVI^e siècle, doté

d'une poignée ajourée, de pentures et de contreforts dont l'un pivote pour découvrir la serrure (20 000 à 25 000 francs). Les plats à offrandes flamands, en laiton, ornés de motifs gravés, valent leurs prix, varier entre 2 500 et 8 000 francs, suivant la beauté du décor. Très rare, un pique-clerge en émail vénitien polychrome est daté de la fin du XV^e ou du début du XVI^e siècle (hauteur : 51 centimètres, 100 000 à 120 000 francs).

Une relique de la Sainte Eglise est exposée dans un reliquaire en argent et bronze doré, de la première moitié du XVII^e siècle. En forme de coupe sur pied, il est surmonté d'un cylindre aplati à parois en cristal de roche, à travers lequel on peut voir l'épave. Ce reliquaire est présenté dans un écu en maroquin rouge à serrure en fer doré, muni d'une petite fenêtre décorée dans le couvercle, permettant de voir la relique sans sortir son présentoir de son étui. Cet objet, haut de 30 centimètres, se vendra

sans doute autour de 50 000 à 60 000 francs.

Les protestants ne sont pas oubliés : on leur propose une copie en or de la bague de mariage de Martin Luther, en forme de crucifix entouré des instruments de la Passion, gravée d'une inscription commémorative sur son mariage en 1525 avec Catherine de Bore. En l'absence de poinçon, il est impossible de dater cet objet avec précision, mais la qualité du travail laisse supposer que ce bijou date au moins du XVIII^e siècle, peut-être même du XVII^e ou du XVI^e (30 000 à 35 000 francs).

Catherine Bédal

★ Drouot-Richelieu, mercredi 5 juin, exposition la veille de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Nicolas, 46 rue de la Victoire, 75009. Tél. : 48-74-38-93. Expert : Robert Montagu, 31350 Peguignan. Tél. : 61-88-72-52.

ESCAPADES

■ JARDINS D'AGRÉMENT. Devenues, au fil des années, le plus grand rendez-vous horticole du nord de la France, les Journées douillennaises des jardins d'agrément ont lieu à Doullens, entre Amiens et Arras, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin. Cette exposition-vente, conçue comme un immense jardin, dans le cadre historique et verdoyant de la citadelle locale, invite à la découverte de milliers de variétés de végétaux inconnues ou oubliées, présentées par des pépiniéristes-botanistes de l'Hexagone, mais aussi d'Angleterre et de Belgique.

★ Citadelle de Doullens, route d'Amiens, 80600 Doullens. De 9 heures à 19 heures, entrée : 25 F, gratuit pour les moins de quinze ans. Renseignements : 22-77-16-15.

■ L'EURO D'ÉTÉ. Plus de 120 manifestations sont programmées cet été dans le département de l'Eure, qui entend présenter ses multiples facettes. Avec, notamment, la Biennale du lin, du 1^{er} juin au 31 août (à la Maison du lin de Routot, à l'abbaye de Bec-Hellouin et à l'hôtel de région à Rouen), le marché à l'ancienne de Saint-Onen-d'Attez (producteurs locaux et artisans d'art), le dimanche 2 juin, et, du 14 au 16 juin, le Festival régional d'agriculture, au Neubourg, avec des concours de races bovines et des expositions-ventes.

★ Comité départemental de tourisme de l'Eure, hôtel du département, bd G. Chauvin, B.P. 367, 27003 Evreux Cedex, tél. : 32-31-51-51.

■ LES TOUAREGS ET LE YÉMEN À PARIS. Organisée par la librairie-galerie itinéraire, l'exposition « Assilah » (« retrouvailles », en langue touarègue) propose, jusqu'au 8 juin, une rencontre avec cette culture grâce à la photo, l'artisanat, la musique et la poésie. A cette occasion, l'association Initiatives touarègues a dressé, dans les caves de la librairie, une tente où le thé à la menthe sera offert aux visiteurs. Du 12 juin au 6 juillet, pour la sortie de l'ouvrage *Botanique au pays de l'encens*, de Théodore Monod et José-Marie Bel (signature le 11 juin de 18 heures à 20 heures), une exposition sur le Yémen présentera photographes, aquarelles, herbiers et objets, ainsi que les œuvres d'une dizaine d'artistes.

★ Itinéraires, 60, rue Saint-Monré, 75001 Paris, tél. : 42-36-12-63, du lundi au samedi, de 11 heures à 19 heures.

■ WEEK-ENDS AU PARFUM. Le voyageur Mondes et Merveilles propose, en collaboration avec les hôtels Mercure, un week-end consacré aux jardins de la Riviera. Du 6 au 9 juin (3 550 F), on pourra découvrir, avec un botaniste et une historienne, la villa Les Cèdres, à Saint-Jean-Cap-Ferrat, Bordighera (plantes grasses et palmeraie), Menton (villa Maria Serena, Serre de la Madonna), les jardins exotiques de Monaco et les jardins du vicomte de Noailles, à Grasse.

★ Mondes et Merveilles, 7, rue du 29-Juillet, 75001 Paris, tél. : (1) 42-60-34-54.

■ VERDUN. Dans le cadre du 80^e anniversaire de la bataille de Verdun, la Maison de la Lorraine présente, du 4 au 20 juin, une exposition consacrée à la vie des hommes sur le champ de bataille, à l'influence du conflit sur la vie quotidienne et à la symbolique de paix qui s'est développée autour de Verdun. Gravures, affiches, photos et objets imprégnés de l'imagerie populaire véhiculée autour de Verdun refléteront l'état d'esprit de l'époque, sur le front comme à l'arrière.

★ Maison de la Lorraine, 2, rue de l'Echelette, 75001 Paris. De 9 heures à 18 heures, du lundi au samedi. Entrée gratuite.

■ FÊTE NATIONALE DE LA PÊCHE. Depuis dix ans, villes (neuf grandes métropoles cette année, dont Paris, Rennes, Lyon et Toulouse) et campagnes vivent, le deuxième week-end de juin, à l'heure de la pêche. Les 8 et 9 juin, la pêche sera ainsi ouverte à tous gratuitement sur les lieux des manifestations organisées pour découvrir les charmes de la pêche à la ligne. On pourra s'y initier à la pêche au coup, au lancer ou à la mouche grâce aux conseils et aux démonstrations de pêcheurs chevronnés. L'occasion, également, de sensibiliser les visiteurs à la nécessité de protéger le patrimoine naturel. Egalement au programme, des projections de films et de vidéos, des présentations d'aquariums, des ateliers de montage de monche et des concours de pêche.

★ Renseignements à l'Union nationale de la pêche (tél. : 48-24-96-00), au Conseil supérieur de la pêche (tél. : 45-02-20-20) et dans les fédérations départementales.

■ NUTTS DE FEU À CHANTILLY. Depuis dix ans, dans le domaine de Chantilly, à 40 kilomètres au nord de Paris, se joue à guilchets fermés un spectacle pyrotechnique baptisé « Les Nuits de feu, nuits de fête ». Pour cet anniversaire, « Les Feux de l'extraordinaire » présenteront, les vendredis 14 et samedi 15 juin à partir de 23 heures, une rétrospective des meilleures séquences d'une décennie de feux d'artifice ainsi qu'un concours opposant six lauréats des années précédentes : France, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne et Portugal.

★ Renseignements et réservations au 44-45-18. Navettes autocars de Paris-La Madeleine, départ à 19 heures.

ANTIQUITÉS

■ Paris, hippodrome d'Auteuil, 80 exposants, entrée 45 francs, jusqu'au lundi 3 juin, de 11 heures à 20 heures, nocturne le jeudi 30 mai jusqu'à 22 heures. Carré Rive gauche (quai Voltaire et rues adjacentes), entrée libre chez les exposants, jusqu'au dimanche 2 juin.

■ Caen (Calvados), parc expos, 80 exposants, jusqu'au lundi 3 juin, de 10 heures à 20 heures, nocturne le jeudi 30 mai jusqu'à 22 heures.

■ Tulle (Corrèze), salle des fêtes, 30 exposants, entrée 20 francs, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, de 9 heures à 19 heures.

■ Crépy-en-Valois (Oise), abbaye de Saint-Amoul, 20 exposants, entrée 20 francs, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, de 9 heures à 20 heures.

■ Port-Marly (Yvelines), les Pyramides, 40 exposants, entrée 30 francs, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, de 10 heures à 19 heures.

■ Verneuil-sur-Avre (Eure), salle des fêtes, 25 exposants, entrée 15 francs, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, de 10 heures à 19 heures.

■ Auch (Gers), hall Lauzin, 25 exposants, entrée 25 francs, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, de 9 h 30 à 19 heures.

■ Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine), gymnase Milland, 40 exposants, entrée 20 francs, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, de 9 h 30 à 19 heures.

BRICANTE

■ Paris, rue Saint-Charles, 80 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin. Avenue Gambetta, 50 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), centre-ville, 450 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Albi (Tarn), place du Castelnau, 60 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Lyon (Rhône), Eurexpo, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Espace Aulnat (aéroport), 100 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Tours (Indre-et-Loire), place Velpeau, 100 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Authon-du-Perche (Eure-et-Loir), 80 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

■ Poëzat (Allier), 100 exposants, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin.

IL Y A 50 ANS DANS
Le Monde
La politisation
de l'administration



L'intrusion de la politique dans l'administration ne constitue pas une nouveauté. Mais, jusqu'à la guerre la pression exercée par les milieux parlementaires et syndicaux restait modérée et discrète. Le lyonnisme des fonctionnaires à l'égard du régime était sans réserve. De leur côté, les ministres avaient à honneur de respecter une longue tradition libérale; la haute administration, dont le prestige restait grand, n'était ni attaquée, ni même

Prévisions pour le 1^{er} juin, à 0 heure, temps universel

20 mai Source
GIPPARIS

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Tel.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

Team (Vice President)

OTTO ELMONDE

OTTO ELMONDE

36 15 LEMONDE

MUSIQUE Le festival Atlântida réunit du 30 mai au 2 juin une douzaine d'artistes et de groupes venus du Portugal, de l'Afrique lusophone et du Brésil, témoins de

l'extrême vitalité d'une sphère culturelle riche de plus de 200 millions d'âmes, réparties sur cinq continents. ● LISBONNE est une capitale cosmopolite, que la

conscience du racisme n'avait pas atteinte avant que des skinheads ne pratiquent, en 1995, un raid meurtrier dans le Bairro Alto. General D., Kussundulola, représentants de la

seconde génération afro-portugaise, s'engagent à leur tour dans le combat politique. ● TÉMOIN DU PORTUGAL MULTIPLE, le chanteur José Afonso, mort en 1987, a été, par

une chanson, *Grandola*. l'une des grandes figures de la révolution des œillets qui renversa le régime de Salazar. Un hommage lui est rendu au Cirque d'Hiver, à Paris.

Un petit air de « révolution des œillets » sur le Cirque d'Hiver

Du Portugal au Mozambique, de l'Angola au Cap-Vert, le festival Atlântida présente à Paris chanteurs et musiciens qui tracent les contours du nouveau monde lusophone. Et rend hommage à José Afonso, symbole de la lutte contre la dictature salazariste

LISBONNE

de notre envoyée spéciale

Sur les bords d'Aveiro, cité du nord du Portugal, des mains de marin ont dessiné des fleurs et des motifs colorés pour conjurer le mauvais sort. Les salines et les moulins rappellent que le vent côtier balaye la lagune, la déplace et la fixe. D'Aveiro, on ne part pas. La fleur de sel et la pêche aux coques font l'ordinaire de la ville.

De sa ville natale, José Manuel Cerqueira Afonso dos Santos - José Afonso, héros décédé de la « révolution des œillets » et symbole du Portugal multiple, à qui le festival Atlântida rend hommage pour son ouverture - avait gardé le dieu un peu inquiet, l'incertitude industrielle.

Son père, magistrat, servit dans les colonies : en Angola, puis au Mozambique. Nommé à Timor, dans l'océan indien, il renvoie José chez son oncle, à Coimbra.

En 1949, José Afonso a vingt ans. Il chante, accompagné d'une guitare portugaise à dix cordes. Coimbra est pour le natif d'Aveiro une sarabande à elle seule. Il y fait les sauteurs et les sons. Le Portugal est un pays minuscule, mais mille régions le peuplent : le spacieux Alentejo, le secret Trás-os-Montes battu par les vents, l'Algarve maure, la verdure du Minho, mais aussi les pluvieuses et lointaines Açores. Dans chacune d'elles, Michel Giacometti, ethno-musicologue français d'origine corse, auteur, en 1961, de l'unique anthologie de la musique populaire, a trouvé des trésors, entreposés (dans le désordre) à Calcasil après sa mort en 1992.

Ainsi, à Coimbra, les lettres et les hémis appartaient dans leur mille ces musiques ancestrales, méditerranéennes ou océaniques, cultivées dans une kyrielle de microsociétés. De Lisbonne, capitale solitaire et tournée vers des destins lointains,



DESIGN DANIEL AZEITE

« La force du Portugal, c'est sa diversité »

Secrétaire d'Etat à la culture depuis octobre 1995, Rui Vieira Nery boucoute les idées reçues : « Depuis dix ans, dit-il, nous nous sommes concentrés sur une culture du luxe. Nous avons souligné nos points communs avec les cultures française, hollandaise, italienne, pour dire : « Voyez, comme nous vous ressemblons ». C'était une obsession. Pendant les grandes découvertes, la cour portugaise, poursuivie par la peur du provincialisme, a fonctionné comme une copie de la cour de Bourgogne. Elle ignorait tout des navigateurs. Au XVII^e siècle, des esclaves commencent à peupler Lisbonne, et on est obligé d'affronter le monde réel. »

« A la fin du XX^e siècle, nous ne pouvons plus nous contenter de répéter que nous avons les mêmes signes extérieurs de modernité que Stuttgart. La force du Portugal, c'est sa diversité », conclut ce jeune musicologue issu de la Fondation Gulbenkian, après une formation aux Etats-Unis, et dont le père fut le guitariste de la plus grande vedette portugaise, la chanteuse de « fado », Amália Rodrigues.

LISBONNE

de notre envoyée spéciale

Dans un de ces patios délabrés par lesquels Lisbonne respire, Bana, chanteur de *morna* cap-verdienne, avait installé sa boîte. A deux pas du Pócos dos Negros, à quelques rues du centre-ville où les Luso-Africains ont élu domicile, le B. Leza s'accroche de foboscité comme d'un miroir. Les plafonds moulés, les lumières rouges et le *bagayo* (eau-de-vie) indiquent que l'on n'est pas ici pour se ménager la santé, mais pour s'amuser du plaisir.

Le public, très cosmopolite, en âge, en couleur, donne la dimension du message Bana : naturel, acquis, surtout la nuit. Dans les couloirs, des restes d'azulejos (les céramiques) servent de jalons à l'histoire de cette ancienne Casa Pia (orphelinat et maison de dévotion). Au fond, le promeneur des nuits noires de Lisbonne tombera sur une vitrine où des coupes de football s'empilent, éclairées comme des ex-voto dans une église napolitaine.

Cesária Évora vint passer ses nuits au B. Leza, avant que le succès ne l'emporte vers la France ou les Etats-Unis. General D. y vient en touriste, entraînant à sa suite quelques centaines de jeunes gens habillés à la « black » (jeans larges, T-shirt et coiffures afro). General D. est arrivé au Portugal en 1975, après l'indépendance de son pays, le Mozambique.

Portugais de nationalité, il a reconstruit « son » Afrique à Lisbonne, « en parlant avec les vieux » ou en jouant avec le groupe cap-verdien Fimka Pé, des marchandes de poisson

du quartier de Cova da Moura. Elles ont appris le *batuque* dans l'île de Santiago, où des pièces de tissu roulé serré ont remplacé les tambours : le Cap-Vert, archipel sahélien, a appris à se passer des arbres.

Le jeune General de la conscience noire habite Almada, une cité-dortoir sur l'autre rive du Tage. Son rap se calcine sur la souplesse de son percussionnisme, un Angolais fraîchement débarqué de Luanda, encore empreint du *semba* local, ancêtre de la samba brésilienne.

UNE MOTION INEXISTANTE

Le patio de la Casa Pia a résisté aux incendies, aux secousses telluriques, aux maléfices qui hantent les cours intérieures de Lisbonne. D., vingt-quatre ans, a passé le cap du déchirement en écoutant ses frères américains parler de « communauté noire, notion inexistante au Portugal ».

Son premier album, produit par la toute puissante EMI-Valentim de Carvalho, s'intitule *Pé na tchona, Karapinha na Céu* (en créole, littéralement : « pieds sur terre, cheveux crépus au ciel »). De 1994, où il livre un mini-CD ravageur, mélange de funk, de *batuque* et de ragga-muffin, *Portugal é um erro* (le Portugal est une erreur), à *Pé na tchona*, General D. a gagné du terrain. Même les publicitaires ont jugé bon d'orner les boîtes de Sumol, l'orange local, de son portrait.

« Depuis trente ans, des Noirs vivent ici dans des ghettos. Nous devons obliger les Blancs à nous regarder comme des Noirs, et non comme des sous-produits d'un héritage colonial éteint », s'insurge General D.

Carregas do Malo, où figure la chanson

Grandola, vila morena, une célébration de la liberté, inspirée de la musique traditionnelle de l'Alentejo, arrangé et mixé au studio de Michel Magne à Hérouville par José Mario Branco. *Grandola* est interdite sur les ondes. Pour chanter, José Afonso participe à « des séances clandestines dans des villes ouvrières, à des pique-niques qui finissaient en concerts » (entretien avec *Libération*, mai 1974).

« Nous avons donné 700 concerts, dans des usines, des casernes de pompiers, des hôpitaux. Nous avons chanté pendant la cueillette des olives »

Le 25 avril 1974, la junte militaire de salut national ne s'est pas encore manifestée publiquement quand la radio diffuse *Grandola* : « *Grandola, terre de fraternité, c'est le peuple qui commande*. » Et chacun comprend que l'ancien régime est tombé.

Après le 25 avril, le Portugal est saisi d'une bonhomie chansonnrière. « Nous avons sillonné le Portugal, se souvient José Mario Branco, qui a publié depuis de nombreux albums de protest-songs. Nous avons donné 700 concerts, dans des usines, des casernes de pompiers, des hôpitaux. Nous avons chanté pendant la cueillette des olives. Depuis, Faz Faia et

Grandola sont entrées dans la tradition orale de ce pays. »

José Afonso, avec sa douceur ombrageuse, meurt en poète maudit en 1987. Pour avoir soutenu Otelo de Carvalho, défendu la constitution de commissions ouvrières et Cuba, il a été, selon José Mario Branco, « mis de côté par la stabilisation de l'après-74 ».

A sa mort, le Portugal prend la mesure du talent de José Afonso : des groupes rock, dans un disque collectif, les *Tubarões do Cap-Vert*, remettent à leur sauce l'univers intimiste de José Afonso (« Avec José Afonso, on s'assied sous un arbre, au milieu de la campagne, et on écoute en cercle », dit José Mario Branco).

Créé à Lisbonne en 1994, *Maio Maduro Maio* est un hommage à trois, José Mario Branco, Amélia Muge et João Afonso, imaginé par une association culturelle des environs de Porto. Ils porteront la musique de José Afonso au Cirque d'Hiver. José Mario Branco, le compagnon de route, épouse João Afonso, le neveu de Zeca (diminutif affectueux pour José), au timbre de voix proche de celui de son oncle : doux, filant, onctueux, impétueux. Arrivée au Portugal en 1983, Amélia Muge reprend ces chansons, qui furent pour elle, Blanche du Mozambique, des hymnes à une *par africana* rêvée, elle qui fut, sans le savoir, l'élève de José Afonso au lycée de Lourenço-Marques.

Amélia Muge est, en son genre, une folkloriste : jouant de l'adufe, un tambour carré méditerranéen, ou de la guitare *braguesa* (de Braga, à dix cordes, plus petite que la viola à douze cordes du fado), elle observe les rythmes de l'Algarve en prenant des cours de tissage auprès des villageoises, sillonnie, comme Afonso hier, les Beiras et le Trás-os-Montes. Une obligation.

Veronique Mortagne

General D. veut réveiller l'« africanité » du Portugal

A minuit, le 10 juin 1995, jour des commu-

nnés (l'ancien jour de la race du régime salazariste), des skinheads se faufilent dans les ruelles turbulentes du Bairro Alto, rendez-vous cosmopolite des noctambules lisboètes. Ils frappent, tuent un Cap-Verdien. Le Portugal est sous le choc : la question du racisme n'y a jamais été débattue. Le statut de l'indigène mis en place par Salazar exigeait que les Africains commentent leurs origines. « Ils passaient dans les maisons pour vérifier qu'il n'y ait aucune trace d'africanité », explique une travailleuse sociale cap-verdienne de Fontainhas, un ancien quartier tzigane des Fortes de Benfica.

Le président de la République, Jorge Sampaio (Parti socialiste), élu en janvier 1996, a donné trois mois aux clandestins pour régulariser leur situation. General D., pur produit de la « deuxième génération », répète qu'il veut « offrir son africanité au Portugal ». Pendant la campagne pour les législatives, il s'est engagé aux côtés du PSR (Parti socialiste révolutionnaire, trotskiste) et a composé un rap contre le *cavacismo*, dérive affariste des idées libérales, provoqué par la manne de l'argent européen et la politique d'Aníbal Cavaco Silva (PSD), chef du gouvernement pendant dix ans. « Il y a des villages qui n'ont pas encore l'électricité et on parle de tout bout de champ de télévision par satellite », poursuit General D.

Surplombant l'Alfama, le quartier du fado d'Amélia, le Tage et le chantier de l'Exposition mondiale de 1998 (maçons cap-verdiens), le Chapitô se niche sur les contreforts du châte-

teau Saint-Georges. Ancienne prison de femmes, l'immeuble a été récupéré en 1985 par Teresa Ricou, une femme-clown, un art appris en exil à Paris, chez Annie Fratellini.

Née en Angola, « Tété » a installé au cœur de cette Lisbonne sauvage et sensuelle une école de cirque, un centre d'aide à l'insertion de jeunes en difficulté et un exceptionnel lieu de croisement des cultures. Artistes et musiciens s'y retrouvent, tel André Mingas, Angolais aux cheveux argentés, frère de Rui Mingas, ambassadeur d'Angola au Portugal, auteur-compositeur réputé.

A la fermeture du Chapitô, Teresa Ricou fait un saut au B. Leza. Sous les pales du ventilateur, Tito Paris, l'un des nouveaux propriétaires, invente une *coladeira* cap-verdienne enlevée et professionnellement ficelée. Les turbulents créateurs du reggae afro-lusitanien, les Angolais de Kussundulola, ont rangé leurs ustensiles (tunettes géantes, tuniques rastafari).

Au XVI^e siècle, 13 % des habitants de Lisbonne étaient noirs. En 1943, l'Estado Novo crée la Casa dos Estudantes do Imperio (la Maison des étudiants de l'empire). S'y croisent les chefs de file de la décolonisation, le Mozambicain Marcelino dos Santos, le Guinéen Amílcar Cabral ou l'Angolais Agostinho Neto. La FIDE, la police politique, a l'œil dessus. Et elle a raison : ces foyers étudiants où l'on danse le cha-cha-cha ou la *perchang* en toute démocratie causeront sa chute.

V. Mo.

Programme, références

● ATLÂNTIDA, au Cirque d'Hiver Boulogne, 110, rue Amélie, Paris-11. M^e Filles-du-Calvaire. Tél. : 45-29-50-49. De 110 F à 150 F. 30 mai (20 heures) : *Maio Maduro Maio*, hommage à José Afonso, avec José Mario Branco, Amélia Muge, Joao Afonso, Lulendo (Angola). 31 mai (20 heures) : Rui Veloso, rock-bluesman, les Kafala Brothers (Angola), Madrugada (Cap-Vert). 1^{er} juin (20 heures) : Tito Paris (Cap-Vert), Issabary

(Guinée-Bissau), hommage à Liceu Vieira Dias (Angola). Le 2 à 17 heures : le rap du Mozambicain General D., Kussundulola (Angola-Portugal), les percussionnistes de Salvador de Bahia-Olodum (Brésil). 1^{er} juin (17 h 30) : « Musiques lusophones : identités et métissages » ; 2 juin (15 heures) : « Le rôle de la musique dans la divulgation du portugais ». Exposition : neuf artistes, peintres et sculpteurs du monde lusophone. Ouverture des portes une heure

avant les concerts ; restaurant brésilien et portugais. ● DISCOGRAPHIE. Portugal. José Afonso : *Carregas do Malo* (1 CD SOC 3002), *Cantos velhos, rimas novas* (1 CD SOC 3037), *Fados de Coimbra (e outras canções)* (1 CD SOC 3009) ; José Mario Branco : *Margem de certa maneta* (1 CD EMI 8355656), *Mudam-se os tempos, mudam-se as vontades* (1 CD EMI 835655) ; Rui Veloso : *Auto da Pimenta* (1 CD EMI 798471) ; Fausto : *História de viagens* (1 CD OC 3009) ; Vitorino : *Canções de encantar* (1 CD EMI 791695). Tous ces disques

sont distribués en France par IHL. General D. et os Karapinhas : *Pé na tchona, Karapinha na Céu* (1 CD EMI France 835645). Afrique. Cap-Vert : *Anthologie 1959-1992* (2 CD Buda Records 92614-2, distribué par Adès) ; Cesária Évora : *Cesária* (1 CD Lusafica 7452124656, distribué par BMG), *Independência 1975-1995* (Cap-Vert, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau), (2 CD RFI/Médias 08736-2). Enfin, une compilation d'artistes luso-africains parus sous le label de David Byrne : *Telling Stories to the Sea* (1 CD Luaka Bop 9362456692, distribué par WEA).

VIII^e FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE ANCIEN

Maison de la Mutualité
24, rue Saint-Victor 75005 Paris

Jeu 30 MAI : de 17 h à 21 h
31 MAI, 1^{er} et 2 JUIN : de 11 h à 19 h

Organisée par le S.L.A.M. - Tél. : 43-29-46-38

« L'informe », fil conducteur d'une relecture de l'art moderne empruntée à Georges Bataille

Des œuvres basement matérialistes et pourtant belles présentées à Beaubourg

Comment rendre compte de la modernité sans lui vouloir de mal, et autrement que ne l'ont fait les formalistes, dont le discours ne satisfait plus

personne. Tel est le propos de l'exposition « L'informe : mode d'emploi » présentée au Centre Pompidou. Conçue par deux universitaires opé-

rant aux Etats-Unis et en France, celle-ci réunit environ cent cinquante œuvres d'artistes fameux ou peu connus.

L'INFORME : MODE D'EMPLOI, Centre Georges-Pompidou, Galerie contemporaine sud. Tél. : 44-78-12-33. Jusqu'au 26 août. Catalogue : textes de Rosalind Krauss et Yves Alain Bois, ouvrage sous forme d'un abécédairiste. Editions du Centre Georges-Pompidou, 252 pages, 250 F.

C'est une exposition perturbante, qui force le respect par la qualité des œuvres proposées et qui, si elle ne relève pas d'une pensée de la forme, ne manque pas pour autant de sens. De pas ses rubriques aux contours incertains, l'approche de l'art du XX^e siècle qui est proposée - prendre en considération divers modes de déconstruction irrispectables au nom d'une activité sublimatoire et au nom d'une affirmation de l'autonomie de l'art - échappe à la manie du classement « définitif », et ne ressemble pas à une thèse illustrée. Ajoutons que les quelque cent cinquante œuvres (de 1930 à aujourd'hui) qui sont réunies n'y sont pas piégées ni dénaturées, malgré la grille de lecture proposée, qui pour être « poreuse », n'en n'est pas moins solidement étayée.

Le chapitre « Horizontalité » tourne autour de Pollock, le héros de Clement Greenberg, qui s'est chargé de redresser l'image du peintre penché, de magnifier son geste en admettant ses drapings pour leur splendeur optique, quand les ennemis de cette pratique nouvelle de déjection de la peinture n'y voyaient que de la pisse. Ce que, si on en croit Rosalind Krauss, Warhol et Robert Morris y auraient vu, non sans plaisir, avant de passer à l'acte. De Morris,

une sculpture en feutre qui finit en bandes emmêlées au sol et une somptueuse installation faite de cotons de couleur non tissés, illustre de diverses façons cette attraction pour la position à l'horizontalité mesurée d'entrée de jeu par les « Stoppages-étalons » de Duchamp et illustrée dans les années 30 par les objets de Glacometti. Des colonnes grêles d'Eva Hesse, tel diagramme de danse à pas comptés de Warhol et une de ses peintures d'oxydation (par l'urine), des tableaux de Twombly couverts de graffiti lascifs, des mots en flaque, à la limite du lisible, qu'Ed Ruscha a peints en les truffant de petits fruits et de graines propres à remettre les mots en bouche, éclairaient aussi ce chapitre de l'art à plat. Mike Kelley, le champion de l'« art abject », qui ne cesse depuis huit ou dix ans de travailler à une esthétique de la « répression », le cilt avec un grand tapis dont la planité est remise en question par un bosselage suspect.

Comment les artistes ont pu céder à l'irrépressible envie d'attirer l'art vers le bas, l'exposition le

montre assez, sans pour autant donner dans la médiocrité, sans sombrer dans le narratif. Si le corps et la sexualité y sont donnés comme partie prenante de la création, le sexe n'y figure pas, ou si peu. L'exposition, bien que fondée sur des prémisses analogues, parfois, à ceux qui ont porté « Féminin-masculin », est puritaine au fond. Sa limite serait-elle là ? Et faudrait-il le lui reprocher ?

POULS ET PULSATIONS

Les salles vouées au battement mêlent allègrement des démarches d'artistes qui ont introduit dans le champ visuel une temporalité insidieuse, qui nie la narration, donc une finalité. Sous intermittents, respiration, rythme cardiaque, bruits et mouvements du corps animent ce chapitre où sont présentés des films et des vidéos de Bruce Nauman à James Coleman qui démontent l'illusionnisme cinématographique, et des reliefs animés réglés sur le pouls et la pulsation. Duchamp est encore là, cette fois avec son *Anemic Cinema* et ses *Rotoreliefs*, dans lesquels il n'est pas

trop difficile de voir un équivalent du coit.

L'informe n'est pas l'informel : l'entrée « bas matérialisme » se fait fort de le montrer, avec des œuvres souvent assimilées à cette tendance « matérialiste » de l'art des années 50 analysée par Michel Tapié comme un art de la matière mise en forme, du passage de l'indifférencié, du chaos, au différencié. On y est prêt de revisiter Dubuffet, Fautrier, Wols, Fontana, Manzoni, Sumi, Riquelme et quelques autres tendus par la terre, les déchets, les conglomérats de boue, donnés comme matières brutes, entologiques, réfractaires au sens, à la métaphore, ou par des matériaux industriels détournés de l'idée du petit miracle de la reconstruction.

Nombre des œuvres rencontrées jusque-là pourraient figurer au dernier chapitre de l'exposition : celui de l'entropie, de la dégradation, de la désagrégation, de l'émiettement, qui réunit des œuvres prenant en compte le temps géologique, notamment des travaux de Robert Smithson sur le paysage, ou l'espace de la rue avec des décollages d'affiches lacérées de Villégé.

Sans doute faudrait-il prendre le temps de consulter les textes de Bataille parus dans la revue *Documents* pour comprendre mieux le pourquoi de certaines œuvres. Sans doute faudrait-il plonger dans la lecture du catalogue, qui est dense. Mais on peut tenter l'approche innocente de l'exposition et marcher, les œuvres données à voir, souvent somptueuses, peu connues, voire inédites, sont là, bien présentes, pour exciter le regard et la curiosité.

Geneviève Bressonette

« Un terme servant à déclasser »

Si le mot « informe » trouve sa place parmi les adjectifs dans tout dictionnaire normalement constitué, il ne figure comme substantif que dans celui, critique, publié par l'écrivain Georges Bataille en 1929 et 1930 au fil des numéros de la revue *Documents*.

« Informe n'est pas seulement un adjectif ayant tel sens, mais un terme servant à déclasser, exigeant généralement que chaque chose ait sa forme. Ce qu'il désigne n'a ses droits dans aucun sens et se fait égarer partout comme une araignée ou un ver de terre. Il faudrait en effet, pour que les hommes académiques soient contents, que l'univers prenne forme. La philosophie entière n'a pas d'autre but : il s'agit de donner une redingote à ce qui est, une redingote mathématique. Par contre, affirmer que l'univers ne ressemble à rien et n'est qu'un informe revient à dire que l'univers est quelque chose comme une araignée ou un crachat. »

Le « Requiem » de Verdi à Pleyel, entre prière et orphéon

GIUSEPPE VERDI : REQUIEM. Solistes, Chœur et Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Le 23 mai, Salle Pleyel. Paris. Prochain concert : Akiko Suwanai (violin), Semyon Bychkov (direction), œuvres de Bruch et Bruckner 20 h 30, le 30. De 60 F à 240 F.

La *Messa da Requiem* de Giuseppe Verdi n'est pas à jouer dans une salle de concert. Verdi lui-même recommandait de le donner dans un théâtre ou une grande église. Cela dit, Pleyel, pas plus qu'une grande église, n'aide la matière touloute du *Requiem* à sonner clairement. N'accusons pas Verdi d'avoir empiété son orchestre, mais 24 vents

(quatre bassons, notamment, et toute une batterie de cuivres) ne facilitent pas la tâche du chef d'orchestre, notamment dans des tutti où se superposent solistes, chœur et orchestre notés fortissimo.

Chef qui est donc l'élément régulateur de ce déluge de décibels, qui peut - l'écrivait l'y autorise à de nombreuses reprises - décider de tout descendre d'un cran, sur le plan des dynamiques. Semyon Bychkov ne l'a malheureusement pas fait. Dès leur entrée, les solistes chantent fortissimo au lieu de forte, et ainsi de suite. Les deux dames ont des parties redoutables, exigeant graves et aigus, mais elles n'ont de toute évidence pas eu envie de tenter, dans la nef du fau-

bourg Saint-Honoré, des nuances plus subtiles.

La soprano américaine Michele Crider y a souscrit parfois (quoique pas toujours) à l'aise dans ses aigus, notamment sur le si bémol aplanississimo, à la fin de l'ouverture, alors que la mezzo-soprano grecque Markella Martziano s'y est refusée, y compris dans son duo à l'octave avec le soprano, où elle chantait constamment plus forte que sa collègue, gâchant l'effet de « double » de l'Agnus Dei.

« PAS UN OPÉRA »

Marcus Haddock, qui remplaçait Roberto Alagna, a une voix splendide, qu'on avait déjà remarquée à la scène (*Le Monde* daté 5-6 février 1995). Dans *Lakmé* - sous le nom de Marcus Jérôme ! -, il avait alors fait preuve d'une vraie probité stylistique, certainement guidé en ce sens par l'excellente direction de Frédéric Chaslin. A Pleyel, il fait justement ce que Verdi ne voulait pas entendre : « On ne peut chanter la Messe de la manière dont on chante un opéra : ainsi, un phrasé et des dynamiques qui seraient agréables au théâtre ne me plairaient pas. » Marcus Haddock abuse des ports de voix sur les intervalles disjoints, tics pseudo-expressifs qui nient la beauté pure du chant verdien, et la qualité de sa voix, qui est superbe, timbrée et souple.

Quant à Ferruccio Furlanetto, son chant est puissant mais l'émulsion est grossière et les voyelles prises dans une grislité assez tenace.

Semyon Bichikov n'a pas failli à sa tâche, n'a pas ménagé ses efforts, mais il a dirigé un *Requiem* comme on n'a plus vraiment envie d'en entendre. Il aurait pu obtenir davantage de légèreté dans les redoutables traits chromatiques au tutti de l'Hosanna et de manière générale alléger la texture afin de ne pas faire paraître l'orchestre de Verdi sous les traits d'un orphéon.

S'il était difficile de percevoir le son des violons, masqué par les timbales placées juste derrière, on s'est étonné des difficultés d'intonation du pupitre de violoncelles dans les traits ascendants au début de l'Offertoire. John Eliot Gardiner a ouvert une voie nouvelle dans l'interprétation de cet imposant ouvrage (2 CD Philips Classics 442 142-2). Il serait dommage de la prendre par son intention marginale. Un vainqueur, ce soit-là, et l'on est content de le dire un an après une médiocre interprétation de Gloria de Poulenc et du *Requiem* de Fauré à Saint-Denis (*Le Monde* du 11 juillet 1995) : le chœur, concentré, n'a jamais failli, alors que sa tâche est des plus rudes.

Renaud Machart

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE** : Le Français Didier Benetti a été nommé premier chef invité de l'association des Concerts Colonne, à partir de la saison 1996-1997. Il exercera ses fonctions au côté du chef d'orchestre italien Annelloni Alleani, directeur musical de l'Orchestre parisien. Didier Benetti a reçu au Conservatoire national supérieur de musique de Paris une formation de percussionniste et il a été notamment timbalier solo de l'Orchestre national de France. Didier Benedetti a ensuite créé les Solistes de Paris et s'est orienté résolument vers la direction d'orchestre.

■ **ART** : une exposition intitulée « Art dans la ville » s'est ouverte, mercredi 29 mai, dans une cinquantaine de lieux d'exposition de Saint-Etienne. Deux cents artistes d'horizons divers seront exposés gratuitement jusqu'au dimanche 2 juin, dans la plupart des galeries de la ville, mais aussi dans des MJC, à l'hôtel de ville, à l'université et à l'Ecole des mines. Cette manifestation, à l'initiative de la municipalité, veut faire découvrir la richesse des talents des plasticiens locaux et rapprocher la population de l'art contemporain.

Gérard de Nerval entre au répertoire du Français

Jean-Pierre Vincent met en scène « Léo Burckart », une œuvre que le poète n'avait pas écrite vraiment pour la scène

LÉO BURCKART, de Gérard de Nerval. Mise en scène : Jean-Pierre Vincent. Avec Andrizej Seweryn, Cécile Brune, Thierry Hancisse, Jean-Pierre Michaël, Jean-Baptiste Malarre... COMÉDIE-FRANÇAISE, Salle Richelieu, place Colette, Paris-7^e, M^o Palais-Royal. Les jeudi 30 et lundi 3, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F jusqu'au 21 juillet.

Nerval était allé en Allemagne en 1838. Une situation l'avait ému : pour prendre part aux combats militaires contre Napoléon, des étudiants - des esprits chauds - avaient été recrutés par le pouvoir et armés ; une fois vaincue l'oppression étrangère, ces partisans voulaient continuer de combattre pour eux-mêmes. Obligés de rendre leurs fusils, ils s'en procuraient d'autres, décidés, comme leur fait dire Nerval, « à frapper au cœur la tyrannie comme ils avaient frappé au cœur la France ». Le protagoniste qu'a choisi Nerval n'est pas un casseur, mais l'une des consciences des casseurs : Léo Burckart écrit des éditoriaux modérément incendiaires dans un journal influent. L'un de ces articles, plus violent que d'autres, le met en danger. Le prince lui propose alors, en échange de sa liberté, de participer au gouvernement, afin de conduire doucement, sans désordre, le pays vers plus de justice. Léo Burckart accepte.

Nerval a expliqué : « J'ai supposé un homme honnête, ami de la justice et du progrès, qui essaie de modérer les esprits trop impatients mais refuse de s'associer à une répression aveugle. J'ai toujours eu l'assassinat politique qui n'arrête jamais que le contraire au résultat qu'on attend. » Mais Burckart va être tenu pour traître aussi bien par les étudiants conjurés que par le prince. Et les étudiants désigneront pour assassiner Burckart, l'un des leurs, Franz Lewald, que Nerval a voulu très ambigu lui aussi, qui déclare, par exemple, à ses camarades de combat, en pleine réunion plénière : « Je hais cet esprit de liberté furieuse, qui méprise toute fantaisie, toute gaieté, tout amour. Délivrez-moi du tourment de hâler. »

Nerval a soutenu son scénario politique par une intrigue sentimentale : Franz Lewald est amou-

reux de l'épouse de Léo Burckart. Mais, là aussi, Nerval y va sur l'extrême pointe des pieds : les scènes d'amour et de jalousie sont d'une réserve rare. Au point que Nerval, comparant son *Léo Burckart* aux drames romantiques de l'époque, la jugeait, mi-figure mi-raisin, « une pièce un peu excentrique pour le boulevard ».

Voilà donc ce monument ému, joué au Théâtre-Français, et c'est l'intérêt premier de la chose. Car c'est un monument dans le sens « encombrant » du terme. Trop long. Nerval en avait coupé un bon tiers pour le porter à la scène. Aujourd'hui, Bernard Chartreux et Jean-Pierre Vincent respectent ces coupes, mais cela reste interminable, car souvent ce n'est pas un langage scénique, c'est trop « écrit », et Nerval avait d'ailleurs préféré le publier dans un recueil de textes « à lire ».

DANS TOUS LES SENS

Les décors grandioses de Jean-Paul Chambas sont incertains. La mise en scène appliquée de Jean-Pierre Vincent est lente. Mais, surtout, la direction d'acteurs n'aide pas à la compréhension, tant elle part dans tous les sens. Léo Burckart (Andrizej Seweryn), l'actuel acteur-mascotte maison, est une sorte de professeur Nimbus qui claque tout ce qu'il dit, apparemment plus préoccupé de ses manières de ténor et de ses gros subtils effets de jeu que du propos de la pièce. Thierry Hancisse, le conjuré Franz Lewald (le premier rôle, le Nerval par procuration) est un très étrange fou-fou, un peu clown blanc, un peu dandy.

En revanche, le prince (Jean-Baptiste Malarre) donne un ultra-classique, ultra-py, d'un air (presque) trop complaisant. Un dirigeant des conjurés, Diego, au rôle important, est joué par Malik Farrouk comme une caricature de bandit d'opérette. Les acteurs les plus proches de l'intelligence et du sérieux de Nerval sont Eric Frey, Olivier Dautry, Samuel Le Bihan, Laurent d'Oice, dans des rôles moins décisifs. Pour tout amateur de théâtre, ce *Léo Burckart* est néanmoins une étape obligatoire. Et, pour quel pas, une soirée qui le comble.

Michel Cournot

L'aménagement des Tuileries provoque un vif débat

LES ORIGINES du jardin des Tuileries, son évolution, sa restauration : un après-midi studieux était consacré, mercredi 29 mai, au passé et à l'avenir de ces 29 hectares. Dans l'auditorium du Grand Louvre, le public a d'abord entendu quelques exposés savants sur l'histoire de ce parc royal devenu l'un des poumons de Paris, fréquenté chaque année par plus de 5 millions de personnes. Mais on attendait plutôt les interventions de Louis Benech et Pascal Chabrier, les paysagistes chargés de rénover les Tuileries, et celles des représentants de l'Établissement public du Grand Louvre (EPGL), Jean Lebrat et Serge Louveau, respectivement président et secrétaire général de l'EPGL, l'établissement aménageur. C'est au cours de la « table ronde » qui clôturait la journée que l'affrontement fut le plus vif.

A côté des quatre hommes déjà cités, on trouvait deux représentants des Monuments historiques, Yves Boiret et François Macé de l'épave, ainsi que Jean-René Gabory, responsable du département des sculptures au Louvre, Jacques et Peter Wirtz, créateurs des jardins du Carrousel. Il fut reproché à l'EPGL la dérive commerciale qu'il glisserait les Tuileries. Principaux symptômes : la transformation des modestes barquettes en véritables restaurants (plus de mille places au total), la création d'un théâtre de plein air, d'un théâtre de marionnettes, d'une péniche, d'un poney-club, la multiplication des locations temporaires sur l'esplanade des Feuillants, - en particulier les fameux 10 000 mètres

carrés concédés aux forains deux fois par an, - mais aussi des « opérations spéciales » accordées à des entreprises.

Chaque manifestation, rappelle Pascal Chabrier, engendre des nuisances redoutables pour un jardin fragile, en pleine reconstruction, aux arbres fraîchement plantés. Il regrette, par exemple, que l'on ait autorisé aux Tuileries l'exposition consacrée à la sculpture anglaise, actuellement en cours d'installation. « Un jardin n'est pas l'espace adéquat pour des expositions temporaires, affirme-t-il. Les lourds engins de levage qui amènent les œuvres sont désastreux pour lui. La présence de l'art contemporain aux Tuileries est possible. Elle doit être réfléchie et intégrée définitivement à l'environnement. »

Serge Louveau note que l'EPGL subit beaucoup plus qu'il n'organise : « Beaucoup de manifestations passent directement par le ministère de la Culture. » Jean Lebrat doit affronter le feu roulant des questions venues d'un public acquis aux paysagistes. Il « regrette que l'on parle trop des camions et pas assez des magnifiques réalisations qui sont en train de se faire sous nos yeux ». Un intervenant rappelle perfidement que le responsable de l'aménagement des Tuileries fut également celui des Halles, « un ratage historique », qui comporte aussi un jardin - « totalement loupé », - mais dont « les espaces commerciaux sont au moins enterrés ».

Emmanuel de Roux

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur internet, 36-17 Drouot

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75006 PARIS. 40-75-45-45.

SAMEDI 1er JUIN
S.12- Grands vins et alcools. Mes LOUDMER.
LUNDI 3 JUIN
S.3- Archéologies. Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
Expo le samedi 1er juin de 11 h à 18 h.
S.12- Grands vins et alcools. Mes LOUDMER.
MERCREDI 5 JUIN
S.4- COLLECTIONS : objets d'art et de curiosité du Moyen-Âge, de la Renaissance, des XVII^e et XVIII^e siècles. Mes de RICQUES.
Expert : M. Robert Monnau.
S.13- Tableaux, bibelots, livres, meubles anciens et style.
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
VENDREDI 7 JUIN
S.1- ART NOUVEAU - ART DECO. CRÉATEURS CONTEMPORAINS.
Tableaux. Verreries. Céramiques. Objets d'art. Mobilier. Tapis.
Mes LOUDMER.
S.2- Objets d'art. Mes BONDU.
S.16- Estampes anciennes et modernes.
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009)
47.70.67.68
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009) 47.70.36.16
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002)
42.60.87.87
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50
de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009) 48.74.38.93

L'attachant festival musical s'achève le samedi 2 juin

MELLE, ce n'est pas seulement un magnifique village des Deux-Sèvres aux jardins carolingiens, c'est aussi une merveilleuse église romane, nue et belle, et un public d'une ouverture d'esprit exemplaire. Peu fortuné, le Festival n'hésite pas à inviter un duo américain pour l'intégrale de la musique pour violon et piano de Aaron Copland (le 31), le Quatuor Emperor, encore inconnu mais dernier primé à Evian (le 30). Toute



VERNISSAGES

Aller-retour pour voir
 Adolphe Roisy-Charles de Gaulle,
 95 Roisy-Charles de Gaulle, Du 4^{ème}
 au 31 août 1996.
 Musée d'Anvers, Taverne dans le Jardin
 Paul-Éluard
 Musée d'Art et d'Histoire, 22 bis, rue
 Gabriel-nri, 93 Saint-Denis, Le 43
 10 heures à 17 h 30 ; samedi, 17 h 30 à
 dimanche de 14 heures à 18 h 30. Ferme
 mardi. Du 31 mai au 9 septembre 1996.
 Anthony Carr
 13, rue de Téhéran, Pa-
 ris 8^{ème}, Métro Miroirail, 781 : 45-63-13-19.
 De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14
 heures à 18 h 30. Ferme dimanche et
 du 10 au 20 juillet 1996.
 Hannah Collins
 Galerie Laage-Salomon, 57, rue du
 Temple, Paris 1^{ère}, Métro St-Jacques
 19 heures, Du 7-7-96 au 19-7-96.
 19 heures. Ferme dimanche et du
 7^{ème} au 10^{ème} juillet 1996.
 Patrick Corbier : trois semaines
 100 bis, rue de la Chapelle, 75018
 d'Asas, Paris 8^{ème}, Mét RER Port-Royal
 Notre-Dame-des-Champs, 781 : 43-26-
 91-90. De 10 heures à 17 h 30. Ferme
 dimanche et du 10 au 100 bis, rue

★ Eglise Saint-Savinien, 79500
Melle. Jusqu'au 2 juin. Tél.: (16)
49-29-08-23.

UNE SOIRÉE A PARIS

Rabindranath Tagore
On ne le sait pas assez, mais celui qui fut un des grands poètes et musiciens de la culture indienne, un important penseur aussi, inventa au soir de sa vie une forme de danse participant à son idéal de beauté et de quête mystique : le dance-drama. Sharmila Roy chante le poète. Ranjabati Sircar rend hommage à sa danse. Le 1^{er} juin, à 19 heures, Catherine Clément, entourée d'écrivains indiens, donnera une conférence-démonstration sur ce style de danse.

Maison des cultures du monde,
101, boulevard Raspail, Paris 6^{me}. **M^e Rennes.** 20 h 30, les 30 et 31 mai. Tel. : 45-44-72-30.

Philippe Sellam Quilest
Belle formation conduite par Philippe Sellam, saxophoniste voyageur, à l'aise dans les airs d'Afrique, du jazz ou du funk. Claude Egés est à la trompette, Benoît Sourisse au piano et la rythmique est celle de Kartet, Hubert Dupond (contrebasse) et Benjamin Henocq (batterie). Confrontations et complémentarités.

Péniche Boer II, port de la Gare, Paris 13^e. M^e Quai-de-la-Gare.

21 heures, le 30. Tél. : 45-85-07-45, 80 F.

Melvin Taylor
et **the Slack Band**

Peu connu en France, Melvin Taylor connaît depuis peu, grâce à la vogue pour le blues-rock, le succès (CD *Melvin Taylor and the Slack Band Evidence/Harmonia Mundi*). Très marqué par Hendrix, son langage phrasé se faufile habilement à la frontière des clichés en conservant une certaine rodesse.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10. M. P. Château-d'Eau, 20 h 30, les 30 et 31. Tél. : 45-23-51-41. Le 40 F. et 130 F.

Maurizio Pollini

Salvatore Sciarino a de quoi être fier : le pianiste Maurizio Pollini joue les auteurs contemporains au compte-gouttes : Stockhausen, Boulez, Nono... Sciarino, maître du très concentré, ne devrait pas déceper, entre Chopin et Debussy. Un récent événement, assurément.

Chopin : *Prélude op. 45, Ballades*.
Sciarino : *Sonate pour piano n° 5*.
Debussy : *Préludes pour piano*, livres I.

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8. M. P. Temps 20 h 30, le 31. Tél. : 45-61-53-00. De 120 F. à 370 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'ÂRNE DU MEURTRE
Film brésilien d'Arnold Götai, avec Les Rabins, textes adaptés par Hanna Schygulka (1 h 15).
VO : Studio des Ursulines, 9 (45-26-19-05).
L'Entreprise, 14 (45-43-41-53).

BONGO MAN
Film germano-américain de Stephan Paul.
VO : Image d'ailleurs, 9 (45-87-18-05).

DES LÉRIEUX QUI CHANTENT
Film français de Caroline Chormier, avec Julien Gannet, Pierre Allio, Claude Marnet, Jeanne, Pascal Mathiot, Bode Mennegand, Delé Routouze (1 h 10).
UGC Ciné-Clés les Halles, 1^{er} / Espace Saint-Michel, 9 (45-67-20-45).

GRU & C°
Film américain de Spike Lee, avec Theresa Randle, Isabel Magalhães, Spike Lee, Jennifer Lewis, David Mazouz, Peter Berg (1 h 48).
VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

PRINCESSE CARIBOO
Film américain de Michael Austin, avec Phoebe Cates, Kevin Kline, Jim Broadbent, Wendy Hughes, John Lithgow, Stephen Rea (1 h 35).
VO : UGC Ciné-Clés les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; Gaumont Marignan, 9 (réserve : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (45-57-90-51) ; Gaumont Parassé, dolly, 1^{er} (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Sept. Parassé, dolly, 1^{er} (45-26-48-18) ; Elyse-Lincoln, dolly, 1^{er} (45-58-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis, 1^{er} (45-26-15-23) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-53) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolly, 1^{er} (45-50-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alesia, dolly, 1^{er} (45-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Gaumont les Halles, dolly, 1^{er} (45-26-19-05) ; L'Entreprise, 14

13^e : do 13^e : Gaumont Alésia, do 13^e : do 13^e : 43-74-50 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parmesse, do 13^e : 44^e : réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, do 13^e : 45^e : réservation : 40-30-20-10 ; La Gambetta, 74^e : do 13^e : 46-36-10-56 ; réservation : 40-30-20-20.

EXCLUSIVITÉS

L'ÂGE DES POSSIBLES
 de Facille Fernan,
 avec les élèves-comédiens du Théâtre national de Strasbourg.
 Français (1 h 45).
 14-11-141 Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ;
 Europa Pantheon (40-30-20-10) ;
 (45-54-15-10) ; Le Balzac, 3^e (45-61-10-50).

LA BALLADE DE MARYAMA
 de Katsuko Kinoshita,
 avec Kiriko Hasei, Tanjo Mochizuki,
 Teiji Kiyahashi, Daneko Ichikawa, Seiji Miyaguchi.
 Japonais (1 h 30).
 VO : Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e
 (45-54-42-34).

CHAQUIN CHERCHE SON CHAT
 de Cédric Klapisch,
 avec Garance Clavel, Zinedine Soualem,
 François (1 h 35), Olivier Fy, Araspimou,
 Rambo.
 Français (1 h 35).
 UGC Ciné-dix les Halles, do 13^e : 14^e :
 UGC Odéon, do 13^e : 43^e : 45-59-83 ;
 UGC Roccodo, do 13^e : 4^e : Le Balzac 3^e
 (45-61-10-50) ; UGC Opéra, 5^e : 14-141 :
 do 13^e : 45^e : 57-80-81 ; Eclair, do
 13^e : 47-07-28-04 ; réservation : 40-30-20-10.

LE CŒUR FANTÔME
 de Philippe Garrel,
 avec Luis Rego, Aurelia Alcaiz, Maurice
 Dugay, Romya Didi, Roschdy Zem, Cécile
 Châline.
 Français (1 h 27).
 Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

CORPS ET AMIES
 de Aude Mouton,
 avec Cécile Rebouillon, Philippe Remon-
 taut, Antoine Guinand, Bernadette Patols,
 Monica Soco, Jean-Daniël Vermeil.
 Suisse (1 h 25).
 Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) ;
 Le République, 13^e (48-05-51-33).

LES CRIS DE LA VALLÉE
 DANS LE CHAMP DE SAUTERELLES
 de Marcello Cesena,
 avec Rossi de Palma, Jaicy Nercessian,
 Carla Signorini, Maurizio Crozza, Ugo Dighe-
 ro, Mauro Piovare.
 Italien (1 h 30).
 VO : Latine, do 13^e : 42-76-47-66).

CRYING FREEMAN (*)
 de Mark Cousins,
 avec Marie Descoms, Julie Condra, Tchéky
 Karyo, Romya Didi, Valérie Salas,
 Catherine Kato Byron Mieri.
 Franco-canadien (1 h 40).
 VO : UGC Forum Orient Express, do 13^e :
 13^e : George, 4^e.

L'OFFICIER DE LA MORT
 de UGC Montparnasse, 3^e : Paramount
 Opéra, do 13^e : 47-02-56-31 ; réservation :
 40-30-20-10 ; UGC Bobeline, 13^e.

DEAD MAN
 de Jim Jarmusch,

by Johnny Depp, Gary Farmer, Lance
 Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel
 Byrne, John Hurt
 Américain, noir et blanc (2 h 14).
 14-juillet Seabourg, dolly, 3 (42-
 47-14-35) ; Images d'ailleurs, 5 (45-48-18-
 17) ; Le Quartier Latin, 5 (43-25-34-65)
 Luxemburg, 4 (45-44-57-30).
LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL
 KANT
 de Philippe Collin,
 avec David Warrow, André Wilms, Ro-
 land Arnsperg, Christian Rist, Julien Ri-
 chardot, Claude Aulic
 Français, noir et blanc (1 h 10).
 Studio des Usulines, 4 (43-26-19-20).
PRISSONS ANGLAIS
 de Peter Capaldi, Port Harkins, Bill Britten,
 Jim Gillespie, Clif Prechezer et Andrew
 Kötting
 Britannique (1 h 27).
 VO : Action Cliviana, 6 (43-29-11-30).
LES GENS DES BARAQUES
 de Robert Szost,
 Français (1 h 28).
 VO : Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65).
GOOD MEN, GOOD WOMEN
 de Hou Hsiao-hsien,
 avec Annie Shufuia Inoh, Lin Gieng, Jack
 Kao, Vicky Wei, King Jieh-wen, Tsai Chen-
 nian
 Taïwanais (1 h 48).
 VO : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-
 77 ; réservation : 40-30-20-10).
LE HUITIÈME JOUR
 de Jacob Van Dormael,
 avec Daniel Auzou, Pascal Duquenne,
 Mlou-Mlou, Isabelle Sadovany, Henri Gar-
 cin, Michèle Masi
 Franco-belge (1 h 58).
 Gaumont Les Halles, dolly, 1* (40-39-99-
 40 ; réservation : 40-30-20-10), Rex, do-
 lly, 2* (39-17-10-00) ; 14-juillet Seabourg,
 dolly, 3 (42-77-14-55) ; 14-juillet Océanor,
 dolly, 6 (43-25-99-83) ; USC Montpar-
 nasse, dolly, 6 ; Gaumont Marguerite,
 dolly, 6 (réservation : 40-30-20-10).
 George-V, THQ, dolly, 6 ; Saint-Lazare,
 Pasquier, dolly, 6 (43-67-35-43 ; réserva-
 tion : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra,
 dolly, 3 (47-42-56-31 ; réservation : 40-
 30-20-10) ; 14-juillet Bastille, dolly, 11

(43-57-50-81); Les Nation, doley, 12° (43-57-50-87); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, doley, 12°; UGC Gobelins doley, 13°; Gaumont Parmasse, doley, 14° (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, doley, 16° (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, doley, 15° (45-75-73-79); UGC Convention doley, 15°; UGC Maillot, doley, 16°; 7°; Pathe Waplar, doley, 18° (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, doley 20° (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.
KANSAS CITY
 de Robert Altman.
 avec Jennifer Jason Leigh, Harry Belafonte, Miranda Richardson, Dermot Mulroney, Steve Buscemi, Michael Murphy.
 Américain (1 h 58).
 VO : UGC Ciné-été les Halles, doley, 11°; Gaumont Opéra Impérial, doley, 2° (47-30-20-38); réservation : 40-30-20-10; UGC Dan-er, 11°; UGC Normandie, doley, 14°; La Bastille, 11° (43-07-48-60); Mistral, 14 (39-17-10-0); réservation : 40-30-20-10; Sept Parmentiers, doley, 14° (43-20-32-20); réservation : 40-30-20-10.
LEONE DE VIE
 de Pavel Lounguine.
 avec Vincent Perez, Armen Džigarchian, Ivan Metcherichia, Alexander Serebrennikov, Sergueï Stepantchenko, Dimitri Pletokov.
 Russe-franco-italienne-russe (1 h 40).
 VO : Images d'ailleurs, 15° (45-47-16-08).
LE MONUMENT L'OMBRÉ
 de Leifert Sæmthøven.
 avec Kostas Kazakos, Stratos Tzoroboglou, Giorgos Ninos, Doris Maskalavancu, Vassio Borretos, Petis Koussafis.
 Grec (1 h 45).
 VO : images d'ailleurs, 15° (45-47-16-08).
LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT
 de Peter Lord, David Spardson, Sam Fell et Nick Park.
 dessin animé Britannique (1 h 10).
 VO : 14-Juillet, Beausoubourg, doley, 37° (47-17-14-55); Epée de Bois, 43° (43-37-52-47).
 14-Juillet Parmasse, 46° (43-26-58-00).
 VF : Epée de Bois, 57° (43-37-57-47); 14-Juillet Parmasse, 46° (43-26-58-00); Epée de

Mixées
 Monument
 Formés !
 des, tarifs, horaires...)

MONDE

2,23 Pion

Lincoln, 3° (43-59-36-14; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Gobellins Fauvette
 doly, 13° (47-07-55-58; réservation : 40-30-20-10)
RODOLFE
 André, Fanny Ardant, Charles Berling, Bernard
 Graudeau, Judith Godrèche, Jean
 Rochefort.
 François (1 h 42).
 UGC Châ-côté les Halles, doly, 1° (réservation :
 40-30-20-10); 14-Juillet Bellevue,
 doly, 13° (42-77-14-53); Espace
 Saint-Michel, doly, 13° (44-07-40-14);
 14-Juillet Hauteville, doly, 8° (46-33-79-
 38); Bretagne, doly, 8° (59-17-0-10);
 sérvation : 40-30-20-10; UGC Danton,
 doly, 8°; Gaumont Ambassade, doly, 8°
 (43-59-19-08; réservation : 40-30-20-10);
 10°; Saint-Lazare-Pommes, doly, 8° (43-
 59-19-08; réservation : 40-30-20-10); UGC
 Normandie, doly, 8°; Gaumont Opéra,
 doly, 8° (47-70-33-88; réservation :
 40-30-20-10); Les Nation, doly, 12° (43-
 43-04-67; réservation : 40-30-20-10)
 UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobe-
 llins Fauvette, doly, 12° (67-07-55-88; ré-
 sation : 40-30-20-10); Gaumont Pa-
 rasse, doly, 14° (réservation :
 40-30-20-10); Gaumont Almé, doly, 14°
 (47-77-84-50; réservation : 40-30-20-10);
 14-Juillet Beaugrenelle, doly, 15° (45-75-
 79-79); Gaumont Convention, doly, 15°
 (45-75-79-79; réservation : 40-30-20-10);
 nopolitaine, doly, 15° (réservation : 40-30-
 20-10); Majestic Passy, doly, 16° (44-14-
 24-65-24; réservation : 40-30-20-10); UGC
 Molière, 17°; Patiné Wepler, doly, 18° (ré-
 sation : 40-30-20-10); Le Gambetta
 doly, 18° (46-36-10-98; réservation : 40-30-
 20-10)
LE ROCHER D'ACAPULCO (*)
 de Laurent Tilly.
 avec Margot Abascal, Antoine Chappes,
 Zinedine Soualem, Howard Vernon, Tati
 Sjöberg, Claude Causse.
 François (1 h 15).
 Espace Saint-Michel, 3° (44-07-20-20).
 Les Mimos Calpestri.
 avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi,
 Valeria Moriconi, Roberto De Francesco,
 Roberto Benigni, Simona Carmelli.
 italien (1 h 20).
 VO : Gaumont les Halles, doly, 1° (40-30-
 59-40; réservation : 40-30-20-10); L'Ar-
 quin, doly, 8° (45-44-29-80; réservation :
 40-30-20-10); UGC Normandie, doly, 8°
 (45-44-29-80; réservation : 40-30-20-10);
 doly, 7° (47-07-02-48; réservation : 40-30-
 20-10); Escurial, doly, 13° (47-07-26-26-
 44; réservation : 40-30-20-10).
SMALL FACES (*)
 de Gilles Meline.
 avec Isidore Robertson, Joseph MacSwiney,
 J. S. Luff, Laura Fraser, Gerry Swaine.
 Claire Higgins.
 Britannique (1 h 48).
 VO : Espace de la 3° (43-37-57-42).
LES TIGES DE L'AMOUR
 de Michèle Makhmalbaf.
 avec Shiva Geresh, Abdolmajid Paki,
 Akten Tunc, Menderes Samranjari.
 iranien (1 h 15).
 VO : 14-Juillet Parnesse, 6° (43-26-59-00).

TROIS VIES ET UNE SEULE MORT
de Raoul Ruiz,
avec Marcello Mastroianni, Marija P
redes, Arielle Dombasle,
Francis-espagnol (2 h 30).
USC, Danbury, 107, 40-39-99-40;
réservation : 40-30-20-10; USG
Opéra, 2^e (47-70-33-88; réservation :
40-30-20-10); Le Saint-Germain-des-Prés
Salle G, de Beauregard, 87 (42-22-87-25-
réservation : 40-30-20-10); USG
dan-Ars 11, 15 (46-35-20-25); Publicis
Champs-Élysées, 13 (47-20-76-23; réservation :
40-30-20-10); Gaumont, Gobelins,
Fauvette, 13^e (47-07-25-88; réservation :
40-30-20-10); Bièvre/Montparnasse
doly, 15 (39-70-10-40; réservation : 40-
30-20-10); Parthé Wepier, 18 (réserva-
tion : 40-30-20-10).
UN VAMPIRE À BROOKLYN
de Jacques Audiard,
avec Mathieu Kassovitz, Anouk Grinber
Sandrine Kiberlain, Albert Dupontel, Na
la Bertrami, Bernard Bloch.
François (1 h 45).
USC Ciné-thé des Halles, doly, 1^{er} (USC
Montparnasse, 15 (46-35-20-25);
S^e; Gaumont, Ambassade, doly, 8^e (4-
59-19-08; réservation : 40-30-20-10); USC
Normandie, doly, 8^e; USG Opéra, doly, 10
S^e; Majestic Bastille, doly, 11^e (47-00-00-00-
88; réservation : 40-30-20-10); USG G
belins, doly, 13^e; Gaumont Parmentier,
doly, 15 (46-35-20-25); USC Convention, doly,
15 (46-35-20-10); Gaumont Alésia, doly, 14
réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet
Beaugrenelle, doly, 15 (45-75-79-39);
Gaumont Convention, doly, 15 (réserva-
tion : 40-30-20-10); Majestic Passy, de
by, 15 (46-35-20-25); USC Convention,
10^e; USG Maffei, 17^e; Parthé Wepier,
18^e (USC Normandie, 40-30-20-10);
Gambetta, doly, 20^e (46-35-10-88; réservation :
40-30-20-10).
UN VAMPIRE À BROOKLYN
de Wes Craven,
avec Christopher Lee, Angela Bassett, Alle
Payne, Kadeem Hardison, John Withers
prou, Zakaria Moss.
Américain (1 h 42).
VOI : USC Ciné-thé des Halles, doly, 1^{er}.
USC Danbury, doly, 8^e; Gaumont la
Salle, 10^e (USC Normandie, 40-30-20-10);
George-V, doly, 8^e.
VF : Rex, doly, 2^e (93-07-10-00); USG
Montparnasse, 15 (Parsmouth Opéra,
doly, 8^e (47-42-56-59; réservation : 40-30-
20-10); USC Convention, 15 (USC G
belins, 13^e; USC Bastille, 12^e; USC
Gobelins, 13^e; Miroslav, doly, 14 (39-17-
10-40; réservation : 40-30-20-10); Miroslav,
doly, 14 (39-17-10-40; réservation : 40-30-
20-10); USG Convention, doly, 15
15^e; Parthé Wepier, doly, 18 (réserva-
tion : 40-30-20-10); La Gambetta, doly, 20
46-35-10-88; réservation : 40-30-20-10).
VISAGE ÉCART
de Daniel Schmid,
avec Jean-Pierre Bando, Haruko Sug
mura, Han Takehara, Kazuo Ohno, Yajir
Bando, Kiti Shishida.
Japonais-suisse (1 h 30).
VO : Locomotive, 11 (40-30-20-10).
(*) Films interdits aux moins de 15 ans.

Parcs d'attractions
Expositions
Musées
Monuments

Sortez informés !
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

2,21 Franc

Le personnel de France 2 exprime sa défiance

Après le vote de l'assemblée générale défavorable au président de France Télévision, le CSA a demandé à Jean-Pierre Elkabbach de réunir le conseil d'administration de la chaîne publique

RÉUNIS en assemblée générale dans la crypte de l'église italienne, rue Jean-Goujon, à Paris, dans la matinée du mercredi 29 mai, plus de 200 salariés de France 2 - sur un total de 1 300 permanents - ont voté, à main levée, une motion de défiance à l'encontre de la direction, proposée par l'intersyndicale (CFDT, CGC, CGT, SFR, CGT, SN, SRTA) et par la société des journalistes. Adoptée à la majorité, la motion, a recueilli sept votes « contre », tandis qu'une dizaine de présents s'abstenait.

Les réponses données, mardi 28 mai, par Jean-Pierre Elkabbach, président de France Télévision, ainsi que la suppression des postes de délégué général et de conseiller du président, occupés par Patrick Clément et Louis Bédot, n'ont pas satisfait les syndicats. La motion précise que, « malgré les orientations condamnationnelles prises par l'équipe de la présidence, ayant eu pour conséquence un non-respect de l'éthique du service public et une image altérée de la chaîne », la présidence ne propose toujours pas au personnel « de mesures crédibles, tant sur le plan de la réorganisation de la présidence et de la direction générale que sur le plan des propositions faites au CSA ».

« Nous n'avons plus confiance », « nous voulons défendre ce service public dont nous sommes fiers », « nous ne voulons pas la tête d'un homme, mais la réforme de tout le système », « le personnel considère comme inadmissible le départ de l'équipe en place », telle était la teneur des sentiments exprimés par

des responsables syndicaux - notamment ceux de la CFDT, de la CGC, de la CGT et du SNJ, qui regroupent les deux tiers du personnel de la chaîne - ou des salariés.

Alain Vernon, journaliste du service des sports et membre de la société des journalistes, a appelé à la grève, en faisant remarquer que cette démarche avait réussi lorsque la direction avait voulu imposer Jean-Luc Delaune pour commenter des épreuves de football. De son côté, Pierre Salviac, adjoint au directeur des sports, a expliqué qu'il ne voterait pas cette motion : « Il y a huit ans, ici même, nous étions en grève en même temps que se déroulaient les Jeux de Séoul. Résultat : les concurrents se sont fait une image sur notre dos parce que nous étions en grève, et, à cause de cela, nous avons perdu l'année après les droits du rugby ».

Un réalisateur, Gilles Katz, a ensuite pris la parole et dénoncé « la perte de qualification qu'a entraînée la loi Tasca ». « Les structures actuelles sont manipulées par les pouvoirs politiques et financiers. C'est à nous de défendre le service public. On ne peut plus faire confiance à cette équipe. Dehors ! », a-t-il ajouté.

« REFUSER TOUT LE SYSTÈME »

En filigrane, perçait toujours le sentiment d'une injustice causée par l'inégalité entre les conditions de travail du personnel et les contrats des animateurs-producteurs. « On ne peut obtenir aucune embauche, on travaille deux fois plus qu'avant, sans augmentation ; on nous demande de partir en reportage à 6 heures du matin et de revenir le soir à 22 heures parce qu'on ne peut nous payer une note d'hôtel, s'insur-

geait une journaliste. Il y a trop de mépris envers ceux qui font leur travail, et de l'autre côté on distribue des millions aux animateurs. Au delà de Jean-Pierre Elkabbach, il faut refuser tout le système ».

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est réuni, mercredi 29 mai, à propos de France Télévision, en indiquant qu'il « reste très attentif ». Après avoir évoqué l'hypothèse d'un communiqué enjoignant à Jean-Pierre Elkabbach de réunir le conseil d'administration de France 2, les « sages » ont choisi le biais d'une lettre adressée par le président du CSA, Hervé Bougeard, au président de France Télévision. Les deux hommes s'étaient rencontrés mercredi 29 mai. Le conseil d'administration de France 2 qui devait se tenir vendredi 31 mai a été annulé. Il devrait être convoqué au début de la semaine prochaine. Les représentants de l'Etat pourraient y jouer un rôle décisif. Après avoir entendu les propositions de Jean-Pierre Elkabbach, ils auront à décider de la suite à leur donner.

Officiellement, « le CSA reste très attentif à l'évolution de la situation et reste sur les positions de son précédent communiqué ». Ce dernier demandait à Jean-Pierre Elkabbach de revenir rapidement devant les sages pour évoquer les nouvelles orientations en matière de contrats des animateurs-producteurs et de réunir un conseil d'administration « dans les plus brefs délais ».

Véronique Cauché et Yves Mamou

Marketing et publicité aident les quotidiens norvégiens à augmenter leurs ventes

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La Norvège est un pays où les journaux sont nombreux. Alors que dans presque tous les pays développés, le nombre de lecteurs de quotidiens se réduit chaque année (Le Monde du 22 mai), la Norvège fait de la résistance. Dans ce pays de 4 millions d'habitants, 2,5 millions d'exemplaires sont vendus chaque jour. La Norvège détient le record de pénétration des quotidiens, 600 journaux pour 1 000 habitants, contre 226 pour les États-Unis et 156 pour la France, même si la diffusion a baissé en 1995.

En Europe du nord, il y a une place pour de belles histoires de presse, comme celle qu'est venue conter au congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux, réuni récemment à Washington, Elvind Thomsen, directeur général du groupe scandinave Schibsted. L'histoire tient en deux lettres : VG. C'est le titre du premier quotidien norvégien, qui est passé de 40 000 exemplaires en 1970 à 371 000 exemplaires en 1995.

Le conte de fées commence mal. Le quotidien a beau s'appeler *Vendens Gang* (« Le Chemin du monde »), il a du mal à trouver sa voie. Né en 1945, c'est un journal indépendant, libéral, sérieux, dont les points forts sont la culture et la politique. Il a un inconvénient : c'est un journal national dans un pays où les quotidiens locaux sont bien implantés et portés à domicile. *Vendens Gang* a tout essayé : il devient plus grand public, il passe au format hebdomadaire, puis au tabloïd. Il

devient enfin un journal du soir. Mais la diffusion n'augmente pas. Au bord de la faillite, il est racheté en 1967 par Schibsted, qui va le transformer en accrochant tous les inconvénients du journal et en faisant des avantages. VG est un journal national, il va le devenir de plus en plus. Les journaux norvégiens sont portés à domicile, VG va se développer par la vente au numéro. Enfin, pour bien affirmer l'identité rédactionnelle du titre, le volume de la publicité est limité.

Il faut qu'on trouve le journal dans tout le pays. VG met en place un réseau de vente supplémentaire dans les magasins, les supermarchés, les stations-service, etc. Aujourd'hui, la moitié des lecteurs achètent VG dans les supermarchés.

Pour se faire connaître, il utilise les techniques marketing et rappelle qu'il fait partie de la vie quotidienne des Norvégiens. Il a également présenté des campagnes de publicité originales. Comme ce spot qui met en scène une très belle blonde. Dans un train, elle s'assoit en face d'un homme plongé dans la lecture de VG. Échange de regards. Elle jette à peine un oeil à son voisin dépourvu de journal. Nouveaux regards. Il croit que le courant passe. Il s'approche d'elle, pile son journal et le passe à son voisin. Elle se déplace pour s'asseoir devant le deuxième homme, désormais pourvu de journal, pour continuer sa lecture. La Norvège est bien le pays où les journaux sont rois.

Alain Salles

COMMENTAIRE RESPONSABILITÉS

Par des fuites diverses concernant les restrictions budgétaires à venir les syndicats de France 2 avaient été indirectement invités à se mettre en grève. Cette situation aurait déstabilisé Jean-Pierre Elkabbach. Les personnels ont préféré voter une simple motion de défiance envers leur président, renvoyant gouvernement et CSA à leurs responsabilités. Si ces derniers souhaitent le départ du président de France Télévision, ils devront

s'en charger eux-mêmes. Le CSA, qui est le gardien de la réglementation et nomme les présidents de chaînes, n'a pas réellement le droit de regard sur leur gestion. Les « sages » ont donc incité fermement le président de France Télévision à réunir le conseil d'administration de France 2. Ce dernier, qui siègeait quatre représentants de l'Etat, d'entendre les propositions et de juger de la suite à leur donner. Si le conseil d'administration exprime sa méfiance, le CSA en tirera alors les conséquences.

Y. M.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. 14.30 Dallas. 14.35 Ténis. 15.25 Hawaii police d'Etat. 15.30 Les Femmes de l'amour. 16.30 Une famille en or. Jeu. 17.05 Rick Hunter. 18.00 Sydney Police. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. 20.10 Tercé. Traffic Info.	12.50 Journal. Loto. 12.55 et 13.40 Météo. 13.45 Derrick. Série. 14.00 Ténis. 14.30 En direct de Longchamp. 14.35 Ténis. 15.25 International de France en direct de Roland-Garros. 15.30 Les Femmes de l'amour. 16.30 Une famille en or. Jeu. 17.05 Rick Hunter. 18.00 Sydney Police. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. 20.10 Tercé. Traffic Info.	12.35 Journal. Keno. 13.10 Ténis. 13.15 International de France (105 min). 14.35 Femmes. Série. 15.45 Les Deux Fous à la loi. 16.10 Le passe à la télé. 16.45 Les Minikieux. 17.50 C'est pas sorcier. 18.10 Les Deux Fous à la loi. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20. 19.05 Journal régional. 20.05 Ra si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.38 Ténis. Côté court.	13.00 Les Lumière du music-hall. Josephine Baker. 13.25 Attention santé. La série. 13.30 Dédé. 14.00 La Chine. (44). 15.00 L'Aventure des sciences. 16.00 Planète blanche. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 AIE. 17.30 Ma souris bien-aimée. 17.45 Cinq sur cinq. 18.00 Métropole. Surveillances rapprochées (46). 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Collection Hollywood 1950. 19.05 Série (4751). Gardez votre sollicitude, de Richard Morris, avec Loretta Young, Robert Richards (30 min). 19.30 7/2. L'Irlande : les élections entre guerre et paix. Magazine présenté par Désirée Bédou. (30 min). 20.00 Deux artistes et un tableau : Peacock-Stawalle. Documentaire de Heiner Stawalle (30 min). 20.30 8 1/2 Journal.	12.25 La Petite Maison dans la prairie. 12/2. 13.25 Passion interdite. 13.30 Ténis. 13.35 Ténis. 13.40 Ténis. 13.45 Ténis. 13.50 Ténis. 14.00 Ténis. 14.05 Ténis. 14.10 Ténis. 14.15 Ténis. 14.20 Ténis. 14.25 Ténis. 14.30 Ténis. 14.35 Ténis. 14.40 Ténis. 14.45 Ténis. 14.50 Ténis. 14.55 Ténis. 15.00 Ténis. 15.05 Ténis. 15.10 Ténis. 15.15 Ténis. 15.20 Ténis. 15.25 Ténis. 15.30 Ténis. 15.35 Ténis. 15.40 Ténis. 15.45 Ténis. 15.50 Ténis. 15.55 Ténis. 16.00 Ténis. 16.05 Ténis. 16.10 Ténis. 16.15 Ténis. 16.20 Ténis. 16.25 Ténis. 16.30 Ténis. 16.35 Ténis. 16.40 Ténis. 16.45 Ténis. 16.50 Ténis. 16.55 Ténis. 17.00 Ténis. 17.05 Ténis. 17.10 Ténis. 17.15 Ténis. 17.20 Ténis. 17.25 Ténis. 17.30 Ténis. 17.35 Ténis. 17.40 Ténis. 17.45 Ténis. 17.50 Ténis. 17.55 Ténis. 18.00 Ténis. 18.05 Ténis. 18.10 Ténis. 18.15 Ténis. 18.20 Ténis. 18.25 Ténis. 18.30 Ténis. 18.35 Ténis. 18.40 Ténis. 18.45 Ténis. 18.50 Ténis. 18.55 Ténis. 19.00 Ténis. 19.05 Ténis. 19.10 Ténis. 19.15 Ténis. 19.20 Ténis. 19.25 Ténis. 19.30 Ténis. 19.35 Ténis. 19.40 Ténis. 19.45 Ténis. 19.50 Ténis. 19.55 Ténis. 20.00 Ténis. 20.05 Ténis. 20.10 Ténis. 20.15 Ténis. 20.20 Ténis. 20.25 Ténis. 20.30 Ténis. 20.35 Ténis. 20.40 Ténis. 20.45 Ténis. 20.50 Ténis. 20.55 Ténis. 21.00 Ténis. 21.05 Ténis. 21.10 Ténis. 21.15 Ténis. 21.20 Ténis. 21.25 Ténis. 21.30 Ténis. 21.35 Ténis. 21.40 Ténis. 21.45 Ténis. 21.50 Ténis. 21.55 Ténis. 22.00 Ténis. 22.05 Ténis. 22.10 Ténis. 22.15 Ténis. 22.20 Ténis. 22.25 Ténis. 22.30 Ténis. 22.35 Ténis. 22.40 Ténis. 22.45 Ténis. 22.50 Ténis. 22.55 Ténis. 23.00 Ténis. 23.05 Ténis. 23.10 Ténis. 23.15 Ténis. 23.20 Ténis. 23.25 Ténis. 23.30 Ténis. 23.35 Ténis. 23.40 Ténis. 23.45 Ténis. 23.50 Ténis. 23.55 Ténis. 24.00 Ténis. 24.05 Ténis. 24.10 Ténis. 24.15 Ténis. 24.20 Ténis. 24.25 Ténis. 24.30 Ténis. 24.35 Ténis. 24.40 Ténis. 24.45 Ténis. 24.50 Ténis. 24.55 Ténis. 25.00 Ténis.	12.25 La Petite Maison dans la prairie. 12/2. 13.25 Passion interdite. 13.30 Ténis. 13.35 Ténis. 13.40 Ténis. 13.45 Ténis. 13.50 Ténis. 14.00 Ténis. 14.05 Ténis. 14.10 Ténis. 14.15 Ténis. 14.20 Ténis. 14.25 Ténis. 14.30 Ténis. 14.35 Ténis. 14.40 Ténis. 14.45 Ténis. 14.50 Ténis. 14.55 Ténis. 15.00 Ténis. 15.05 Ténis. 15.10 Ténis. 15.15 Ténis. 15.20 Ténis. 15.25 Ténis. 15.30 Ténis. 15.35 Ténis. 15.40 Ténis. 15.45 Ténis. 15.50 Ténis. 15.55 Ténis. 16.00 Ténis. 16.05 Ténis. 16.10 Ténis. 16.15 Ténis. 16.20 Ténis. 16.25 Ténis. 16.30 Ténis. 16.35 Ténis. 16.40 Ténis. 16.45 Ténis. 16.50 Ténis. 16.55 Ténis. 17.00 Ténis. 17.05 Ténis. 17.10 Ténis. 17.15 Ténis. 17.20 Ténis. 17.25 Ténis. 17.30 Ténis. 17.35 Ténis. 17.40 Ténis. 17.45 Ténis. 17.50 Ténis. 17.55 Ténis. 18.00 Ténis. 18.05 Ténis. 18.10 Ténis. 18.15 Ténis. 18.20 Ténis. 18.25 Ténis. 18.30 Ténis. 18.35 Ténis. 18.40 Ténis. 18.45 Ténis. 18.50 Ténis. 18.55 Ténis. 19.00 Ténis. 19.05 Ténis. 19.10 Ténis. 19.15 Ténis. 19.20 Ténis. 19.25 Ténis. 19.30 Ténis. 19.35 Ténis. 19.40 Ténis. 19.45 Ténis. 19.50 Ténis. 19.55 Ténis. 20.00 Ténis. 20.05 Ténis. 20.10 Ténis. 20.15 Ténis. 20.20 Ténis. 20.25 Ténis. 20.30 Ténis. 20.35 Ténis. 20.40 Ténis. 20.45 Ténis. 20.50 Ténis. 20.55 Ténis. 21.00 Ténis. 21.05 Ténis. 21.10 Ténis. 21.15 Ténis. 21.20 Ténis. 21.25 Ténis. 21.30 Ténis. 21.35 Ténis. 21.40 Ténis. 21.45 Ténis. 21.50 Ténis. 21.55 Ténis. 22.00 Ténis. 22.05 Ténis. 22.10 Ténis. 22.15 Ténis. 22.20 Ténis. 22.25 Ténis. 22.30 Ténis. 22.35 Ténis. 22.40 Ténis. 22.45 Ténis. 22.50 Ténis. 22.55 Ténis. 23.00 Ténis. 23.05 Ténis. 23.10 Ténis. 23.15 Ténis. 23.20 Ténis. 23.25 Ténis. 23.30 Ténis. 23.35 Ténis. 23.40 Ténis. 23.45 Ténis. 23.50 Ténis. 23.55 Ténis. 24.00 Ténis. 24.05 Ténis. 24.10 Ténis. 24.15 Ténis. 24.20 Ténis. 24.25 Ténis. 24.30 Ténis. 24.35 Ténis. 24.40 Ténis. 24.45 Ténis. 24.50 Ténis. 24.55 Ténis. 25.00 Ténis.	12.25 La Petite Maison dans la prairie. 12/2. 13.25 Passion interdite. 13.30 Ténis. 13.35 Ténis. 13.40 Ténis. 13.45 Ténis. 13.50 Ténis. 14.00 Ténis. 14.05 Ténis. 14.10 Ténis. 14.15 Ténis. 14.20 Ténis. 14.25 Ténis. 14.30 Ténis. 14.35 Ténis. 14.40 Ténis. 14.45 Ténis. 14.50 Ténis. 14.55 Ténis. 15.00 Ténis. 15.05 Ténis. 15.10 Ténis. 15.15 Ténis. 15.20 Ténis. 15.25 Ténis. 15.30 Ténis. 15.35 Ténis. 15.40 Ténis. 15.45 Ténis. 15.50 Ténis. 15.55 Ténis. 16.00 Ténis. 16.05 Ténis. 16.10 Ténis. 16.15 Ténis. 16.20 Ténis. 16.25 Ténis. 16.30 Ténis. 16.35 Ténis. 16.40 Ténis. 16.45 Ténis. 16.50 Ténis. 16.55 Ténis. 17.00 Ténis. 17.05 Ténis. 17.10 Ténis. 17.15 Ténis. 17.20 Ténis. 17.25 Ténis. 17.30 Ténis. 17.35 Ténis. 17.40 Ténis. 17.45 Ténis. 17.50 Ténis. 17.55 Ténis. 18.00 Ténis. 18.05 Ténis. 18.10 Ténis. 18.15 Ténis. 18.20 Ténis. 18.25 Ténis. 18.30 Ténis. 18.35 Ténis. 18.40 Ténis. 18.45 Ténis. 18.50 Ténis. 18.55 Ténis. 19.00 Ténis. 19.05 Ténis. 19.10 Ténis. 19.15 Ténis. 19.20 Ténis. 19.25 Ténis. 19.30 Ténis. 19.35 Ténis. 19.40 Ténis. 19.45 Ténis. 19.50 Ténis. 19.55 Ténis. 20.00 Ténis. 20.05 Ténis. 20.10 Ténis. 20.15 Ténis. 20.20 Ténis. 20.25 Ténis. 20.30 Ténis. 20.35 Ténis. 20.40 Ténis. 20.45 Ténis. 20.50 Ténis. 20.55 Ténis. 21.00 Ténis. 21.05 Ténis. 21.10 Ténis. 21.15 Ténis. 21.20 Ténis. 21.25 Ténis. 21.30 Ténis. 21.35 Ténis. 21.40 Ténis. 21.45 Ténis. 21.50 Ténis. 21.55 Ténis. 22.00 Ténis. 22.05 Ténis. 22.10 Ténis. 22.15 Ténis. 22.20 Ténis. 22.25 Ténis. 22.30 Ténis. 22.35 Ténis. 22.40 Ténis. 22.45 Ténis. 22.50 Ténis. 22.55 Ténis. 23.00 Ténis. 23.05 Ténis. 23.10 Ténis. 23.15 Ténis. 23.20 Ténis. 23.25 Ténis. 23.30 Ténis. 23.35 Ténis. 23.40 Ténis. 23.45 Ténis. 23.50 Ténis. 23.55 Ténis. 24.00 Ténis. 24.05 Ténis. 24.10 Ténis. 24.15 Ténis. 24.20 Ténis. 24.25 Ténis. 24.30 Ténis. 24.35 Ténis. 24.40 Ténis. 24.45 Ténis. 24.50 Ténis. 24.55 Ténis. 25.00 Ténis.
20.50	20.55	20.55	20.45	20.50	20.55	
NAVARRO Série. Coupable, le présume ? de Nina Kieffer. Les meilleurs moments de l'émission (40 min). 749108 8002547	À ENVOYÉ SPÉCIAL Ramon le trapéziste, de D. Karlin et J. Baron ; Familles déshéritées, d'E. Rowenthal ; Le Portel : l'océan découvre la guerre du feu, de C. Semperle et R. Mosta (130 min). 2790865	JOSEY LA LOI HORS LA LOI ■■ Film américain de Clint Eastwood avec Clint Eastwood (1978, 135 min). 2790865	SOIRÉE THÉMATIQUE : LA RUSSIE SACCAGÉE proposée par Jacques Baynac et présentée par Brigitte Bascien. 20.30 L'Élu et le feu. Documentaire de Jacques Baynac (25 min). 8005847	SEXES FAIBLES Film français de Serge Meynard avec : Angèle Capet, Valérie Lemerrier (1992, 88 min). 204905	GREEDY Film américain de Jonathan Lynn avec Michael Fournier, piano. Philo Padelino, guitariste, James McArthur, chanteur. Les meilleurs moments de l'émission (40 min). 803628	

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	22.20 Tchoukyball, ma centrale bien-aimée.
20.00 Le Feu follet 電影 Film de Louis Malle (1962, N, 100 min) 81844659	23.15 Kokoro, l'âme du Japon (47/0) Océans : sources de vie.
21.40 Naxos.	23.45 Les Bains, une chronique d'un hiver russe.
21.55 Météo	
22.00 Journal (France 2).	
22.20 Correspondances. Invité : Richard Trippaui.	
22.30 Ça se discute.	
0.05 Tei quel ?	
0.30 Soir 3 (France 3).	
Planète	Paris Première
20.35 Les Grands Commandants. (36) Wilkes Simpson Grant et la bataille de Ouer.	20.40 20 h Paris Première. Invité : Mylène Farmer.
21.10 La Grande Guerre.	21.00 Casque d'acier 電影 Film de Jacques Becker (1952, N, 100 min)
	8574441
	20.40 Totaliser cinéma.
	23.05 Concert : Richard Strauss. Enregistré à Carnegie-Parkway, New York (20 min).
	565916

Chris Marker, cinéaste-citoyen des révolutions

Rouge des guerillas, rouge des révoltes étudiantes, rouge Chine, rouge Prague...
Arte diffuse « Le fond de l'air est rouge » dans une version revue par l'auteur

« VOTE le plus rouge que tu pourras, dit un ouvrier-intellectuel en mai 1968, ça aura toujours le mérite de partir. » A soixante-cinq ans, Chris Marker persiste et signe : *Le fond de l'air est rouge*. Près de vingt ans après la sortie de son film (1977), il en tient toujours pour le présent de l'indicatif. Pourtant, reconnaît-il, « le capitalisme a gagné une bataille, sinon la guerre ». Mais si le rouge (comme résistance, comme révolution) est encore dans l'air, il est peut-être moins celui du temps que la mélodie insistante du *Temps des crises* (rouges), qui accompagne la trêve coda déabusée rajoutée par le cinéaste en 1993.

Passé de quatre à trois heures pour sa diffusion sur Arte, *Le fond de l'air est rouge* est composé de deux parties : celle des espoirs (mai 1968 et avant), et celle des répressions (jusqu'en 1977), qui se ferme sur un cd qui n'a pas fini de retentir : « *Chômage ras le bol* ». Chris Marker, le globe-filmé, a mis ses pas dans les images des camarades qui, comme lui, ont couru le monde derrière les révolutions.

Aujourd'hui plus rien ne permet d'imaginer quel fut leur courage. La guerre des images, qui courait sous la guerre tout court, ne leur laissait que les armes d'une guérilla visuelle à laquelle s'identifiait pleinement le réalisateur.

La méthode Marker ne consiste pas seulement à montrer, autre chose, mais à le montrer autrement. A faire surgir d'images de provenances diverses, voire opposées, du sens et de la justification. A bien y re-



garder, les images du pouvoir contiennent le pouvoir de leur propre destruction. Commentée par Léon Zitrone, la fête de Persépolis, où le chah avait réuni les têtes couronnées de l'époque, se transforme en bouffonnerie lorsque les invités cherchent à se protéger du soleil. Filmé en direct pour la gloire de l'armée américaine, le pilote en train de lâcher ses bombes sur napalm sur les Vietnamiens et s'éclatant en mitraillant ceux qui fuient est un témoignage brut de barbarie.

Obéit le rouge ? Interroge Chris Marker. Et plus discrètement :

l'image et le son du Luder Maximo. Car plus le film avance et moins le réalisateur accepte de garder ses distances. Il intervient. Pas seulement en glissant des ratons laveurs entre les séquences. Mais en introduisant ses propres images, avec son goût de la métaphore et de l'ambiguïté. L'eau fraîche emportant des vieux papiers dont il suit le cheminement dans un caniveau parisien, est-ce mal 68 ou est-ce sa fin ? Il souligne l'importance de s'y prendre à deux fois pour regarder. Au demeurant, l'Histoire s'en charge pour lui. Quel commentaire ajouter à la phrase de De Gaulle dans ses vœux de Nouvel An aux Français : « L'année 68, je la salue avec satisfaction » ?

Chris Marker n'hésite pas à montrer qu'il peut, lui aussi, se retrouver complice, à son insu, de la grande duperie régnante. *Le fond de l'air est rouge* devient alors le portrait fragmentaire de l'un des rares cinéastes-citoyens du siècle. Une tentative de montrer qu'il ne peut être de regard moral sans politique. Rien qu'il écarte l'humour. Car s'il paraît trouver ses références dans l'assemblée clandestine du Parti communiste tchécoslovaque durant l'été 1968 ou dans les propos du jeune Jorge Semprun, aucune n'approche son idéal félin : parce que « jamais un chat n'est du côté du pouvoir ».

Jean-Louis Perrier

Les femmes d'Hébron

par Agathe Logeart

PÈRES OU NÉTANYAHOU ? Nétanyahou ou Pères ? Toute la soirée, toute la nuit, et même au petit matin l'information a joué au culturo. À gauche, à droite, testé du poids des bulletins de vote, le jouet a oscillé d'un côté, de l'autre en un malin balancement. Du rire aux larmes, les partisans de chaque camp ont tiré leurs espoirs sous l'eau changeante de la douche écossaise. Ce que l'on tenait un instant pour certain ne l'était déjà plus, s'il est étonné. Pas facile, dans ces conditions, de tenir l'antenne sans dérapage, comme le firent France 2 ou LCI, pour une émission spéciale consacrée aux élections israéliennes.

La prudence s'imposait. Mais la télévision, comme les télespectateurs, aime les certitudes. Ce qui se dit dans ces circonstances où n'existe pas la demi-mesure (on a perdu ou on a gagné, il ne peut y avoir d'entre-deux) donne aux journalistes l'air de ces fémuriers qui oscillent au-dessus du vide, accrochés à leur perche, toujours au bord de la chute. Il reste alors les reportages, lorsque l'on veut informer. Ils en disent souvent bien plus qu'une analyse hasardeuse.

France 2 s'est ainsi rendue à Hébron, à la veille des élections. Quatre cents colons juifs y vivent aux côtés de cent vingt mille Palestiniens. « Aux côtés » est d'ailleurs un drôle de terme, si l'on en juge par ce que nous montre ce portrait croisé de deux femmes qui se croisent sans jamais se rencontrer, chacune misant sur l'irréductible départ de l'autre. La Palestinienne

est directrice d'une école devant laquelle passe chaque matin la femme de colon.

L'une cache dans la cour le drapeau palestinien devant lequel les élèves chantent l'hymne palestinien. L'autre assure que ce drapeau n'existe plus, puisqu'on l'arrache et qu'on l'arrache chaque fois qu'il le faudra. Elles ont chacune onze enfants qui n'ont jamais joué ensemble. La femme de colon attend le douzième et promène son gros ventre au marché arabe, où elle va acheter ses légumes sous la protection de l'armée, comme un acte militant. Au risque d'y prendre un coup de couteau, comme en furent victimes son mari et l'une de ses filles : « Ce ne m'empêche pas de faire mes courses », dit-elle. Elle est souvent armée, et a déjà fait usage de son arme pour se défendre contre des agresseurs arabes. La Palestinienne, elle, s'expose aux jets de pierre quand elle accompagne chaque jour à pied ses enfants jusqu'à leur maison, à côté de celle d'un colon juif qui menace régulièrement de les tuer, « quand [il en aurait] l'occasion ». Partager la terre, partager la vie, il ne saurait en être question. Chacune est sûre de son droit à vivre ici, contre l'autre, l'insupportable, la violence de terre et de ciel. Dans cette terre, sous ce ciel, elles ont planté leurs enfants, émus, émus, avant même de naître, comme autant de sentinelles pour s'assurer de leur propre enracinement.

Pères ou Nétanyahou ? Nétanyahou ou Pères ? Le chemin sera long pour que les femmes d'Hébron, un jour, se donnent la main.

VENDREDI 31 MAI						
TF1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
<p>12.30 A vos côtés. Magazine. 13.00 Journal. Médo. 13.35 Pénitentes. Magazine. 14.00 Les Fous de l'amour. Série. 14.30 Dada. Série. 15.25 Héros. Série. 16.00 Une famille en or. Série. 17.05 Rick. Série. 18.00 Sydney. Série. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.30 et 20.45 Médo. 20.00 Journal.</p>	<p>12.30 et 4.25 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Médo. 12.59 Journal. Pointe rouge. 13.50 Derrick. Série. Fin d'une histoire. 14.30 Dada. Série. 15.25 Héros. Série. 16.00 Une famille en or. Série. 17.05 Rick. Série. 18.00 Sydney. Série. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.30 et 20.45 Médo. 20.00 Journal.</p>	<p>12.35 Journal. Keno. 13.10 Tennis. 13.15 International de France (105 min). 14.35 Pénitentes. Série. 15.45 Les Fous de l'amour. Série. 16.10 Le passe à la télé. 16.45 Les Miniké. Série. 17.30 C'est pas sorcier. 18.30 Questions pour un champion. Jeu. 19.00 Un vrai, un jour. 19.30 Les Fous de l'amour. Série. 19.55 Le 19-20. Série. 20.05 Pa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.50 Concombre.</p>	<p>12.30 Évasion. 13.00 Déjà. 13.25 Attention santé. 13.50 Déjà. 14.00 Hymne à la terre. 14.30 Le Moyen-Orient. 14.55 A l'aube des temps. 15.15 Le Réseaux des médias. 15.35 Affaires politiques. 16.05 Les Clés de la nature. 16.35 Les Clés de la nature. 16.55 Les Clés de la nature. 17.15 Les Clés de la nature. 17.35 Les Clés de la nature. 17.55 Les Clés de la nature. 18.15 Les Clés de la nature. 18.35 Les Clés de la nature. 18.55 Les Clés de la nature. 19.15 Les Clés de la nature. 19.35 Les Clés de la nature. 19.55 Les Clés de la nature. 20.15 Les Clés de la nature. 20.35 Les Clés de la nature. 20.55 Les Clés de la nature.</p>	<p>12.25 La Petite Maison dans la prairie. 12.55 La Petite Maison dans la prairie. 13.25 La Petite Maison dans la prairie. 13.55 La Petite Maison dans la prairie. 14.25 La Petite Maison dans la prairie. 14.55 La Petite Maison dans la prairie. 15.25 La Petite Maison dans la prairie. 15.55 La Petite Maison dans la prairie. 16.25 La Petite Maison dans la prairie. 16.55 La Petite Maison dans la prairie. 17.25 La Petite Maison dans la prairie. 17.55 La Petite Maison dans la prairie. 18.25 La Petite Maison dans la prairie. 18.55 La Petite Maison dans la prairie. 19.25 La Petite Maison dans la prairie. 19.55 La Petite Maison dans la prairie. 20.25 La Petite Maison dans la prairie. 20.55 La Petite Maison dans la prairie.</p>	<p>10.40 Le Monstre. 11.10 Le Monstre. 11.40 Le Monstre. 12.10 Le Monstre. 12.40 Le Monstre. 13.10 Le Monstre. 13.40 Le Monstre. 14.10 Le Monstre. 14.40 Le Monstre. 15.10 Le Monstre. 15.40 Le Monstre. 16.10 Le Monstre. 16.40 Le Monstre. 17.10 Le Monstre. 17.40 Le Monstre. 18.10 Le Monstre. 18.40 Le Monstre. 19.10 Le Monstre. 19.40 Le Monstre. 20.10 Le Monstre. 20.40 Le Monstre. 21.10 Le Monstre. 21.40 Le Monstre. 22.10 Le Monstre. 22.40 Le Monstre. 23.10 Le Monstre. 23.40 Le Monstre. 24.10 Le Monstre. 24.40 Le Monstre. 25.10 Le Monstre. 25.40 Le Monstre. 26.10 Le Monstre. 26.40 Le Monstre. 27.10 Le Monstre. 27.40 Le Monstre. 28.10 Le Monstre. 28.40 Le Monstre. 29.10 Le Monstre. 29.40 Le Monstre. 30.10 Le Monstre. 30.40 Le Monstre. 31.10 Le Monstre. 31.40 Le Monstre. 32.10 Le Monstre. 32.40 Le Monstre. 33.10 Le Monstre. 33.40 Le Monstre. 34.10 Le Monstre. 34.40 Le Monstre. 35.10 Le Monstre. 35.40 Le Monstre. 36.10 Le Monstre. 36.40 Le Monstre. 37.10 Le Monstre. 37.40 Le Monstre. 38.10 Le Monstre. 38.40 Le Monstre. 39.10 Le Monstre. 39.40 Le Monstre. 40.10 Le Monstre. 40.40 Le Monstre. 41.10 Le Monstre. 41.40 Le Monstre. 42.10 Le Monstre. 42.40 Le Monstre. 43.10 Le Monstre. 43.40 Le Monstre. 44.10 Le Monstre. 44.40 Le Monstre. 45.10 Le Monstre. 45.40 Le Monstre. 46.10 Le Monstre. 46.40 Le Monstre. 47.10 Le Monstre. 47.40 Le Monstre. 48.10 Le Monstre. 48.40 Le Monstre. 49.10 Le Monstre. 49.40 Le Monstre. 50.10 Le Monstre. 50.40 Le Monstre. 51.10 Le Monstre. 51.40 Le Monstre. 52.10 Le Monstre. 52.40 Le Monstre. 53.10 Le Monstre. 53.40 Le Monstre. 54.10 Le Monstre. 54.40 Le Monstre. 55.10 Le Monstre. 55.40 Le Monstre. 56.10 Le Monstre. 56.40 Le Monstre. 57.10 Le Monstre. 57.40 Le Monstre. 58.10 Le Monstre. 58.40 Le Monstre. 59.10 Le Monstre. 59.40 Le Monstre. 60.10 Le Monstre. 60.40 Le Monstre. 61.10 Le Monstre. 61.40 Le Monstre. 62.10 Le Monstre. 62.40 Le Monstre. 63.10 Le Monstre. 63.40 Le Monstre. 64.10 Le Monstre. 64.40 Le Monstre. 65.10 Le Monstre. 65.40 Le Monstre. 66.10 Le Monstre. 66.40 Le Monstre. 67.10 Le Monstre. 67.40 Le Monstre. 68.10 Le Monstre. 68.40 Le Monstre. 69.10 Le Monstre. 69.40 Le Monstre. 70.10 Le Monstre. 70.40 Le Monstre. 71.10 Le Monstre. 71.40 Le Monstre. 72.10 Le Monstre. 72.40 Le Monstre. 73.10 Le Monstre. 73.40 Le Monstre. 74.10 Le Monstre. 74.40 Le Monstre. 75.10 Le Monstre. 75.40 Le Monstre. 76.10 Le Monstre. 76.40 Le Monstre. 77.10 Le Monstre. 77.40 Le Monstre. 78.10 Le Monstre. 78.40 Le Monstre. 79.10 Le Monstre. 79.40 Le Monstre. 80.10 Le Monstre. 80.40 Le Monstre. 81.10 Le Monstre. 81.40 Le Monstre. 82.10 Le Monstre. 82.40 Le Monstre. 83.10 Le Monstre. 83.40 Le Monstre. 84.10 Le Monstre. 84.40 Le Monstre. 85.10 Le Monstre. 85.40 Le Monstre. 86.10 Le Monstre. 86.40 Le Monstre. 87.10 Le Monstre. 87.40 Le Monstre. 88.10 Le Monstre. 88.40 Le Monstre. 89.10 Le Monstre. 89.40 Le Monstre. 90.10 Le Monstre. 90.40 Le Monstre. 91.10 Le Monstre. 91.40 Le Monstre. 92.10 Le Monstre. 92.40 Le Monstre. 93.10 Le Monstre. 93.40 Le Monstre. 94.10 Le Monstre. 94.40 Le Monstre. 95.10 Le Monstre. 95.40 Le Monstre. 96.10 Le Monstre. 96.40 Le Monstre. 97.10 Le Monstre. 97.40 Le Monstre. 98.10 Le Monstre. 98.40 Le Monstre. 99.10 Le Monstre. 99.40 Le Monstre. 100.10 Le Monstre. 100.40 Le Monstre. 101.10 Le Monstre. 101.40 Le Monstre. 102.10 Le Monstre. 102.40 Le Monstre. 103.10 Le Monstre. 103.40 Le Monstre. 104.10 Le Monstre. 104.40 Le Monstre. 105.10 Le Monstre. 105.40 Le Monstre. 106.10 Le Monstre. 106.40 Le Monstre. 107.10 Le Monstre. 107.40 Le Monstre. 108.10 Le Monstre. 108.40 Le Monstre. 109.10 Le Monstre. 109.40 Le Monstre. 110.10 Le Monstre. 110.40 Le Monstre. 111.10 Le Monstre. 111.40 Le Monstre. 112.10 Le Monstre. 112.40 Le Monstre. 113.10 Le Monstre. 113.40 Le Monstre. 114.10 Le Monstre. 114.40 Le Monstre. 115.10 Le Monstre. 115.40 Le Monstre. 116.10 Le Monstre. 116.40 Le Monstre. 117.10 Le Monstre. 117.40 Le Monstre. 118.10 Le Monstre. 118.40 Le Monstre. 119.10 Le Monstre. 119.40 Le Monstre. 120.10 Le Monstre. 120.40 Le Monstre. 121.10 Le Monstre. 121.40 Le Monstre. 122.10 Le Monstre. 122.40 Le Monstre. 123.10 Le Monstre. 123.40 Le Monstre. 124.10 Le Monstre. 124.40 Le Monstre. 125.10 Le Monstre. 125.40 Le Monstre. 126.10 Le Monstre. 126.40 Le Monstre. 127.10 Le Monstre. 127.40 Le Monstre. 128.10 Le Monstre. 128.40 Le Monstre. 129.10 Le Monstre. 129.40 Le Monstre. 130.10 Le Monstre. 130.40 Le Monstre. 131.10 Le Monstre. 131.40 Le Monstre. 132.10 Le Monstre. 132.40 Le Monstre. 133.10 Le Monstre. 133.40 Le Monstre. 134.10 Le Monstre. 134.40 Le Monstre. 135.10 Le Monstre. 135.40 Le Monstre. 136.10 Le Monstre. 136.40 Le Monstre. 137.10 Le Monstre. 137.40 Le Monstre. 138.10 Le Monstre. 138.40 Le Monstre. 139.10 Le Monstre. 139.40 Le Monstre. 140.10 Le Monstre. 140.40 Le Monstre. 141.10 Le Monstre. 141.40 Le Monstre. 142.10 Le Monstre. 142.40 Le Monstre. 143.10 Le Monstre. 143.40 Le Monstre. 144.10 Le Monstre. 144.40 Le Monstre. 145.10 Le Monstre. 145.40 Le Monstre. 146.10 Le Monstre. 146.40 Le Monstre. 147.10 Le Monstre. 147.40 Le Monstre. 148.10 Le Monstre. 148.40 Le Monstre. 149.10 Le Monstre. 149.40 Le Monstre. 150.10 Le Monstre. 150.40 Le Monstre. 151.10 Le Monstre. 151.40 Le Monstre. 152.10 Le Monstre. 152.40 Le Monstre. 153.10 Le Monstre. 153.40 Le Monstre. 154.10 Le Monstre. 154.40 Le Monstre. 155.10 Le Monstre. 155.40 Le Monstre. 156.10 Le Monstre. 156.40 Le Monstre. 157.10 Le Monstre. 157.40 Le Monstre. 158.10 Le Monstre. 158.40 Le Monstre. 159.10 Le Monstre. 159.40 Le Monstre. 160.10 Le Monstre. 160.40 Le Monstre. 161.10 Le Monstre. 161.40 Le Monstre. 162.10 Le Monstre. 162.40 Le Monstre. 163.10 Le Monstre. 163.40 Le Monstre. 164.10 Le Monstre. 164.40 Le Monstre. 165.10 Le Monstre. 165.40 Le Monstre. 166.10 Le Monstre. 166.40 Le Monstre. 167.10 Le Monstre. 167.40 Le Monstre. 168.10 Le Monstre. 168.40 Le Monstre. 169.10 Le Monstre. 169.40 Le Monstre. 170.10 Le Monstre. 170.40 Le Monstre. 171.10 Le Monstre. 171.40 Le Monstre. 172.10 Le Monstre. 172.40 Le Monstre. 173.10 Le Monstre. 173.40 Le Monstre. 174.10 Le Monstre. 174.40 Le Monstre. 175.10 Le Monstre. 175.40 Le Monstre. 176.10 Le Monstre. 176.40 Le Monstre. 177.10 Le Monstre. 177.40 Le Monstre. 178.10 Le Monstre. 178.40 Le Monstre. 179.10 Le Monstre. 179.40 Le Monstre. 180.10 Le Monstre. 180.40 Le Monstre. 181.10 Le Monstre. 181.40 Le Monstre. 182.10 Le Monstre. 182.40 Le Monstre. 183.10 Le Monstre. 183.40 Le Monstre. 184.10 Le Monstre. 184.40 Le Monstre. 185.10 Le Monstre. 185.40 Le Monstre. 186.10 Le Monstre. 186.40 Le Monstre. 187.10 Le Monstre. 187.40 Le Monstre. 188.10 Le Monstre. 188.40 Le Monstre. 189.10 Le Monstre. 189.40 Le Monstre. 190.10 Le Monstre. 190.40 Le Monstre. 191.10 Le Monstre. 191.40 Le Monstre. 192.10 Le Monstre. 192.40 Le Monstre. 193.10 Le Monstre. 193.40 Le Monstre. 194.10 Le Monstre. 194.40 Le Monstre. 195.10 Le Monstre. 195.40 Le Monstre. 196.10 Le Monstre. 196.40 Le Monstre. 197.10 Le Monstre. 197.40 Le Monstre. 198.10 Le Monstre. 198.40 Le Monstre. 199.10 Le Monstre. 199.40 Le Monstre. 200.10 Le Monstre. 200.40 Le Monstre. 201.10 Le Monstre. 201.40 Le Monstre. 202.10 Le Monstre. 202.40 Le Monstre. 203.10 Le Monstre. 203.40 Le Monstre. 204.10 Le Monstre. 204.40 Le Monstre. 205.10 Le Monstre. 205.40 Le Monstre. 206.10 Le Monstre. 206.40 Le Monstre. 207.10 Le Monstre. 207.40 Le Monstre. 208.10 Le Monstre. 208.40 Le Monstre. 209.10 Le Monstre. 209.40 Le Monstre. 210.10 Le Monstre. 210.40 Le Monstre. 211.10 Le Monstre. 211.40 Le Monstre. 212.10 Le Monstre. 212.40 Le Monstre. 213.10 Le Monstre. 213.40 Le Monstre. 214.10 Le Monstre. 214.40 Le Monstre. 215.10 Le Monstre. 215.40 Le Monstre. 216.10 Le Monstre. 216.40 Le Monstre. 217.10 Le Monstre. 217.40 Le Monstre. 218.10 Le Monstre. 218.40 Le Monstre. 219.10 Le Monstre. 219.40 Le Monstre. 220.10 Le Monstre. 220.40 Le Monstre. 221.10 Le Monstre. 221.40 Le Monstre. 222.10 Le Monstre. 222.40 Le Monstre. 223.10 Le Monstre. 223.40 Le Monstre. 224.10 Le Monstre. 224.40 Le Monstre. 225.10 Le Monstre. 225.40 Le Monstre. 226.10 Le Monstre. 226.40 Le Monstre. 227.10 Le Monstre. 227.40 Le Monstre. 228.10 Le Monstre. 228.40 Le Monstre. 229.10 Le Monstre. 229.40 Le Monstre. 230.10 Le Monstre. 230.40 Le Monstre. 231.10 Le Monstre. 231.40 Le Monstre. 232.10 Le Monstre. 232.40 Le Monstre. 233.10 Le Monstre. 233.40 Le Monstre. 234.10 Le Monstre. 234.40 Le Monstre. 235.10 Le Monstre. 235.40 Le Monstre. 236.10 Le Monstre. 236.40 Le Monstre. 237.10 Le Monstre. 237.40 Le Monstre. 238.10 Le Monstre. 238.40 Le Monstre. 239.10 Le Monstre. 239.40 Le Monstre. 240.10 Le Monstre. 240.40 Le Monstre. 241.10 Le Monstre. 241.40 Le Monstre. 242.10 Le Monstre. 242.40 Le Monstre. 243.10 Le Monstre. 243.40 Le Monstre. 244.10 Le Monstre. 244.40 Le Monstre. 245.10 Le Monstre. 245.40 Le Monstre. 246.10 Le Monstre. 246.40 Le Monstre. 247.10 Le Monstre. 247.40 Le Monstre. 248.10 Le Monstre. 248.40 Le Monstre. 249.10 Le Monstre. 249.40 Le Monstre. 250.10 Le Monstre. 250.40 Le Monstre. 251.10 Le Monstre. 251.40 Le Monstre. 252.10 Le Monstre. 252.40 Le Monstre. 253.10 Le Monstre. 253.40 Le Monstre. 254.10 Le Monstre. 254.40 Le Monstre. 255.10 Le Monstre. 255.40 Le Monstre. 256.10 Le Monstre. 256.40 Le Monstre. 257.10 Le Monstre. 257.40 Le Monstre. 258.10 Le Monstre. 258.40 Le Monstre. 259.10 Le Monstre. 259.40 Le Monstre. 260.10 Le Monstre. 260.40 Le Monstre. 261.10 Le Monstre. 261.40 Le Monstre. 262.10 Le Monstre. 262.40 Le Monstre. 263.10 Le Monstre. 263.40 Le Monstre. 264.10 Le Monstre. 264.40 Le Monstre. 265.10 Le Monstre. 265.40 Le Monstre. 266.10 Le Monstre. 266.40 Le Monstre. 267.10 Le Monstre. 267.40 Le Monstre. 268.10 Le Monstre. 268.40 Le Monstre. 269.10 Le Monstre. 269.40 Le Monstre. 270.10 Le Monstre. 270.40 Le Monstre. 271.10 Le Monstre. 271.40 Le Monstre. 272.10 Le Monstre. 272.40 Le Monstre. 273.10 Le Monstre. 273.40 Le Monstre. 274.10 Le Monstre. 274.40 Le Monstre. 275.10 Le Monstre. 275.40 Le Monstre. 276.10 Le Monstre. 276.40 Le Monstre. 277.10 Le Monstre. 277.40 Le Monstre. 278.10 Le Monstre. 278.40 Le Monstre. 279.10 Le Monstre. 279.40 Le Monstre. 280.10 Le Monstre. 280.40 Le Monstre. 281.10 Le Monstre. 281.40 Le Monstre. 282.10 Le Monstre. 282.40 Le Monstre. 283.10 Le Monstre. 283.40 Le Monstre. 284.10 Le Monstre. 284.40 Le Monstre. 285.10 Le Monstre. 285.40 Le Monstre. 286.10 Le Monstre. 286.40 Le Monstre. 287.10 Le Monstre. 287.40 Le Monstre. 288.10 Le Monstre. 288.40 Le Monstre. 289.10 Le Monstre. 289.40 Le Monstre. 290.10 Le Monstre. 290.40 Le Monstre. 291.10 Le Monstre. 291.40 Le Monstre. 292.10 Le Monstre. 292.40 Le Monstre. 293.10 Le Monstre. 293.40 Le Monstre. 294.10 Le Monstre. 294.40 Le Monstre. 295.10 Le Monstre. 295.40 Le Monstre. 296.10 Le Monstre. 296.40 Le Monstre. 297.10 Le Monstre. 297.40 Le Monstre. 298.10 Le Monstre. 298.40 Le Monstre. 299.10 Le Monstre. 299.40 Le Monstre. 300.10 Le Monstre. 300.40 Le Monstre. 301.10 Le Monstre. 301.40 Le Monstre. 302.10 Le Monstre. 302.40 Le Monstre. 303.10 Le Monstre. 303.40 Le Monstre. 304.10 Le Monstre. 304.40 Le Monstre. 305.10 Le Monstre. 305.40 Le Monstre. 306.10 Le Monstre. 306.40 Le Monstre. 307.10 Le Monstre. 307.40 Le Monstre. 308.10 Le Monstre. 308.40 Le Monstre. 309.10 Le Monstre. 309.40 Le Monstre. 310.10 Le Monstre. 310.40 Le Monstre. 311.10 Le Monstre. 311.40 Le Monstre. 312.10 Le Monstre. 312.40 Le Monstre. 313.10 Le Monstre. 313.40 Le Monstre. 314.10 Le Monstre. 314.40 Le Monstre. 315.10 Le Monstre. 315.40 Le Monstre. 316.10 Le Monstre. 316.40 Le Monstre. 317.10 Le Monstre. 317.40 Le Monstre. 318.10 Le Monstre. 318.40 Le Monstre. 319.10 Le Monstre. 319.40 Le Monstre. 320.10 Le Monstre. 320.40 Le Monstre. 321.10 Le Monstre. 321.40 Le Monstre. 322.10 Le Monstre. 322.40 Le Monstre. 323.10 Le Monstre. 323.40 Le Monstre. 324.10 Le Monstre. 324.40 Le Monstre. 325.10 Le Monstre. 325.40 Le Monstre. 326.10 Le Monstre. 326.40 Le Monstre. 327.10 Le Monstre. 327.40 Le Monstre. 328.10 Le Monstre. 328.40 Le Monstre. 329.10 Le Monstre. 329.40 Le Monstre. 330.10 Le Monstre. 330.40 Le Monstre. 331.10 Le Monstre. 331.40 Le Monstre. 332.10 Le Monstre. 332.40 Le Monstre. 333.10 Le Monstre. 333.40 Le Monstre. 334.10 Le Monstre. 334.40 Le Monstre. 335.10 Le Monstre. 335.40 Le Monstre. 336.10 Le Monstre. 336.40 Le Monstre. 337.10 Le Monstre. 337.40 Le Monstre. 338.10 Le Monstre. 338.40 Le Monstre. 339.10 Le Monstre. 339.40 Le Monstre. 340.10 Le Monstre. 340.40 Le Monstre. 341.10 Le Monstre. 341.40 Le Monstre. 342.10 Le Monstre. 342.40 Le Monstre. 343.10 Le Monstre. 343.40 Le Monstre. 344.10 Le Monstre. 344.40 Le Monstre. 345.10 Le Monstre. 345.40 Le Monstre. 346.10 Le Monstre. 346.40 Le Monstre. 347.10 Le Monstre. 347.40 Le Monstre. 348.10 Le Monstre. 348.40 Le Monstre. 349.10 Le Monstre. 349.40 Le Monstre. 350.10 Le Monstre. 350.40 Le Monstre. 351.10 Le Monstre. 351.40 Le Monstre. 352.10 Le Monstre. 352.40 Le Monstre. 353.10 Le Monstre. 353.40 Le Monstre. 354.10 Le Monstre. 354.40 Le Monstre. 355.10 Le Monstre. 355.40 Le Monstre. 356.10 Le Monstre. 356.40 Le Monstre. 357.10 Le Monstre. 357.40 Le Monstre. 358.10 Le Monstre. 358.40 Le Monstre. 359.10 Le Monstre. 359.40 Le Monstre. 360.10 Le Monstre. 360.40 Le Monstre. 361.10 Le Monstre. 361.40 Le Monstre. 362.10 Le Monstre. 362.40 Le Monstre. 363.10 Le Monstre. 363.40 Le Monstre. 364.10 Le Monstre. 364.40 Le Monstre. 365.10 Le Monstre. 365.40 Le Monstre. 366.10 Le Monstre. 366.40 Le Monstre. 367.10 Le Monstre. 367.40 Le Monstre. 368.10 Le Monstre. 368.40 Le Monstre. 369.10 Le Monstre. 369.40 Le Monstre. 370.10 Le Monstre. 370.40 Le Monstre. 371.10 Le Monstre. 371.40 Le Monstre. 372.10 Le Monstre. 372.40 Le Monstre. 373.10 Le Monstre. 373.40 Le Monstre. 374.10 Le Monstre. 374.40 Le Monstre. 375.10 Le Monstre. 375.40 Le Monstre. 376.10 Le Monstre. 376.40 Le Monstre. 377.10 Le Monstre. 377.40 Le Monstre. 378.10 Le Monstre. 378.40 Le Monstre. 379.10 Le Monstre. 379.40 Le Monstre. 380.10 Le Monstre. 380.40 Le Monstre. 381.10 Le Monstre. 381.40 Le Monstre. 382.10 Le Monstre. 382.40 Le Monstre. 383.10 Le Monstre. 383.40 Le Monstre. 384.10 Le Monstre. 384.40 Le Monstre. 385.10 Le Monstre. 385.40 Le Monstre. 386.10 Le Monstre. 386.40 Le Monstre. 387.10 Le Monstre. 387.40 Le Monstre. 388.10 Le Monstre. 388.40 Le Monstre. 389.10 Le Monstre. 389.40 Le Monstre. 390.10 Le Monstre. 390.40 Le Monstre. 391.10 Le Monstre. 391.40 Le Monstre. 392.10 Le Monstre. 392.40 Le Monstre. 393.10 Le Monstre. 393.40 Le Monstre. 394.10 Le Monstre. 394.40 Le Monstre. 395.10 Le Monstre. 395.40 Le Monstre. 396.10 Le Monstre. 396.40 Le Monstre. 397.10 Le Monstre. 397.40 Le Monstre. 398.10 Le Monstre. 398.40 Le Monstre. 399.10 Le Monstre. 399.40 Le Monstre. 400.10 Le Monstre. 400.40 Le Monstre. 401.10 Le Monstre. 401.40 Le Monstre. 402.10 Le Monstre. 402.40 Le Monstre. 403.10 Le Monstre. 403.40 Le Monstre. 404.10 Le Monstre. 404.40 Le Monstre. 405.10 Le Monstre. 405.40 Le Monstre. 406.10 Le Monstre. 406.40 Le Monstre. 407.10 Le Monstre. 407.40 Le Monstre. 408.10 Le Monstre. 408.40 Le Monstre. 409.10 Le Monstre. 409.40 Le Monstre. 410.10 Le Monstre. 410.40 Le Monstre. 411.10 Le Monstre. 411.40 Le Monstre. 412.10 Le Monstre. 412.40 Le Monstre. 413.10 Le Monstre. 413.40 Le Monstre. 414.10 Le Monstre. 414.40 Le Monstre. 415.10 Le Monstre. 415.40 Le Monstre. 416.10 Le Monstre. 416.40 Le Monstre. 417.10 Le Monstre. 417.40 Le Monstre. 418.10 Le Monstre. 418.40 Le Monstre. 419.10 Le Monstre. 419.40 Le Monstre. 420.10 Le Monstre. 420.40 Le Monstre. 421.10 Le Monstre. 421.40 Le Monstre. 422.10 Le Monstre. 422.40 Le Monstre. 423.10 Le Monstre. 423.40 Le Monstre. 424.10 Le Monstre. 424.40 Le Monstre. 425.10 Le Monstre. 425.40 Le Monstre. 426.10 Le Monstre. 426.40 Le Monstre. 427.10 Le Monstre. 427.40 Le Monstre. 428.10 Le Monstre. 428.40 Le Monstre. 429.10 Le Monstre. 429.40 Le Monstre. 430.10 Le Monstre. 430.40 Le Monstre. 431.10 Le Monstre. 431.40 Le Monstre. 432.10 Le Monstre. 432.40 Le Monstre. 433.10 Le Monstre. 433.40 Le Monstre. 434.10 Le Monstre. 434.40 Le Monstre. 435.10 Le Monstre. 435.40 Le Monstre. 436.10 Le Monstre. 436.40 Le Monstre. 437.10 Le Monstre. 437.40 Le Monstre. 438.10 Le Monstre. 438.40 Le Monstre. 439.10 Le Monstre. 439.40 Le Monstre. 440.10 Le Monstre. 440.40 Le Monstre. 441.10 Le Monstre. 441.40 Le Monstre. 442.10 Le Monstre. 442.40 Le Monstre. 443.10 Le Monstre. 443.40 Le Monstre. 444.10 Le Monstre. 444.40 Le Monstre. 445.10 Le Monstre. 445.40 Le Monstre. 446.10 Le Monstre. 446.40 Le Monstre. 447.10 Le Monstre. 447.40 Le Monstre. 448.10 Le Monstre. 448.40 Le Monstre. 449.10 Le Monstre. 449.40 Le Monstre. 450.10 Le Monstre. 450.40 Le Monstre. 451.10 Le Monstre. 451.40 Le Monstre. 452.10 Le Monstre. 452.40 Le Monstre. 453.10 Le Monstre. 453.40 Le Monstre. 454.10 Le Monstre. 454.40 Le Monstre. 455.10 Le Monstre. 455.40 Le Monstre. 456.10 Le Monstre. 456.40 Le Monstre. 457.10 Le Monstre. 457.40 Le Monstre. 458.10 Le Monstre. 458.40 Le Monstre. 459.10 Le Monstre. 459.40 Le Monstre. 460.10 Le Monstre. 460.40 Le Monstre. 461.10 Le Monstre. 461.40 Le Monstre. 462.10 Le Monstre. 462.40 Le Monstre. 463.10 Le Monstre. 463.40 Le Monstre. 464.10 Le Monstre. 464.40 Le Monstre. 465.10 Le Monstre. 465.40 Le Monstre. 466.10 Le Monstre. 466.40 Le Monstre. 467.10 Le Monstre. 467.40 Le Monstre. 468.10 Le Monstre. 468.40 Le Monstre. 469.10 Le Monstre. 469.40 Le Monstre. 470.10 Le Monstre. 470.40 Le Monstre. 471.10 Le Monstre. 471.40 Le Monstre. 472.10 Le Monstre. 472.40 Le Monstre. 473.10 Le Monstre. 473.40 Le Monstre. 474.10 Le Monstre. 474.40 Le Monstre. 475.10 Le Monstre. 475.40 Le Monstre. 476.10 Le Monstre. 476.40 Le Monstre. 477.10 Le Monstre. 477.40 Le Monstre. 478.10 Le Monstre. 478.40 Le Monstre. 479.10 Le Monstre. 479.40 Le Monstre. 480.10 Le Monstre. 480.40 Le Monstre. 481.10 Le Monstre. 481.40 Le Monstre. 482.10 Le Monstre. 482.40 Le Monstre. 483.10 Le Monstre. 483.40 Le Monstre. 484.10 Le Monstre. 484.40 Le Monstre. 485.10 Le Monstre. 485.40 Le Monstre. 486.10 Le Monstre. 486.40 Le Monstre. 487.10 Le Monstre. 487.40 Le Monstre. 488.10 Le Monstre. 488.40 Le Monstre. 489.10 Le Monstre. 489.40 Le Monstre. 490.10 Le Monstre. 490.40 Le Monstre. 491.10 Le Monstre. 491.40 Le Monstre. 492.10 Le Monstre. 492.40 Le Monstre. 493.10 Le Monstre. 493.40 Le Monstre. 494.10 Le Monstre. 494.40 Le Monstre. 495.10 Le Monstre. 495.40 Le Monstre. 496.10 Le Monstre. 496.40 Le Monstre. 497.10 Le Monstre. 497.40 Le Monstre. 498.10 Le Monstre. 498.40 Le Monstre. 499.10 Le Monstre. 499.40 Le Monstre. 500.10 Le Monstre. 500.40 Le Monstre. 501.10 Le Monstre. 501.40 Le Monstre. 502.10 Le Monstre. 502.40 Le Monstre. 503.10 Le Monstre. 503.40 Le Monstre. 504.10 Le Monstre. 504.40 Le Monstre. 505.10 Le Monstre. 505.40 Le Monstre. 506.10 Le Monstre. 506.40 Le Monstre. 507.10 Le Monstre. 507.40 Le Monstre. 508.10 Le Monstre. 508.40 Le Monstre. 509.10 Le Monstre. 509.40 Le Monstre. 510.10 Le Monstre. 510.40 Le Monstre. 511.10 Le Monstre. 511.40 Le Monstre. 512.10 Le Monstre. 512.40 Le Monstre. 513.10 Le Monstre. 513.40 Le Monstre. 514.10 Le Monstre. 514.40 Le Monstre. 515.10 Le Monstre. 515.40 Le Monstre. 516.10 Le Monstre. 516.40 Le Monstre. 517.10 Le Monstre. 517.40 Le Monstre. 518.10 Le Monstre. 518.40 Le Monstre. 519.10 Le Monstre. 519.40 Le Monstre. 520.10 Le Monstre. 520.40 Le Monstre. 521.10 Le Monstre. 521.40 Le Monstre. 522.10 Le Monstre. 522.40 Le Monstre. 523.10 Le Monstre. 523.40 Le Monstre. 524.10 Le Monstre. 524.40 Le Monstre. 525.10 Le Mon</p>	

De la graine de graisse

par Pierre Georges

L'ACTUALITÉ, parfois, a des incohérences savoureuses. Ainsi le cas des salariés de France Télécom, accommodés selon la souveraine recette du pâté cheval-alouette. Pour peu que le processus de privatisation aille à son terme, ils seront fonctionnaires dans le privé. Ils garderont leur statut alors même que le statut de leur entreprise changera radicalement.

C'est un joli métier, fonctionnaire du privé ! Même un fameux métier... Je suis oiseau, voyez mes ailes ! Je suis souris, vive les rats ! Tous les avantages de la fonction publique. Toute la combativité de l'entreprise concurrentielle. De l'Etat-patron au patron-actionnaire, une semi-révolution culturelle.

Dans le fond, et jusqu'à extinction de la race par droits à la retraite, les mutants télécommunicants vont se retrouver dans le cas intéressant des jeunes gens et jeunes filles du pays promis à devenir des militaires dans le civil. Ou, inversement, dans ces fameuses maisons de rendez-vous citoyen. Pour trois jours, trois semaines ou trois mois.

On ne dira jamais assez les mérites de la sémantique et du marketing réunis. Il fallait la trouver, cette expression « rendez-vous citoyen » pour qualifier le non-service militaire ! Outre qu'elle devrait compliquer un peu la Marseillaise - « Au rendez-vous, citoyens ! » -, elle signale bien la complexité de la manœuvre. Ce sera quoi, un rendez-vous citoyen ? Une revue d'effectifs pour la forme ? Une inspection générale et minutieuse ? Santé, poids, état des connaissances, des envies et des dents ? Un cours de rattrapage accéléré en matière d'instruction civique ? Un stage d'observation en unité sortie de grande entreprise privée-publique nommée

Armée française ? Tous, en tout cas, seront appelés. Et bien peu élus. Même si l'on veut croire qu'à l'occasion de ce rendez-vous citoyen, et par la force de l'habitude, les sirènes en uniforme leur chanteront l'antique mélodie « Engagez-vous, rengagez-vous ! ».

Il n'est pas sûr qu'ils signent en rangs serrés. Nos enfants sont des âmes simples. A preuve cet intéressant sondage effectué auprès de 40 000 élèves de première et de terminale dans treize académies par l'Institut de gestion sociale, pour l'association Jeunesse et entreprise. La question était rituelle. Du genre « Qu'est-ce que vous voudrez faire quand vous serez encore plus grands ? ». La réponse fut surprenante.

Foin de rêves d'eldorado, de conquêtes planétaires, de guerre commerciale. Fini la chasse aux métiers mythiques et romantiques, l'aventure de la modernité en marche. On ne rêve plus. On assure. Les lycéens veulent faire des études. Encore et toujours plus. Et, quand ils auront fini leurs études, ils souhaitent, majoritairement, en faire faire à d'autres.

L'enseignement, voici l'avenir. Professeur, mon fils, ma fille ! Tous, littéraires, scientifiques, économistes, ont placé en tête de leurs préoccupations et vocations deux choses : d'abord, entrer dans la fonction publique (33 %) ; ensuite, y entrer par la voie de l'enseignement ! Massivement, sans faillir, quitte à se bousculer au portillon.

Au règne radieux du privé, ils retournent public, ces graines de mauvaise graisse. Ils chevauchent l'avenir à reculons et le monde à l'envers. On ne saurait dire qu'elle ait une claire conscience de l'actualité en marche, l'antique progéniture !

Les électeurs nord-irlandais choisissent sans passion leurs délégués au processus de paix

Les unionistes pourraient être dépassés par les nationalistes modérés

LONDONDERRY

La principale cité catholique d'Irlande du Nord était plutôt calme, mercredi 29 mai, à la veille d'un scrutin qui le gouvernement britannique veut historique pour l'avenir du territoire (Le Monde du 30 mai). Les divisions culturelles et politiques, qui courent en deux la société nord-irlandaise et qui avaient causé vingt-cinq années de guerre civile, paraissent notablement absentes dans des rues de Londonderry livrées aux badauds.

Si les électeurs sont restés calmes, voire passifs, les États-majors se sont efforcés de faire monter la tension dans un scrutin où pratiquement tout le monde a quelque chose à perdre, notamment les deux principaux partis unionistes, qui, pour la première fois de leur histoire, risquent d'être dépassés par le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) nationaliste modéré de John Hume.

Quant au Sinn Féin, branche politique de l'IRA, il peut craindre de plafonner à son score habituel de

10 % malgré son engagement dans le processus de paix. Cela explique la solide assurance de M. Hume, qui, dans un français parfait, a rappelé au Monde ses positions et celles de son parti, le SDLP.

« PROTÉGER L'IDENTITÉ DE TOUS »

« Nous avons aujourd'hui la meilleure chance depuis longtemps de parvenir à une paix permanente », estime M. Hume, qui demeure cependant rétif à des élections qui pourraient « encourager la surenchère et rendre ainsi les négociations plus difficiles ». Le leader du SDLP espère, néanmoins, qu'une fois les résultats connus tous les partis se retrouveront autour du tapis vert, même si la controverse continue de faire rage sur le désarmement de l'IRA exigé par les protestants.

« Jamais ailleurs dans le monde de telles exigences n'ont été formulées », assure M. Hume, fils de cette Irlande où le fustil est toujours allié de pair avec la politique ; « Tous les partis, sauf le nôtre, ont été fondés par et sur les armes et,

quand les combats ont cessé, celles-ci n'ont jamais été rendues. Ce n'est que parallèlement à la négociation que l'on pourra résoudre cette question à la satisfaction de tous. Ce qui compte le plus, c'est de savoir si l'IRA veut sincèrement la paix. Sinon, elle peut rendre ses armes le lundi et en racheter le mardi. »

L'homme qui, par son travail opiniâtre, est parvenu à convaincre l'IRA que la lutte armée n'était pas la seule méthode d'interrogatoire tout-fois sur l'unité du mouvement républicain, car l'expérience montre qu'« en cas de scission la violence continue ». Il rappelle aussi que la responsabilité du conflit repose sur le refus des unionistes de partager le pouvoir, même s'il existe désormais une nouvelle génération d'hommes au sein de laquelle grandit un désir de changement.

« Ce qu'il faut aux unionistes, c'est un De Klerk », estime John Hume. Je leur dis : ayez confiance en vous. A cause de la géographie, de la démographie, on ne peut rien résoudre sans vous et il faut trouver un accord protégeant l'identité de tous. Il existe

deux mentalités en Irlande, celle de l'unioniste « afrikamer » qui se sent assiégé, et celle du nationaliste qui doit cesser de considérer que les unionistes sont minoritaires. Ici, ce n'est pas la terre qui est divisée, mais le peuple, et on ne peut pas unifier un peuple par la force. »

John Hume - qui est député à Strasbourg - donne l'exemple de l'Europe : « Qui aurait prévu un continent uni après deux guerres mondiales ? Je veux faire la même chose en Irlande, en créant des institutions respectant la diversité de notre peuple qui lui permettent de travailler en commun sur notre terre très commune. » En deux phrases contradictoires, l'homme-clé de la politique locale résume l'énorme complexité de la situation sur ce bout d'Ile dont près de la moitié de la population se veut irlandaise tandis qu'une petite majorité se sent britannique : « Le problème avec les Irlandais, c'est qu'ils n'ont pas de mémoire mais qu'ils n'oublient jamais ! »

Patrice de Beer

La mort du cardinal Léon-Etienne Duval

LE CARDINAL LÉON-ÉTIENNE DUVAL, est décédé jeudi 30 mai à Alger. Né le 9 novembre 1903 à Chânes (Haute-Savoie), ordonné prêtre en 1926, il est devenu évêque de Constantine en 1947, puis d'Alger en 1954. Pendant la guerre d'Algérie, il avait multiplié les appels à la paix entre les communautés et les protestations contre la torture. Il avait acquis la nationalité algérienne en 1965, ce qui lui avait valu d'être traité, par les partisans de l'Algérie française, de « Mohamed Duval ». Porte-parole des Églises du Maghreb, il avait également joué un grand rôle au concile Vatican II. Depuis, il vivait à Alger à Notre-Dame d'Afrique, affecté par les événements de ces derniers mois, notamment l'assassinat des sept moines de Tibéhirine.

La Lyonnaise remporte le contrat de fourniture d'eau à Gaza

LA LYONNAISE DES EAUX vient de remporter le contrat de gestion des services d'eau et d'assainissement de la bande de Gaza, a annoncé la compagnie française, jeudi 30 mai. La Lyonnaise des eaux a été chargée de gérer les installations de production (pompage), les stations d'épuration et le réseau qui dessert un million d'habitants. Ce contrat, conclu pour une durée de quatre ans, a été remporté à l'issue d'un appel d'offres international organisé par la Banque mondiale, au nom de l'autorité palestinienne. Jeudi matin, on se réjouissait, au siège du groupe français, d'avoir remporté ce contrat « à marges faibles » mais qui permet « d'asseoir sa présence dans cette région du monde ». La Banque mondiale devrait organiser prochainement un nouvel appel d'offres pour la Cisjordanie.

■ ROYAUME-UNI : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime, dans sa dernière analyse annuelle de l'économie britannique, que la reprise dans ce pays est assise sur « des bases saines », et que « le ralentissement que connaît actuellement la croissance devrait être un phénomène relativement temporaire ». Les dépenses de consommation et les réductions d'impôt viennent stimuler la reprise, estime l'OCDE, qui ajoute que le pays est devenu « très compétitif sur le plan des coûts » et qu'il reçoit, à lui seul, environ 40 % des investissements directs étrangers réalisés dans l'Union européenne.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 30 mai, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 2207,50 -0,55 -10,15

Hong Kong Index 11200,00 +0,54 +12,02

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

12200,00

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

2005 2005

Paris CAC 40 2117,10 -0,74 -13,30

Londres FT 100 3766,00 +0,17 +2,09

Zürich 1735,43 +0,45 +13,44

Milan MIB 30 1135 -0,69 +21,91

Frankfurt Dax 30 2556,20 -0,08 +13,41

Bourses 1767,18 -0,34 +13,30

Suisse SMI 1391,72 +0,55 -4,51

Madrid Ibor 35 365,01 +0,34 +14,04

Amsterdam CBS 383,60 +0,66 +19,31

Tirage du Monde daté jeudi 30 mai 1996 : 454 667 exemplaires.